
NYPL RESEARCH LIBRARIES
3 3433 06183928 2

VICTOIRES,

CONQUÊTES,

DÉSASTRES, REVERS ET GUERRES CIVILES

DES FRANÇAIS.

VICTOIRES,

CONQUÊTES,

DÉSASTRES, REVERS ET GUERRES CIVILES

DES FRANÇAIS,

DE 1792 A 1815,

PAR UNE SOCIÉTÉ DE MILITAIRES ET DE GENS DE LETTRES.

Suum cuique decus posteritas rependit.
TACITE, *Annales*, liv. IV, 35.

TOME CINQUIÈME.



PARIS,
C. L. F. PANCKOUCKE, ÉDITEUR,
Rue et hôtel Serpente, n°. 16.

1817.

VICTOIRES, CONQUÊTES,

DÉSASTRES, REVERS ET GUERRES CIVILES

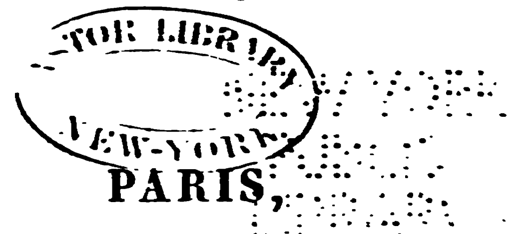
DES FRANÇAIS,

DE 1792 A 1815,

PAR UNE SOCIÉTÉ DE MILITAIRES ET DE GENS DE LETTRES.

Sua cuique decus posteritas rependit.
TACITE, *Annales*, lib. IV, 35.

TOME CINQUIÈME.



PARIS,

C. L. F. PANCKOUCKE, ÉDITEUR,
Rue et hôtel Serpente, n°. 16.

1817.

IMPRIMERIE DE C. L. F. PANCKOUCKE.

Le Tome cinquième est accompagné de cinq planches, dont trois doubles ; ce qui forme huit planches.

Paris, le novembre 1817.

M.

En publiant le tome cinquième des *Victoires et Conquêtes des Français, de 1792 à 1815*, je puis dire que l'opinion publique a généralement approuvé cette entreprise nationale ; mais je dois sans cesse réclamer pour les volumes suivans toutes les notes qui peuvent concourir à établir l'exactitude des faits, afin de remplir mes engagemens avec les souscripteurs impatiens de rappeler à leur mémoire tous les détails des événemens qui ont acquis à la France et à ses guerriers une gloire immortelle.

Vous me permettrez donc, Monsieur, au nom de ce même public qui a souvent applaudi au récit de vos nobles travaux, de vous presser pour obtenir les notes et documens qui rappellent toutes vos actions militaires.

Cet ouvrage, par son succès, deviendra réellement un monument national. La simplicité du récit, l'ordre qui y règne, cette impartialité constante, en ont fait le recueil le plus complet des Annales militaires des Français : beaucoup de renseignemens nous parviennent chaque jour. Nous puisons dans toutes les sources qui nous sont ouvertes ; mais ne pourraient-elles pas quelquefois nous égarer ? N'auriez-vous pas vous-même des regrets de voir, dans un ouvrage qui se trouve aujourd'hui entre les mains de tant de personnes, des faits qui vous concernent dénaturés et loin de toute vérité ? Veuillez donc, Monsieur, nous éclairer vous-même ; nous savons que la modestie et la franchise accompagnent le vrai courage, et nous ferons un simple extrait des notes que vous voudrez bien nous communiquer. Veuillez réclamer de vos parens, de vos amis, de vos chefs, les détails sur les événemens

militaires de ces campagnes mémorables, et nous les adresser, ainsi que toutes vos notes particulières, telles qu'elles sont; elles vous seront remises. Alors, nous serons assurés d'avoir présenté à l'Europe le tableau le plus vrai des actions héroïques de notre nation; vous y aurez contribué, et vous verrez, sans doute avec contentement, que nous avons ainsi devancé le jugement de la postérité, qui rendra à chacun ce qui lui est dû.

Daignez agréer, Monsieur, les expressions de ma considération, et m'honorer d'une réponse.

C. L. F. PANCKOUCKE,

rue Serpente, n°. 16.

P. S. Quelques personnes ont pensé que le nombre des volumes pouvait être considérable; l'article du *Moniteur* que nous insérons en tête de ce volume, nous a paru répondre parfaitement à cette objection, et nous vous prions de peser les raisons offertes à la fin de cet article; elles sont telles que nous les présenterions nous-mêmes. Et, pour en donner une preuve, nous assurons à l'avance, que l'année 1797 ne formera pas un demi-volume, le traité de Campo-Formio, conclu au printemps, ayant arrêté toutes les opérations militaires de cette année.

Il est facile de remarquer que la plupart des détails des événemens des tomes IV et V diffèrent de beaucoup de tout ce qui avait été publié dans les journaux et dans divers ouvrages; ils nous ont été fournis par des officiers-généraux qui commandaient dans ces campagnes.

EXTRAITS

DES JOURNAUX

SUR LE TOME QUATRIÈME.

(*Moniteur du* 13 *octobre* 1817).

On se rappelle l'époque de nos dernières guerres, où, après d'éclatans faits d'armes, pour entretenir cet enthousiasme militaire dont on avait besoin pour des entreprises nouvelles, plus étendues et plus audacieuses encore, il fut question d'élever un temple à la Gloire, et d'y consacrer sur le marbre les noms de ceux qui avaient scellé la victoire de leur sang. Cette idée, empruntée de l'antiquité, devait se réaliser parmi nous dans des proportions si vastes, par des moyens d'exécution si difficiles, par des sacrifices si immenses, que personne ne crut à son exécution. L'expérience justifia bientôt l'incrédulité. Les colonnes du temple destiné à devenir le panthéon de la gloire française, sont demeurées fidèles à leur destination religieuse et primitive : nous ne sacrifions plus qu'à la divinité, heureux enfin de pouvoir le faire sous les auspices de la paix et sous l'abri des institutions protectrices données par un monarque législateur, si digne de la reconnaissance de tous les amis de la véritable liberté.

Mais ce que le marbre n'aurait pu faire qu'avec de si pénibles efforts, ce qu'il eût conservé quelques siècles peut-être, la presse peut le faire sans peine et pour toujours ; la presse qui, dans son infatigable activité, se renouvelle d'âge en âge ; qui, réalisant la fable du phénix, renaît de ses propres cendres ; la presse dont les monumens sont indestructibles, parce que le temps les multiplie au lieu de les anéantir. En ce sens, le recueil que cet article a pour objet pourrait être, sans figure, considéré comme l'exécution plus exacte, plus complète et plus durable du plan que nous venons de rappeler, avec cette différence qu'il ne s'agit plus ici d'enflammer les imaginations, mais de fixer d'honorables souvenirs ; d'exciter une nouvelle ardeur guerrière, mais d'inscrire dans

le temple de la paix le nom de ceux qui se sont illustrés de nos jours dans la ca rrière des armes.

On prétend qu'un historien dit un jour : « Voilà mon histoire faite, il ne me reste plus qu'à l'apprendre. » Nous Français, nous pouvons dire : Voilà une longue et terrible guerre terminée ; apprécions le bienfait de la paix en étudiant nos sanglantes annales, imposantes leçons utiles aux souverains comme aux peuples. En les lisant, méditons sur la vanité des choses humaines, sur les jeux du hasard et sur les calculs du génie, sur l'inconstance de la fortune et les caprices de la victoire ; reconnaissons que chaque peuple a son tour, a ses jours d'héroïsme et de prospérité, et qu'il est un terme où la justice d'une cause centuple les forces morales de celui qui la défend ; gémissons sur le néant des conquêtes, en voyant que, même consolidées, elles valent rarement le prix qu'elles ont coûté : surtout dans une partie de ces annales, reconnaissons qu'après l'horrible situation d'un peuple qui, passant sous le joug étranger, perd son indépendance, son territoire et son nom, il n'est pas de sort plus cruel que celui d'une nation livrée à la fureur des partis, et en proie aux calamités de la guerre civile. Etudions l'histoire de nos époques révolutionnaires pour reconnaître le danger d'un premier mouvement presque toujours irrésistible, et qui toujours compte ses auteurs pour ses premières victimes. Etudions l'histoire de la guerre de la révolution pour reconnaître la limite qui sépare le droit d'une juste défense du droit de conquêtes, qui n'en est que l'imprudente continuation et la dangereuse représaille : remarquons surtout que le véritable caractère national s'est toujours renfermé dans l'exercice du premier droit, et qu'il ne s'est élancé dans le second que par une suite d'événemens hors de toute prévoyance humaine, dont l'enchaînement et la gradation n'ont permis ni à la force de résister, ni à la sagesse de se faire entendre.

Deux partis se présentaient aux éditeurs de ce vaste et intéressant recueil. Ils pouvaient suivre sur un même théâtre l'ensemble et les détails d'une campagne ou des campagnes successives qui ont donné de l'illustration à ce théâtre ; mais ici un obstacle se présentait : comment isoler ainsi le tableau d'une campagne sur un point, de la marche des événemens, sur trois, quatre et jusques à quatorze autres points, où la guerre, simultanément active, faisait éprouver à la France tant de vicissitudes, et liait du nord au midi, de l'est à l'ouest, tantôt les victoires aux victoires, et tantôt les revers aux revers. En outre, ces tableaux, plus intéressans peut-être et plus instructifs pour l'homme du métier, sont l'objet naturel d'ouvrages spéciaux dans lesquels d'habiles théoriciens, ver-

sés dans l'art de la guerre, habitués à en suivre l'examen scientifique et comparatif, dans l'histoire et dans le cabinet, comme sur le champ de bataille, ont exposé, en les commentant et en les soumettant aux principes généraux de la stratégie, les campagnes qui ont illustré nos grands capitaines. Mais le plus souvent le plan de ces écrivains est borné, la nature du terrain en fixe les limites, ils n'ont qu'un objet en vue, ou même n'ont voulu dessiner qu'un grand portrait historique placé sur la première ligne du tableau.

Mais ici l'objet était différent, et une autre marche devait être suivie. Le but des éditeurs était de présenter dans leur ordre de succession naturelle les événemens de vingt-trois ans de guerre sur tous les points où elle a été portée; d'en offrir l'ensemble sans en négliger les détails; de peindre les choses sans oublier ni les hommes, ni les traits individuels, ni les mots remarquables qui caractérisent l'esprit, le mobile et, si l'on peut le dire, la couleur des diverses époques. Il fallait donc prendre l'ordre chronologique sans s'écarter un moment de sa rigueur précise. Son désavantage est sans doute de faire passer le lecteur, en quelques pages, du Rhin à la Loire, et de l'Escaut aux Pyrénées; de lui faire abandonner une opération intéressante pour une autre qui commence ou finit sur un autre point; mais l'ouvrage semble moins destiné à être lu de suite (quoiqu'il puisse l'être en liant les événemens par un artifice très-facile), qu'à mettre tous les lecteurs à même de retrouver à l'instant, et sans une recherche pénible, la campagne, l'action, la ville, le nom qui les intéresse. Des tables, rédigées avec méthode et une exactitude scrupuleuse, d'abord attachées à chaque volume, et qui seront reproduites dans leur ensemble à la fin de l'ouvrage, donnent des indications si sûres et si commodes, que tel événement de la guerre que l'on recherche, tel nom d'homme ou de lieu sur lequel on désire une instruction ou un souvenir, se trouve en un moment sous les yeux, quelque part qu'il soit placé ou reproduit. Il ne suffit donc pas de dire que ce plan était le seul admissible, il faut ajouter qu'il est également satisfaisant, puisqu'il peut à volonté présenter ou l'intérêt d'une lecture suivie, ou toute la facilité de recherches que donne un dictionnaire.

L'impartialité est le caractère essentiel d'un recueil semblable; elle l'est et le doit être. S'il en était autrement, l'ouvrage serait frappé de mort, et l'on ne soupçonne pas que des éditeurs veuillent eux-mêmes tuer leur entreprise. On reconnaît que les récits dont il se compose ont été rédigés d'après des matériaux comparés, qui de l'un et de l'autre côté ont pu, dans le temps, n'avoir qu'une authenticité relative, mais

dans le rapprochement desquels un homme exercé, éclairé par les résultats et les événemens ultérieurs, doit trouver facilement la vérité. Voilà pour la nature des faits : quant aux hommes, l'impartialité est encore ici non-seulement un devoir, mais un principe de succès, et elle se trouve ainsi doublement garantie. Sur quelque terrain qu'on ait combattu, quelle que soit la bannière qu'on ait suivie, sur quelque point que des combattans se soient rencontrés, républicains ou royalistes, vendéens ou révolutionnaires, soldats ou émigrés français, nationaux, auxiliaires, ou étrangers alliés contre nous, tous ont eu leur place et leur destinée dans cette mémorable lutte ; tous l'ont dans ce vaste tableau, soit qu'ils aient fait remarquer leur courage, soit qu'ils aient abusé de la victoire, soit qu'ils aient prouvé que la véritable bravoure s'allie à l'humanité.

Il est un autre point de vue sous lequel l'utilité de cet ouvrage peut être appréciée. Un grand nombre d'officiers-généraux, et même d'officiers supérieurs, consacrent en ce moment les loisirs de la paix qui nous est rendue, à fixer leurs souvenirs sur le papier ; ils retracent, dans des mémoires particuliers, les grands événemens auxquels ils ont pris part, et le rôle individuel qu'ils y ont joué. C'est surtout à l'égard des pays qui n'ont été le théâtre que d'opérations secondaires, mais si nécessaires au succès de l'ensemble, que de tels mémoires sont précieux. Ces opérations, presque toujours perdues de vue ou négligemment énoncées par les rédacteurs des rapports officiels, n'en méritent pas moins d'être connues. Le Tyrol, l'Illyrie, la Suisse, l'Espagne, le Portugal, Naples, l'Etat romain, les pays au-delà de l'Elbe, ont été le théâtre d'événemens et d'actions militaires qui n'ont pas été décrits, comme ils méritaient de l'être, dans les rapports généraux. Les mémoires particuliers doivent y suppléer ; mais, parmi les officiers qui les écrivent, combien n'en est-il pas qui ne prétendent écrire que pour eux et pour leur famille, et qui redouteraient ou le grand jour de l'impression, ou cette sorte d'inconvénient toujours attachée à la publication d'un écrit où l'historien est obligé de parler de lui-même. Le recueil dont il s'agit leur offre un moyen facile et sûr de confier à l'histoire les matériaux précieux qu'ils ont réunis, de ne perdre ni le fruit de leurs services, ni celui de leur travail. Ils peuvent procurer à la substance de ce travail la publicité désirable sans se mettre personnellement en scène, et se servir eux-mêmes en servant l'édition et ses lecteurs. C'est aux éditeurs à rapprocher avec soin, avec une attention scrupuleuse et impartiale, les divers mémoires nationaux ou étrangers qu'ils reçoivent sur une campagne ou sur une action, à les

opposer, à les commenter, et à puiser la vérité dans la contradiction elle-même. C'est de ce soin difficile que les éditeurs paraissent s'être acquittés jusques ici avec autant de bonne foi que de lumières, et tout annonce qu'ils sauront persévérer dans cette sage et utile direction.

Le quatrième volume, qui vient de paraître, retrace la suite des opérations de l'armée de Pichegru en Hollande, en 1795, la prise d'Utrecht, de Gorcum, d'Amsterdam, celle de Dordrecht, Rotterdam, La Haye, l'étonnant fait d'armes où l'on vit un corps de cavalerie, marchant sur la glace, aborder des vaisseaux retenus par elle, et s'en emparer; le fameux siége de Roses, la pacification de la Jaunais et celle de Saint-Florent, la négociation et la paix avec la Prusse, la prise de Luxembourg, la pacification avec l'Espagne, la catastrophe de Quiberon, et cette autre catastrophe qui, le 13 vendémiaire, ensanglanta les murs de Paris. Là finit la domination conventionnelle. Un nouvel ordre de choses va commencer: le directoire va s'établir. La France n'a plus que deux puissances ennemies, et elle va combattre l'une par l'autre en ouvrant la campagne d'Italie. Tel sera le sujet brillant du cinquième volume. Les événemens vont se succéder avec une étonnante rapidité, mais presque toujours sur un même théâtre. Ce n'est plus sur le cercle entier de nos frontières que la guerre se déploie, c'est sur deux points principaux. Dans les années suivantes, et après l'épisode de l'expédition d'Egypte, nos annalistes n'auront même à suivre le plus souvent que les mouvemens d'une seule et grande armée. On doit en conclure que le recueil entier pourra être complété sans que le nombre des volumes soit aussi considérable qu'on aurait pu le croire, et, pour un ouvrage de cette nature, une telle certitude est un des avantages que, dans l'intérêt des souscripteurs, il est utile de faire remarquer.

PLANS

CONTENUS DANS LE TOME CINQUIEME[1].

Pages

Bataille de Loano. 61
Carte du Berri (double) 135
Carte pour servir à l'intelligence des batailles de Montenotte, Millesimo et Mondovi (carte double). . . 163
Carte pour servir à l'intelligence de la suite des opérations militaires en Italie (carte double). 215
Carte de l'archipel des Antilles. 310

[1] Toutes ces Cartes sont dressées par M. Ambroise Tardieu, d'après le texte même, et d'après les meilleurs matériaux.

TABLE

DES

CHAPITRES DU CINQUIEME VOLUME.

CHAPITRE XIII.

1795-an IV. Pages.

Octob. Brum.

29 7 Opérations de l'armée du Rhin ; passage de ce fleuve à Manheim. Affaires des lignes de Mayence 1

Novem.

14 23 Combat du col d'Argentera et de la vallée d'Houlx

18 27 Reprise des hostilités dans la Vendée. Occupation de l'Ile-Dieu par les Anglais ; arrivée de S. A. R. le comte d'Artois dans cette île, etc., etc. 27

Frim.

23-24 2-3 Bataille de Loano 31

Fin Déc. Frim.-Niv.

Combat de Saint-Cyr ; prise de Belleville ; situation du parti royaliste dans les pays insurgés, à la fin de 1795 60

Décemb. Frim.

21 30 Suite des opérations des deux armées de Sambre-et-Meuse, et de Rhin-et-Moselle. Evacuation de Manheim ; combats sur la Pfrim, dans le Hundsruck, etc. ; armistice conclu avec les deux puissances belligérantes 89

CHAPITRE XIV.

1796-an IV.

Mars. Germ.

29 9 Arrestation et mort des deux chefs vendéens, Stofflet et Charette. Fin de la guerre civile dans la Vendée proprement dite 107

1796-an IV. Avril.	Germ.		Pages.
9	20	Nouveau plan d'insurrection organisé par le comte de Rochecotte; révolution dans le Berri; occupation de Sancerre par les royalistes; Combats de Sens-Beaujeu et de Palluau, etc., etc.	135
11	22	Ouverture de la campagne en Italie; bataille de Montenotte	163
14-15	25-26	Bataille de Millesimo, et combat de Dego	181
	Floréal.		
28	9	Combat de Vico; bataille de Mondovi, et armistice conclu entre l'armée sarde et l'armée française	199
Mai.			
9	20	Passage du Pô, et combat de Fombio; armistice conclu avec l'infant duc de Parme	215
15	26	Passage du pont de Lodi; prise de Milan, etc.	226
	Prair.		
25	6	Armistice conclu avec le duc de Modène; conspiration de Pavie; reprise de cette ville	241
Juin.			
3	25	Passage de Mincio, combat de Borghetto; prise de Peschiera, de Vérone; commencement du siége de Mantoue	255
		Relation des principaux événemens maritimes, depuis le mois de juin 1794, jusques au même mois de l'année 1796	267
		Evénemens remarquables arrivés dans les colonies françaises, depuis la fin de 1794, jusque vers le milieu de 1796; reprise de la plus grande partie des îles du Vent par Victor Hugues; envoi de Santhonax à Saint-Domingue, pour y exercer de nouveau les fonctions de commissaire civil	311

FIN DE LA TABLE DU TOME CINQUIÈME.

TABLE

ALPHABÉTIQUE

De tous les noms de Français ou étrangers, et de tous les corps désignés dans le cinquième volume.

A.

Alard, 30.
Allary, 271.
Alexandre, 104.
Andréoni, 218.
Archiduc de Milan, 236.
Archiduchesse de Milan, 236.
Argens (d'), 86.
Argenteau, 56, 57, 58, 63, 66, 174, 176, 177, 178, 179, 180, 183, 184, 186, 187, 188, 189.
Artois (S. A. R. le comte d'), 27, 29, 32, 36, 37, 40, 41, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 69, 70, 76, 77, 78, 84, 85, 113, 114, 122, 127, 137, 196.
Audinus, 117.
Augereau, 53, 60, 61, 174, 177, 179, 181, 184, 185, 187, 188, 189, 191, 198, 199, 200, 201, 207, 219, 230, 231, 232, 233, 234, 237, 258, 259, 264, 266.
Autichamp (d'), 85.

B.

Badereau, 86.
Badouville, 4.
Balbi, 246.
Baillet, 94.
Bailli Valente Gonzague, 336.
Banel, 185.
Bardoulat, 158.
Barnel, 68.
Barras, 169.
Bataille, 140, 147, 148.
Bayrand, 198, 233.
Bazire, 271.
Beauchamp, 108.
Beaulieu, 65, 167, 168, 172, 173, 174, 175, 176, 178, 180, 182, 183, 184, 189, 192, 193, 194, 195, 197, 198, 202, 204, 205, 213, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 226, 229, 230, 231, 234, 246, 247, 250, 253, 256, 257, 258, 261, 263.
Beaumel aîné, 88.
Beaumel, 87, 124.

b

Beaumont, 233, 235.
Benoist, 291.
Berade, 271.
Bergeret, 310.
Bernadotte, 98.
Berie, 124.
Bernier, 36, 83, 84, 112, 113, 116, 117.
Berthier, 178, 202, 223, 232, 333.
Bertrand-Keranguin, 271.
Besignan (le comte), 137.
Bezard, 140.
Bizanet, 57.
Blavet, 171.
Bonaparte, 64, 65, 104, 169, 170, 171, 172, 173, 175, 177, 178, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 209, 210, 211, 212, 214, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 246, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266.
Bonchamp, 39, 122.
Bonneau, 81, 82, 83, 85.
Bonnetat (de), 149.
Bossard, 128.
Bouchet, 304.
Bouin, 140, 161.
Bourmont (de), 85.
Bouvet, 271.
Boyer, 188.
Bridport, 40.
Brisbane, 321.
Bruix, 271, 299.
Brunet (Sixte), 277.
Buchet aîné, 140, 156.
Buchet-Martigny, 140, 148, 156, 161.

C.

Cadi, 36.
Cadoudal (Georges), 43, 76, 77.
Caffin, 111, 116.
Cailleau, 86, 88, 127.
Cambfort, 316.
Canuel, 81, 82, 83, 85, 152, 153, 155, 158, 161.
Carnot, 240, 241.
Castel, 245.
Caton, 135.
Causse, 190, 192.
Censière jeune, 161.
Censière aîné, 1 0, 161.
Cervoni, 57, 175, 188, 232.
César, 104.
Cétréton, 36.
Chabran, 57.
Châlon, 36.
Championnet, 15.
Charette, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 69, 70, 71, 72, 73, 78, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 107, 108, 109, 110, 111, 117, 118, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136.
Charette aîné, 124.
Charette de la Gascherie (mademoiselle), 131.
Charette de la Colinière, 124.
Charles VIII, roi de France, 173.
Charles, 35.
Charlet, 54, 56, 57.
Chauchard, 100.
Cherin, 73, 74, 75.
Chérubini, 245.
Clairfait, 11, 12, 17, 18, 19, 21, 89, 91, 92, 93, 94, 95, 99, 100, 101, 102, 103, 104,

Coëtus, 88, 107, 109.
Colbert (le chevalier de), 111, 114.
Colli, 173, 174, 180, 184, 186, 192, 193, 195, 196, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 210, 218, 220, 223, 230, 235, 256.
Collinière (le chevalier de la), 151.
Collot, 312.
Condé (le prince de), 45, 137, 138, 250.
Cornwallis (le lord), 40, 295.
Costa (le marquis de), 211.
Coudé, 291.
Courand, 271.
Crublier, 116.
Cuto (le prince de), 260.

D.

Dallemagne, 221, 232, 264.
Dalligny, 140.
Dammartin, 59, 251, 252.
Dandlar, 77.
Dandlar jeune, 77.
Debonnetal, 161.
Deboulinard, 140.
Delaage, 72, 82, 201.
Delvialinard, 161.
Derrigaux, 140, 161.
Desenfant, 153, 154, 155, 159, 161.
Desjardins, 140.
Desmartis, 271.
Desparbès, 316.
Despinois, 202, 249, 251, 252, 254.
Dessalines, 320.
Dessiens, 140.
Devaraines, 117.
Devaux, 152, 153, 154, 161.
Dewins, 104, 167.
Dordelin, 271.
Doyle, 41.
Dubois-Bertellot, 77.
Duc de Modène (le), 241, 245, 246, 247.
Duchalais, 140, 161.
Ducorps, 140.
Dufour, 12.
Dujard, 206.
Dujuglard (le marquis de), 146.
Dumouriez, 101, 103.
Dumoutier, capitaine de vaisseau, 271.
Dumoutier, 33.
Dundas (Henri), 312.
Dupas, 232.
Dupin, 139, 140, 146, 147, 152, 153, 158, 159, 160.
Duplanti, 111.
Dupuis, 192.
Dutil, 130, 131, 132.

E.

Elbée (d'), 122.
Emmanuel IV, roi de Sardaigne, 196, 197, 202, 203, 204, 205, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 240, 247.
Epinai (l'), 86.
Etienne, 271.

F.

Ferdinand IV, roi de Naples, 164, 165, 204, 260, 266.
Ferdinand (Joseph), grand duc de Toscane, 166.
Fhilippo della Rosa, 224.
Fiorella, 201.
Flayes (le comte de), 202.
Flins, 245.
Fontenay (de), 118.
Forestier, 36, 117.
Fougeray, 36.

François Ier., roi de France, 173, 219.
François, empereur d'Autriche, 164, 165.
Frontin, 218.

G.

Gantheaume, 271.
Gardanne, 257.
Gassin, 271.
Gaudin, 32.
Godin, 140.
Gossec, 245.
Goupilleau, 118.
Graham, 313.
Grangier, 140.
Gratien, 85, 88, 121, 122, 124, 126.
Gressin-Boisgirard (madame), 156, 157, 158.
Gressin-des-Averdines, 158.
Gressin-Desforges, 157.
Grey (Charles), 312.
Grignon de Pouzanges, 48.
Grigny, 128.
Guérin, 70, 71, 72.
Guérin jeune, 124, 125.
Guesdon, 121, 122, 125, 126.
Guibert, 131.
Guichard, 116.
Guillonnet, 140.
Guyeux, 201.

H.

Hatry, 96
Hédouville, 75, 76, 129.
Henri IV, 40, 113, 141, 262.
Herville (d'), 69.
Hoche, 40, 43, 73, 74, 75, 76, 78, 79, 80, 81, 82, 84, 85, 88, 107, 108, 111, 113, 114, 115, 116, 118, 119, 120, 121, 122, 125, 129, 130, 146, 152, 162.
Howe, 269, 270, 272, 283.
Hugues (Victor), 311, 313, 314.
Huguet, 371.
Hyde de Neuville, 138, 139, 151.

J.

Jacob, 132.
Jardin (Louis), 241.
Jean-Bon-Saint-André, 287.
Jérôme, 66, 67.
Jolet, 125.
Joly, 133.
Jomini, 65, 104.
Joubert (le général), 57, 62, 181, 184, 185, 198.
Joubert, commissaire de la Convention, 10.
Jourdan, 2, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 13, 16, 17, 18, 20, 21, 90, 91, 92, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 106, 164.

K.

Kellermann, 22, 23, 25, 26, 51, 52, 54, 57, 170.
Kerguelen, 295, 299.
Kilmaine, 257, 260.
Kléber, 11, 13, 14, 15, 16, 17, 73, 96, 101, 106.
Klein, 16.
Kray, 92, 94, 98.

L

Lachabeaussière, 245.
Lacretelle, 90, 103.
Laharpe, 56, 57, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 183, 187, 188, 189, 190, 194, 202, 219, 221, 222, 223, 230.

Lajaille (le chevalier), 127.
La Longerie, 88.
Lamel, 271.
Langlois, 271.
Lannes, 59, 219, 221, 222, 251, 264.
Lanusse, 190, 221.
Laporte, 124.
La Roberie, 86, 87, 124.
La Roberie jeune, 124, 125, 128.
Laroche-Davo jeune, 127.
Laroche-Jacquelein, 88.
Larreguy, 271.
Lasalle, 316.
Latouche, 214.
Latour (le général), 92, 94.
Latour (le capitaine), 234.
Latour (le baron de), 211.
Laveaux, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326.
Lebeau, 271.
Lebled, 37, 38.
Le Bouvier-Desmortiers, 126.
Lebrun, 245.
Lecadou, 271.
Leclerc, 259.
Lefranc, 271.
Lehyr, 276.
Leire (le comte de), 202.
Lejoille, 288.
Lelieu, 94.
Lemarois, 234.
Lemercier, 43, 76.
Lemoelle, 71.
Lemonnier, 86.
Leray, 271.
Leroux, 37.
Letourneur de la Manche, 287.
Lezenul, 176.
Lhéritier, 271.
Lichtenheim (Charles), 117.
Liégeard, 117.
Liptay, 205, 220, 221, 222, 225, 256.
Longer, 271.
Louis XII, 173.
Louis XIII, 173.
Louis XIV, 173.
Louis XV, 173.
Louis XVII, 30, 141.
Louis XVIII, 4, 5, 31, 44, 113, 141, 145, 149, 154, 190, 261, 262, 285.
Louis, duc de Parme et de Plaisance, 166, 254.
Loutil, 117.

M.

Marceau, 11, 13, 14, 16, 18, 91, 92, 93, 98, 99, 100.
Marec, 282, 283.
Marigny, 133.
Marmont, 19, 206, 254.
Martin, 286, 287, 289, 290, 292, 301, 302.
Masséna, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 60, 61, 63, 66, 171, 174, 178, 179, 181, 187, 188, 190, 199, 200, 201, 206, 214, 219, 230, 231, 232, 234, 237, 257, 258, 261, 263, 266.
Matter, 202.
Maugars, 14, 16.
Meadows, 273.
Mélas, 256.
Melzi (le comte de), 237.
Ménage, 116.
Ménard, 63, 181, 184, 187, 223, 239.
Mercier, 57.
Mercier fils, 161.
Merlin de Thionville, 19.
Michel, 140.
Michel, déserteur allemand, 146.
Miollis, 51, 62.

Moira (le lord), 41, 46.
Monck, 3.
Monconsu, 280.
Monnier, 234.
Montaigu, 95.
Moutaigu (de), 118.
Moreau, 96, 106.
Morel, 271.
Moulton, 309.
Murat, 202, 259.

N.

Nalèche, 100.
Nauendorf, 92, 94, 98.
Nelson, 175, 289.
Nesslinger, 179, 180.
Newcome, 273.
Nicolas, 36, 116.
Nicoletti, 230.
Nielly, 271, 280.
Niou, 300, 301, 303.

O.

Ott, 94.

P.

Pajot, 33, 87.
Palasne-Champeaux, 294.
Pallavicini (le marquis Antonio), 225.
Perrée, 306.
Perroud, 321, 322.
Philippeaux, 138, 140, 141, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 154, 156, 158, 159, 161.
Pichegru, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 9, 10, 13, 17, 18, 20, 21, 89, 90, 92, 93, 94, 95, 97, 102, 103, 106, 137, 164.
Pie VI, 165.
Pigeon, 62.
Pilastre, 271.
Pitt, 273.
Pittony, 174, 556.
Poncet, 100.
Provera, 174, 184, 185, 187, 189.
Puisaye (le comte de la), 28, 46, 47, 110, 111.

Q.

Quasdanowich, 12.
Quénin, 185.

R.

Raillard, 271.
Rampon, 176, 177, 194.
Reille, 234.
Renaud, 274, 276.
Renaudin, 271, 300.
Rewell, 10.
Rezeau, 86, 124.
Richery, 307, 508.
Rigaud, 320, 322, 323, 324, 326.
Rivaud, 10.
Rivière (le marquis de), 29, 32, 34, 36, 44, 49, 78.
Robin, 309.
Rocavina, 176, 177, 179, 256.
Rochambeau, 312, 316.
Rochecotte (le comte de), 135, 136, 137, 138, 159, 146, 151, 162.
Rondeau, 192.
Roselmini, 256.
Rossey, 253.
Rosticelly aîné, 140, 155.
Rosticelly cadet, 140, 155.
Rusca, 58, 59, 191, 199, 233, 257.

S.

Saint-Hilaire, 57.
Salicetti, 237.

Sandos, 25.
Santhonax, 311, 316.
Sapineau, 34, 36, 37, 43, 82, 114.
Savin, 86.
Scépeaux (le vicomte de), 37, 38, 43, 84, 129.
Schall, 17, 18.
Schérer, 22, 26, 51, 52, 54, 55, 56, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 163, 168, 170.
Scheton, 117.
Schottendorf, 174, 220, 223, 230, 231, 233, 256.
Sémélé, 140.
Sercey, 312.
Serrurier, 53, 55, 62, 63, 181, 186, 191, 199, 200, 201, 207, 230, 234, 257, 258, 264, 266.
Sertorius, 135.
Sidney-Smith, 284, 286, 307.
Siméon, 68.
Simon, 125.
Siniavin, 285.
Sombreuil, 69.
Souhait, 13, 16.
Soyer, 36.
Spithal, 116.
Stengel, 201.
Stofflet, 34, 35, 36, 43, 44, 45, 76, 82, 83, 84, 85, 107, 108, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 128, 133, 136.
Suchet, 59, 60.
Sugny, 234.
Suwarow, 44.

T.

Talot, 118.
Tardy, 271.
Teutie, 67.
Thoiret, 234.
Thouseau de la Garnoche, 87.
Tiphaine, 271.
Topsent, 294.
Toussaint-Louverture, 319, 320, 321, 322.
Travot, 109, 121, 124, 125, 126, 127, 128, 129.
Tréhouart, 280.
Trogoff, 285.
Turenne, 260.
Turpin (le chevalier), 37.

V.

Valde-Paraiso (le comte de), 224.
Valentin, 127.
Valette, 25.
Vaubois, 22, 23, 24, 266.
Vauquet, 191.
Vence, 294, 295.
Verdreau, 308, 309.
Victor, 52, 58, 190.
Vieillevigne (de), 125.
Vignolles, 192, 195.
Vignot, 271.
Villaret, 267, 268, 269, 270, 271, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 304.
Villatte, 321, 322.
Vrillière (le duc de la), 138.

W.

Warren, 41, 51.
Wartensleben, 92.
Whitelock, 318.
Williams, 19.
Willot, 111, 121.
Wukassowich, 183, 186, 187, 189, 190, 191, 218, 223, 250.
Wurmser, 11, 12, 20, 89, 90, 92, 104.

Armées françaises et étrangères [1].

BATAILLONS, — * de Nadasty, 231, 232, — quatrième de l'Yonne, 66, 67.
DEMI-BRIGADES LÉGÈRES, — première, 181, — seizième, 68, — vingt-quatrième, 181.
DEMI-BRIGADES DE LIGNE, — huitième, 190, — dix-huitième, 178, 181, 187, — vingt-unième, 176, — vingt-quatrième, 100, — trente-deuxième, 191, — trente-neuvième, 181, — cinquante-cinquième, 181, — cinquante-sixième, 68, — soixante-neuvième, 181, — soixante-dixième, 223, soixante-quinzième, 178, 181, 187, — quatre-vingt-quatrième, 181, — quatre-vingt-neuvième, 190, — quatre-vingt-dix-neuvième, 190, — cent septième, 115, — cent-dix-septième, 176, — cent-soixante-onzième, 115.
CAVALERIE, — vingtième régiment, 202, — Royal, 41.
CHASSEURS, — vingt-cinquième régiment, 191, — * d'Yorck, 41.
DRAGONS, — seizième régiment, 316.
HULANS, — * britanniques, 41.
RÉGIMENS, — * d'Acqui, 68, — * d'Allouville, 41, — * de Belgio-joso, 187, — de Castres, 41, — cent dixième de ligne, 45, — de Choiseul, 41, — de Mortemar, 41, — soixante-deuxième, 115, — * de Terzy, 179, — * de Williamson, 41, — * Meyerhoff, 24, — * Millius, 24, — * de Strenq, 24 [2].

[1] Tous les corps étrangers sont désignés par un astérisque.

[2] Ces trois derniers régimens suisses étaient au service du roi de Sardaigne.

Marine française et étrangère [1].

Le vaisseau l'Achille, 271, — * l'Agamemnon, 289.
La frégate l'Alceste, 287, 288, 289, 302.
Le vaisseau l'Alcide, 286, 302, 303, — * l'Alexander, 280, — l'Alexandre, 297, 298, — l'America, 271, — * l'Annibal, 280, — l'Audacieux, 271, — le Barra, 286, 307, — * le Bedford, 303, — * le Bellerophon, 271, — * le Berwick, 287, 288, 289, — le Berwick, 300, 307, — * le Brunswick, 269, — le Ça-Ira, 286, 289, 290, 291, 292, 293, 299, 307, — le Censeur, 289, 290, 291, 292, 293, — * le Cen-

[1] Tous les vaisseaux étrangers sont désignés par un astérisque.

seur, 307, —* le Centurion, 274, 275, 276, — le Commerce de Marseille, 285, — le Conquérant, 280, — la Convention, 271.
La frégate la Courageuse, 307.
Le vaisseau * le Courageux, 290, 291.
Le brick le Coureur, 274, 276.
La frégate la Cybèle, 274, 275, 276, 311, — * la Daphné, 282.
Le navire le Désiré, 304.
Le vaisseau * le Diomède, 274, 275, 276, — le Duquesne, 200, 293, 307.
La frégate l'Embuscade, 307.
Le vaisseau l'Entreprenant, 271, — l'Eole, 271, — l'Experiment, 306.
La frégate la Félicité, 307.
Le vaisseau le Formidable, 297, 298, — * la Fortitude, 307.
Le vaisseau le Fougueux, 281.
La frégate la Friponne, 287, 307.
Le vaisseau le Gasparin, 271.
Le navire * le Harpy, 306.
Le vaisseau l'Heureux, 286, — * l'Illustrious, 290, 291, — l'Indomptable, 271.
La frégate l'Inconstant, 289.
Le vaisseau le Jacobin, 271, — * le Jason, 40, 51, — le Jemappes, 271, 272, — le Jupiter, 301, 307, — le Juste, 271.
La frégate la Justice, 302, 303.
Le vaisseau * le Leviathan, 271, — le Montagnard, 271, la Montagne, 271, — le Mercure, 280, 288, — le Mucius, 271, 272.
La goélette corsaire la Narbonnaise, 319.
Le vaisseau le Neptune, 271, 272, 281, — le Neuf-Thermidor, 281, — le Northumberland, 271, — le Patriote, 270, 271, — le Pelletier, 271.
La frégate la Prudente, 274, 275, 276, 311.
Le vaisseau le Redoutable, 280, — * la Reine-Charlotte, 268, — le Républicain, 271, 280, — la Résolution, 307, — le Révolutionnaire, 269, 270, 292, — le Sans-Culotte, 287, 288, — le Sans-Pareil, 271, — le Scipion, 271, 272, 281, — le Superbe, 281, — le Téméraire, 271, 281, — le Terrible, 271, — le Tigre, 297, 298, — le Timoléon, 286, — le Tonnant, 286, 290, 293, — le Tourville, 274, — le Trajan, 271, — le Trente-un-Mai, 271, — le Tyrannicide, 271, — le Vengeur, 271, 276.
La frégate la Vestale, 289.
Le vaisseau la Victoire, 289, 290, 293, 307.
La frégate la Virginie, 310.

FIN DE LA TABLE DES NOMS DU CINQUIÈME VOLUME.

VICTOIRES,

CONQUÊTES,

DÉSASTRES, REVERS ET GUERRES CIVILES

DES FRANÇAIS,

DE 1792 A 1815.

LIVRE PREMIER.

PREMIÈRE COALITION.

CHAPITRE XIII.

FIN DE L'ANNÉE 1795.

Opérations de l'armée du Rhin ; passage de ce fleuve à Manheim. Affaire des lignes de Mayence. — Combats du col d'Argentera et de la vallée d'Houlx. — Reprise des hostilités dans la Vendée. — Occupation de l'Isle-Dieu par les Anglais ; arrivée du comte d'Artois dans cette île, etc., etc. — Bataille de Loano. — Combat de Saint-Cyr ; prise de Belleville ; situation du parti royaliste dans les pays insurgés à la fin de l'année 1795. — Suite des opérations sur le Rhin. Evacuation de Manheim ; combats sur la Pfrim, dans le Hunsdruck, etc. Armistice conclu entre la France et l'Autriche.

Nous terminerons dans ce chapitre le récit des événemens 1795-an IV. militaires de l'année 1795. Ce ne sera pas sans éprouver un sentiment bien pénible, que les amis de la patrie liront les nouveaux détails de la conduite d'un général dont les titres de gloire ont été effacés tout-à-coup par une trahison, inutile

1795-an IV. à la cause qu'il voulait servir, et si fatale aux soldats qui défendaient alors l'indépendance nationale. La victoire de Loano, en retablissant l'éclat des armes françaises obscurcies par des revers dont Pichegru seul fut l'auteur, ne dédommagea point la France de la perte de ses guerriers sur le Rhin. On verra que ces derniers furent sacrifiés à l'ambition irrésolue d'un homme qui, sous l'apparence d'une simplicité antique, avec des dehors austères, préféra les fastueuses décorations dont on flattait sa vanité, à la couronne civique que la reconnaissance de ses compatriotes allait placer sur sa tête victorieuse.

Les événemens de la Vendée appelleront aussi l'attention des lecteurs curieux de connaître les causes cachées des faits dont ils ne peuvent se rendre qu'un compte inexact, quand ces documens indispensables leur manquent. Ils sauront comment furent paralysés, et le long dévouement des Vendéens, et les efforts généreux du plus actif de leurs chefs.

29 octobre. (7 brumaire.) Allemagne.

Opérations de l'armée du Rhin; passage de ce fleuve à Manheim. Affaire des lignes de Mayence[1]. — Tandis que le général Jourdan et sa brave armée continuaient à servir leur patrie, avec autant d'activité que de dévouement, le général de l'armée de Rhin-et-Moselle, Pichegru, semblait avoir oublié les lauriers qu'il avait cueillis dans la Flandre et en Hollande. L'inaction dans laquelle il restait fut long-temps une énigme pour les observateurs attentifs de sa mystérieuse conduite. On cherchait vainement à pénétrer les motifs de cette inaction, qui pouvait devenir si préjudiciable à la France, en livrant l'entrée de ses frontières à l'ennemi, après les revers qu'allait éprouver bientôt l'armée de Sambre-et-Meuse. Les conjectures formées à cet égard étaient si étranges, que long-temps on refusa de s'y arrêter. Mais le

[1] Journaux du temps, — Siéges et batailles, — Histoire de Pichegru, — Jomini, — Histoire de France, — Lacretelle, — Mémoires et Notes communiqués, etc.

temps qui découvre tout, a fait connaître enfin les replis de la conscience de Pichegru ; et il est permis de dire aujourd'hui, que si, à cette époque de la vie militaire et politique du général, il fut blâmable, aux yeux de bien des gens, c'est pour avoir mis dans ses projets moins d'audace et d'activité, qu'il montra de lenteur et de timidité. Tranchons le mot, il n'avait pas le génie nécessaire pour atteindre le but qu'il se proposait. Formé pour les armes, il ne possédait pas l'expérience et l'esprit d'intrigue qui conviennent au rôle qu'il voulut jouer [1]. Dans son dessein de remettre la France sous le gouvernement de ses anciens souverains, il n'avait pas calculé qu'en rallumant, par l'espérance, le feu des haines à moitié éteintes, il courait la chance presque certaine de rendre à l'anarchie une force qu'elle commençait à perdre, et qu'il ouvrait aux guerriers ses égaux cette carrière d'ambition, que l'un d'eux devait parcourir avec tant d'éclat, et si malheureusement pour la patrie.....

1795-an IV
Allemagne

Nous avons déjà indiqué que le général Pichegru, excité par les mécontens de tous les partis, qui cherchaient en lui une dernière espérance et un appui, avait tout-à-coup dédaigné la gloire républicaine, pour essayer de renouveler parmi les Français le rôle de Monck, si célèbre dans l'histoire anglaise. Nous avons dit que, devenu royaliste par haine, bien plus peut-être que par opinion, il n'avait été prendre le commandement de l'armée du Rhin que pour travailler à l'exécution du plan qu'il avait conçu. Il reçut bientôt, à son quartier-général, les agens envoyés par l'Autriche, l'Angleterre, et surtout par les princes français qui commençaient à ne plus désespérer de leurs destinées, depuis qu'un des premiers généraux de la république avait laissé entrevoir qu'il pouvait être pour eux le restaurateur de la monarchie. Long-

[1] Quoi qu'en dise l'auteur du manuscrit de Sainte-Hélène, qui prétend *que le rôle de Monck allait parfaitement à sa taille.*

1795-an IV. Allemagne. temps retenu par la crainte de devenir suspect au gouvernement républicain, dont il possédait toute la confiance, Pichegru ne découvrit que lentement, et comme par degrés, le secret de ses pensées. Cependant nous avons dit qu'une correspondance suivie s'était ouverte, entre lui et le prince de Condé, agissant au nom des princes français. Mais, toujours prudent, Pichegru ne se compromit jamais en écrivant directement au prince. Un affidé du général, le colonel Badouville, transmettait pour lui toutes ses réponses, ou allait les porter lui-même au prince de Condé [1].

Le résultat de cette intrigue fut donc l'inaction complette de l'armée de Rhin-et-Moselle, et l'espèce de refus constant de Pichegru, de coopérer d'une manière utile aux mouvemens du général Jourdan [2]. Nous verrons plus tard quels

[1] Ces détails, et une partie de ceux qui suivent, se trouvent dans la lettre du général Moreau au directeur Barthélemy; dans cet écrit qui étonna la France et l'Europe, et où l'on vit, à l'époque du 18 fructidor (4 septembre 1796), un général, aussi recommandable par ses vertus que par ses exploits, se déclarer le dénonciateur de son compagnon d'armes, de son ami. Cette lettre donnait au gouvernement tous les renseignemens qui pouvaient amener et qui amenèrent en effet la perte de Pichegru. Elle surprend d'autant plus encore aujourd'hui, qu'on peut être fondé à croire que Moreau n'était pas éloigné de partager, de cœur et d'opinion, les projets de Pichegru.

[2] « Des commissaires anglais, dit un historien (Lacretelle), tout orgueilleux de l'or qu'ils apportaient, des chefs d'émigrés jaloux d'attacher à leur parti l'un des généraux les plus distingués de l'armée française, des généraux et des ministres autrichiens défians et maladroits, se disputaient la conquête de Pichegru avant qu'elle fût faite, le marchandaient sans l'acheter, et le fatiguaient sans exciter son indignation. Les agens de cette intrigue furent des hommes obscurs..... Un général, tant de fois victorieux, ne sut point conserver sa dignité dans cette grande circonstance. Seulement il paraît que Pichegru cherchait à séparer les émigrés d'avec les étrangers armés contre sa patrie, et qu'il avait cru pouvoir conduire le projet de faire proclamer Louis XVIII par une armée républicaine, sans mêler ses étendards avec ceux des ennemis. Des dignités, des terres, des richesses, étaient offertes au général français, dont la gloire jusque là surpassait tous ces dons. Le prince de Condé ne fit que lentement, et avec mille

furent les effets de cette haine envers Jourdan, sentiment injuste et honteux, qui flétrit encore aujourd'hui la mémoire de Pichegru. 1795—AN IV. Allemagne.

Convaincu des difficultés qu'il rencontrerait à faire entrer dans ses vues son armée, toute républicaine, le général Pichegru redoubla de précautions pour cacher son secret sous les ombres du plus profond mystère. Le rival, dont les succès continuels blessaient si amèrement sa jalouse ambition, avait passé le Rhin comme autrefois Louis XIV, et s'avançait en vainqueur dans l'Allemagne. En voyant Jourdan travailler sans relâche à justifier, par des services, la confiance des républicains, Pichegru sentit que l'inaction dans laquelle il enchaînait son armée, allait devenir par trop extraordinaire, et fixerait sur lui tous les regards. Il reconnut donc la nécessité d'agir, pour donner au moins le change sur sa conduite, et persuader qu'il était toujours fidèle. C'était en même temps

signes de répugnance, des promesses vaines et disproportionnées encore à l'immense service qu'il attendait. Un autre négociateur, envoyé par Louis XVIII, eut quelque peine à ranimer cette correspondance, qui se prolongeait sans résultat. On n'avait jamais vu un général si prompt à lier des intelligences secrètes, si lent à en assurer les effets ; il travaillait sans fruit, mais aussi avec peu d'activité, à corrompre son armée ; il affaiblissait la discipline sans affaiblir un patriotisme que tant de victoires avaient exalté. On faisait entendre aux soldats des chansons où les institutions républicaines étaient avilies ; mais les soldats répétaient avec prédilection leurs chants républicains ; ils voyaient circuler dans les tentes de l'état-major, et jusque dans leurs camps, des étrangers, des émigrés déguisés en marchands, en colporteurs ; ils les laissaient passer sans outrage, et les écoutaient froidement. Pichegru semblait rétrograder lentement dans l'infidélité, depuis qu'il ne se flattait plus d'y entraîner son armée. Le prince de Condé s'en aperçut. Il pressa dans ses lettres, ou plutôt il somma ce général, qui ne pouvait rompre sans péril de telles trames après les avoir ourdies, ou d'éclater, ou de donner un gage de sa bonne foi. Il demanda et ne put jamais obtenir, qu'une place forte, telle que Huningue, lui fût livrée. Une passion assez profonde dans le cœur de Pichegru, sa haine pour le général Jourdan, peut être considérée comme le mobile le plus puissant qui le porta enfin à donner des effets à une trahison si long-temps et si vainement méditée. »

1795. AN IV. Allemagne.

se conserver les moyens de suivre plus sûrement son plan, dans le cas où il verrait jour à l'exécuter. En conséquence, il se détermina à faire agir ses troupes, et à imiter le mouvement de Jourdan sur Mayence. La partie de son armée, cantonnée sur le Haut-Rhin, eut ordre de le descendre et de se rapprocher de Manheim. On se rappelle que Pichegru était déjà maître de la tête de pont, en avant de cette ville. Le 20 septembre, il fit sommer le gouverneur de lui remettre la place, avec menace, en cas de refus, de faire incendier la ville. Ce gouverneur, qui avait eu connaissance des intrigues de Pichegru, ne vit dans cette menace qu'un moyen employé par le général français, pour se mettre à couvert aux yeux de son gouvernement, et, s'imaginant que l'occupation de Manheim était sans doute nécessaire à l'exécution des plans dont toute l'armée autrichienne s'entretenait publiquement, il rendit la place, sur la seule sommation de Pichegru, et se hâta de l'évacuer, après une capitulation singulière, qui n'a jamais été bien connue. Cette explication est d'autant plus naturelle, que Manheim renfermait des forces plus que suffisantes pour sa défense, et qu'autrement la reddition, sans coup férir, de cette place eût été une lâcheté insigne de la part du gouverneur.

L'occupation de cette clef du Rhin donnait à Pichegru toutes les facilités qu'il pouvait désirer pour passer le fleuve, s'il eût été sincère. Il était à même de se porter de là rapidement sur Mayence, et de s'entendre avec Jourdan, pour achever l'investissement de cette place, sur la rive droite. Mais, au lieu de faire traverser le fleuve aux principales forces de son armée, il se borna à faire jeter sur la rive droite une division de dix mille hommes, qui prirent position en avant de Manheim; bientôt il s'avança du côté de Mayence, et opéra sa jonction avec l'armée de Sambre-et-Meuse. Cette conduite extraordinaire aurait dû ouvrir les yeux du gouvernement

Cependant, telle était encore à cette époque la confiance absolue inspirée par Pichegru, que le comité de salut public prit un arrêté qui subordonnait de nouveau à ce général, son rival, le général Jourdan. Cette dernière détermination allait encore devenir fatale aux succès des armes républicaines autour de Mayence. 1795—An IV. Allemagne.

L'armée de Sambre-et-Meuse, au moment où elle se trouvait sur le Mayn, pouvait compléter soixante mille combattans. Le surplus était répandu sur les deux rives du Rhin, et devait en défendre les approches. Jourdan se trouvait donc à la tête de forces imposantes, propres à lui faire obtenir de grands succès. Mais, par l'effet de la confiance que le gouvernement accordait à Pichegru, Jourdan se voyait alors privé des seuls moyens qui mettent un général à même de tirer d'une armée tout le parti possible. Pichegru, dans le dessein de causer du mécontentement aux soldats de la république, avait insinué au ministre de la guerre que les deux armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse, étant destinées à agir sur le territoire ennemi, il était peu nécessaire de former les magasins et les approvisionnemens ordinaires pour soutenir des troupes en campagne. Il donnait à entendre, qu'en frappant les pays conquis de réquisitions et de contributions, il serait facile de faire la guerre sans qu'il en coûtât rien à la république. Ce conseil perfide avait été suivi à la lettre, par un gouvernement qui se croyait heureux d'être débarrassé du soin de subvenir à l'entretien de ses défenseurs. Depuis l'entrée en campagne, les deux armées avaient subsisté des réquisitions faites sur les lieux qu'elles occupaient. Cet abus avait cependant été supporté par les soldats de Jourdan, tant qu'ils campèrent sur les terres fertiles de la rive gauche du Rhin. Nous avons vu d'ailleurs que Jourdan, et tous ses généraux de division, s'étaient réunis pour remédier, par leurs soins, leur zèle et leur dévouement, à cette coupable insou-

1795-an IV. Allemagne. ciance du comité de salut public. L'économie, la discipline, et le généreux abandon de leurs propres appointemens, avaient surtout été les moyens employés par eux, pour faire vivre leurs soldats, et les empêcher de se livrer aux excès du pillage. Mais, quand une fois parvenue sur la rive droite du Rhin, l'armée de Sambre-et-Meuse se trouva resserrée dans un étroit espace, que bornait d'un côté l'armée des Autrichiens, et de l'autre la ligne de neutralité, il ne fut plus possible de mettre en usage les mêmes moyens, et de retenir le soldat pressé par la faim et les besoins de toute espèce. Jourdan, qui jusques alors s'était appliquée à garder dans ses camps la discipline romaine, allait voir, malgré lui, s'y introduire l'indiscipline des barbares.

Le pays sur lequel l'armée de Sambre-et-Meuse avait manœuvré, pour se rapprocher de Mayence et investir cette ville, sur la rive droite du Rhin, était entièrement dépourvu de ressources alimentaires. Les Autrichiens, en fuyant, avaient emmené tous leurs magasins, et les habitans s'étaient hâtés de soustraire tous les objets susceptibles d'être requis. Les Prussiens, qui entretenaient un cordon de troupes, pour faire respecter la ligne de neutralité, s'opposaient à ce que les généraux français frappassent des réquisitions sur les pays neutres. Jourdan avait du moins espéré qu'il lui serait possible de faire venir des denrées de cette rive gauche du Rhin, qui avait si long-temps nourri son armée. Mais, par une autre imprévoyance des agens du gouvernement, les chevaux que le général en chef avait fait demander n'arrivaient pas. Il en manquait trente mille, nécessaires aux charrois, et les convois, qu'on eût pu faire préparer, restaient sur l'autre rive, faute de moyens de transports. Le pain et les autres alimens étaient devenus plus rares dans l'armée française que dans la place assiégée. Comment aurait-on pu conserver l'espoir que les soldats resteraient fidèles aux lois de la discipline?

Aussi bientôt l'insubordination parmi les différens corps de l'armée se trouva à son comble. Il devint impossible aux généraux d'arrêter le pillage, et de contenir dans les bornes de l'honneur et du devoir des soldats que pressait toute l'horreur de la faim. Les lois militaires subsistantes étaient insuffisantes; il eût fallu pouvoir exercer des actes d'autorité arbitraires et vigoureux, pour mettre un frein à ce désordre universel. Mais les généraux n'osaient sévir de cette manière, dans la crainte d'attirer sur eux la haine que l'on portait aux anciens partisans du régime de la terreur, et de mériter les qualifications de *jacobins* et de *buveurs de sang*. Jourdan adressa de vaines plaintes au gouvernement républicain, pour obtenir les moyens de remédier à ces abus. « Faites exécuter les lois, » fut la réponse du comité de salut public; et les soldats ne faisaient aucun scrupule de les enfreindre. Plusieurs émeutes eurent lieu, et l'on vit ces guerriers, exaspérés par la misère, oublier le respect qu'ils portaient à leurs chefs, et tourner leurs armes contre ces derniers.

Telle était cependant la déplorable situation où les fausses mesures du gouvernement républicain, trompé par un général perfide, avaient mis une armée auparavant célèbre par sa bonne discipline autant que par sa bravoure. Celle du Rhin était elle-même dans un état à peu près semblable. Mais Pichegru, loin de s'en affliger, semblait s'en applaudir, parce qu'il espérait que le mécontentement des soldats leur ferait haïr la république, et les rendrait plus dociles à l'impulsion qu'il voulait leur donner. Mais n'ayant pu réussir dans ses projets, il vit lui-même que le plus grand fléau des armées est l'indiscipline : de là les revers qui en furent la suite; de là les désastres qui faillirent ouvrir la France à l'invasion étrangère, et la replonger dans le chaos où elle se trouvait au commencement de 1793.

Cependant l'armée de Sambre-et-Meuse était toujours sur

1795-an IV. Allemagne.

le Mayn, attendant que le général Pichegru, auquel elle était subordonnée, fît connaître ses intentions, et agît lui-même d'une manière efficace, pour continuer le siége de Mayence. Mais, non-seulement ce général ne donnait aucun ordre au général Jourdan, il se tenait encore dans la même inaction qu'auparavant, et refusait opiniâtrément de faire passer au-delà du Rhin d'autres troupes que les dix mille hommes qui y étaient déjà. Les commissaires de la Convention, qui jugèrent que cette inaction pouvait avoir les plus funestes résultats, invitèrent les généraux en chef à se réunir avec eux pour conférer sur les opérations des deux armées. Cette conférence eut lieu en effet au quartier-général d'Ober-Ingelheim, le 4 octobre, en présence de Rewbell, Joubert, Rivaud et Merlin de Thionville, commissaires de la Convention. Ces quatre délégués du gouvernement républicain, voyant que Pichegru persistait à ne pas vouloir porter plus de dix mille hommes de son armée sur la rive droite du Rhin, jugèrent avec raison que l'armée de Sambre-et-Meuse serait compromise si elle tentait le passage du Mayn, ou si elle pénétrait en Allemagne par le Haut-Mayn, avec quarante mille hommes dont Jourdan pouvait seulement disposer [1]; et ils prirent un arrêté d'après lequel il fut ordonné à ce général de rester dans sa position sur le Mayn, et ils le chargèrent en même temps du siége de Mayence. Ce même arrêté prescrivait à Pichegru de maintenir et inquiéter l'ennemi dans les environs de Manheim, en même temps qu'il ferait des tentatives sur le Haut-Rhin.

L'investissement de Mayence sur la rive droite fut donc

[1] L'armée de Sambre-et-Meuse, réunie sur le Mayn, comptait, ainsi que nous l'avons dit, soixante mille combattans. En s'éloignant de Mayence, Jourdan aurait dû laisser vingt mille hommes pour former l'investissement de cette place sur la rive droite; il ne lui serait donc plus resté que quarante mille hommes.

enfin commencé, et Jourdan en confia le commandement au général Kléber. Mais, toujours par suite de l'incurie du comité de gouvernement, on reconnut bien vite l'impossibilité de pousser le siége avec la vigueur nécessaire pour attaquer une place d'un développement aussi considérable. Un nombreux parc d'artillerie était nécessaire : trente-cinq pièces de canon seulement se trouvèrent disponibles. On manqua même des moyens les plus urgens pour tracer les lignes, ouvrir les tranchées, et se mettre à couvert de l'artillerie ennemie, dont les forts de la place et les camps retranchés étaient comme hérissés. Malgré tous les efforts de Jourdan et de Kléber, on ne put ramasser assez d'outils pour armer les travailleurs. Il est aisé de conjecturer les suites d'une détresse aussi désespérante. 1795-an IV. Allemagne.

Il en était presque de même pour la forteresse d'Ehrenbrestein, assiégée par la division du général Marceau. Les travaux pour cette attaque avaient été achevés avec l'intelligence et l'activité ordinaires à ce général; mais, faute de moyens de transports, l'artillerie et les munitions n'arrivaient pas. Il était impossible de continuer avantageusement les opérations du siége.

C'est dans ces circonstances affligeantes pour la gloire nationale, que les généraux ennemis semblèrent redoubler d'efforts pour accabler les Français. Leur audace s'accrut tout-à-coup à l'aspect de l'état de faiblesse et d'inertie où se trouvaient réduites les armées républicaines. Le général Clairfait, après la prise de Manheim, s'était hâté de quitter la position de la Lahn, et d'occuper celle du Mayn, afin de ne point perdre ses positions sur le Haut-Rhin. Il avait repassé le Mayn les 22 et 23 septembre, pour prendre position, la droite vers Aschaffenburg, la gauche vers Francfort. Clairfait voulant opérer concentriquement avec Wurmser (général en chef de l'armée autrichienne du Haut-Rhin), marcha le 24 à Hep-

1795-an IV. Allemagne. penheim. Wurmser, qui lui-même était accouru à marches forcées, afin de coopérer à cette jonction importante, avait eu déjà un engagement avec les dix mille hommes de l'armée du Rhin, postés en avant de Manheim. En effet, la division du général Dufour, qui faisait partie de ce corps d'armée, s'était avancée le 24 sur Heidelberg, et avait attaqué le général autrichien Quasdanowich dans une position avantageuse près de Schriesheim et Wibligen. Après une affaire très-vive, les Français furent forcés à se replier sur Manheim, avec une perte de douze cents hommes, et laissant le général Dufour entre les mains de l'ennemi. Cet engagement eut pour résultat le rétablissement de la communication entre les deux armées autrichiennes, par la grande route du Rhin.

Les renforts détachés de l'armée de Wurmser étaient arrivés, et pouvaient monter à vingt-cinq mille hommes. Alors la position transversale de l'armée de Sambre-et-Meuse devenait hasardée; son aile gauche était en l'air, au milieu d'un pays ennemi, n'ayant pour appui que la ligne de neutralité que les Autrichiens, prétextant la conduite des Français à Lichelcamp, allaient bientôt violer. En effet Clairfait, méditant sur cet état de choses, libre de ses mouvemens par les nouveaux ordres de sa cour, renforcé par quinze mille grenadiers hongrois, déroba la marche de plusieurs corps séparés, qu'il réunit à son aile droite, en forçant la ligne de neutralité, dont il fit retirer les postes prussiens : il conçut et exécuta avec précision et rapidité le projet de tourner la gauche de l'armée française, et de la contraindre, par sa seule position, à se replier à la hâte, pour lui présenter un front qui ne pouvait guère se former que sur le Rhin.

Déterminé à reprendre l'offensive, Clairfait mit promptement en mouvement son armée. Dans la nuit du 10 au 11 octobre, les Autrichiens passèrent le Mayn à Seligenstadt, et les troupes légères se portèrent le lendemain sur la Nidda,

tandis que les colonnes s'avançaient sur Wetzlar, afin d'envelopper l'armée française. Alors Jourdan craignant de s'engager avec des chances défavorables, vit qu'il n'avait d'autre parti à prendre que celui d'une prompte retraite. Les ordres furent aussitôt donnés pour que l'armée se mît en mouvement, et levât ce blocus de Mayence sur la rive droite, commencé avec tant d'enthousiasme, et que devaient suivre de si tristes événemens. Cette retraite que la force des choses, la perfidie de Pichegru et la criminelle apathie du comité de salut public ordonnaient impérieusement, quand avec plus d'ensemble dans les opérations des deux armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse, et surtout une assistance plus puissante de la part du gouvernement, on eût pu se promettre des succès éclatans; cette retraite, disons-nous, se fit dans le meilleur ordre possible, et doit faire encore aujourd'hui le plus grand honneur au général Jourdan qui la dirigea. Tandis que le centre de l'armée se repliait sur le Rhin, que l'aile gauche rétrogradait sur Dusseldorf, l'aile droite, commandée par Kléber, repassait le Rhin par le pont de Neuwied, et se fortifiait sur la rive gauche. Les Autrichiens n'osèrent troubler que faiblement cette retraite d'une armée qu'ils craignaient encore, même dans ses revers. Leurs tirailleurs eurent, il est vrai, quelques engagemens avec l'arrière-garde française; mais ces engagemens furent presque toujours sans résultats, et ne portèrent aucun empêchement au grand mouvement de l'armée. La retraite de l'aile gauche par le pont de Neuwied faillit seulement être troublée par un accident provenant de l'inadvertance d'un officier français, et non par l'intervention des Autrichiens.

1795-an IV. Allemagne.

Le général Kléber, qui commandait cette aile, avait donné au général Marceau, commandant l'arrière-garde, l'ordre de faire mettre le feu à tous les bateaux qui étaient sur la Sieg, au moment où il jugerait que le gros du corps d'armée aurait passé le pont de Neuwied. Le capitaine du génie Souhait,

1795-an IV. Allemagne.

que Marceau chargea de l'exécution de cet ordre, calcula mal les instans, et se hâta trop d'effectuer sa commission. Les bateaux en feu, entraînés dans le Rhin par le courant de la rivière, arrivent au moment où les premières colonnes françaises allaient passer le pont, et l'embrasent. L'armée, poursuivie par les Autrichiens, se trouvait ainsi acculée au Rhin, sans moyens de passage. Cette position était embarrassante. A la vue du danger que courent les Français, Marceau, désespéré d'un événement qu'il se reproche, veut se punir de ce qu'il appelle son crime, porte ses pistolets sur son front. Il allait se brûler la cervelle, lorsque son aide-de-camp et ami Maugars se saisit de l'arme fatale, et conserve ainsi à l'armée l'un de ses plus chers et plus braves officiers[1]. Ce-

[1] Nous avons suivi pour notre récit les renseignemens fournis par la sœur du général Marceau dans une réclamation adressée, le 11 juillet 1817, au journal le Constitutionnel, et dans laquelle elle dément entièrement les détails que l'on rencontre chez les historiens du temps.

Voici d'ailleurs ces détails, tels que les a donnés le Dictionnaire des siéges et batailles :

« Kléber, obligé de faire retraite devant un ennemi supérieur, arrive à Neuwied, ordonne au général Marceau, toujours au poste du danger, couvrant alors la retraite de l'arrière-garde, de faire mettre le feu à tous les bateaux qui sont sur la Sieg, au moment où il jugerait qu'il aurait traversé le pont de Neuwied. Marceau calcule mal les instans. Les bateaux en feu, entraînés par le courant du fleuve, embrasent le pont, et l'armée se trouve pressée entre un fleuve étincelant de flammes et les Autrichiens qui la foudroient. Marceau, désespéré, voulant se punir d'une erreur si funeste, porte ses pistolets sur son front. Kléber, calme au milieu du danger, lui arrache ses pistolets : « Jeune homme, lui dit-il, allez vous faire casser la tête en défendant ce passage que vous voyez avec votre cavalerie ; c'est là où il vous est permis de mourir. » Il appelle le chef des pontonniers, et lui demande combien il lui faut de temps pour jeter un pont : « Vingt-quatre heures sont nécessaires. — Je vous en donne trente, et vous m'en répondez sur votre tête. » Il apaise les cris de ses troupes, dont le désespoir fait retentir le rivage « Soldats ! leur dit-il, les Autrichiens commencent d'être dignes de lutter contre vous ! Eh bien, faisons-leur voir que lorsque nous sommes arrêtés par un fleuve, c'est sur eux que nous nous précipitons. Ouvrons-nous dans leurs

Cependant le danger était pressant : les Autrichiens, arrivés sur les bords de la Sieg, se préparaient à la traverser sur les derrières des Français. Kléber alors fait appeler le chef des pontonniers, et lui demande combien il lui faut de temps pour jeter un nouveau pont. « Vingt-quatre heures, répond le pontonnier. — Je vous en donne trente, réplique l'intrépide

1795-an IV. Allemagne.

...ons un passage que le fleuve nous refuse encore. » A ces mots d'un guerrier qui avait la taille et le regard d'un des héros d'Homère, les soldats, ne voyant plus les dangers qui les avaient fait pâlir, s'animent, et, le sabre à la main, ...ent un long espace entre les travaux du rivage et le champ de bataille. Kléber place la division de Championnet sur le plateau de Bendorf, en disant à ce général : « Mon ami, vaincre ou mourir. Si l'ennemi nous attaque, point de coups de fusil ; la baïonnette en avant. » Le pont s'achève ; Kléber ...end alors sa retraite, etc..... »

Nous croyons faire plaisir à nos lecteurs en mettant ici la réclamation de la sœur du brave Marceau. Elle nous servira de pièce justificative :

Paris, 11 juillet 1817.

Au rédacteur du Constitutionnel.

« Monsieur,

Il y a quelques années que j'eus l'intention de réclamer publiquement contre un ... de la vie de mon glorieux frère, qui se trouve dénaturé dans l'ouvrage qui a pour titre l'*Honneur français*, de manière à laisser une tache à sa réputation comme ...maine, à donner une fausse idée de son caractère et de celui du général Kléber, son intime ami ; mais les secousses politiques ne laissaient pas le temps d'attacher ses regards sur le passé, et le présent excitait seul l'intérêt ou la curiosité. Aujourd'hui que les écrivains retournent en arrière, et vont fouillant les archives pour écrire les fastes de nos dernières guerres, la mémoire du général Marceau, que les historiens allemands ont appelé le *héros* des armées françaises, exige de sa sœur, qu'il chérissait par-dessus tout, qu'elle signale à ceux qui rédigent des *Annales*, des *Campagnes mémorables*, des *Biographies*, les erreurs re...prochables qu'ils ne manqueraient pas de copier, les trouvant dans des écrits qui peuvent d'ailleurs mériter beaucoup de confiance ; et, comme je ne puis deviner quels sont ceux qui se destinent à transmettre à la postérité les actions des hommes qui ont illustré ou affligé notre pays, pour que mon observation puisse parvenir à tous et profiter à tous, je prends le parti de la publier dans votre journal.

On attribue au général Marceau, dans l'*Honneur français*, page 175, l'incendie du pont de bateaux sur le Rhin, à la retraite de 1795. Il avait bien reçu

1795-an IV. Allemagne. général, et vous m'en répondez sur votre tête. » Déjà l'arrière-garde faisait face aux Autrichiens; déjà l'artillerie, disposée sur les bords de la Sieg, foudroyait leurs colonnes, et s'opposait vigoureusement à leur passage. Le jour et la nuit s'écoulent dans une vive et continuelle canonnade. Au bout des trente heures accordées par Kléber, le pont de Neuwied était

l'ordre de faire brûler ou couler bas les bateaux qui étaient sur la rive; mais il en chargea le capitaine du génie Souhait. Cet officier a avoué à toute l'armee, et l'a depuis écrit à un ami de Marceau, qu'il y avait mis trop de précipitation. Il est bien vrai que Marceau, extrêmement sensible, se croyant responsable d'un événement qui pouvait compromettre une partie de l'arrière-garde de l'armée, s'arma d'un pistolet, et, sans son aide-de-camp et ami Maugars, il eût terminé sa vie. Mais il n'est pas exact que ce fut au général Kléber qu'il dut son salut, dans ce que l'auteur appelle, mal à propos, *la consternation générale*. Il est encore moins vrai que ce général se soit permis de le traiter de *jeune homme*, en lui adressant un discours composé par l'auteur de la note, et qui prouve qu'il ne connaissait ni Kléber ni Marceau. Ce dernier était trop fier pour souffrir, dans aucun cas, de telles expressions dans la bouche d'un camarade, eût-il eu trois fois son âge; et Kléber pensait avec trop de noblesse pour vouloir offenser son ami dans un pareil moment.

J'étais alors près de mon frère, et je fus informée de ce qui se passait. Le général Kléber, qui ne commandait qu'une division comme Marceau, depuis quelque temps était en froideur avec mon frère. Les paroles que ce général adressa à Marceau, en l'embrassant, furent celles-ci : « Est-ce que vous ne comptez plus sur votre ami, sur votre frère d'armes? Est-ce que vous avez oublié Kléber? Montons à cheval, et tout sera réparé. » En effet, ils furent toute la journée ensemble de l'autre côté du Rhin, et l'ennemi s'aperçut tellement de leur présence, qu'il fut deux jours sans se faire voir sur les bords de ce fleuve, bien loin de menacer et *foudroyer* notre armée, comme le dit l'auteur de cet article.

Encore une fois, dans tout son récit, il n'y a pas un mot qui soit conforme à la vérité. Tout s'est passé sous mes yeux; Marceau et Kléber m'avaient confié le sujet de leur petite brouillerie, et m'avaient choisie pour médiatrice. Et d'ailleurs, ce qui fait voir combien l'auteur a été trompé par les notes qu'on lui a fournies, c'est que Kléber ne commandait pas alors cette armée; il obéissait aux ordres de Jourdan, et jamais Marceau ne commanda de cavalerie, hors celle qui faisait partie de sa division, et qui était sous les ordres immédiats du général Klein. »

réparé. Les Français passent le fleuve sans obstacles, et le vaillant général met le dernier le pied sur ce pont qui vient de s'élever comme par miracle. 1795-an IV. Allemagne.

Jourdan désirait beaucoup qu'on pût garder la tête du pont de Neuwied; mais les travaux n'étant pas assez avancés pour qu'on se défendît avec avantage, Kléber la fit évacuer. Il conserva seulement l'île de Neuwied, dans laquelle, ainsi que nous l'avons rapporté ailleurs, les Français avaient établi plusieurs batteries formidables. Le général en chef fit en outre mettre Dusseldorf en état de défense et couvrir cette place par un camp retranché; il en fut même construit un second dans l'anse de Hamm, dont les deux ailes étaient appuyées au Rhin et protégeaient le pont de bateaux.

Cependant Clairfait, voyant qu'il serait inutile de suivre Jourdan sur Neuwied et sur Dusseldorf, où il avait une retraite assurée, jugea assez habilement qu'il pouvait profiter de l'avantage que lui donnait l'excellente place de Mayence pour déboucher sur la rive gauche du Rhin, et forcer l'armée française à évacuer entièrement la rive droite pour venir défendre son propre territoire. Le général autrichien laissa un tiers de ses forces en observation sur la Sieg, et revint avec le gros de son armée le 27 octobre à Flersheim. Dans la nuit du 28 au 29, il arriva à Mayence et attaqua le 29 au matin la division du général Schall, qui gardait les approches des fameuses lignes.

Ces lignes, dont nous avons parlé précédemment, étaient toujours occupées par les divisions de Rhin-et-Moselle aux ordres du général Pichegru; soit en effet trahison, soit ignorance, ce général n'avait paru faire aucune attention à la retraite du général Jourdan. Il semblait jouir de la plus grande sécurité, et avait réussi à l'inspirer à ses soldats, toujours pleins de confiance en lui, quand déjà les dangers les environnaient de toutes parts. En effet, la retraite de

1795-an IV. Allemagne. l'armée de Sambre ôtait à celle de Rhin-et-Moselle son principal appui, et la mettait entièrement à découvert. Vainement elle se croyait en sûreté dans ses camps retranchés et dans les lignes élevées depuis un an et avec des peines incroyables sur la rive gauche du Rhin; l'armée autrichienne pouvait l'attaquer, la repousser, la détruire, depuis que, supérieure en nombre par la retraite de Jourdan, elle n'avait plus à craindre d'être troublée dans ses opérations. Une déroute épouvantable allait apprendre aux Français le péril d'une trop grande sécurité.

Clairfait, en s'approchant de Mayence, avait compris que le succès de son entreprise dépendait de celui des premières attaques, et qu'en cachant parfaitement ses dispositions préalables, et en débouchant vivement, il surprendrait des troupes habituées depuis long-temps à rester paisibles dans leurs retranchemens. La nuit fut orageuse et favorable aux assaillans. Le 29 octobre, à six heures du matin, le corps de réserve des Autrichiens passa le Rhin sur deux fortes colonnes, l'une au-dessous de Mayence, pour tourner les batteries des postes de circonvallation à Monbach; l'autre au-dessus de Mayence, vers la chaussée de Manheim, pour en couper la retraite. La garnison sortit de la place sur trois colonnes, dont l'une se dirigea sur les retranchemens français, vers le village de Hechtsheim, l'autre sur le centre des lignes, et la troisième droit à Monbach.

Le secret de la marche des Autrichiens avait été si bien gardé, que les Français n'en furent instruits qu'en voyant leurs bataillons se déployer majestueusement entre la ville et les retranchemens. Le général Schall, attaqué le premier, écrivit vainement à Pichegru, pour l'instruire de la position de l'armée; sa dépêche resta sans réponse; et, ne recevant point d'ordre, Schall fit lui-même les dispositions qu'il jugea nécessaires; mais les Français avaient été tellement surpris,

que tous ses efforts furent superflus. En un moment la première ligne, défendue par les soldats de sa division, fut forcée et se mit à fuir en désordre sur la seconde. Cette seconde ligne voulut se défendre. L'engagement resta même assez vif jusqu'à ce que les Français, apercevant la colonne autrichienne qui avait passé le Rhin au-dessous de Mayence, et qui s'avançait pour les tourner, s'effrayèrent et se retirèrent vers la redoute la plus proche de leur droite; mais elle-même était déjà forcée. Alors la confusion se mit dans les troupes françaises; elles se jetèrent en désordre dans le bois de Monbach, où, ralliées, elles tentèrent encore un moment de faire résistance.

1795-an IV. Allemagne.

Cependant la colonne autrichienne de gauche avait attaqué la droite des lignes : la défense y fut d'abord opiniâtre, et le combat sanglant; mais, de même qu'à Monbach, la colonne qui avait passé le Rhin au-dessus de Mayence arrivant pour tourner les redoutes, et une flottille de sept chaloupes, conduite par le major anglais Williams, ayant remonté le Rhin et débarqué un corps de mille Autrichiens à dos des Français, ces mouvemens décidèrent la débandade. Les soldats, les généraux, la cavalerie, l'infanterie, fuyaient pêle-mêle et sans ordre, n'ayant tous qu'un seul but, celui d'échapper à une destruction complète. Quatorze escadrons ennemis furent détachés par Clairfait sur cette masse de fuyards et en firent un grand carnage. On dit que dans cette circonstance un seul homme, le jeune capitaine Marmont [1], sut garder le sang-froid nécessaire à tout militaire dans une déroute. Intrépide à la tête de sa compagnie, il tint ferme contre les escadrons ennemis, et ne céda que lorsque, menacé d'être enveloppé, il fut obligé de suivre le torrent et de

[1] Aujourd'hui duc de Raguse, maréchal et pair de France, major-général de la garde royale, etc.

1795 - an IV. Allemagne. partager une fuite dont les Français républicains avaient jusques ici donné bien peu d'exemples. L'armée du Rhin perdit dans cette déroute soixante canons et plus de trois mille hommes ; les Autrichiens en eurent quinze cents hors de combat.

Ainsi, par la faute d'un seul homme, la France perdait, pour ainsi dire, en un moment, le but des efforts de toute une année ; et l'armée du Rhin, cette armée dont une partie des troupes avait conquis la Hollande, voyait tout-à-coup flétrir ses lauriers par ce même général qui lui avait donné une si grande illustration. En effet si Pichegru, au lieu d'entreprendre des projets au-dessus de ses forces, eût agi franchement durant cette fatale campagne de 1795, des triomphes éclatans recommanderaient aujourd'hui son nom à la postérité, au lieu que les défaites essuyées par son armée retombant tout entières sur lui, obscurciront sa gloire dans les siècles à venir. En refusant de porter sur la rive droite du Rhin des forces plus considérables, il compromit essentiellement la position de l'armée de Sambre-et-Meuse. Il fut cause que les deux armées de Wurmser purent opérer leur jonction, agir de concert contre le général Jourdan, et le forcer à faire cette retraite qui ôtait à la France tout espoir de succès pendant le reste de la campagne. Il nous semble que rien ne démontre mieux les dangers d'une trahison que cette fin mémorable d'une campagne qui avait eu les plus beaux commencemens. Pichegru, en paraissant travailler dans l'intérêt des puissances ennemies, espérait sans doute que son armée du moins serait épargnée. Mais les traîtres ont-ils donc en effet le droit d'inspirer quelque confiance ? Du moment où l'Autriche se vit en mesure d'obtenir par elle-même les résultats que le général Pichegru lui faisait lentement espérer, on devait s'attendre qu'elle oublierait ses promesses, et ne se ferait point de scrupule de battre et d'exterminer l'armée d'un gé

néral qui pouvait trahir ses complices comme il trahissait son pays. La conduite de Pichegru dans cette circonstance nous paraît d'autant plus blâmable, que le désir de changer le gouvernement de sa patrie, ne fut pas le seul qui l'ait fait agir. La jalousie qu'il portait à Jourdan se joignait, d'une manière trop visible, à l'amour que lui inspiraient les Bourbons, pour que les royalistes mêmes puissent lui savoir gré de ses efforts. Elle est prouvée cette jalousie, par son entêtement à ne point seconder les opérations de l'armée de Sambre-et-Meuse au-delà du Rhin; et des historiens dignes de foi l'accusent même d'avoir lâchement découvert à Clairfait les postes faibles de l'armée de Jourdan, et de lui avoir indiqué ce plan d'attaque, qui contraignit en effet le général de l'armée de Sambre-et-Meuse d'abandonner ses conquêtes pour se retirer sur le Rhin. Cependant, quel fruit Pichegru a-t-il retiré d'une conduite aussi contraire aux lois de l'honneur? Jourdan, en faisant une retraite honorable devant un ennemi supérieur en nombre, n'a point cessé de mériter la reconnaissance de la patrie; Pichegru, au contraire, battu en ligne, s'est vu réduit à faire devant l'ennemi une retraite honteuse qui le fût devenue davantage encore, s'il ne l'eût point assurée par de nouvelles concessions aussi déshonorantes que les premières.

1795-an IV.
Allemagne.

Nous n'avons pas cru devoir garder le silence sur ces traits flétrissans de la vie d'un général qui pouvait agir plus dignement pour l'exécution du noble projet qu'il avait osé concevoir; l'impartialité que nous professons nous le commandait. Qu'espérait-il donc celui qui, pour servir la cause de la royauté, livrait ainsi les soldats de la patrie au fer de l'étranger? Il nous semble, et nous ne craignons pas d'être démentis par une bouche auguste, que pour servir le roi honorablement, il convenait de le faire proclamer à la tête de l'armée française; si les circonstances rendaient ce grand projet im-

1795–an IV. Allemagne. praticable, alors il fallait encore dissimuler, et se dessaisir plutôt du commandement des troupes, que de devenir pour elles une cause de désastres et de revers aussi funestes.

14 novembre. (23 brumaire) Piémont. *Combat du col d'Argentera et de la vallée d'Houlx*[1]. — Le général Kellermann était arrivé à l'armée des Alpes, et avait employé ses premiers momens à faire une exacte reconnaissance de toutes les positions occupées par ses troupes. Ne voulant point que l'armée des Alpes entrât en quartiers-d'hiver, avant que celle d'Italie n'eût achevé la campagne, il s'empressa de contribuer, par tous ses moyens, aux succès des opérations de cette dernière, et, pour cet effet, il ordonna à tous ses détachemens de harceler continuellement l'ennemi, et de le tenir en haleine sur tous les points que la neige et les glaces n'avaient pas rendus absolument impraticables. Cette utile diversion devait tenir occupés les Piémontais, et les empêcher de porter eux-mêmes des secours aux corps ennemis que le général Schérer avait en tête.

En conséquence de ces dispositions, le général Vaubois reçut ordre de porter un fort détachement sur les Clapières, par le col de mer, dans la vallée de Maurienne, pour enlever un camp ennemi qui y était posté. Ce mouvement eut lieu vers le milieu d'octobre. A la vue des colonnes françaises, les Piémontais abandonnèrent leur camp et ne songèrent pas même à engager de fusillade. Quatre-vingts d'entre eux allaient cependant être faits prisonniers, lorsqu'ils se précipitèrent par un col escarpé, où l'on jugea qu'il était impossible de les suivre.

Il se passa, vers le même temps, un trait qui honore l'humanité autant que le courage des Français. Nous le rappor-

[1] Journaux du temps, — Jomini, — Desjardins, — Jubé et Servan, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Mémoires manuscrits du maréchal Kellermann, — Mémoires particuliers, etc.

tons, pour prouver aux nombreux détracteurs des soldats de cette époque, que les Français, dans les armées, étaient loin de se livrer à cet esprit de pillage et de brigandage, qu'on leur a reproché avec tant d'amertume. Un détachement avait été envoyé, par le général Vaubois, à Fours, pour en remplacer un autre, parti depuis deux jours. A leur arrivée, les républicains tournèrent le village. Il était occupé par une troupe de barbets, dont la plupart s'étaient répandus dans les pâturages pour en enlever les bestiaux et piller les malheureux paysans qui les gardaient. Les Français réussirent facilement à chasser les barbets de Fours. Fatigués d'une marche longue et pénible, ils avaient le plus grand besoin de repos. Cependant, ayant appris que les barbets dévastaient la campagne d'alentour, ils oublient aussitôt leurs fatigues, volent sur les traces de ces pillards, et les atteignent au bout d'une heure et demie de course. Les barbets voulurent résister. Mais, bientôt effrayés de la valeur régulière des Français, ils s'enfuirent, abandonnant, pour échapper plus vite, tous les bestiaux dont ils s'étaient emparés. Le détachement prit soin de les rassembler, les ramena à Fours, pendant la nuit, et, le lendemain, le commandant fit annoncer aux paysans que chacun d'entre eux n'avait qu'à se rendre au camp pour reconnaître et emmener ce qui lui appartenait. Ces bonnes gens, en recevant des mains des Français les objets qui faisaient leur unique richesse et leurs moyens de subsistance, répandaient des larmes de reconnaissance, et s'étonnaient de trouver plus d'humanité chez des hommes qu'on s'efforçait de leur représenter comme des ennemis, que parmi des compatriotes.

Cependant les mouvemens ordonnés par le général Kellermann s'exécutaient avec promptitude et activité. Le 21 octobre, le général Vaubois, commandant la droite de l'armée des Alpes, sans être intimidé par l'extrême rigueur du temps

1795-an IV. Piémont. et l'abondance des neiges qui obstruaient tous les cols des montagnes, disposa une attaque contre les postes avancés de l'ennemi dans la vallée de la Stura et dans celle de la Maira. Trois détachemens partirent du camp de Malamort et de celui de l'Arche, tandis que trois autres, d'égale force, se dirigèrent par les cols de Jantrons, de Monge, et par Laronay, pour forcer les postes de Sarrela, du pont de Maira et des Selettes.

A la vue de ces forces s'avançant contre eux, les Piémontais prirent la fuite. Mais les cols s'étant trouvés impraticables, et une forte tourmente étant survenue, les Français ne purent les poursuivre. En même temps trois autres colonnes avaient été dirigées sur la vallée de la Stura, avec ordre d'attaquer les postes ennemis, et de faire une reconnaissance dans cette même vallée, afin de s'assurer si elle avait des ressources en fourrages. Les postes piémontais d'Argentera, quoique fortement retranchés et gardés par les régimens suisses de Meyerhoff et de Millins, furent forcés et emportés à la baïonnette. L'ennemi, rallié au village d'Argentera, essaya de s'y soutenir, en opposant aux efforts des Français une résistance opiniâtre; il fut obligé d'évacuer sa position; et, si les détachemens de droite et de gauche n'avaient pas été retardés par les neiges et les glaces, tout ce qui était à Argentera aurait été fait prisonnier. Poursuivis, la baïonnette aux reins, jusques à Bersezia, les Piémontais y furent de nouveau forcés, ainsi qu'à Demonte, à quatre lieues plus loin, et bientôt après aux Barricades. L'ardeur des troupes les eût même emportées jusques à Vinadio: mais, instruit que l'ennemi venait d'en garnir les retranchemens, avec les régimens suisses de Strenq et de Meyerhoff, et dans l'impossibilité de les emporter avec huit cents hommes, le général Vaubois ordonna la retraite des troupes qui avaient d'ailleurs parfaitement rempli l'objet de leur reconnaissance, et qui, se

trouvant éloignées de six lieues de leurs postes, pouvaient être compromises. 1795-an IV. Piémont.

Pour compléter la diversion en faveur de l'offensive de l'armée d'Italie, le général Kellermann avait également ordonné au général de brigade Valette, commandant le centre de l'armée des Alpes, de faire une attaque générale sur tous les avant-postes de l'ennemi placés en face de ses positions. Suivant ces ordres, trois colonnes furent mises en mouvement, dans la nuit du 13 au 14 octobre. La première, partie de la Chaux, se dirigea sur les villages de Bousson et de Champsac, que les postes de l'ennemi évacuèrent pour prendre une position sur la montagne, près de Suze. Un autre poste, placé sur le Marquizat, fut tourné, et on brûla tout ce qui fut trouvé appartenant à l'ennemi : une forte redoute, placée dans la gorge de Champsac, fut aussi tournée par la colonne que commandait le général Sandoz, et tous les hommes qui la défendaient furent tués ou faits prisonniers.

Pendant ces différentes expéditions, l'ennemi avait rassemblé ses forces à Sestrières; mais il n'avait pu s'opposer à la retraite de la colonne du général Sandoz, qui rentra dans son camp après avoir exécuté ponctuellement les ordres du général Valette. Une seconde colonne, commandée par ce dernier général, se porta à Sezanne, que l'ennemi s'empressa d'évacuer à son approche. Valette poussa alors jusqu'à Feuille et à Donart, d'où il envoya un fort détachement sur le chemin d'Houlx. Deux postes ennemis, qui se trouvaient sur sa route, furent enlevés et occupés. Les Piémontais s'étant réunis en nombre supérieur, essayèrent de tourner la colonne du centre; mais toutes les hauteurs étaient occupées par la marche combinée des troupes sur la droite et sur la gauche : les Piémontais furent obligés, par cette occupation, de se tenir à une très-grande distance, et hors de la portée du fusil. La troisième colonne, partie de Plampinet, se porta

1795-an IV. Piémont.

sur Pierre-Menoud, où elle eut à vaincre les plus grandes difficultés, à cause de l'énorme quantité de neige qu'elle trouva amoncelée sur son passage. Il faisait un froid si vif et si piquant, que deux volontaires eurent les pieds gelés en marchant. Cependant, l'ardeur des troupes semblait s'accroître avec les obstacles. Elles arrivèrent à la Chapelle Saint-Charles, qui domine le village d'Houlx, et en chassèrent la garnison ennemie qui y était cantonnée. Mais, ne pouvant pénétrer plus avant, à cause de la chute du jour, la troisième colonne rentra dans ses positions.

Les troupes françaises de la vallée de Queyras avaient voulu attaquer l'ennemi de leur côté; mais les neiges étaient si considérables, et avaient tellement obstrué tous les passages, qu'elles ne purent pénétrer jusques aux avant-postes. Enfin, toujours dans le dessein de favoriser les opérations de l'armée d'Italie, le général Kellermann se rendit lui-même à Barcelonette et à Briançon, pour y ordonner et diriger les différentes attaques projetées de ces points importans, les plus rapprochés de la ligne offensive du général Schérer, et au moyen de l'ensemble et de la multiplicité des différentes attaques faites sur tout le front de l'armée des Alpes, il réussit parfaitement à empêcher les Piémontais de dégarnir aucun de leurs points de défense, pour renforcer les Autrichiens. Mais la neige, dont la chute augmentait progressivement, à mesure que la mauvaise saison avançait, empêcha bientôt l'armée des Alpes de continuer ses opérations, et le froid devint si insupportable, que Kellermann se vit forcé de faire prendre à ses troupes leurs cantonnemens d'hiver. L'armée des Alpes prit alors les positions suivantes :

Le quartier-général fut porté d'Embrun à Chambéry. Cinq bataillons d'infanterie furent placés à l'Arche, Barcelonnette, au fort Queyras, à Mont-Dauphin et Guilestre; quatre autres bataillons à Briançon et dans ses forts, dans la vallée de

Neuvache et le village de Mont-Genèvre; sept bataillons furent employés dans la Maurienne, et occupèrent les cantonnemens de Saint-Jean, Termignon, Saint-Michel, Bramant et Lans-le-Bourg; ils étaient chargés de fournir les postes nécessaires à la garde du Mont-Cénis; six bataillons occupèrent la Tarentaise, et furent cantonnés à Moutiers, Conflans, Beaufort, Ayme et Séez; ils fournirent les postes nécessaires à la garde des monts Valaisan et Saint-Bernard. L'impossibilité reconnue de conserver au col du Mont-des-Liquides des cantonnemens pendant l'hiver, et les difficultés de communications de la Tarentaise à ce poste, forcèrent le général à abandonner une position si importante. Deux bataillons prirent leurs quartiers d'hiver à Chambéry, Annecy, Carouge et Bonneville; trois bataillons furent cantonnés à Grenoble, Valence et Montelimart; le reste des troupes, infanterie et cavalerie, fut distribué dans les départemens de la Drôme, du Rhône, du Puy-de-Dôme et de la Loire, où leur présence parut nécessaire pour le maintien de la tranquillité publique, incessamment menacée par les partis qui s'agitaient de toutes parts dans ces contrées [1]. 1795—an IV. Piémont.

Reprise des hostilités dans la Vendée. Occupation de l'Ile-Dieu par les Anglais; arrivée de S. A. R. le comte d'Artois dans cette île, etc., etc., etc. [2] — En rendant 18 novembre. (27 brumaire.) Vendée.

[1] Nous sommes entrés dans tous les détails de guerre de postes renfermés dans cet article et dans plusieurs de ceux qui le précèdent, moins pour l'importance des faits, que pour l'instruction de ceux de nos lecteurs qui peuvent se trouver à même de faire ce genre de guerre sur le même théâtre. Notre intention étant de rendre notre narration aussi utile qu'elle peut être attachante, on nous saura sans doute quelque gré d'avoir fait connaître une partie des Mémoires manuscrits de M. le maréchal duc de Valmy, ce digne et respectable vétéran de l'armée française.

[2] Journaux du temps, — Berthre de Bourniseaux, — Le Bouviers-Desmortiers, — Beauchamp, — Mémoires du comte de *****, — Vie de Charette, — Siéges et batailles, — Mémoires particuliers, etc., etc.

1795-an IV. Vendée. compte de la fatale expédition de Quiberon, nous avons annoncé que les efforts tentés par l'Angleterre pour favoriser enfin d'une manière solide les projets des royalistes en France, avaient été, pour tous les pays compris dans les trois pacifications de la Jaunais, de Saint-Florent, et de la Mabillais, le signal d'une nouvelle insurrection générale. En effet, Charette, qui entretenait une correspondance active avec l'Angleterre, n'avait pas plutôt reçu la nouvelle que l'expédition projetée contre la république était préparée, qu'il s'empressa de déchirer le traité conclu avec la Convention, et de rappeler aux armes cette population de la Basse-Vendée, qui ne les avait posées qu'à regret. L'ambitieux Charette, dont la réputation enflée par la renommée volait de bouche en bouche en Europe, osait se flatter que l'expédition préparée par l'Angleterre aurait lieu sur son territoire, et qu'il pourrait en profiter pour accroître et sa gloire et son autorité sur le reste des pays royalistes. La contrée occupée par ce chef était en effet celle qui offrait les points de débarquement les plus avantageux. Au premier signal, Charette eût pu rassembler son armée et se porter à l'endroit qui eût été désigné d'avance pour leur débarquement. Ses soldats, aguerris par une longue guerre, étaient bien plus à même de secourir les émigrés, que ces chouans de la Bretagne, qui s'étaient à peine encore mesurés contre les phalanges républicaines. Mais les intrigues du comte de Puisaye, conformes d'ailleurs aux vues secrètes de l'Angleterre, l'avaient emporté dans les conseils du cabinet britannique, et nous avons vu quelles furent les suites de cette détermination.

Le dessein d'opérer le débarquement sur les côtes de la Bretagne avait profondément affligé Charette. Il voyait avec raison dans cette fausse démarche la ruine prochaine du parti royal en France et la dispersion inévitable de tous les secours accordés par l'Angleterre. Il crut de son devoir de sujet et

de chef vendéen, d'adresser en conséquence quelques observations respectueuses au comte d'Artois; mais ce prince lui ayant répondu qu'il n'était pas dans son pouvoir de changer les plans de l'Angleterre, et lui ayant donné l'ordre de concourir au moins au succès de l'entreprise, en faisant sur son territoire une diversion puissante, Charette n'insista plus, et, soumis aux volontés du lieutenant-général du royaume, il ne pensa plus qu'aux moyens de s'acquitter dignement de la commission qu'on lui assignait.

Le marquis de Rivière, aide-de-camp du comte d'Artois, avait été chargé par le prince de rendre cette réponse à Charette, et d'employer tous les moyens qu'il croirait propres à le consoler d'une préférence qu'on sentait lui être due. Rivière n'eut point de peine à s'apercevoir que le fond du caractère du chef vendéen était une ambition démesurée, et dès-lors il lui promit, au nom du prince, une des premières places dans le gouvernement du royaume; des richesses proportionnées aux services déjà rendus et à ceux qu'on attendait encore de lui; des grâces, des honneurs pour toute sa famille; et enfin tout ce qui pouvait flatter l'orgueil et les hautes prétentions de ce guerrier farouche, qui se regardait presque comme un souverain sur son territoire. Ebloui par ces promesses séduisantes et par l'éclat des honneurs qui pouvaient un jour s'accumuler sur sa personne, Charette sentit s'accroître son zèle, et si les Vendéens eussent pu partager son enthousiasme, il eût sans doute rallumé la guerre avec plus de fureur que jamais.

Décidé à relever l'étendard blanc pour le conduire de nouveau contre le drapeau tricolore, Charette donna ordre à tous ses chefs de division de rassembler leurs soldats et de se rendre à son quartier-général de Belleville. Aussitôt qu'ils furent réunis, il convoqua tous les officiers pour leur annoncer la résolution qu'il avait prise de recommencer la

1795—an IV. Vendée. guerre. Les infractions du comité de salut public au traité de la Jaunais, la mort subite du jeune Louis XVII dans la prison du Temple, les troupes républicaines cantonnées de toutes parts sur le territoire vendéen, la condamnation à mort de plusieurs chefs royalistes arrêtés dans les environs de Machecoul, l'enlèvement d'Alard [1] dans son camp des Sables, les ordres donnés, les mesures prises pour l'enlever lui-même à son quartier-général, les secours promis par l'Angleterre qui, dans le moment actuel, préparait une expédition de la plus haute importance, le soulèvement universel de la Bretagne, enfin les ordres précis qu'il avait reçus des princes, tels furent les motifs que Charette fit valoir pour démontrer la nécessité de reprendre les armes et de faire une guerre à mort aux républicains.

Charette, en parlant à ses anciens Vendéens, s'attendait à exciter dans leurs cœurs le bouillant enthousiasme dont lui-même était pénétré : mais, après qu'il eut parlé, la consternation et la terreur parurent dans l'assemblée; un morne silence avait succédé à la voix forte et animée du chef vendéen. La rupture d'un traité que la plupart des officiers avaient cru conclu légitimement, étonnait tout le monde. Un grand nombre de Vendéens s'étaient accoutumés aux douceurs de la paix ; il n'y avait plus de fureur de parti, et l'esprit insurrecteur avait cessé d'enflammer les âmes; la vue des ruines dont tout le pays était couvert, le souvenir des fatigues de la guerre, des privations de tout genre qu'elle avait occasionées, des malheurs dont chaque parti s'était trouvé victime, et surtout l'espérance de profiter de la paix pour réparer tant de désastres, avaient affaibli les haines et rapproché les cœurs en faisant taire l'opinion. Les Vendéens préféraient maintenant le repos obscur sous des toits charbonnés et dans des masures, à la gloire acquise au prix des dangers d'une

[1] Un des lieutenans de Charette.

guerre toujours malheureuse. Quelques voix seulement se firent entendre dans l'assemblée, et répondirent à l'appel que Charette venait de faire à l'ancienne bravoure, à la fidélité constante des Vendéens. 1795-an IV. Vendée.

Ce témoignage du peu d'empressement des royalistes à reprendre les armes, surprit Charette, mais n'abattit point son courage ; il reprit la parole, et, aux motifs de la persuasion, il fit succéder ceux de l'obéissance : l'ordre impératif de s'armer pour la cause sacrée des Bourbons, sortit de sa bouche, et tel fut l'ascendant que ce chef superbe exerçait sur ceux que le hasard de la guerre civile avait soumis à son autorité, que personne n'osa le contredire, et que chacun se détermina à obéir. Charette alors fit renouveler le serment de fidélité au roi Louis XVIII, et, chercha à ranimer l'ardeur des Vendéens, en vantant surtout avec adresse la bravoure et la gloire des soldats qui devaient bientôt rétablir la religion et la monarchie sur des bases inébranlables. C'est à la suite de cette assemblée qu'il adressa à la nation française une proclamation dans laquelle il rendait compte des motifs qui l'avaient conduit à une pacification momentanée avec la république, et de ceux qui le forçaient de recommencer la guerre. « O Français ! qui méritez encore ce nom, disait-il, jugez de notre conduite et de nos sentimens ; ralliez-vous à nous, ou plutôt imitez-nous ; sortez enfin de cette lâche apathie dans laquelle vous languissez depuis si long-temps. Ralliez-vous au centre commun de l'honneur et de la gloire des Français ; cessez d'être en apparence les coupables adhérens de nos ennemis, et de servir vos bourreaux ; que l'expérience vous instruise, et préférez une mort glorieuse à une vie à jamais flétrie par le crime ! » Mais l'enthousiasme produit par cette proclamation et par les moyens de rigueur employés par Charette n'était que factice, et nous en verrons la preuve dans les faibles résultats qui suivirent cette levée de boucliers.

1795-an IV. Vendée. Au moment où Charette s'empressait ainsi de mettre à exécution les ordres que le marquis de Rivière lui avait transmis de la part du comte d'Artois, les républicains avaient établi un camp aux Essards, position importante qui tenait séparée l'armée royaliste du centre du quartier-général de Belleville. Charette sentit qu'avant de commencer les hostilités, il était nécessaire de se débarrasser de ces dangereux voisins, et de profiter de leur sécurité pour les détruire. Il part de Belleville à la tête de l'élite de ses troupes, dérobe sa marche à la faveur d'une nuit profonde, s'avance à une demi-lieue du camp, fait faire halte à ses soldats et envoie dix cavaliers pour sommer le commandant républicain de se retirer.

Charette, en faisant cette singulière sommation, au lieu d'attaquer brusquement, voulait encore garder les apparences. Le camp des Essards était en partie situé sur le territoire particulier accordé aux royalistes par le traité de la Jaunais, et le chef vendéen, feignant de regarder l'établissement de ce camp comme une contravention expresse au traité, semblait n'agir qu'en vertu de ses droits, et la sommation ne pouvait être considérée comme un acte de guerre; mais le commandant républicain ne fut point la dupe de cet artifice, et il répondit qu'occupant cette position par ordre de son gouvernement, il saurait la défendre.

Charette alors fit avancer le gros de sa troupe, lui donna l'ordre d'essuyer le premier feu des républicains sans riposter, de foncer dans le camp à la baïonnette, et de s'en emparer. Cette manœuvre est promptement exécutée. Charette lui-même s'élance valeureusement à la tête de ses soldats. Les républicains le reçoivent par une vive fusillade. Mais déjà le camp était cerné de toutes parts; il fut bientôt emporté. De cinq cents hommes qui s'y trouvaient, plus de trois cents restèrent prisonniers. Charette écrivit le lendemain aux Sables, où se trouvait le commissaire de la Convention Gaudin, pour

le prier de les recevoir en échange de pareil nombre de prisonniers royalistes. Mais le représentant du peuple dédaigna de lui répondre. Le chef vendéen Dumoutier avait eu, dans le combat des Essards, la mâchoire fracassée d'une balle, et l'un de ses officiers, Pajot, fut grièvement blessé à la cuisse droite. 1795-an IV. Vendée.

A son retour au quartier-général de Belleville, Charette faillit voir la division se mettre dans son armée, et se trouver abandonné d'une partie des siens. Depuis la pacification de la Jaunais, il était abordé dans la Vendée un grand nombre d'émigrés, qui s'étaient empressés de se rendre auprès de Charette pour lui demander de l'emploi dans son armée. Mais, s'il faut en croire un historien, apologiste outré de Charette [1], ces Français émigrés étaient bien plus ambitieux que braves. Fiers de leur noblesse, dit-il, fiers de leurs titres souvent imaginaires, et de leurs faits d'armes vrais ou faux chez les puissances coalisées, ils croyaient que le seul nom d'émigré devait leur tenir lieu de recommandation, et les élever aux premiers grades. Avec des prétentions exagérées, des airs de hauteur, une morgue insultante, et surtout un mépris choquant pour ces guerriers de naissance commune, souvent de profession vulgaire, qui, sous des vêtemens grossiers, portaient des cœurs courageux et fiers du sang qu'ils avaient perdu au champ d'honneur; les émigrés aliénèrent les esprits, firent bande à part, et refusèrent de marcher sous leurs ordres. *Qu'ils fassent comme nous*, disaient les Vendéens, *qu'ils courent sur l'ennemi tête baissée, et qu'aux yeux des plus braves ils se montrent dignes de nous commander.* La haine entre les émigrés et les Vendéens était devenue telle, que Charette n'avait jamais pu décider ces premiers à l'accompagner dans son expédition des Essards. Cette conduite lui

[1] Le Bouvier-Desmortiers.

1795–an IV. Vendée

avait inspiré pour eux plus que du mépris. Il disait en marchant contre les républicains : « Je vois beaucoup de chevaliers, de comtes, de marquis au quartier-général ; mais ici je ne vois que mes anciens et braves camarades ; je me sens plus à mon aise. » Ces témoignages d'affection donnés par Charette aux Vendéens, en les enorgueillissant, augmentèrent leur haine pour les émigrés. Ils prirent occasion de la victoire remportée aux Essards, pour accabler de sarcasmes leurs rivaux. La dissension élevée entre ces deux classes de royalistes, devint si forte, que les émigrés, pour se soustraire aux railleries des Vendéens, prirent le parti de demander à Charette la permission de se retirer, pour se rendre au quartier-général de Stofflet. Le chef de la Basse-Vendée la leur donna avec plaisir, et ne fut pas fâché que cette occasion le débarrassât de gens dont les prétentions et la morgue lui étaient également odieuses. Mais ces divisions entre des hommes qui servaient la même cause, affaiblissaient journellement le parti royaliste ; et les plus clairvoyans ne pouvaient s'empêcher de gémir, en se convaincant qu'elles en entraîneraient la ruine.

Une autre haine plus fatale encore aux royalistes que toutes ces divisions partielles, était celle qui continuait à régner entre Charette et Stofflet. Le marquis de Rivière, qui s'était rendu auprès de Stofflet, pour lui ordonner de reprendre les armes conjointement avec Charette, avait eu également la mission d'amener ces deux rivaux à une réconciliation sincère. Il leur avait ménagé une entrevue chez le chef Sapineau à Beaurepaire, et leur avait fait promettre d'oublier tout le passé, et d'agir de concert pour les opérations qu'ils pourraient méditer. N'osant point, en présence de l'envoyé du lieutenant-général du royaume, montrer toute l'étendue de leur haine, ils promirent tout ce que l'on voulut ; mais ils ne furent pas plutôt de retour à leurs quartiers-généraux, qu'ils foulèrent aux pieds leurs promesses, et ne pensèrent plus qu'à donner

un libre cours à la mutuelle jalousie qui les dévorait. Encore plus ennemi des nobles que Charette, Stofflet avait d'abord reçu les émigrés avec une protection insultante, et les avait même forcés de signer un acte par lequel ils renonçaient à rien prétendre sur le pays soumis à son commandement, le reconnaissaient pour leur général en chef, et promettaient de lui obéir. Ces basses flagorneries, d'autant plus flatteuses pour Stofflet, qu'il voyait en eux des courtisans titrés, et des personnages qui, naguère encore, auraient pu le retenir à leurs gages [1], avaient déjà adouci son humeur farouche en l'enflant d'un vain orgueil, lorsque, apprenant que Charette avait évincé de son armée les émigrés, il leur offrit un refuge en haine de son rival; croyant par-là grossir et augmenter beaucoup les forces de son parti. Les émigrés affluèrent alors à son quartier-général, et l'enivrèrent tellement de louanges exagérées, qu'il en perdit la tête, oublia les droits que les anciens Vendéens avaient à ses bonnes grâces, accabla les nouveaux venus de préférences, et leur prodigua les distinctions les plus offensantes pour ses premiers officiers.

1795-an IV. Vendée.

Une semblable conduite était peu propre à entretenir l'union dans l'armée de Stofflet. La haine contre les émigrés devint aussi violente qu'au quartier-général de Charette, et les reproches les plus amers furent de toutes parts adressés à Stofflet [2].

[1] On se rappellera, sans doute, que ce chef vendéen était, avant la guerre, garde-de-chasse de M. de Maulevrier.

[2] Dans l'une de ces plaintes, le chef Charles lui disait, au nom d'un grand nombre de ses camarades : « Je me crois obligé de vous prévenir que tous vos anciens officiers sont mécontens de la manière dont on les traite, du mépris qu'on affecte à leur égard et des préférences marquées qu'on donne à des gens qui se disent nobles émigrés, et qui étalent de grands noms sans les avoir peut-être mérités. On n'appelle plus aujourd'hui au conseil que des émigrés qui n'ont jamais fait le coup de fusil dans la Vendée..... Il paraît des proclamations au nom du conseil militaire; elles sont signées d'officiers qui n'en ont aucune connais-

1795-an IV. Vendée. Stofflet, aveuglé par ses préventions, ne fit aucun droit à ces plaintes dont la dernière finissait par une prédiction devenue si frappante par son terrible accomplissement. Il négligea même d'obéir aux ordres du comte d'Artois, que lui avait transmis le marquis de Rivière, et au lieu de se réunir franchement à Charette, pour commencer de concert les hostilités, il s'obstina à rester en paix, malgré les agressions sans cesse renouvelées par les républicains sur son territoire. Il s'offrit même avec son ami et son conseil, l'abbé Bernier, pour conciliateur entre la république et Charette dont il connaissait trop bien les sentimens pour se flatter de quelque succès : mais il espérait par-là pouvoir contrarier son rival. C'était lettres sur lettres, intrigues sur intrigues, difficultés sur difficultés. Les républicains se prêtaient à cette comédie, en attendant le moment favorable pour tomber sur les négociateurs, qu'enivrait la funeste ambition d'asseoir leur fortune

sance, par les émigrés et les domestiques du lavoir. Pourquoi affecte-t-on de placer à la fin de ces prétendus signataires les *Cadi*, les *Nicolas*, les *Châlon*, les *Forestier*, les *Cétréton*, les *Soyer*, les *Fougeray*? Où sont donc les grades? Sont-ce les officiers qui signent aujourd'hui au nom du conseil, qui ont défait les républicains à Coron, à Châtillon, à Vihiers, à Dol, à Pontorson, à Gesté, à Chemillé?..... Général! si on éloigne de vous les officiers dont on méprise la naissance, malgré leur bravoure et l'élévation de leurs sentimens, prenez garde au sort qui vous est réservé. Pour la même raison, vos officiers protesteront contre ces proclamations, tant à cause de l'injustice qu'on leur fait, que de leur contenu. Il y en a une qui renferme des personnalités contre Charette; il peut les mériter, mais, quand il est nécessaire de se réunir, il faut éviter tout ce qui fomente la division. Les émigrés viennent en foule à votre quartier-général parce que vous êtes en paix : ferez-vous la guerre? ils fuiront tous. Aucun d'eux ne se procure d'armes, et ne se dispose à agir..... Les émigrés devraient cacher leurs noms et leurs qualités; s'abstenir de prendre leurs titres, jusques à ce que les circonstances le leur permettent. Lorsque les républicains auront asservi le pays de Charette et de Sapineau, soyez persuadé qu'ils vous reprocheront d'avoir donné asile à ces messieurs, et qu'ils agiront en conséquence..... Que ferons-nous alors? »

sur la ruine de Charette, et, comme on le verra par la suite, sur la ruine entière du parti vendéen. 1795-an IV. Vendée.

Tandisque les royalistes de la Haute et Basse-Vendée consumaient ainsi leurs forces, par de vaines divisions, ceux du Poitou et de l'Anjou, commandés par le vicomte de Scépeaux, et par Sapineau, formant ensemble l'armée dite du centre, suivaient avec plus de dévouement les ordres du comte d'Artois, et s'étaient préparés à faire de leur côté une diversion en faveur de la grande expédition de Quiberon. Leurs colonnes réunies s'étaient retranchées dans les communes de Clement, de la Place, de Becon et de Leroux-Beconnais. Non loin d'eux était un poste républicain, dont le commandant, nommé Lebled, résolut de former contre eux une entreprise. Instruit par ses espions que les royalistes, forts de leur nombre, ne sont point sur leurs gardes, il part la nuit, et prend si bien ses précautions, qu'il arrive au camp de la Place, où commandait le chevalier Turpin, sans avoir été découvert : il tombe sur le poste, la baïonnette en avant, avec la rapidité de l'éclair. Les royalistes surpris, effrayés par les cris de leurs camarades qu'on égorge, ne songent pas même à se défendre; ils fuient en désordre et se replient sur le camp de Becon. Ils y répandent tellement l'alarme, que le vicomte de Scépeaux, qui y commandait, craignant l'impression d'un moment de terreur, crut devoir donner l'ordre de lever le camp, et courut se réunir à celui de Leroux. Arrivé aux Landes-Margueries qui l'entouraient, il fait ranger ses troupes en bataille, et attend de pied ferme les républicains. Lebled aurait dû prudemment se contenter des deux succès obtenus dans cette journée, et se retirer après avoir pillé les deux camps. Mais, encouragé par ces succès mêmes, et emporté par l'exemple de la valeur qui animait ses soldats, il s'était jeté à la poursuite des royalistes, et parvint à les joindre à l'entrée de la nuit. Scépeaux s'était posté sur une hauteur qui domi-

1795-an IV. Vendée. nait un chemin creux par lequel les républicains devaient passer, et s'était retranché derrière des haies impénétrables. Lebled arrive avec sa troupe, haletante de fatigue, et cependant n'hésite pas à attaquer les royalistes. Les républicains furent reçus, dans leur attaque, par un feu roulant d'artillerie, qui fait voler la mort dans leurs rangs. Les troupes de Lebled, qui combattaient avec peine, pendant l'obscurité de la nuit, sur un terrain difficile et désavantageux, font d'héroïques, mais inutiles efforts, pour avancer et pour atteindre les royalistes. Elles retournent plusieurs fois à la charge. A chacune de leurs attaques, elles sont foudroyées par une grêle de boulets et de balles tirés presque à bout portant, et prennent enfin le parti de fuir, pour échapper à ce carnage. A peine ont-elles lâché pied, que les royalistes les poursuivent l'épée dans les reins. Heureusement l'épaisseur des ténèbres les empêchait de pouvoir porter des coups bien assurés. Les républicains réussirent à se jeter dans Angers, après avoir perdu plus de la moitié de leur monde. Scépeaux les avait poursuivis jusques aux portes de la ville, et ses troupes victorieuses reprirent leurs premières positions.

Telle était la situation des affaires des royalistes sur le théâtre de la première insurrection, au moment où la nouvelle de la grande catastrophe commença à se répandre parmi eux. Elle eut sur l'esprit des troupes, en général, la plus funeste influence, et jeta la plupart des royalistes dans l'abattement. Toutes les espérances du parti royal s'étaient rattachées à la grande expédition préparée par l'Angleterre. On comptait recevoir des secours d'hommes, d'armes, de munitions de toute espèce. On se flattait de voir bientôt un prince de la maison de Bourbon porter enfin ses pas sur la terre vendéenne, et ranimer, par sa présence, le feu de l'héroïsme et de la fidélité. Le désastre de Quiberon dissipa toute illusion, attrista tous les cœurs et glaça tous les courages. On sentit

que les temps étaient passés où les royalistes pouvaient encore se promettre de lutter avec avantage contre la république. L'intention de se soumettre à la destinée s'empara de tous les esprits, et les républicains n'eurent plus désormais à combattre que des ennemis à moitié vaincus d'avance. 1795-an IV. Vendée.

L'armée de Charette fut celle où l'impression du malheur de Quiberon resta la plus profonde. Cette nouvelle affreuse fit naître dans le cœur du général vendéen des sentimens de rage et de fureur. Il ne fut pas plutôt instruit du sort funeste des prisonniers faits dans la presqu'île, que, n'écoutant que son désespoir, il jura de les venger par la plus horrible des représailles. Il se fit amener tous les prisonniers républicains qui étaient détenus à Belleville, et commanda qu'ils fussent tous fusillés. Cet ordre féroce fut aussitôt exécuté que donné. Les prisonniers de Quiberon avaient été jugés et fusillés par des soldats étrangers [1]. Les Français républicains furent condamnés sans jugement et massacrés de sang-froid par des Français royalistes. Vengeance atroce, inutile, et qui prouve, plus que tout ce qu'on pourrait écrire, de quels épouvantables excès tous les partis se souillent dans les guerres civiles. Ainsi, pour venger d'innocentes victimes, Charette envoyait d'autres victimes au supplice. C'est à regret que nous avons rapporté ce trait odieux d'une cruauté superflue. Mais il peint l'espèce de dégénération dans laquelle était tombée cette guerre de la Vendée, entreprise d'abord avec loyauté. Ce n'était pas ainsi que le noble Bonchamp vengeait sa propre mort et son parti. Mais Bonchamp, et la plupart des chefs de la première Vendée, étaient des guerriers généreux; Charette n'était qu'un partisan farouche, qui semblait agir d'a-

[1] On se rappelle que les guerriers français qui avaient vaincu les émigrés à Quiberon, n'avaient pas voulu faire partie de la commission militaire assemblée pour juger les prisonniers, et qu'il fallut choisir des officiers étrangers pour la composer. *Voyez* page 33.

1795-an IV. Vendée. près le code de guerre des sauvages de l'Amérique, plutôt que d'après les droits reconnus, et les lois en vigueur parmi les peuples civilisés. De ces malheureuses victimes, immolées à une stupide vengeance, deux soldats seulement furent épargnés. L'un d'eux fut envoyé aux autorités républicaines militaires, et l'autre aux autorites civiles. « Allez, leur dit Charette en les congédiant, allez rapporter à vos tyrans, que, d'après le traitement que l'on a fait éprouver aux prisonniers de Quiberon, pas un de vos camarades n'existera demain, et que le même sort attend tous ceux qui tomberont désormais entre mes mains. » Sans doute il fallait détester le crime de Quiberon; mais, pour le venger, fallait-il l'imiter?

Le coup porté au parti royaliste, par le général Hoche, avait donc retenti dans tous les pays attachés à la royauté, et pendant long-temps les chefs de ce parti, consternés, contens de se tenir sur leurs gardes, n'osèrent tenter d'entreprises, jusqu'au moment où l'Angleterre, en préparant une seconde expédition, vint rendre à leurs âmes quelque énergie, en leur donnant l'espoir de se venger d'une manière plus noble qu'à Belleville. En effet, l'Angleterre, fidèle à son système d'armer les Français contre les Français, afin de profiter de leurs divisions, en les faisant tourner à l'avantage de la coalition, s'était déterminée à faire dans ses ports un nouvel armement, non moins formidable que le premier. Le comte d'Artois avait pu espérer enfin de prendre part à l'expédition, et on préparait le vaisseau de ligne, *le Jason*, pour le transporter d'une manière digne de son rang et du rôle important qu'il était appelé à jouer en France. Pendant qu'on faisait cet armement, l'amiral Bridport et lord Cornwallis menaçaient l'Orient et Belle-Isle, avec une flotte de vingt-cinq vaisseaux de haut bord. Des escadres particulières étaient chargées d'inquiéter le Hâvre, Cherbourg, Grandville et Saint-Malo.

Le 25 septembre, le comte d'Artois s'embarqua à Portsmouth et mit à la voile. Son expédition, préparée à grands frais, et avec tout le luxe britannique, à Southampton, était composée de cent quarante bâtimens de transports, sur lesquels se trouvaient les troupes, commandées en chef par le même lord Moira, si vainement attendu à Quiberon. L'amiral Warren était chargé du commandement de l'escorte. L'armée expéditionnaire était divisée en deux corps, dont le premier, composé de quatre mille Anglais, était aux ordres particuliers du major-général Doyle, chargé spécialement de débarquer le comte d'Artois sur les côtes de France, et d'entretenir la communication des postes avancés des royalistes de l'intérieur et de la mer. Lord Moira devait soutenir le major-général Doyle, avec plusieurs régimens anglais et différens corps d'émigrés, tels que les *Hulans-Britanniques*, le régiment de *Choiseul*, les cadres d'*Allonville* et de *Williamson*, *Royal-Cavalerie*, les chasseurs d'*York* et les régimens de *Castres* et de *Mortemar*. Ces cadres, qui pouvaient contenir de quatre à cinq cents officiers, devaient être remplis sur le continent avec les royalistes de la Vendée. Une quarantaine d'officiers supérieurs se trouvaient en outre à bord de l'expédition, et formaient comme la suite et le cortége de *Monsieur*. Artillerie, chevaux, armes de toute espèce, munitions, provisions, habillemens, argent, rien n'avait été épargné pour rendre imposant et redoutable ce nouvel armement. 1795 - an IV. Vendée.

Dès qu'on fut arrivé en pleine mer, on tint conseil pour savoir sur quel endroit des côtes on effectuerait le débarquement. C'était un point qui aurait dû être décidé d'avance. Charette insistait depuis long-temps pour qu'on choisît son territoire, et rappelait la faute qu'on avait commise en préférant la falaise stérile et peu commode de Quiberon. Il est juste de dire, que maintenant, comme alors, le territoire de Charette était celui qui présentait le plus d'avantages, par

1795-an IV, Vendée. les secours de toute espèce que sa présence pouvait procurer à l'armée expéditionnaire. Mais, dans cette seconde circonstance, on allait de nouveau se convaincre que les Anglais s'embarrassaient peu du succès réel de l'entreprise. Étrange contradiction qu'on ne peut encore expliquer d'une manière satisfaisante! Ce gouvernement insulaire faisait des sacrifices énormes pour préparer une expédition, et semblait ensuite prendre toutes les mesures qui pouvaient la faire échouer. Les Anglais n'étaient-ils donc pas satisfaits du sang répandu à Quiberon, et voulaient-ils achever la perte de ceux qu'ils paraissaient servir? Il serait à désirer, pour l'honneur du cabinet britannique, que l'histoire de cette nouvelle expédition présentât moins de circonstances propres à accréditer ces soupçons!

Le plan adressé par Charette fut éloigné après une courte discussion que ferma l'avis des commissaires anglais. On agita ensuite dans le conseil si on tenterait de s'emparer de l'île de Noirmoutiers pour effectuer le débarquement. Ce nouveau plan offrait quelques avantages, en ce qu'il procurait également le voisinage de l'armée de Charette; mais, outre qu'il était douteux qu'on pût s'emparer de Noirmoutiers de vive force, on courait le risque de s'y trouver encore cerné comme à Quiberon. Cette considération, toute-puissante auprès du grand nombre d'Anglais qui composaient l'armée de débarquement, fit écarter ce nouveau plan, et, après avoir longtemps discuté, on prit la résolution de s'établir à l'Isle-Dieu, sous le prétexte presque ridicule d'attendre d'Angleterre des renforts qui n'étaient pas prêts.

En conséquence de cette détermination, les Anglais débarquèrent, le 29 septembre, à l'Isle-Dieu, sept à huit cents émigrés, et les quatre mille Anglais formant la première division de l'armée. L'Isle-Dieu, située à trois lieues au sud-est de la côte de Saint-Jean-de-Mont, n'est qu'un rocher de gra-

nit d'une lieue et demie de superficie; son port offre un abri peu sûr, et son abord est périlleux. Une légère couche de terre végétale y produit à peine de quoi nourrir ses habitans un tiers de l'année. Les hommes y sont tous pêcheurs; les femmes seules s'occupent de la culture. On n'y trouve ni eau de sources, ni pâturages, ni bestiaux. Était-ce dans un semblable mouillage et dans une telle position qu'il fallait rendre stationnaire une armée dont la présence aurait été si utile sur les côtes de la France? Les résultats les plus funestes furent bientôt la suite de cette mesure désastreuse. La mortalité se mit promptement parmi les chevaux, dépourvus d'eau pure et salubre; les hommes eux-mêmes furent affectés de cette privation, et le découragement ne tarda pas à s'emparer de cette armée, qu'on aurait dû conduire sans délai à l'ennemi.

1795–an IV. Vendée.

Cependant la nouvelle des nouveaux efforts tentés par l'Angleterre pour soutenir la cause de la royauté, et surtout l'annonce positive de la prochaine arrivée de *Monsieur*, lieutenant-général du royaume, avait effacé l'impression profonde qu'avait laissée dans tous les esprits le désastre de Quiberon. Les royalistes avaient couru aux armes. Charette, dans la Basse-Vendée, Scépeaux et Sapineau dans l'Anjou et le Poitou, Le Mercier et Georges Cadoudal, dans le Morbihan, avaient fait les plus grands efforts pour rassembler des forces propres à soutenir les efforts particuliers du prince. Stofflet lui-même semblait être sorti de son apathie, et paraissait être honteux de se trouver le dernier à donner des preuves de son zèle et de son dévouement. On eût dit que l'enthousiasme d'une nouvelle insurrection eût échauffé toutes les têtes; et les républicains, témoins de tant de remuemens, étaient avertis que le moment du danger approchait, et se tenaient sur leurs gardes. Le général Hoche surveillait avec son activité ordinaire tous les mouvemens des royalistes, et se disposait à leur porter, au premier signal, de nouveaux coups.

1795 - an IV. Vendée. Le comte d'Artois n'avait pas été plutôt débarqué à l'Isle-Dieu, qu'il avait dépêché le marquis de Rivière auprès de Charette et de Stofflet. L'envoyé du prince portait au premier le cordon rouge et le brevet de lieutenant-général, signé de la main de Louis XVIII [1]. Il remit à Stofflet le brevet de

[1] Ce brevet de lieutenant-général était destiné à Charette depuis le mois de juillet 1794; mais le défaut de communications avait jusque là empêché de le lui envoyer. Les honneurs accordés à Charette ne doivent pas paraître surprenans. Il était presque le seul chef vendéen qui eût acquis ce qu'on appelle de la gloire. Sa réputation, que les républicains avaient en quelque sorte fondée par l'affectation singulière avec laquelle ils ne parlaient presque jamais que de lui dans leurs actes publics, était immense en Europe, et ses talens paraissaient dignes d'exciter l'envie des plus célèbres généraux du siècle. Nous en offrirons une preuve bien convaincante, dans cette lettre bizarre et extraordinaire, comme toutes les actions de celui qui l'a écrite. Elle est du général Suwarow, et datée de Varsovie, le premier octobre 1795. La voici :

Le général Suwarow à M. de Charette, généralissime des troupes du roi de France, à son quartier-général.

« Héros de la Vendée! illustre défenseur de la foi de tes pères et du trône de tes rois! Salut.

» Que le Dieu des armées veille à jamais sur toi; qu'il guide ton bras à travers les bataillons de tes nombreux ennemis, qui, marqués du doigt de ce Dieu vengeur, tomberont dispersés comme la feuille qu'un vent du nord a frappée.

» Et vous, immortels Vendéens, fidèles conservateurs de l'honneur des Français, dignes compagnons d'armes d'un héros! guidés par lui, relevez le temple du Seigneur et le trône de vos rois. Que le méchant périsse, que sa trace s'efface. Alors que la paix bienfaisante renaisse, et que la tige antique des lis, que la tempête avait courbée, se relève du milieu de vous, plus brillante et plus majestueuse!

» Brave Charette! honneur des chevaliers français, l'univers est plein de ton nom! L'Europe étonnée te contemple, et moi je t'admire et te félicite. Dieu te choisit, comme autrefois David, pour punir le Philistin. Adore ses décrets; vole, attaque, frappe, et la victoire suivra tes pas.

» Tels sont les vœux d'un soldat qui, blanchi au champ d'honneur, vit constamment la victoire couronner la confiance qu'il avait placée dans le Dieu des combats. Gloire à lui, car il est la source de toute gloire; gloire à toi, car il te chérit. »

Il faut avouer que cette lettre emphatique, d'un personnage qui jouissait déjà

maréchal-de-camp, et fit aux deux chefs vendéens de nouvelles instances pour les engager à une entière réconciliation; mais la distinction accordée à Charette, et le grade supérieur qu'il venait de recevoir, avaient blessé profondément l'orgueil de Stofflet, et redoublèrent ses accès de haine et de jalousie. On ne tarda pas à s'en apercevoir par le peu d'empressement qu'il mit à seconder les efforts des royalistes. Stofflet croyait avoir des droits plus légitimes que ceux de Charette aux faveurs du prince; il prétendait que le général de la Basse-Vendée avait servi sous lui, dans la première guerre; et, à ce titre, il se plaignait hautement de l'injustice du roi à son égard. Ce nouveau sujet de haine devait encore devenir fatale à la cause de la royauté. 1795-an IV. Vendée.

Charette, au contraire, fier de la distinction qu'il venait de recevoir, et voyant enfin son ambition satisfaite, sembla redoubler de zèle pour mériter de nouveaux honneurs : il avait fait de nombreux rassemblemens à Palluau. Aussitôt qu'il eut appris que le comte d'Artois s'était décidé, ou plutôt avait été forcé (car on se refuse à croire que de lui-même le prince eût consenti à cette détermination) de relâcher à l'Isle-Dieu, il résolut d'essayer de se rapprocher de la côte, afin de pouvoir communiquer plus facilement avec lui. Il détacha en conséquence les divisions de Machecoul et d'Aizenay, et les dirigea vers la côte de Saint-Jean-de-Mont, qu'il avait désignée de nouveau comme étant propre au débarquement. Chemin faisant, quatre cents républicains du cent dixième régiment, qui était en garnison à Saint-Gilles-sur-Vic, sortirent pour s'opposer à la marche des royalistes; mais ceux-ci les repoussèrent vigoureusement, et, dans la crainte

d'une réputation si extraordinaire, dut donner à Charette une haute opinion de lui-même, et augmenter son orgueil. De la part de tout autre homme que Suwarow, elle aurait produit moins d'effet.

1795-an IV. Vendée. que la garnison de Challans ne les inquiétât encore dans leur mouvement, une partie du détachement resta donc dans la plaine de Soulans pour la contenir. Charette eut lieu de s'applaudir de cette mesure; car le lendemain divers détachemens républicains, formant environ douze cents hommes, se réunirent à ceux de la veille, et vinrent se jeter sur les royalistes; mais ils furent reçus avec tant de valeur, et se trouvèrent tellement incommodés par l'artillerie de deux lougres anglais, qu'ils furent obligés de prendre la fuite, abandonnant une centaine des leurs, tués, blessés ou prisonniers.

Nul obstacle ne s'opposait alors à l'entier débarquement de l'armée expéditionnaire. Cependant, sans qu'on en puisse savoir le motif, le lord Moira ne donna les ordres que pour un débarquement partiel de munitions et d'autres effets militaires. Il consistait en quarante milliers de poudre, deux pièces de canon de huit, six mille fusils, des sabres, des pistolets, des uniformes rouges, des chemises, des bas, des souliers, et une foule d'autres objets de ce genre; plus de soixante charriots en furent chargés et les transportèrent à Belleville. Mais, par un accident imprévu, les quarante milliers de poudre sautèrent dans la nuit même, et faillirent par cette horrible explosion détruire le bourg et tous ceux qu'il renfermait.

Tous les pays royalistes étaient dans l'attente des événemens qu'ils croyaient devoir avoir lieu; chacun se demandait quand enfin le comte d'Artois se déciderait à quitter l'Isle-Dieu et à débarquer avec l'armée qui l'accompagnait. Jusques ici les retards avaient été occasionés par de vaines discussions prolongées pendant plus d'un mois, sur le point le plus favorable à ce débarquement si désiré, attendu avec tant d'impatience. D'un côté les agens de Puisaye qui, malgré sa lâche conduite à Quiberon, n'avait pas encore perdu tout son cré-

lui auprès du comte et surtout auprès des commissaires anglais; de l'autre, les envoyés de Charette plaidant puissamment en faveur de leur général, tenaient le prince et son conseil dans la plus déplorable indécision. Pendant ce temps, l'armée expéditionnaire se consumait à l'Isle-Dieu : tous les chevaux avaient péri, les vaisseaux anglais et l'île même étaient remplis de malades et de mourans. Enfin, malgré les intrigues de Puisaye et les instances de son agent auprès du prince, *Monsieur* parut se décider en faveur de Charette; il écrivit au chef vendéen une lettre pour l'instruire de sa détermination, et dans laquelle il lui disait : « Je vous demande, je vous ordonne même de me marquer un point quelconque sur la côte, depuis Bourgneuf jusqu'à la pointe d'Aiguillon, où vous puissiez porter à jour nommé un corps de quelques centaines de chevaux; je m'y trouverai sans faute avec un petit nombre de personnes, je m'y réunirai à votre intrépide armée, et nous conviendrons ensuite du lieu où nous pourrons donner la main aux Anglais et établir une communication solide avec eux. Tous les retards que j'éprouve m'affectent sensiblement; mais ils n'affaibliront point ma constance ni la fermeté de ma résolution. » 1795-an IV. Vendée.

Encouragé par cette lettre flatteuse, Charette croyait enfin toucher au but de tous ses vœux, et posséder bientôt dans son armée le lieutenant général du royaume. Deux fois il se mit en marche pour protéger la descente du prince, et deux fois des difficultés réelles ou supposées de la part des Anglais en empêchèrent l'exécution. Enfin, le jour pris pour une troisième tentative, il part de Belleville, rassemble toutes ses divisions, et marche sur plusieurs colonnes vers le lieu du débarquement. Jamais l'armée royale de la Basse-Vendée n'avait été plus nombreuse; elle s'élevait à quatorze ou quinze mille hommes, dont deux mille de cavalerie; jamais, non plus, elle n'avait été animée d'un meilleur esprit, et jamais l'espérance

1795-an IV. Vendée. de relever l'antique trône des Bourbons ne fut plus exaltée. L'ambition de paraître des premiers à la vue du prince, de s'en faire remarquer pour avoir droit de lui demander des grâces, avait attiré auprès de Charette beaucoup de gens qui n'avaient jamais fait la guerre; et cette armée présentait l'aspect d'un peuple qui se rend au-devant de son souverain, plutôt qu'une réunion de guerriers.

On touchait au moment que l'imagination s'empressait de devancer. L'armée était à Nesme; elle n'avait plus qu'une marche à faire pour arriver à la Tranche, sur le bord de la mer, lorsque Grignon de Pouzanges, envoyé par le comte d'Artois, joignant Charette, lui annonça que le conseil de l'armée expéditionnaire avait décidé qu'elle resterait en observation devant l'Isle-Dieu, et que le débarquement se ferait dans un temps plus opportun. Ce message accabla Charette : vainement Pouzanges lui présenta, de la part du comte d'Artois, un sabre magnifique, portant, incrustée sur la lame, cette devise : *Je ne cède jamais.* « Allez dire au prince, répondit Charette, qu'il m'envoie l'arrêt de ma mort; il m'ôte tout moyen de le servir. Vous me voyez aujourd'hui avec quinze mille hommes, demain je n'en pourrai pas rassembler quinze cents. Je n'ai plus qu'à fuir ou à chercher une mort glorieuse. Mon choix est fait; je périrai les armes à la main. » Cette réponse que tous les historiens mettent dans la bouche de Charette, était comme le pressentiment du sort funeste qui devait l'atteindre peu de temps après. Il prévoyait avec raison qu'en perdant l'espoir de posséder le comte d'Artois, son parti tombait de lui-même, et que son armée allait se dissoudre.

Tous les écrivains qui ont parlé de l'expédition de l'Isle-Dieu (et il y en a un grand nombre), se sont perdus en vaines conjectures pour expliquer cet etrange événement. L'esprit de parti qui croit pouvoir rendre raison de tout dans son in-

térêt, est venu encore rendre plus obscure une question qui ne nous paraît pas avoir été résolue jusques ici d'une manière satisfaisante. Les uns ont prétendu que le débarquement n'avait pas eu lieu par la faute des Anglais ; les autres en ont accusé celui-là même qui avait le plus d'intérêt à l'opérer, le comte d'Artois. Déjà nous avons annoncé notre embarras pour expliquer le même événement, lorsque nous avons parlé de l'expédition de Quiberon. Dans l'impossibilité de pouvoir satisfaire la curiosité de nos lecteurs, en les aidant à se former eux-mêmes une opinion sur ce point d'histoire qui restera probablement long-temps encore obscur, nous nous bornerons à citer un passage d'un auteur qui a aussi écrit sur cette guerre malheureuse de la Vendée, et qui seul nous paraît avoir envisagé la question encore en litige avec quelque impartialité. « Est-ce la perfidie des Anglais ou la volonté du comte d'Artois, dit l'auteur que nous citons [1], qui a toujours empêché la descente? On dit, dans le temps, que le prince avait assemblé son conseil pour décider s'il devait se faire mettre à terre, et que la plupart de ceux qui le composaient, trouvant auprès de sa personne une existence agréable, qu'ils couraient risque de perdre à la guerre, l'en avaient détourné. L'héritier de tant de rois célèbres par leur bravoure, le petit-fils de Henri IV, eut-il en effet la faiblesse de se rendre à ce lâche conseil ? Cela n'est pas vraisemblable, d'après la mission du marquis de Rivière dans la Vendée, et les ordres du prince à Charette de venir sur la côte le recevoir. D'autres ont prétendu, et cela n'est pas plus vraisemblable, que le comte d'Artois avait demandé plusieurs fois au commandant de la flotte pourquoi il différait de le débarquer, et qu'à la fin ce commandant lui avait répondu : *Faites-moi votre demande par écrit, et je vous répondrai de même.*

[1] M. Le Bouvier-Desmortiers.

1795-an IV. Vendée.

» Sans s'arrêter à des *on dit*, que l'histoire rejette, parce qu'ils n'ont aucune authenticité, il faut chercher dans les grands intérêts qui faisaient mouvoir les parties, les motifs d'une conduite si contraire au but qu'elles semblaient se proposer. Du côté des Anglais, des armemens de flottes considérables, des dépenses énormes dont aucune nation n'était en état de faire le sacrifice en pure perte, des honneurs fastueux rendus à un roi détrôné dans la personne de son frère, l'arrivée solennelle de ce prince en vue de la terre promise à sa valeur; de la part de ce dernier, un royaume à conquérir, une armée prête à le recevoir, un peuple épuisé par la plus sanglante tyrannie, et n'aspirant qu'au retour de l'autorité légitime sous ses anciens souverains, quels garans plus sûrs, en apparence, d'une association sincère dans l'entreprise qui devait rétablir un grand empire, et rendre le repos à l'Europe? Mais ces mêmes Anglais, dira-t-on, éternels ennemis de la France, avaient fomenté les troubles de la révolution, alimenté la guerre civile, bouleversé l'Europe. Des intérêts plus grands que toutes leurs dépenses s'opposaient au rétablissement de l'ordre, et derrière leurs démonstrations en faveur du gouvernement des Bourbons, se cachaient, peut-être, les instrumens qui l'avaient détruit, et qui servaient à en empêcher le retour. Illustres prisonniers dans leur capitale (des Anglais), et sur leurs vaisseaux, les princes français étaient gardés à vue. Il y avait ordre de couler bas les embarcations qui se seraient éloignées de la flotte ou de la côte de l'Isle-Dieu, et rien ne pouvait échapper à la vigilance des postes placés sur les différens points..... D'après le système politique du gouvernement anglais, si connu aujourd'hui, en voilà peut-être assez pour fixer l'opinion sur les motifs qui ont empêché la descente du comte d'Artois; peut-être aussi les préventions subsisteront encore long-temps: nous voyons les choses de si près; la postérité verra mieux que nous..... »

BATAILLE DE LOANO.



Infanterie Française.
Cavalerie Française.
Batteries de Campagne
Batterie de Siège

Quoi qu'il en soit des motifs qui déterminèrent cette étrange et funeste résolution, le comte d'Artois remonta sur *le Jason*, qui appareilla le 18 novembre pour retourner en Angleterre. La flotte de l'amiral Waren croisa encore quelque temps aux environs de l'Isle-Dieu, et finit par retourner à Portsmouth, sans même avoir débarqué entièrement les secours d'armes, de munitions et d'habillemens que l'on avait promis avec tant d'emphase aux royalistes de la Vendée. 1795—an IV. Vendée.

Bataille de Loano [1]. — Au moment où la rigueur de la saison forçait l'armée des Alpes de cesser son état d'activité, et d'entrer en quartiers d'hiver, l'armée d'Italie, qui se trouvait placée sous un ciel moins défavorable, livrait une grande bataille, et remportait une victoire qui allait signaler la fin de la campagne, et ouvrir le chemin de cette terre classique dont elle fera la conquête dans les années qui vont suivre. Mais avant d'entrer dans le détail de la bataille de Loano, il est nécessaire de reprendre les choses d'un peu plus haut. 23-24 novem. (2-3 frimaire) Piémont.

Kellermann, en allant à Nice attendre l'arrivée de son successeur, avait donné aux généraux de division commandant les différens corps de l'armée, l'ordre de continuer à tenir en haleine les ennemis, et de les harceler dans toutes les occasions; il voulait par-là laisser aux troupes françaises leur activité habituelle, et donner au général Schérer la facilité de suivre ses plans d'offensive contre l'ennemi, s'il voulait les adopter. D'après ces ordres, plusieurs mouvemens eurent lieu sur toute la ligne française, après le combat du Petit-Gibraltar.

Ainsi, le 25 septembre, le général de brigade Miolis, après avoir chassé de leur camp à Garessio, les Piémontais et les Autrichiens, l'avait brûlé et s'était emparé d'un magasin de

[1] Journaux du temps, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Jomini, — Desjardins, — Jubé et Servan, — Lacretelle, etc.

1795-an IV Piémont.

poudre. Le 2 octobre, l'avant-garde des ennemis s'étant placée sur un mamelon en face de Borghetto, avait commencé à s'y retrancher, pour y élever des batteries de gros calibre : le général Masséna, qui s'en était aperçu, avait ordonné au général Victor de chasser l'ennemi de ses positions, et d'y détruire ses fortifications. En conséquence, dans la nuit du 2 au 3, deux colonnes avaient entouré le mamelon, tandis que deux cents grenadiers et deux cents chasseurs empêchaient l'ennemi d'y porter du secours. Arrivés au pied des retranchemens, les Français étaient sautés dedans, y avaient tué tout ce qui n'avait pu s'échapper à la faveur de la nuit, et les avaient ensuite détruits.

C'est après ces deux affaires, que les renforts amenés d'Espagne par Schérer, commencèrent à opérer leur jonction avec l'armée d'Italie. Le général en chef se rendit bientôt lui-même au quartier-général, et cette fusion de deux armées également braves, dans une seule, inspira à l'une et à l'autre une telle confiance, qu'on pouvait en attendre les plus grands succès. Familiarisés également aux mêmes genres de fatigues et de périls, les soldats des Alpes et des Pyrénées se lièrent par une espèce de confraternité, qui, tout en laissant subsister entre eux le puissant mobile de l'émulation, devait les rendre plus forts enl es tenant unis.

Cependant, à mesure que les Français paraissaient les menacer davantage, les Autrichiens se fortifiaient de plus en plus à Campo di Pietri et à Loano : les maladies leur avaient, à la vérité, emporté beaucoup de monde à Vado; mais ils étaient encore infiniment supérieurs en nombre, en positions et en artillerie. Ils avaient des vivres et des approvisionnemens de tout genre en abondance, tandis que les Français, privés de toute communication avec la ville de Gênes, manquaient également de pain, d'habillemens et de munitions. L'armée ennemie, forte de cinquante-cinq mille hommes, tenait une

ligne de positions fortifiées et liées les unes aux autres par des retranchemens : sa gauche, appuyée à la mer à Loano, occupait, avec de l'artillerie, Finale et Brescia ; son centre était placé sur des positions fortement unies à Rocca-Barbena, Melogno et Settepani. Ces positions étaient liées, à la droite, par les troupes piémontaises qui occupaient les places de Ceva, Mondovi et Coni. L'armée sarde occupait en arrière les montagnes de San-Bernardo et de la Planète, et étendait sa droite jusqu'à Garessio sur le Tanaro, où se trouvaient placées des forces supérieures. Ces différentes positions, que nous avons déjà dit avoir été fortifiées avec soin, étaient défendues par cent pièces d'artillerie, depuis le plus petit jusqu'au plus gros calibre. Un vallon étroit et profond de près de huit cents toises, escarpé sur presque tout son front, séparait les deux armées, excepté sur le point du village de Loano, occupé par l'ennemi, et en avant duquel il avait établi trois fortes et grandes redoutes sur trois mamelons qui dominaient entièrement cette petite plaine, d'une lieu d'étendue, en tous sens. 1795 - an IV. Piémont.

La ligne de défense de l'armée française, forte d'environ trente-deux mille hommes, s'étendait depuis le rocher de Borghetto, baigné par la Méditerranée, jusque sur la cime des montagnes parallèles aux monts de la Planète et de San-Bernardo. Deux divisions de l'ancienne armée d'Italie, réunies sous le commandement du général Masséna, formaient le centre et occupaient les positions de Sucarello, de Castel-Vecchio, et s'étendaient, par une chaîne de montagnes, jusque sur les défilés de Garessio et du Tanaro. Une troisième division de la même armée, sous les ordres du général Serrurier, formait la gauche, tandis que la droite, commandée par le général Augereau, était composée de douze mille hommes arrivés des Pyrénées.

La seule comparaison du nombre et de la position des ennemis, suffit pour démontrer combien leur armée était supé-

1795-an IV. Piémont. rieure à celle que commandait le général Schérer. Cependant, malgré leur infériorité, les soldats français sans pain, sans souliers, et manquant de tout, demandaient à grands cris qu'on les conduisît à l'ennemi. Le général Schérer était d'autant plus flatté de les voir animés de cette ardeur belliqueuse, qu'il avait, ainsi que nous l'avons déjà dit, adopté le projet du général Kellermann de reprendre l'offensive, et résolu de tout tenter pour rétablir ses communications avec Gênes, la véritable et seule mère nourricière de l'armée. Il se détermina donc à prendre promptement toutes les dispositions qui pouvaient préparer le succès de l'attaque prochaine qu'il méditait.

Placé sur un théâtre difficile, qu'il n'avait pas encore eu le temps d'étudier, le général Schérer eut le bon esprit de se méfier de lui-même, et chercha à s'entourer des lumières de tous les généraux de l'ancienne armée d'Italie. Le général Masséna, qui, dans cette campagne, avait pris une grande connaissance du pays, et que ses camarades se plaisaient eux-mêmes à proclamer le plus habile d'entre eux, à cause de la grande expérience qu'il avait acquise dans la guerre de montagnes, réunit tous les suffrages, et obtint toute la confiance du général en chef. Schérer le chargea, en conséquence, de former lui-même le plan d'attaque. Masséna, avant de rien entreprendre, voulut qu'on fît une reconnaissance générale de toutes les positions de l'ennemi. En conséquence, le 17 novembre, un fort détachement de troupes françaises se porta sur Campo di Pietri. Le général Charlet, chargé de cette expédition, détruisit les retranchemens de cette position, et prit à l'ennemi trois canons, quatre cents fusils et cinq cents hommes. C'est le seul obstacle qu'il rencontra sur tout le front de la ligne ennemie, qu'il parcourut avec autant de bonheur que d'habileté.

A son retour, le général Masséna s'occupa de rédiger son plan. Suivant ses premières vues, la droite des Austro-Sardes,

composée en grande partie de troupes piémontaises, pouvait être facilement tournée. On devait entreprendre, à l'aide des nouvelles troupes que l'aile gauche et le centre des Français avaient reçues, de prolonger successivement, à revers, la ligne ennemie, de sa droite à sa gauche, en la plaçant entre deux feux. On comptait, pour l'exécution de ce plan, sur l'ardeur et l'impétuosité des Français; mais des contrariétés de climat et de saison, des brouillards et des neiges abondantes empêchèrent qu'il ne fût effectué. Masséna proposa alors d'opérer, sur le centre de l'ennemi, le mouvement que l'on aurait dû diriger sur son aile droite; de s'emparer des positions qui le couvraient à Banco, à Rocca-Barbena et à Bardinetto; de les dépasser, et d'en prendre aussitôt en arrière de sa ligne. Masséna, qui proposait ce projet hardi, demanda et obtint d'en diriger l'exécution. Les troupes qui avaient reçu ordre de renforcer la gauche, redescendirent vers le centre; et pour donner le change à l'ennemi et aux habitans, en motivant cette démarche, on fit courir le bruit que l'armée allait prendre ses cantonnemens d'hiver. Par un hasard qui allait concourir au succès de l'entreprise, un petit bâtiment étant parvenu à tromper les croisières ennemies, apporta un approvisionnement de souliers, qui furent bientôt distribués aux soldats, et accueillis d'autant mieux, qu'étant décidés à attaquer, quoique sans chaussures, ils se préparaient à s'envelopper les pieds avec des lanières tirées de leurs sacs de peau. Cet événement, qui augmenta la gaîté des Français, les anima aussi d'une nouvelle ardeur.

1795-an IV. Piémont.

D'après le plan arrêté définitivement, entre le général en chef et Masséna, on se décida à former trois attaques, une fausse et deux véritables : le corps de gauche, aux ordres du général Serrurier, devait masquer les camps de San-Bernardo et de la Planète, et, en présentant plusieurs têtes de colonnes d'attaque, menacer les troupes piémontaises, les

1795—AN IV. Piémont. tenir en échec, et les empêcher surtout de porter aucun secours au centre de l'ennemi, contre lequel, ainsi que nous venons de le dire, le général Masséna devait lui-même diriger la principale attaque. Schérer s'était réservé le commandement particulier de la droite de l'armée. Il devait agir avec vigueur au commencement de l'action, afin de donner le change à l'ennemi, et lui faire croire que cette attaque était la véritable. Masséna partit des environs de Castelvecchio, à la tête de ses deux divisions, le 22 novembre, à la nuit tombante; il combina deux attaques, l'une sur la droite, et l'autre sur la gauche du centre de l'ennemi, commandé par le général autrichien Argenteau.

Ces deux attaques exigeaient, non-seulement une grande audace et une valeur héroïque, de la part des troupes, mais encore une savante combinaison de la part du général qui les commandait. Il ne suffisait pas de battre un ennemi supérieur en nombre à peu près du double, dans une position escarpée, défendue par des retranchemens, et garnie d'une artillerie formidable; mais il fallait encore exécuter ce qu'on avait annoncé, c'est-à-dire couper la communication du corps d'Argenteau avec celui qui était placé à Loano, et, après l'avoir battu, le gagner de vitesse sur les positions non moins importantes de Melogno et de Settepani, où il devait, en cas d'échec, naturellement se replier. Nous allons voir avec quelle audace et quelle précision le général Masséna sut exécuter ces différentes opérations délicates.

L'attaque commence à la pointe du jour, et, à l'exemple des grands capitaines de l'antiquité, sur les traces desquels il s'était déjà élancé avec tant de gloire, le général Masséna harangua ses troupes. Les paroles qui sortent de cette bouche guerrière sont l'annonce de la victoire, plutôt encore qu'une invitation à la remporter. A peine a-t-il fini, que ses colonnes s'ébranlent, commandées par les généraux Laharpe, Charlet,

Cervoni, Saint-Hilaire, Mercier, Chabran, Bizanet et Joubert, que Kellermann avait conservé à l'armée, malgré une destitution du comité de salut public, et qui acquerra une grande gloire dans les campagnes suivantes. 1795-an IV. Piémont.

Les généraux Laharpe et Charlet attaquèrent l'ennemi sur ses deux flancs, à Rocca-Barbena, et le culbutèrent sur tous les points, malgré sa vive résistance. Le général Masséna se porta en même temps sur les deux positions de Malsabeno et de Banco, et s'en empara; réunissant alors ses deux divisions, il poursuivit jusques à Bardinetto l'ennemi, qui s'y rallia, et parut vouloir s'y défendre avec la dernière opiniâtreté. Voyant que cette attaque, sur la rapidité de laquelle reposait tout le succès de l'entreprise, traînait en longueur, Masséna se porte lui-même contre l'ennemi avec sa réserve. Le combat recommence avec une nouvelle fureur. Mais enfin, animés par l'exemple de leur général, et par la vue des dangers qu'il partage avec eux, les Français se précipitent dans les retranchemens, la baïonnette en avant. Des cris de terreur s'élèvent du milieu des rangs ennemis, et redoublent encore la fureur des assaillans. En un moment, le poste de Bardinetto est emporté, les ennemis sont en pleine déroute. Ils fuient, abandonnant au pouvoir des vainqueurs toute leur artillerie. Ce qui n'avait pas été tué ou pris se sauva en désordre, du côté de Bagnasco, sur la rive gauche de la Bormida, où le général Argenteau chercha à rassembler ses fuyards.

A l'instant où l'attaque commençait à Bardinetto, le général Masséna avait donné ordre au général Cervoni, d'aller, avec quinze cents hommes, s'emparer des hauteurs de cette partie et de celle de Melogno, point le plus élevé de la contrée, et sur lequel il présumait que se retirerait toute la ligne ennemie, en cas d'échec; mais les ennemis avaient tellement été effrayés, par les combats précédens, et par l'acharnement que mettaient à les poursuivre les divisions victo-

1795-an IV. Piémont. venait de s'emparer avec un courage héroïque des hauteurs presque inaccessibles du Mont-Calvo, descendrait de cette montagne pour prendre à revers la droite de l'aile gauche des Autrichiens. Cependant, incertain des événemens qui s'étaient passés à l'aile gauche de l'armée française, ainsi qu'au centre, vers Rocca-Barbena et Bardinetto, le général en chef Schérer hésita dans ce mouvement et se borna d'abord à serrer de près l'ennemi, afin de l'empêcher d'échapper, si le centre avait réussi dans ses attaques. Enfin, à quatre heures et demie du soir, différens signaux convenus avec le général Masséna apprirent à Schérer les glorieux succès du centre, et l'instruisirent que les deux divisions victorieuses se rapprochaient de son aile droite, et déjà menaçaient de s'emparer des hauteurs de l'Apennin, et de se placer entre les États du roi de Sardaigne et l'armée des alliés. Schérer ordonna alors à trois bataillons de la gauche de son aile droite, de se réunir au chef de bataillon Suchet, pour envelopper et cerner la droite de l'aile gauche de l'ennemi; lui-même s'avança en même temps à la tête de sa ligne toute entière sur le front de celle des Autrichiens.

Mais à ce moment un orage affreux mêlé de grêlons, vint couvrir d'une nuit obscure les deux armées : les Français malgré la vive ardeur qui les avait animés pendant toute cette journée, furent obligés de s'arrêter et de bivouaquer à un quart de lieue des postes occupés par l'ennemi. Cet obstacle avait redoublé leur envie de vaincre, et ils se préparaient à faire pour le lendemain une attaque vigoureuse, lorsque, à la pointe du jour, ils s'aperçurent que les Autrichiens avaient profité de l'obscurité de cette nuit orageuse pour se replier sur Finale, où était le quartier-général, en abandonnant toute leur artillerie et leurs tentes. Voulant du moins troubler leur retraite, le général Schérer détacha à leur poursuite le général Augereau. Celui-ci se mit à la tête de quelques troupes légères,

gravit promptement la montagne de Finale, atteignit l'arrière-garde de l'ennemi, l'attaqua avec impétuosité, et la força de faire volte-face pour se défendre : déjà même il commençait à lui faire un grand nombre de prisonniers, lorsque le général Masséna, en paraissant tout-à-coup, vint encore augmenter le danger des Autrichiens.

Nous avons vu que dès la veille Masséna s'était rapproché de la droite commandée par Schérer; il avait attaqué l'ennemi au poste de San-Pietro-del-Monte, qui dominait toute la droite des alliés, et celui de Castelare. L'occupation de ces deux postes avait achevé la déroute entière du centre de l'ennemi, et mettait à découvert toute son aile gauche. Masséna, prêt à fondre sur cette aile, et à seconder les efforts de Schérer, était déjà parvenu sur les hauteurs de Gora et de San-Pantaleone, qui dominait toute cette aile gauche, lorsque surpris par le même orage qui avait obligé le général Schérer de suspendre son attaque, il arrêta lui-même l'ardeur de ses braves bataillons, et bivouaqua sur ces deux hauteurs.

Plus habile ou plus prévoyant que Schérer, Masséna devina que si l'ennemi opérait sa retraite, il la ferait par la gorge de San-Giacomo; il eut soin, malgré l'orage et la grêle, d'envoyer quatre bataillons s'emparer de la montagne. Ce qu'il avait prévu arriva. Les Autrichiens, pour se retirer, enfilèrent les gorges de San-Giacomo; mais leur avant-garde, arrêtée par les bataillons de Masséna, se vit forcée de combattre pour s'ouvrir un passage. C'est pendant ce temps, qu'Augereau lui-même s'était mis à leur poursuite. Masséna en même temps faisait descendre rapidement son avant-garde des hauteurs où elle avait bivouaqué, et vint, à sa tête, se jeter dans la gorge de San-Giacomo.

Cette manœuvre savante du général Masséna eut tout le succès qu'il pouvait en attendre. Pressés par derrière, sur leur front et sur leurs flancs, les Autrichiens se trouvaient

1795—an IV. Piémont.

désormais dans l'impossibilité de se défendre. Tout ce qui restait de cette partie de l'armée austro-sarde se débanda entièrement, et se dispersa par tous les défilés et les sentiers qui se trouvent en si grand nombre dans les montagnes. Cependant le gros de cette armée vaincue faisait dans le plus grand désordre sa retraite sur Vado; mais poursuivis vivement par quatre mille hommes qui se furent bientôt emparés de Vado et des hauteurs de Savone, les débris de cette armée fugitive furent définitivement obligés de se retirer, d'abord sur Acqui et Dego, et de là encore vers Alexandrie, où ils se répandirent dans la vallée de la Bormida.

Pendant que le centre et la droite de l'armée française forçaient ainsi les Austro-Sardes de leur céder le champ de bataille de Loano, la gauche, aux ordres du général Serrurier, avait elle-même concouru de tout son pouvoir à cette victoire décisive. Chargé de faire une fausse attaque pour contenir les forces de l'ennemi, et les empêcher de se porter à l'appui de son centre, et à celui de sa droite, le général Serrurier avait divisé son corps d'armée en trois colonnes, de l'une desquelles il avait gardé le commandement, et avait confié celui des deux autres aux généraux Miolis et Pigeon. Il avait ensuite disposé différentes attaques, menaçant tout le front, et surtout la gauche de l'armée piémontaise aux ordres du général Colli. Le combat fut engagé successivement sur toute la ligne ennemie; et, se repliant toujours à propos, revenant sans cesse à la charge, faisant soutenir ses têtes de colonnes lorsqu'elles étaient trop pressées, et renouvelant ainsi continuellement ses attaques, il avait contenu les troupes piémontaises et leur avait même fait beaucoup de prisonniers.

L'attaque du centre et de la droite ayant été les véritables points de combat dans les journées des 23 et 24 novembre, le général en chef Schérer s'empressa, dès le lendemain, de faire passer, sous les ordres des adjudans-géneraux Joubert

et Ménard, cinq mille hommes au général Serrurier, afin de forcer l'ennemi de suivre le mouvement de retraite imprimé à l'aile gauche et au centre de l'armée austro-sarde. Serrurier, fort de ce secours, et qui jusques alors s'était arrêté à contenir l'armée piémontaise, l'attaqua à son tour avec impétuosité, et après l'avoir rejetée le 25 novembre sur le Tanaro, après s'être emparé le 26 d'Intrapa et de Garessio, avoir forcé le 27 les ennemis sur les hauteurs de Spinardo, il les obligea, dans la nuit du 27 au 28, d'abandonner toute leur artillerie et leurs positions, et de se retirer dans le camp retranché de Ceva, pour s'y réunir aux débris des corps du général Argenteau échappés aux baïonnettes des troupes commandées par le général Masséna. 1795-an IV. Piémont.

Ainsi, dans cette circonstance mémorable, trente-deux mille Français, sans cavalerie, sans pain, sans souliers pour la plupart, et sans habits, avaient vaincu cinquante à soixante mille Autrichiens et Piémontais fournis de toutes les choses nécessaires à la vie et à la guerre, postés sur des montagnes escarpées, derrière des retranchemens défendus par cent pièces de canon. Les résultats de cette brillante journée, dont Masséna pouvait avec raison revendiquer toute la gloire, furent immenses pour les Français. En effet, les ennemis obligés d'abandonner aux vainqueurs toutes leurs positions et la plus grande partie de leur artillerie, laissèrent en outre, sur le champ de bataille, quatre mille morts ou blessés, et cinq mille prisonniers, parmi lesquels on remarquait plus de deux cents officiers de tous grades. Les Français obtenaient encore l'avantage de se trouver maîtres de tout le pays occupé auparavant par les Austro-Sardes, et surtout de Finale, de Vado et de Savone, lesquelles villes renfermaient tous les approvisionnemens de guerre et de bouche de l'ennemi. La victoire de Loano ouvrait enfin aux Français le Milanais; et quand l'année suivante, le général Schérer remit au jeune

1795-AN IV. Piémont. Bonaparte le commandement de cette brave armée, il put dire qu'il lui remettait aussi la clef de l'Italie, en le rendant l'héritier des avantages remportés à Loano.

Cependant le général Schérer, malgré l'éclat de sa victoire et le service qu'il rendit à cette époque à la république française, a été blâmé par plusieurs historiens, pour n'avoir pas su en tirer tout le parti désirable [1]. Mais il nous semble que, dans ces reproches adressés au vainqueur de Loano, on n'a point fait assez attention aux circonstances dans lesquelles se trouvait le général Schérer. Arrivé la veille, pour ainsi dire, ce général n'avait pas encore eu le temps de prendre une exacte connaissance du pays et des obstacles qu'il présente à chaque pas; il était privé de l'immensité des objets dont il aurait fallu

[1] « Cette bataille, telle qu'elle fut engagée, dit M. de Jomini, aurait pu néanmoins avoir des suites plus brillantes, si on en avait profité pour déboucher par la vallée du Tanaro, et isoler pour toujours les débris des deux armées battues, comme Napoléon le fit quelques mois plus tard, après la bataille de Millesimo : au lieu d'en tirer un parti semblable, on se contenta de posséder tranquillement la rivière de Gênes, et les sommités des monts jusques aux sources de l'Orba.....

» Le même principe qui aurait dû engager les Autrichiens à ne pas manœuvrer par leur gauche sur Vado, le long de la mer, aurait aussi dû engager Schérer à ne faire que de faibles démonstrations sur le même point, et à porter sa masse supérieure dans la position centrale de Bardinetto et de Garessio. Une semblable combinaison eût été la meilleure, non-seulement parce que le centre dégarni d'une ligne trop étendue et divisée, en est toujours la clef et le point important, mais parce que la possession des Apennins aurait rendu cette manœuvre encore bien plus décisive, en isolant, sans doute pour toujours, Colli sur Ceva, et Wallis sur Loano. Il ne serait alors resté aucune retraite à ce dernier, pour peu qu'on l'eût prévenu par les hauteurs des sources de la Bormida, et qu'on fût descendu par Sucarello sur Finale ou sur Noli. Napoléon prouva, dès son début dans la campagne suivante, qu'il était un grand capitaine, et l'application qu'il fit des principes de l'art, dans sa première victoire de Millesimo, fut aussi brillante qu'elle put l'être dans les victoires qui l'ont suivie. La comparaison des dispositions de ces deux batailles suffit pour faire ressortir la faute que l'on commit à celle de Loano. »

être pourvu pour les surmonter tous; l'impossibilité d'avoir des vivres et des fourrages, l'avait forcé de laisser sa cavalerie sur les bords du Rhône : se trouvant dans le manque le plus absolu de tous les moyens de transport, il ne pouvait s'éloigner des points qu'il venait de conquérir, et où il avait eu le bonheur de trouver les subsistances qui lui manquaient. Toutes ces causes réunies nous semblent justifier pleinement le général Schérer, et démontrent que, dans cette circonstance, il fut forcé de se borner à établir l'armée française sur la côte du territoire de Gênes, qui s'étend depuis Savone jusqu'à Voltri, pour y attendre l'occasion favorable et les moyens de se remettre en mouvement. C'est donc à tort qu'on l'accuse encore de l'inaction forcée dans laquelle il resta, et qui donna le temps à l'empereur de renforcer son armée, sous le commandement du général Beaulieu. Quand on vient à comparer, comme l'a fait le général Jomini, la conduite du général Schérer à la conduite postérieure de Bonaparte, on ne fait pas assez attention que chaque général a sa méthode de faire la guerre, et que celle de Napoléon, justifiée par le succès, n'a pas toujours, sous certains rapports, paru la meilleure aux yeux de la raison et de l'humanité. Si, après avoir montré les champs fertiles du Milanais aux soldats qui lui demandaient du pain et des habits, le général Bonaparte eût été vaincu à Montenotte et à Millesimo, on trouverait peut-être le général Schérer plus excusable de s'être arrêté après sa victoire, pour former ses magasins et ses approvisionnemens de tout genre. Le succès peut quelquefois légitimer l'audace; mais la prudence et la sollicitude d'un général pour ses soldats, bien loin d'être blâmées, doivent toujours exciter l'éloge de l'écrivain, qui n'oublie pas que des guerriers sont aussi des hommes, et que celui qui les commande au nom de la patrie, ne doit pas s'en servir comme de simples machines.

1795—an IV. Piémont.

Nous aimons à croire que ce furent les principes que nous

1795-an IV. Piémont.

Bonaparte le commandement de cette brave armée, il put dire qu'il lui remettait aussi la clef de l'Italie, en le rendant l'héritier des avantages remportés à Loano.

Cependant le général Schérer, malgré l'éclat de sa victoire et le service qu'il rendit à cette époque à la république française, a été blâmé par plusieurs historiens, pour n'avoir pas su en tirer tout le parti désirable [1]. Mais il nous semble que, dans ces reproches adressés au vainqueur de Loano, on n'a point fait assez attention aux circonstances dans lesquelles se trouvait le général Schérer. Arrivé la veille, pour ainsi dire, ce général n'avait pas encore eu le temps de prendre une exacte connaissance du pays et des obstacles qu'il présente à chaque pas; il était privé de l'immensité des objets dont il aurait fallu

[1] « Cette bataille, telle qu'elle fut engagée, dit M. de Jomini, aurait pu néanmoins avoir des suites plus brillantes, si on en avait profité pour déboucher par la vallée du Tanaro, et isoler pour toujours les débris des deux armées battues, comme Napoléon le fit quelques mois plus tard, après la bataille de Millesimo : au lieu d'en tirer un parti semblable, on se contenta de posséder tranquillement la rivière de Gênes, et les sommités des monts jusques aux sources de l'Orba.....

» Le même principe qui aurait dû engager les Autrichiens à ne pas manœuvrer par leur gauche sur Vado, le long de la mer, aurait aussi dû engager Schérer à ne faire que de faibles démonstrations sur le même point, et à porter sa masse supérieure dans la position centrale de Bardinetto et de Garessio. Une semblable combinaison eût été la meilleure, non-seulement parce que le centre dégarni d'une ligne trop étendue et divisée, en est toujours la clef et le point important, mais parce que la possession des Apennins aurait rendu cette manœuvre encore bien plus décisive, en isolant, sans doute pour toujours, Colli sur Ceva, et Wallis sur Loano. Il ne serait alors resté aucune retraite à ce dernier, pour peu qu'on l'eût prévenu par les hauteurs des sources de la Bormida et qu'on fût descendu par Sucarello sur Finale ou sur Noli. Napoléon prouva dès son début dans la campagne suivante, qu'il était un grand capitaine, et l'application qu'il fit des principes de l'art, dans sa première victoire de Millesimo, fut aussi brillante qu'elle put l'être dans les victoires qui l'ont suivie. La comparaison des dispositions de ces deux batailles suffit pour faire ressortir la faute que l'on commit à celle de Loano. »

lee de Tuirano, près de la Chartreuse, pour protéger la gauche d'une colonne qui y défilait. Jérôme exécuta cet ordre avec intelligence, et soutint, avec ses vingt-cinq hommes, une fusillade très-vive contre plus de trois cents Austro-Sardes. Blessé à la tête, il rejoignit son chef de bataillon, refusa de se faire panser; et, la figure couverte de sang, marcha avec le bataillon, et gravit un des premiers une hauteur qui dominait la position des ennemis. Arrivé sur le plateau de la colline, il aperçoit un peloton de cent cinquante Autrichiens, qui dépouillaient plusieurs Français faits prisonniers. Aussitôt il s'élance à la tête de quelques braves, fond avec intrépidité sur les ennemis, délivre les soldats français, et force les cent cinquante Autrichiens de mettre bas les armes, et de rester eux-mêmes ses prisonniers. Jérôme les confie à la garde des soldats délivrés; et toujours actif, il parcourt, suivant les ordres qu'il a reçus, les crêtes les plus élevées, pour s'assurer des positions. Bientôt attaqué par des forces supérieures, dans cette expédition hardie, il se défend long-temps avec son sabre, qui se brise entre ses mains : il s'arme alors de pierres, et renverse encore plusieurs ennemis. Enfin, atteint d'une balle qui lui fracasse le bras, il allait tomber au pouvoir des Autrichiens, lorsqu'il fut secouru par un détachement qui mit en fuite l'ennemi, et ramena le brave Jérôme au camp.

Le même quatrième bataillon de l'Yonne fournissait en même temps un autre exemple d'un courage et d'une intrépidité presque semblables. Tendie, sergent-major dans une compagnie de ce bataillon, chargé aussi d'explorer les hauteurs de Tuirano, vit un poste d'Autrichiens qui protégeaient la garde d'un drapeau. A l'instant, ne consultant que son zèle, il se précipite, avec un second, au milieu du poste ennemi, tue celui qui portait le drapeau autrichien, s'en empare, fait prisonniers un capitaine et plusieurs soldats, et revient modestement reprendre sa place dans les rangs de ses camarades.

1795-an IV. Un autre sergent-major du deuxième bataillon de la seizième demi-brigade d'infanterie, nommé Siméon, donna également des preuves d'une valeur héroïque dans cette même bataille. Sa demi-brigade ayant reçu l'ordre d'attaquer le poste de la montagne de Banco, fut repoussée après plusieurs tentatives infructueuses, et se retira à quelque distance pour se reformer. Siméon s'obstina à rester seul avec quelques braves : à l'approche de l'ennemi, il contrefit le blessé. Enfin, serré de près par deux grenadiers hongrois, il tue l'un d'un coup de fusil, et plonge sa baïonnette dans le sein de l'autre, en criant aux siens de seconder ses efforts. En même temps, sans attendre la demi-brigade qui revenait à la charge, le brave sergent-major, animé par un courage intrépide, s'élance sur deux pièces de canon, se saisit d'un sous-officier de canonniers, qui avait la main sur la pièce, et le fait prisonnier. Dans ce moment, les troupes de la demi-brigade arrivent, l'attaque recommence et le poste est enlevé. Siméon s'était déjà distingué par sa conduite courageuse lors de l'attaque du rocher dit le *Petit-Gibraltar*, le 19 septembre, où seul il fit, en deux fois, quinze prisonniers.

Piémont.

Enfin, dans la journée de Loano, le désintéressement fut joint à la valeur. Parmi plusieurs traits qui ne diffèrent entre eux que par quelques légères circonstances, nous citerons celui-ci : Un éclaireur de la cinquante-sixième demi-brigade, ayant fait prisonnier le major du régiment d'Acqui, fut assailli par un officier du même régiment, qui se porta sur lui avec son sabre. L'éclaireur l'abat d'un coup de baïonnette, reprend son prisonnier et l'amène au camp, sans toucher à ses bijoux et à une bourse de quarante pièces d'or, qui lui fut offerte. Son capitaine voulut le récompenser en lui donnant une partie de cet or. Mais l'éclaireur refuse, et retourne au combat donner de nouvelles preuves de sa bravoure.

1795-an IV. Fin décembre (frim.-nivôse) Vendée.

Combat de Saint-Cyr; prise de Belleville; situation du parti royaliste dans les pays insurgés, à la fin de 1795 [1]. — Le départ inattendu du comte d'Artois, de l'Isle-Dieu, après y être resté près de deux mois, quoique suivi de moins de désastres que la sanglante expédition de Quiberon, devait peut-être devenir plus fatal encore au parti royaliste. La première catastrophe avait eu lieu sur un rivage où les partisans de la royauté étaient beaucoup moins nombreux, et surtout moins capables de faire de grands efforts pour le rétablissement du trône. Quel qu'eût été le découragement que la destruction de l'armée de d'Hervilly et de Sombreuil répandit dans tous les pays où régnait encore un attachement sincère à la cause royale, les esprits s'étaient promptement ranimés à la première nouvelle que l'Angleterre préparait une seconde expédition. Elle avait eu lieu cette expédition. L'armée de secours, guidée par un prince attendu avec toute l'ardeur de l'espérance, avait paru en vue de la terre de la fidélité. On pouvait croire que la distance de l'Isle-Dieu, aux rivages de la Vendée, n'étant que de trois lieues, le débarquement s'opérerait enfin sur le sol qui le premier avait levé l'étendard de l'insurrection contre la Convention, et avait juré de venger le renversement de la monarchie. Des hommes sûrs, des hommes pénétrés du plus pur royalisme, étaient là en armes, tous prêts à se porter sur le point que le prince daignerait désigner pour sa descente. Les bataillons de Charette devaient faire au frère du roi légitime un rempart de leurs corps, et, dans leur joie de posséder bientôt dans leurs rangs la seconde personne du royaume, ils se promettaient de le conduire en triomphe jusques à Paris. Quel beau moment pour les royalistes! Nous

[1] Journaux du temps, — Berthre de Bourniseaux, — Le Bouvier-Desmortiers, — Beauchamp, — Mémoires du comte de ***, — Vie de Charette, — Sièges et batailles, — Mémoires manuscrits, etc.

1795-an IV. Piémont.

Un autre sergent-major du deuxième bataillon de la seizième demi-brigade d'infanterie, nommé Siméon, donna également des preuves d'une valeur héroïque dans cette même bataille. Sa demi-brigade ayant reçu l'ordre d'attaquer le poste de la montagne de Banco, fut repoussée après plusieurs tentatives infructueuses, et se retira à quelque distance pour se reformer. Siméon s'obstina à rester seul avec quelques braves : à l'approche de l'ennemi, il contrefit le blessé. Enfin, serré de près par deux grenadiers hongrois, il tue l'un d'un coup de fusil, et plonge sa baïonnette dans le sein de l'autre, en criant aux siens de seconder ses efforts. En même temps, sans attendre la demi-brigade qui revenait à la charge, le brave sergent-major, animé par un courage intrépide, s'élance sur deux pièces de canon, se saisit d'un sous-officier de canonniers, qui avait la main sur la pièce, et le fait prisonnier. Dans ce moment, les troupes de la demi-brigade arrivent, l'attaque recommence et le poste est enlevé. Siméon s'était déjà distingué par sa conduite courageuse lors de l'attaque du rocher dit le *Petit-Gibraltar*, le 19 septembre, où seul il fit, en deux fois, quinze prisonniers.

Enfin, dans la journée de Loano, le désintéressement fut joint à la valeur. Parmi plusieurs traits qui ne diffèrent entre eux que par quelques légères circonstances, nous citerons celui-ci : Un éclaireur de la cinquante-sixième demi-brigade, ayant fait prisonnier le major du régiment d'Acqui, fut assailli par un officier du même régiment, qui se porta sur lui avec son sabre. L'éclaireur l'abat d'un coup de baïonnette, reprend son prisonnier et l'amène au camp, sans toucher à ses bijoux et à une bourse de quarante pièces d'or, qui lui fut offerte. Son capitaine voulut le récompenser en lui donnant une partie de cet or. Mais l'éclaireur refuse, et retourne au combat donner de nouvelles preuves de sa bravoure.

très-faible distance de Luçon et des Sables, il était à craindre que les fortes garnisons de ces deux villes ne marchassent au secours du poste menacé. Enfin, pour arriver à Saint-Cyr, il fallait traverser des marais dans lesquels l'artillerie pouvait à peine être traînée, ce qui fit décider qu'on n'en mènerait pas. Tous ces motifs étaient autant de causes qui annonçaient une mauvaise réussite. Mais Charette ne voulut point contrarier son ami Guérin. On se mit en marche.

L'armée vendéenne traversa la plaine dans un ordre imposant, présage trompeur de la victoire, devant une bicoque qui devait, disait Guérin, être emportée au premier feu. Charette envoya un détachement au pont de la Claye, pour empêcher l'arrivée des secours de Luçon; lui-même se plaça du côté opposé, sur la route des Sables; et Guérin, secondé par Lemoelle, attaqua avec l'avant-garde. Tous les habitans, effrayés de l'arrivée des Vendéens, avaient pris la fuite, et la garnison s'était retranchée dans l'église, où elle avait pratiqué des meurtrières. Ces quatre cents républicains, renfermés dans Saint-Cyr, allaient donner l'exemple d'une valeur et d'une constance dignes des temps antiques, en sortant victorieux de la lutte inégale où ils se trouvaient engagés, contre une armée de près de dix mille combattans. Sommée de se rendre, la garnison répondit par une décharge si bien nourrie, qu'elle renversa un grand nombre des assaillans. Ceux-ci ripostèrent, et le feu le plus vif s'engagea de part et d'autre.

Furieux de voir que quatre cents hommes osent concevoir l'espérance de résister à leurs efforts, les Vendéens jurent de les brûler tous dans leur retranchement. Encouragés par le commandant Guérin, les uns s'avancent avec des bottes de foin sur la tête, et des tisons enflammés à la main, pour incendier les portes de l'église; d'autres mettent le feu aux maisons voisines, dans l'espoir de propager l'incendie et de venir ainsi à bout de leur projet. Inutiles efforts! Les républicains

1795-an IV. Vendée. continuaient leur feu meurtrier, et ne pouvaient pas être atteints par les tourbillons de flamme et de fumée dont on cherchait à les environner. Après deux heures d'attaque, les Vendéens, désespérant de vaincre des hommes qui bravaient également et le fer et la flamme, furent obligés de se retirer avec une perte de plus de trois cents des leurs, et un grand nombre de blessés, sans qu'il manquât aux assiégés aucun homme. S'étant bientôt aperçus du mouvement rétrograde des Vendéens, les audacieux républicains ouvrent les portes de l'église, se mettent à la poursuite des vaincus, et les attaquent à leur tour avec la même valeur qu'ils avaient montrée dans la défense. L'arrière-garde vendéenne voulut inutilement résister. Les républicains en firent un grand carnage. Guérin, qui déjà avait eu son chapeau percé de deux balles et deux chevaux tués sous lui, s'étant avancé pour dégager un de ses officiers blessé, fut frappé dans la poitrine de deux balles qui l'étendirent sans vie. Cet officier, qui périssait ainsi victime de son dévouement pour un de ses amis, était adoré dans l'armée vendéenne. Sa perte y répandit la consternation et le découragement. Des cris lamentables se firent entendre, et, suivant l'expression d'un officier de Charette, « ceux qui accompagnèrent son corps représentaient plutôt des enfans qui venaient de perdre leur père, qu'un rassemblement d'hommes accoutumés à mépriser la mort. »

Cependant les dangers des royalistes allaient encore augmenter. Dans ce moment d'alarme, le général Delaage, qui commandait à Luçon, tomba tout-à-coup, avec neuf cents hommes d'infanterie, et cent hommes de cavalerie, sur le détachement qui gardait le pont de la Claye : l'artillerie légère eut bientôt dispersé ce détachement, malgré les efforts de la cavalerie vendéenne pour soutenir la retraite. Les Vendéens se mirent à fuir, et leur retraite devint une déroute

complète. Poursuivis ardemment par les républicains, ils firent une perte immense et ne parvinrent qu'avec une grande peine à se rendre au quartier-général de Belleville, où Charette eut le chagrin de se voir abandonner par une grande partie de ceux qui l'avaient accompagné jusque là, et où il resta long-temps, ne sachant plus quel parti prendre, et plongé dans le désespoir que lui causaient tous les maux qu'il entrevoyait. 1795-an IV. Vendée.

En effet, depuis la victoire remportée à Quiberon, le général Hoche travaillait sans relâche au projet de mettre enfin un terme à la guerre qui désolait depuis si long-temps les contrées où il commandait. Doué d'un génie supérieur et d'une activité qui ne fut jamais surpassée, il était, par les grandes qualités de son esprit et de son cœur, plus à même que tout autre d'obtenir un résultat conforme à ses vifs désirs [1]. Aidé des conseils de son ami le général Chérin, son chef d'état-major, et dont les connaissances dans l'art d'administrer une armée lui devenaient chaque jour plus précieuses, dans un pays où il fallait entretenir une multitude de détachemens épars, il conçut un nouveau système de pacification, qui, rappelant celui des colonnes mobiles, adopté en 1794 par le général Kléber, était en effet le seul qui pût procurer un succès certain. Par le désir de terminer promptement la seconde guerre de la Vendée, bien plus que par ambition, il désira avoir seul la direction de toutes les forces militaires employées par la république dans les pays royalistes, et il chargea le général Chérin de rédiger un mémoire adressé au directoire exécutif, dans lequel son plan, ses moyens, ses vues seraient expliqués.

[1] Nous avons vu que déjà il avait contribué puissamment à ramener le gouvernement vers des idées plus modérées, et qu'on pouvait le regarder comme l'auteur de la première pacification de la Vendée.

1795-an IV. Vendée.

Ce mémoire, dont la rédaction fait honneur à Chérin, en faisait davantage encore au général Hoche, en ce qu'il portait l'empreinte de ses vertus, de sa bienveillance pour tout ce qui portait le nom de Français, et de son ardent amour pour sa patrie. A chaque page, il témoigne qu'il regarde les Vendéens comme des hommes égarés et non comme des hommes coupables. La rigueur des mesures qu'il propose doit seule être employée contre les chefs qui soufflent dans leur cœur le fanatisme de la rebellion. Les voies de douceur et de protection, voilà surtout les moyens dont Hoche veut faire usage, pour amener à la soumission des Français que la persécution a seule irrités. Hoche était un franc et loyal républicain. Il devait tenir ce langage. Mais, quelle différence des actions de ce capitaine vertueux avec celles des hommes qui l'avaient précédé dans la Vendée! Ceux-là semblaient des bourreaux envoyés pour tout immoler; Hoche semblait un conciliateur bienfaisant, qui venait pour éteindre toutes les haines et réconcilier tous les cœurs. Le ciel, qui sourit aux projets des hommes de bien, devait donner à Hoche la satisfaction de voir ses efforts couronnés du succès; et nous verrons qu'en effet le héros ne quittera pas les champs de la Vendée sans leur avoir laissé la paix, noble ambition de son cœur généreux.

Dans ce mémoire, adressé au directoire exécutif, Chérin, interprète des volontés et des désirs de son ami, proposait donc d'embrasser, dans un seul système de pacification, tous les départemens compris dans l'arrondissement des trois armées des *Côtes de Cherbourg*, de *Brest* et de l'*Ouest*. Il demandait, entre autres mesures, la réunion de ces trois armées en une seule, qui serait appelée l'*Armée des Côtes de l'Océan*, et confiée aux ordres du général Hoche. Les autres mesures indiquées étaient l'établissement du régime militaire dans ces contrées; la mise en état de siége des villes les plus

exposées aux troubles; l'institution des commissions militaires permanentes, pour juger les rebelles pris les armes à la main, etc., etc. Mais, à côté de ces mesures sévères, indiquées pour répandre la terreur, on trouvait toutes celles qui en faisaient disparaître l'odieux, en montrant qu'on n'aurait recours aux premières qu'à la dernière extrémité. Ainsi, par exemple, Cherin demandait, pour le général Hoche, la faculté de composer avec les chefs des royalistes qui se décideraient à quitter leur parti, et de leur donner des passeports pour l'étranger. Ce projet fut accueilli favorablement par le directoire exécutif. Chérin ayant fait part au général Hoche de ce premier succès auprès du gouvernement, en reçut cette réponse : « Votre plan devait être adopté; la guerre civile sera donc enfin terminée! Il faut revenir avec moi; vous êtes le chef de l'état-major de la grande armée. »

Dans l'impatience de se voir revêtu du pouvoir nécessaire, pour mettre à exécution ses projets de conciliation, Hoche se rendit à Paris, apportant avec lui tous les développemens du plan proposé. L'étude approfondie qu'il avait faite de tous les caractères de cette affreuse guerre de la Vendée, le rendait capable de donner sur elle les renseignemens les plus étendus et les plus précieux. Le but de tant d'efforts honorables fut atteint : le directoire, sentant le besoin de réunir dans une seule main la dictature de la pacification, se détermina à prendre un arrêté qui donnait à Hoche toute la latitude du pouvoir qu'il pouvait désirer. Muni de ce titre important, Hoche repart, non moins glorieux que s'il venait de remporter une victoire, et va prendre le commandement des trois armées réunies définitivement sous le nom d'armée des Côtes de l'Océan. Chérin devait rester momentanément près du ministre de la guerre, pour soutenir a Paris les mesures que Hoche prendrait à l'armée. Le général Hédouville le remplaçait dans la place de chef de l'état-major de l'armée :

1795—an IV. Vendée. l'esprit conciliant et les talens militaires de ce général, le mettaient en état de seconder dignement les vues du général en chef, et nous verrons plus tard ce même Hédouville avoir aussi la gloire d'effectuer la troisième et dernière pacification de la Vendée.

Hoche arriva à son quartier-général, dans le moment qu'atterrés par la disparition subite du comte d'Artois de l'Isle-Dieu, les royalistes ne savaient plus quels moyens employer pour soutenir un parti qui tombait en ruine de tous côtés. Le prince, après son départ, leur avait fait dire qu'il ne retournait en Angleterre que pour solliciter des secours plus puissans, et revenir se mettre à leur tête aussitôt que la saison paraîtrait plus favorable. Mais les chefs eux-mêmes avaient perdu toute confiance dans le secours des Anglais: comment les soldats, les simples Vendéens, auraient-ils pu conserver cet espoir, après avoir été témoins des derniers événemens de l'Isle-Dieu? Aussi, de toutes parts, et dans toutes les armées royales, la désertion était effrayante. Menacés d'être entièrement abandonnés, les chefs sentaient s'affaiblir leur constance, et la plupart ne gardaient encore leurs armes que pour obtenir plus facilement la possibilité de traiter avec la république. De ce nombre était Stofflet, dont la coopération à cette seconde insurrection ne paraît pas avoir été bien franche, et tous les chefs de l'armée dite du centre, qui, trop faibles pour opposer une résistance suffisante aux mesures que les républicains prenaient pour les soumettre, n'aspiraient qu'au moment de se retirer de cette lice difficile. Depuis la catastrophe de Quiberon, les chouans, qui avaient fait alors un effort extraordinaire, s'étaient rejetés dans leurs bois, et avaient recommencé à faire la guerre de partisans. Parmi eux, deux hommes seulement, Lemercier et ce Georges Cadoudal, auquel sa fin tragique a donné plus de renommée que ses actions militaires, avaient paru chercher à favoriser

utilement le débarquement projeté du comte d'Artois, pendant le temps que ce prince était à l'Isle-Dieu. Ces deux chefs du Morbihan osèrent même se mesurer, dans plusieurs rencontres, avec les républicains [1]. Mais bientôt, vaincus par

1795-an IV. Vendée.

[1] Dans l'une de ces expéditions qui ont tant de rapport avec celles des guérillas en Espagne, et que nous ne mentionnerons pas, dans la crainte de devenir fastidieux en répétant sans cesse les mêmes scènes de dévastation, Georges Cadoudal était à la tête de trois mille chouans. Il apprend que le bourg d'Elven n'est défendu que par trois cents grenadiers républicains. Aussitôt, fort de son nombre, il prend la résolution de l'attaquer, et de s'en emparer. A l'approche des royalistes, les trois cents grenadiers s'enferment, les uns dans l'église du bourg, les autres dans une maison qui leur sert de corps-de-garde ou de quartier, résolus d'y périr tous, plutôt que de se rendre. Georges alors donne l'ordre à son avant-garde de se porter contre ces deux postes, et de les emporter d'assaut. Après un combat meurtrier, l'église est forcée, et ceux des républicains qui ont pu échapper au carnage, vont se joindre à leurs camarades enfermés dans le corps-de-garde. Cette poignée de braves fait de là un feu si vif, que les royalistes, épouvantés, n'osent les attaquer. Irrité de cette irrésolution de la part de ses chouans, Cadoudal arrive sur les lieux, et, tout bouillant de colère, il pousse vers la caserne son avant-garde, et la force, à coups de sabre, de commencer l'attaque. A la vue du danger qui les menace, les républicains redoublent leur feu. Les royalistes, dont les rangs s'éclaircissent d'une manière effrayante, font un mouvement en arrière, et songent un moment à prendre la fuite. Mais, animés par Georges, dont la fureur s'accroît à mesure que les républicains bravent ses efforts, ils retournent en avant, et recommencent l'attaque. Au milieu du tumulte, un officier émigré, nommé Dandlar, croyant faire feu sur un républicain, couche en joue Dubois Berthellot, et casse le bras droit de cet officier, qui combattait à côté de Georges. Presque au même instant, le frère de ce même Dandlar, atteint d'une balle, tombe percé d'un coup mortel. Ces deux événemens fâcheux augmentent l'irrésolution des royalistes. Le trouble et la confusion se mettent parmi eux. La voix de Georges lui-même est impuissante pour les rallier. Dans ce moment, les républicains, qui s'aperçoivent de l'état de fluctuation de leurs ennemis, et qui craignent de se voir enfin forcés dans leur quartier, essaient si, par un trait d'audace, ils ne pourront point se soustraire à la mort qui les menace. Tout-à-coup les portes du quartier s'ouvrent : les grenadiers tombent avec furie sur les royalistes, qui commençaient à se remettre de leur trouble, les culbutent, se font jour à travers leurs rangs, et parviennent à s'échapper, sans que les chouans, étonnés d'une si rare intrépidité, osent même se porter à leur poursuite.

1795—an IV. Vendée. les soldats de Hoche, et obligés de se cacher, pour ne pas tomber entre leurs mains, ils furent, ainsi que nous le verrons, dans la nécessité d'adhérer à la seconde pacification, pour sauver leurs jours sans cesse menacés.

Charette seul pouvait donc encore donner de l'inquiétude aux républicains. Aigri par le malheur, et trop fier pour demander grâce une seconde fois à ceux qu'il regardait comme ses plus mortels ennemis, il songeait à tenir le serment qu'il avait fait à l'envoyé du comte d'Artois, le marquis de Rivière, et sa mort en effet devait signaler la fin de la seconde guerre de la Vendée. Mais Charette, aussi entreprenant qu'obstiné dans ses décisions, n'était point homme à attendre tranquillement le sort qu'il prévoyait. Si déjà chez lui l'ambition commençait à perdre de ses illusions, le désir de la vengeance le dévorait et occupait en entier son cœur. C'est en massacrant des républicains, en faisant à tous ceux qu'il soupçonnait être fauteurs des idées révolutionnaires, tout le mal qui était en son pouvoir, qu'il résolut de marcher au terme de sa carrière.

Pour parvenir à ce but, et convaincu que la force ne convenait plus à son état précaire, il cessa de tenir la campagne, et reprit cette tactique qui lui avait si bien réussi dans ses premières campagnes, et qui consistait à harceler l'ennemi plutôt qu'à le combattre. Mais ce qui lui avait procuré alors de nombreux succès, devait nécessairement échouer, depuis que les républicains, accoutumés eux-mêmes à ce genre de guerre, avaient proportionné leurs moyens de défense aux espèces de dangers dont ils étaient menacés. Les courses vagabondes de Charette, au milieu des bois, des marais et des bruyères, n'eurent donc pour lui, et pour la cause qu'il servait, aucun résultat satisfaisant, et n'aboutirent qu'à renouveler et à accroître les massacres, les pillages, les vexations de tous genres. La Vendée, exposée une seconde fois à tous

les ravages d'une guerre à mort, devait bientôt soupirer après l'instant heureux où la paix, incessamment promise et présentée par le général Hoche, viendrait enfin faire succéder un calme réparateur aux fureurs de l'esprit de parti. 1795-an IV. Vendée.

En effet, depuis son arrivée sur le théâtre de la guerre civile, Hoche n'avait pas perdu de vue un seul instant, qu'il était venu pour pacifier et non pour ravager. Terrible envers les hommes qui repoussaient, les armes à la main, ses propositions pacifiques, il était plein d'indulgence pour ceux qui montraient de la confiance dans ses promesses, et de la soumission aux lois et aux usages de la république. Dans toutes ses proclamations, il invitait les Français, divisés d'opinion, à la paix et à la concorde. « Ne fuyez plus, disait-il aux paysans insurgés ; rétablissez vos chaumières ; priez Dieu et labourez vos champs. » Mais, en même temps que par les voies de douceur il préparait les esprits au grand changement qu'il voulait opérer, il suivait avec ardeur son projet de ne plus pardonner aux hommes qu'il regardait comme les auteurs et les instigateurs de la guerre civile. Plus il désirait voir arriver le moment où la république ne compterait plus d'ennemis dans la Vendée, et plus il portait de haine aux chefs royalistes qui continuaient à vouloir lui opposer de la résistance. Ses colonnes mobiles, continuellement en mouvement, parcouraient les campagnes, dissipaient les rassemblemens, arrêtaient les insurgés, enlevaient les grains et les bestiaux, et ne laissaient plus de répit aux partisans de la guerre. Les grains et les bestiaux n'étaient rendus qu'à ceux qui venaient les réclamer, et prouvaient la sincérité de leur soumission, en apportant leurs armes et en indiquant les rassemblemens.

Il est douloureux de le dire, tous les hommes que le général Hoche était obligé d'employer sous ses ordres, n'imi-

1795-an IV Vendée. taient pas également sa généreuse bienveillance, et cette justice sévère, qui le rendait inexorable pour les républicains coupables d'indiscipline, autant qu'envers les Vendéens pris les armes à la main. Plusieurs de ceux qui avaient sous lui des commandemens secondaires, et qui avaient servi dans la première guerre de la Vendée, perdaient difficilement l'habitude de voir dans tous les Vendéens des hommes dévoués à la vengeance de la république et à la mort. Aussi, malgré la surveillance du général en chef, les colonnes mobiles commirent encore de nombreux excès bien propres à retarder l'instant de la pacification générale. Le meurtre, le pillage, dont les royalistes réduits au désespoir donnaient, il est vrai, l'exemple, furent souvent employés par ces républicains fanatiques, et démontrèrent combien il est difficile de se tenir dans de justes bornes quand on est entraîné par l'esprit de parti. Hoche gémissait de ces terribles représailles que semblait autoriser la guerre civile; souvent il punissait, mais trop souvent aussi les crimes échappaient à son infatigable vigilance, et plus il avançait sur la route qu'il s'était tracée, plus il reconnaissait les obstacles sans nombre que rencontre l'homme de bien quand il veut sincèrement le bonheur de sa patrie.

Afin d'agir en même temps sur tous les points à la fois, le général républicain avait partagé son armée en plusieurs grandes divisions, dont il avait confié le commandement aux généraux qui, par leur conduite, pouvaient avoir mérité sa confiance. A ces généraux appartenait la direction particulière des colonnes mobiles destinées à agir hostilement sur le territoire insurgé. Ils avaient ordre de publier dans leurs arrondissemens que l'intention du directoire exécutif était de fournir à tous les rebelles les moyens de faire connaître leur repentir; que son désir le plus ardent était d'éteindre les torches de la discorde, trop long-temps allumées dans ces fatales

contrées, et qu'enfin le général Hoche, déjà connu avantageusement de tous les insurgés par ses vertus bienveillantes et son ardent amour du bien public, n'avait été envoyé dans les départemens de l'Ouest que pour travailler à opérer une réconciliation entière et générale. Mais, d'après les mêmes instructions, les généraux divisionnaires devaient déployer les mesures les plus sévères contre les habitans encore armés, et surtout contre les émigrés qu'ils trouveraient à la tête des rassemblemens. Pour ceux-là seulement, la république refusait d'entrer en aucune espèce d'accommodement. Au lieu que les chefs royalistes, qui n'avaient point quitté le sol de la patrie à l'époque de l'émigration, pouvaient se flatter d'obtenir un pardon que le gouvernement accorderait à leur soumission. Hoche avait habilement séparé la cause des royalistes émigrés d'avec celle des royalistes qui étaient restés en France. Il n'ignorait pas que les premiers étaient détestés des seconds, qui continuaient de voir avec jalousie les nobles, réfugiés depuis peu dans la Vendée, obtenir, à la faveur de leurs titres, les honneurs et les distinctions qu'on leur refusait; et le général espérait qu'en paraissant lui-même adopter en cela leur préjugé, il les engagerait plus facilement à recevoir ses propositions pour la paix.

1795—an IV. Vendée.

Hoche avait disposé ses lignes de manière qu'il tenait comme cerné tout le pays royaliste. Du grand cercle commun à toute l'armée, partaient sans cesse les détachemens chargés d'en parcourir l'étendue. La première des divisions républicaines, et la plus importante parce qu'elle avait à agir contre Charette, le seul homme qui inspirât encore quelque inquiétude, était sous le commandement du général Canuel. Il était chargé de garder les côtes, depuis Bourgneuf jusques au-delà de Saint-Gilles-sur-Vic, et devait resserrer de ce côté le général vendéen, tandis que d'autres divisions le pousseraient en avant. La division du centre, aux ordres du général Bonneau, oc-

1795-an IV. Vendée. cupait, vers le nord, Breilherbeau, Palluau, Legé, le Luc, Montaigu et Tiffauges. Elle était spécialement chargée d'observer l'armée royaliste commandée par Sapineau, et le territoire affecté à Stofflet, dont, jusques alors, l'attitude et les intentions paraissaient peu inquiétantes. Des détachemens de cette division, répandus à l'est, vers Saint-Fulgent, Saint-Vincent et le pont Charon, communiquaient avec la division du général Delaage, qui campait sur la rive gauche du Lay.

Les opérations des lieutenans de Hoche furent si rapides, qu'en peu de jours le territoire royaliste fut envahi presque en entier, et que des garnisons furent placées dans toutes les villes dont on suspectait la fidélité à la cause républicaine. L'armée de Sapineau, forcée dans toutes ses positions, fut obligée de se séparer pour éviter une entière dissolution. Cette dispersion des royalistes de l'armée dite *du centre*, mettait à découvert le territoire occupé par Charette. Les républicains en profitèrent. Les généraux Canuel et Bonneau se jetèrent dans la Basse-Vendée. Beaurepaire et les Herbiers, deux postes où Charette avait accumulé ses principaux moyens de défense, furent surpris, malgré la résistance des royalistes commis à leur garde. Le général vendéen comptait vainement sur une diversion de la part des chouans de la Bretagne. Menacés eux-mêmes par les troupes républicaines, et poursuivis sans relâche, ils se voyaient, au lieu d'attaquer, dans la nécessité de défendre leurs propres foyers. En quelques jours, Charette, réduit à ses propres forces, prodigieusement diminuées par la désertion, se trouva resserré dans un cercle étroit de quelques lieues, entre la Roche-sur-Yon, Bournezeau et le Vouhis. Heureusement pour lui, ce pays était couvert de bois, de broussailles, de bruyères, coupés de fossés, de ravins, qui en rendaient l'accès presque impossible dans une saison où les communications sont im-

praticables dans presque tous les pays. Canuel et Bonneau furent obligés d'arrêter leurs colonnes victorieuses. Charette put respirer, et se réfugia dans la forêt d'Aizenay, comme dans une forteresse, où il tenta encore de braver les efforts de ses ennemis.

Pendant que Charette luttait ainsi presque seul contre toutes les forces républicaines, son rival Stofflet, qui, dans la première guerre de la Vendée, avait donné tant de preuves de son dévouement à la cause royale, et montré des talens qui lui avaient mérité le titre de major-général de la grande armée royaliste, s'abandonnait à toutes les fureurs et à tous les égaremens de la jalousie. Nous avons dit que la haine naturelle qu'il portait à Charette, s'était encore accrue par les honneurs que celui-ci avait reçus du comte d'Artois. Elle fut à son comble lorsque, quelque temps après le départ du prince, Charette fut encore honoré du titre de généralissime de toutes les armées royales dans les pays insurgés. Stofflet, qui, jusques alors, avait du moins promis de reprendre les armes, et avait même paru agir en conséquence, jura, dès ce moment, de nuire à Charette par tous les moyens qui seraient en lui, et refusa constamment de secourir ses frères d'armes menacés de toutes parts. Peu touché des dangers qu'ils couraient, il était tranquille sur son territoire, qu'il appelait insolemment son royaume, et s'occupait à négocier avec les républicains, au lieu de les combattre. Il était aidé et soutenu dans cette résolution par son ami et son conseil l'abbé Bernier, qui lui-même partageait tous ses sentimens de haine contre Charette. Ces deux hommes réunis par les mêmes passions, osaient se flatter qu'en temporisant ils causeraient la ruine de l'homme qu'ils détestaient, et qu'après lui il leur serait facile de saisir l'autorité qu'ils ambitionnaient. Ce projet déloyal, et qui fut si funeste au parti vendéen, prouve d'ailleurs que Stofflet et Bernier étaient loin de penser à se soumettre à la république.

1795-an IV Vendée. En négociant avec ses agens, ils ne voulaient que gagner du temps ; et ces deux hommes qu'égarait ainsi une haine déplacée, s'y prirent d'ailleurs si adroitement, qu'ils parvinrent à en imposer au général Hoche lui-même. Dans une conférence qui eut lieu le 12 décembre, dans la commune du May, aux environs de Chollet, entre ce général et Stofflet, accompagné de l'abbé Bernier, ces deux derniers montrèrent au premier des dispositions si pacifiques, que le général républicain crut pouvoir écrire au ministre de la guerre que Stofflet désirait sincèrement la paix, et qu'en lui promettant de l'emploi et des honneurs, on l'amenerait facilement à déposer les armes.

Cette duplicité de Stofflet était d'autant plus coupable, que, dans le même temps et par des promesses toutes contraires, il trompait également les agens du comte d'Artois. Un nouveau plan d'expédition venait d'être adopté par le conseil du prince et par le cabinet britannique. L'Angleterre devait fournir les frais d'un troisième armement. Stofflet et Charette devaient passer la Loire avec chacun six mille hommes, qui se réuniraient à Condé-sur-Noireau à un pareil nombre de l'armée du vicomte de Scépeaux. Ces dix-huit mille hommes devaient faire ensuite leur jonction avec les chouans de Puisaye, dans les environs de Rennes, pour se porter au lieu indiqué par le gouvernement britannique. Les promesses les plus séduisantes, les plus propres à agir fortement sur l'esprit des vrais royalistes, étaient prodiguées par le comte d'Artois. « Non-seulement, disait le prince, le résultat de cette opération sera de me voir à la tête des armées royales et catholiques, mais je suis chargé de leur annoncer la présence prochaine de leur souverain, et je n'aurai que l'honneur d'être son prédécesseur. » Deux ans plus tôt, cette annonce aurait fait autant de héros de tous les Vendéens enchantés de l'espoir de voir le roi de France confier à leurs bras sa fortune. Dans ce moment, elle pouvait à peine émouvoir leur apathique

insensibilité. Stofflet, auquel les envoyés du prince, d'Autichamp et de Bourmont, apportaient un cadeau de quarante-huit mille francs, et la promesse de lui donner, ainsi qu'à Charette, le brevet de lieutenant-général et le cordon rouge, à condition qu'il reprendrait sur-le-champ les armes, répondit en protestant de son zèle et de son obéissance aux ordres du prince. Mais, résolu à ne rien faire tant que Charette serait son supérieur, il ne fit aucun mouvement, et sa non-intervention empêcha que la troisième expédition, projetée par l'Angleterre, pût avoir lieu. Nous verrons dans l'année qui va suivre, comment Stofflet se décida enfin à reprendre les armes quand il ne pouvait plus se flatter d'obtenir aucun succès. 1795-an IV. Vendée.

Charette voyant qu'il n'y avait plus d'espoir de tenter le passage de la Loire, suivant les dernières vues du comte d'Artois, et sachant que les colonnes républicaines, en se retirant, avaient laissé plus de liberté à ses mouvemens, se hasarda à sortir de la forêt d'Aisenay, pour retourner à son quartier-général de Belleville, où il comptait pouvoir faire quelques recrutemens. Mais le général Hoche ne le perdait point de vue, et Charette était à peine à Belleville, qu'il se vit attaqué par trois colonnes républicaines, commandées par les généraux Gratien, Bonneau et Canuel [1]. Charette n'avait guère que onze à douze cents hommes. La partie n'étant pas égale, il ordonna sur-le-champ la retraite, après avoir fait enterrer les deux seules pièces de canon qui lui restaient, et se réfugia de nouveau dans l'inaccessible forêt d'Aisenay.

Ce dernier échec acheva de jeter dans le désespoir le petit nombre de royalistes que Charette conservait encore sous ses drapeaux. Le besoin de la paix se fit sentir plus que jamais dans sa petite armée, et plusieurs officiers, parmi lesquels

[1] Aujourd'hui lieutenant-général.

1795-an IV. Vendée. étaient l'Epinai, Badereau, La Roberie et Le Monnier, s'assemblèrent à La Roche-Servières, et dressèrent un mémoire dans lequel, entre autres motifs pour demander la paix, ils disaient qu'il était impossible de continuer la guerre, parce que les soldats ne voulaient plus se rendre aux lieux de rassemblement indiqués par les chefs de division, et qu'on manquait de subsistances. Ce mémoire, qui fut signé par les chefs de division Savin, d'Argens, Cailleau et Rezeau, fut apporté par le jeune La Roberie, commandant de la cavalerie vendéenne, à Charette, qui, après en avoir entendu la lecture, dit avec colère au commissaire-général Rezeau qui l'avait faite : « Est-ce tout? — Oui, général, répondit le commissaire. — Eh bien! reprit-il, jetez au feu tout ce fatras. » Puis, s'adressant aux officiers présens au conseil : « Se peut-il, messieurs, leur dit-il, que des militaires qui ont soutenu jusques ici une guerre honorable pour le rétablissement de la religion et du trône, me fassent une proposition aussi lâche que déshonorante? Et vous surtout, La Roberie, qui vous êtes couvert de gloire en tant de combats, perdrez-vous en un instant le prix de votre courage et de vos exploits? — Général, répond La Roberie, profondément affecté de cette apostrophe, si je vous ai fait cette proposition, conjointement avec beaucoup d'officiers de l'armée, c'est que j'ai cru, comme eux, qu'il n'y avait ni lâcheté ni déshonneur à la faire. Au surplus, je vous prouverai, à la première occasion, que je n'ai pas changé. » Cette occasion ne tarda pas à se rencontrer.

En effet, Charette, témoin du découragement des siens, avait résolu de chercher à ramener leur confiance par quelque action d'éclat; il apprend bientôt qu'un détachement républicain de cinq cents hommes seulement est campé à Mormaison pour défendre le passage de la Boulogne; il rassemble ses soldats et marche sur ce point. Le jeune et vaillant La Roberie se faisait remarquer en tête des Vendéens. Frappé

d'une sorte d'égarement où se peignaient à la fois la fureur et la joie, il allait et venait à grands pas, agitant son sabre, et s'écriant : « Voici mon dernier jour ! » A peine a-t-il traversé la rivière, qu'il fond sur les républicains, se précipite dans leurs rangs, frappe en désespéré, renverse tout ce qui se présente devant lui, et bientôt accablé par le nombre, il tombe percé de coups mortels ; mais son exemple avait rendu aux Vendéens leur ancienne ardeur. Le détachement républicain, attaqué vivement à la baïonnette, eut à peine le temps de se défendre. Il fut en un moment culbuté, mis en fuite, et obligé de se retirer avec une perte considérable. 1795-an IV. Vendée.

Ce succès inattendu fut promptement suivi d'un second obtenu contre un autre détachement envoyé pour remplacer le premier. Attaqué avec autant de furie, il fut dissipé de la même manière. Mais ces avantages momentanés ne rendaient pas meilleure la situation des royalistes. De nouveaux ennemis succédaient chaque jour à ceux qui n'étaient plus, et Charette au contraire voyait continuellement diminuer le nombre de ses soldats, sans pouvoir réparer leur perte. Il n'y avait presque pas d'action qui ne lui enlevât quelque chef. La mort de Pajot, commandant de la division des Marais, suivit de près celle de La Roberie ; il fut tué au Grand-Luc, dans une rencontre avec les républicains, au moment où l'armée se rendait au château de Gonthier, pour y chercher des subsistances. Pajot, né paysan, avait été valet d'écurie ; mais il était l'un des plus braves dans une troupe qui comptait peu de lâches. Charette regretta cet officier ; il dit à ceux qui lui apprirent sa mort : « Vous m'avez laissé tuer un brave. » Pajot fut remplacé par Thouzeau de la Garnache, aide-de-camp de Charette, et La Roberie, par Beaumel.

Cependant la dernière action militaire qui ait eu lieu à la fin de 1795 fut encore une victoire pour les Vendéens. Une colonne républicaine était campée aux Quatre-Chemins :

1795-an iv. Vendée. Charette, réuni au divisionnaire Caillau, l'attaque à l'entrée de la nuit, pénètre dans son camp, y fait un affreux carnage et la met en fuite. Les vaincus se réfugièrent au camp de Loie et furent également forcés. De deux mille républicains, six cents restèrent sur la place, sans compter un grand nombre de blessés qui se battirent courageusement dans leur retraite. Cette dernière victoire avait coûté également cher aux royalistes. La Longerie, neveu du célèbre et malheureux Laroche-Jacquelein, reçut dans la bouche une balle qui lui sortit par l'oreille; Beaumel l'aîné en reçut deux dans la poitrine. D'autres bons officiers furent tués ou mis hors de combat.

C'est après cette dernière affaire que les officiers de Charette se déterminèrent à parler une seconde fois de la nécessité de faire la paix. Le chef de division Coëtus lui proposa d'en conférer avec le général Gratien. La situation de Charette était devenue si déplorable, qu'il consentit enfin à cette entrevue; mais toutefois en se réservant de ne ratifier que suivant les circonstances, ce qui serait arrêté. La conférence eut lieu, et le général Gratien, satisfait de voir que Charette devenait plus traitable, promit à Coëtus qu'il allait promptement faire part de sa proposition au général Hoche, et lui promit qu'en attendant sa réponse il ne ferait aucun acte d'hostilité contre lui. Coëtus se retira en conséquence au château d'Epinay, en ayant soin d'écrire au commandant républicain de Challans, ce qui s'était passé entre lui et le général Gratien. Mais ce commandant, encore imbu de ces principes féroces de la politique révolutionnaire, qui faisait regarder l'assassinat d'un Vendéen comme un service rendu à la république, ne fut pas plutôt instruit du lieu où Coëtus s'était retiré, que, prétextant n'avoir pas été instruit par le général Gratien, il fit investir le château d'Epinay, s'empara de l'infortuné Coëtus, et le fit fusiller comme ayant été pris les

armes à la main. Cette action atroce eut les suites les plus funestes : elle exaspéra Charette, qui ne voulut plus entendre à aucune proposition, et prit la résolution de combattre jusqu'à la mort. 1795 - an IV. Vendée.

Suite des opérations des deux armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle ; évacuation de Manheim ; combats sur la Pfrim, dans le Hunsdruck, etc. ; armistice conclu entre les deux puissances belligérantes [1] [2]. — Le même jour que les lignes de Mayence avaient été forcées d'une manière si fatale à la gloire de Pichegru et aux succès des armées françaises, tous les points de la ligne depuis Coblentz jusqu'à Manheim avaient été attaqués par les Autrichiens. Clairfait et Wurmser s'étaient concertés, et ils se servirent de ce système de tactique dont les généraux républicains leur avaient donné l'exemple dans les campagnes précédentes. Ainsi, le 29 octobre, une île du Rhin, située à une lieue au-dessous de Coblentz, fortifiée par les Français, fut attaquée et prise par les troupes électorales de Trèves, et par un corps autrichien : ce même jour encore, Wurmser essaya de forcer l'évacuation de Manheim. Les troupes françaises firent cette fois bonne contenance ; mais bientôt l'ensemble des opérations nécessita cette retraite. Déjà Wurmser s'était avancé sur les deux rives du Necker jusques auprès de Manheim, avec les principales forces de son armée. Une grande redoute que les Français avaient élevée sur la rive droite, et qui couvrait le pont du Necker, fut attaquée et enlevée ; les Autrichiens pénétrèrent jusques à ce pont. Arrêtés là par le feu de la place, ils furent contraints de rétrograder ; mais ils restèrent maîtres des hauteurs et des retranchemens 21 décembre. (30 frimaire.) Allemagne.

[1] Journaux du temps, — Jomini, — Lacretelle, — Histoire de Pichegru, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Histoire de France, — Mémoires et Notes manuscrits, etc.

[2] *Voyez* la Carte du cours du Rhin, tom. III, pag. 199.

1795-an IV. Allemagne. dont ils tournèrent aussitôt les batteries sur la place. Manheim se trouvait ainsi cerné sur la rive droite et menacé d'un bombardement.

Il était désormais imprudent aux Français de rester sur la rive droite du Rhin, et pour le moins inutile de songer à défendre une place qui offrait peu de moyens de résistance du côté de l'Allemagne. C'était le devoir de Pichegru, comme général et comme Français, de faire sortir de Manheim les dix mille hommes qui s'y étaient renfermés à la première approche de Wurmser; mais alors Pichegru ne semblait travailler qu'à diminuer le nombre des défenseurs de la patrie. Sorti de la place avec mille hommes seulement, il alla joindre et rassembler les débris de son armée vaincue à Mayence, « et, dit Lacretelle, commit de sang-froid le crime horrible de laisser dans Manheim un corps de neuf mille Français destinés à être massacrés. » En effet, les Français investis dans une ville mal fortifiée, par toute une armée victorieuse, jurèrent cependant de ne la rendre qu'à la dernière extrémité, et les Autrichiens qui espéraient qu'en se montrant ils feraient capituler ce corps d'armée, furent obligés de bombarder la ville pour les soumettre. On va voir bientôt quel fut le résultat de la résolution énergique de ces vieux soldats de l'ancienne armée du Nord. Pendant qu'ils se préparaient ainsi à se couvrir d'une nouvelle gloire par une héroïque défense, Pichegru, sorti le 8 novembre de Manheim, avait rassemblé son armée derrière la ligne de la Pfrim, ayant sa droite appuyée au Rhin, et sa gauche au Mont-Tonnerre..

Cependant Jourdan allait donner une noble marque de son patriotisme et de la générosité de son caractère. Pichegru n'avait pas même eu le soin de lui faire connaître l'évacuation des lignes de Mayence : le hasard seul le lui apprit. Oubliant tout ressentiment et les justes motifs de plainte que lui a donnés Pichegru, oubliant combien sa propre situation

est encore précaire, Jourdan ne voit que les dangers de la patrie, et ceux de l'armée. Les effets suivent bientôt ce généreux mouvement. Le général Marceau reçoit de lui sur-le-champ l'ordre positif de se porter sans délai sur le Hunsdruck avec quinze mille hommes, afin de faire une diversion puissante en faveur de l'armée du Rhin. Honneur au héros français, qui sut, dans cette circonstance, séparer l'armée de son général, et éloigner de son cœur le sentiment de la vengeance, si naturel au commun des hommes!

Marceau, qu'animait un égal patriotisme, s'empressa d'obéir aux ordres de Jourdan. Le 10 novembre, il attaqua les gorges de Stromberg, occupées par plusieurs détachemens de l'armée de Clairfait. Déposter les Autrichiens de cette position, était une chose d'autant plus difficile, que, munis d'une nombreuse et formidable artillerie, ils étaient encore défendus par les escarpemens et les hauteurs des gorges. Mais le général français avait animé ses soldats d'une telle ardeur, que les Autrichiens sentirent bientôt la nécessité de leur céder. Attaqués vigoureusement à la baïonnette par des hommes qui semblaient braver impunément l'atteinte des boulets et de la mitraille, les bataillons campés dans les gorges de Stromberg prirent la fuite après une heure d'un combat meurtrier, et laissèrent aux vainqueurs le champ de bataille couvert de morts et de blessés.

Le général français, parvenu sur les bords de la Nahe, s'applaudissait de son succès, lorsque, le lendemain, il fut lui-même attaqué par les Autrichiens. C'étaient les mêmes hommes que la veille; il ne fut pas difficile de les repousser. L'ennemi s'enfuit jusque par-delà Creutznach, avec une perte de plus de quatre cents hommes tués; deux cents chevaux et quelques centaines de prisonniers, dont sept officiers faisaient partie, et la possession de Creutznach étaient les fruits de ce nouvel avantage. Mais le soir, l'ennemi reçut un renfort de

1795-an IV. Allemagne. dix-huit bataillons et de trente escadrons; ce qui portait son nombre à-peu-près au double de celui des troupes de Marceau. Ce général vit alors qu'il lui était impossible de résister; et plutôt que d'exposer ses troupes au danger d'un combat trop inégal, il reprit la première position qu'il occupait dans les gorges de Sohn-Valt.

Le but de cette diversion n'en était pas moins rempli. Clairfait, résolu d'attaquer Pichegru, ne put pas le faire avec des forces aussi considérables. Cependant ayant reçu un nouveau secours d'hommes et de chevaux que lui amenait le général Latour de l'armée de Wurmser, il s'était porté sur la Pfrim, dans le dessein de forcer Pichegru de continuer sa retraite. Le général Wartensleben, avec l'aile droite, marcha d'Alzey sur Kirchheim, emporta ce poste, et pénétra jusques à Masbach, tandis que le général Nauendorf poussait les Français jusques à Goelheim. Le général Kray, avec l'avant-garde, contenait le centre et la droite des Français, pour favoriser ces attaques jusques au moment où il serait temps d'engager le gros de l'armée conduit par Clairfait en personne. La première ligne se forma enfin près de Nieder-Flersheim; et sous la protection d'une artillerie de beaucoup supérieure à celle des Français, elle emporta Pfedersheim, et tout le centre des positions. Alors Pichegru, qui se voyait mené rudement par ceux que naguère il avait tant ménagés, sentit qu'une autre retraite devenait nécessaire, et se retira pendant la nuit sur l'Elsbach, d'où il prit ensuite la ligne du canal de Franckenthal.

Cette affaire coûta beaucoup de monde aux deux partis; cependant elle eût pu devenir bien plus fatale à l'armée française, si Clairfait, profitant de sa supériorité, avait contenu le centre et la droite des Français, par des démonstrations et des canonnades, au lieu de les attaquer franchement; et qu'en réunissant les deux tiers de ses forces vers Goelheim, il eût

tion en position, s'arrêta définitivement sur la Queich, ayant sa gauche appuyée à Landau. Les Autrichiens gardèrent la ligne de la Speyerbach. Ainsi les deux puissances belligérantes se trouvaient encore une fois en présence sur ce même théâtre où si souvent elles s'étaient disputé la victoire pendant les deux années précédentes. 1795-an IV. Allemagne.

En s'enfonçant de cette manière en Alsace, le général Pichegru avait entièrement perdu ses communications avec Manheim. C'est alors surtout qu'il dut se repentir d'avoir laissé inutilement dans cette place neuf mille hommes de son armée, qui lui auraient été d'un si grand secours dans ses retraites multipliées. Les Autrichiens avaient poussé vigoureusement le siége et le bombardement de cette malheureuse ville : ils étaient furieux de voir que le général Montaigu qui commandait la garnison française refusait opiniâtrement toute proposition de capitulation. Ils lancèrent sur les maisons un si grand nombre de projectiles enflammés, que des quartiers entiers devinrent la proie de l'incendie allumé de toutes parts. Enfin le général Montaigu n'espérant plus être secouru, n'ayant plus de munitions, et se voyant totalement isolé de l'armée de Rhin-et-Moselle, fut obligé de subir la loi de la nécessité, et se rendit prisonnier avec ses braves compagnons d'armes; mais plus de la moitié étaient morts avec le désespoir de n'avoir pu rendre leur bravoure utile à leur patrie.

Tandis que Pichegru se retirait en toute hâte dans l'Alsace, Jourdan, comme nous l'avons vu, s'était vainement efforcé d'attirer sur lui une partie de l'armée victorieuse, pour dégager celle de son rival. Clairfait s'était contenté de faire contenir le corps d'armée du général Marceau, et s'était porté à la poursuite de Pichegru, certain qu'après la dispersion des Français sur ce point, il lui serait bien plus facile de tenir

1795-an IV. Allemagne. de Sambre-et-Meuse, reportait le fléau de la guerre sur le territoire français, et privait l'armée du Rhin de sa principale force, sa confiance, en lui prouvant qu'elle n'était point invincible. Le 13 novembre, il donna ordre au général Kray de se porter en avant, et d'inquiéter la gauche des Français vers Turckheim, afin d'attirer leur attention sur ce point, et le général Nauendorf fut chargé en même temps de courir dans les montagnes jusque vers Tripstadt. Clairfait lui-même se porta vers le centre et la gauche des Français, vers Lambsheim et Franckenthal, à l'effet d'y diriger ses principales attaques.

Le 14 novembre au matin, le centre des Autrichiens marcha contre Lambsheim; la division du général Baillet emporta ce poste retranché, pendant qu'une plus forte colonne que commandait le général Clairfait en personne, tournait la ville en jetant des ponts sur la Fuchsbach. Le général Latour, qui commandait l'aile gauche, forma à lui seul trois attaques: la première à l'extrême gauche, aux ordres du général Ott, marcha sur Dickeim et Friesenheim; la seconde, conduite par le général Latour lui-même, se porta, par la chaussée, directement sur Oggersheim et Studernheim; la troisième, plus à droite, aux ordres du général Lilien, attaqua Epstein de concert avec une brigade du centre du général Clairfait. Ces attaques, exécutées par des forces supérieures, réussirent assez bien; le général Ott poussa même un parti jusques à la tête du pont de Manheim. Il était évacué, et les Autrichiens s'en emparèrent.

Cette nouvelle affaire compromettait encore l'armée de Rhin-et-Moselle. Pichegru traversa alors le canal de Franckenthal, marcha toute la nuit vers Mutterstadt, et étendit ses lignes sur la Speyerback; mais le corps de Nauendorf s'étant porté sur Kayserslautern, le 16 novembre, cette ligne se trouva menacée sur sa gauche, et Pichegru, chassé de posi-

Soixante bataillons et douze régimens de cavalerie, présentant un effectif de trente-cinq mille hommes [1], étaient réunis sous les ordres du général en chef Jourdan dans le Hunsdruck. 1795-an IV. Allemagne.

L'armée de Sambre-et-Meuse prenait ces nouvelles positions dans le moment que Pichegru, forcé de fuir, s'arrêtait enfin sur la Speyerbach, et que les Autrichiens pressaient vigoureusement le bombardement de Manheim. Cependant le directoire exécutif, sans calculer que l'armée de Rhin-et-Moselle, rejetée derrière la Queich, ne pouvait plus former aucune entreprise contre l'armée autrichienne; sans calculer que Jourdan, étant obligé de laisser une partie de ses forces vers Dusseldorf et vers Coblentz, ne pouvait tout au plus disposer que de la moitié de l'armée de Sambre-et-Meuse; le directoire exécutif, disons-nous, voulait que ce général marchât au secours de Manheim, et qu'il allât ainsi attaquer toutes les forces autrichiennes réunies sur la rive gauche du Rhin, entre Manheim et Mayence. Personne n'était plus à même que le général Jourdan de reconnaître l'impossibilité de suivre un projet aussi mal conçu, sans compromettre essentiellement le salut de l'armée confiée à son commandement; aussi était-il bien résolu de ne faire aucune tentative sérieuse pour l'exécution de ce plan; mais afin de ne point s'attirer le courroux du nouveau gouvernement, et éviter en même temps toute responsabilité, il eut l'air de se porter en

[1] Il paraîtra peut-être étonnant qu'une armée, qui, deux mois auparavant, montait à plus de soixante mille hommes, qui n'avait point essuyé de déroute meurtrière, eût éprouvé en si peu de temps une si forte réduction. Mais la désertion, à cette époque désastreuse, était portée à son comble. Elle provenait de l'épouvantable misère dans laquelle l'armée entière était plongée depuis le premier passage du Rhin, et surtout de ce que les soldats étaient excités à abandonner leurs drapeaux par leurs parens, qui leur mandaient que les déserteurs n'étaient plus recherchés dans l'intérieur, et qu'ils pouvaient sans crainte regagner leurs foyers.

1795–an IV. Allemagne. tête à Jourdan et de le forcer à rétrograder. Le général en chef de l'armée de Sambre-et-Meuse s'était promptement aperçu de l'intention du général autrichien, et s'était hâté de faire tous ses préparatifs de défense dans le Hunsdruck, où il avait dessein d'établir sa défensive. Après avoir fait jeter des ponts sur la Moselle à Mulheim et à Trarbach, afin qu'au besoin l'armée pût se retirer sur la rive gauche de cette rivière, il fixa son quartier-général à Simmern, le 14 novembre; mais les troupes arrivèrent lentement dans le Hunsdruck, parce qu'à défaut de magasins et de moyens de transports, on était obligé de les faire voyager par bataillon et de les faire nourrir par les habitans. Les chemins de communication entre Coblentz étaient, pour surcroît d'obstacles, impraticables à l'artillerie, il fallait la faire passer par Witlich et Trarbach; ce ne fut que vers le 20 novembre que l'armée de Sambre-et-Meuse put enfin se trouver réunie. Jourdan la répartit ainsi qu'il suit :

Neuf bataillons et sept escadrons, que le général en chef de l'armée du Nord, Moreau, avait reçu l'ordre d'envoyer à Jourdan, réunis à trois bataillons et à deux régimens de chasseurs de l'armée de Sambre-et-Meuse, furent chargés de la garde de Dusseldorf, de celle du camp retranché, et de contenir les habitans du duché de Berg; quatre bataillons et deux escadrons de chasseurs étaient en garnison à Cologne; cinq bataillons et deux escadrons gardaient le Rhin depuis Cologne jusqu'à Andernach. Ces diverses troupes qui formaient un corps de vingt-un bataillons et de quatre régimens de troupes à cheval, étaient sous les ordres du général Hatry, particulièrement chargé de la défense de Dusseldorf.

Un second corps de vingt-cinq bataillons et de quatre régimens de cavalerie, sous les ordres du général Kléber, était campé entre Coblentz et Andernach.

général n'avait point osé ordonner ce mouvement rétrograde. Marceau se trouvait donc éloigné du gros de l'armée, et exposé à être attaqué, sans espoir d'être secouru assez vite. 1795-an IV. Allemagne.

Les généraux autrichiens ne tardèrent pas à s'apercevoir de cette fausse position du général français, et, le 8 décembre, Marceau se trouva tout-à-coup attaqué par des forces doubles des siennes. Après un combat où cet intrépide général déploya toute sa valeur ordinaire, les troupes françaises furent obligées de se reployer sur Kirn. La perte de Marceau fut d'environ sept ou huit cents hommes tués, blessés ou prisonniers; celle de l'ennemi, malgré sa victoire, fut au moins égale à celle des Français. Trois pièces de canon, et quelques caissons, restèrent au pouvoir des Autrichiens. Les hussards ennemis, qui avaient pénétré sur les derrières de la division de Marceau, dès le commencement de l'action, enlevèrent aussi quelques équipages.

Le général Clairfait, profitant de l'avantage qu'il avait remporté sur la Glann, dirigea un corps nombreux de troupes sur Baumholder, et parut vouloir intercepter les communications de l'armée française avec Trarbach.

Différentes manœuvres des Autrichiens ayant fait connaître à Jourdan, que telle était en effet l'intention du général Clairfait, il jugea que la position de l'armée de Sambre-et-Meuse devenait équivoque, et résolut d'abandonner une seconde fois les bords de la Nahe, pour venir etendre sa ligne en arrière du Sohn-Wald, en prolongeant sa droite vers Mulheim et Trarbach, afin de couvrir ses ponts sur la Moselle. Le 13 décembre, ce mouvement de retraite fut exécuté par tous les corps de l'armée, dans le plus grand ordre, et sans avoir éprouvé aucune perte.

Clairfait, voyant ainsi les Français lui échapper, par les soins de leur général, fit alors diriger sur leur droite un

1795-an IV. Allemagne. avant, et fit même quelques mouvemens peu importans sur la Nahe. Heureusement pour lui, pendant qu'il temporisait de cette manière, la garnison de Manheim capitula, et dès-lors le général Jourdan se trouva délivré de la nécessité de marcher au secours de cette place.

Alors il prit la résolution de porter entièrement son armée sur la Nahe. Il se mit en marche le 30 novembre, força d'abord tous les postes que les Autrichiens avaient dans le Sohn-Wald, et rencontra une forte division à Stromberg. Après un combat où les deux partis disputèrent long-temps la victoire sans résultat positif, les Autrichiens, pressés vivement par les Français, quittèrent enfin le champ de bataille, ayant perdu environ deux cents hommes tués ou blessés et cent cinquante prisonniers; mais malgré cet avantage, l'armée, à cause des mauvais chemins et de la neige qui couvrait tout le pays, ne put arriver que le lendemain, premier décembre, sur la Nahe.

Le général Bernadotte fit alors attaquer Creutznach, que défendaient les généraux autrichiens Kray et Nauendorf. Creutznach, pris et repris plusieurs fois par les deux partis, resta enfin au pouvoir des Français qui l'avaient enlevé à la baïonnette. L'ennemi perdit, dans cette affaire, deux ou trois cents hommes, et laissa cinq cents prisonniers au pouvoir des Français.

Cependant le général Jourdan devait bientôt se repentir de son trop de condescendance aux ordres du directoire exécutif. Dans le temps qu'il lui était enjoint de marcher au secours de Manheim, il avait fait porter la division du général Marceau sur la Glann, à Messenheim et Lautreck. Marceau y était encore, lorsque la nouvelle de la prise de Manheim parvint au quartier-général, et alors Jourdan eût dû se hâter de rappeler Marceau sur la rive gauche de la Nahe. Mais, toujours dans la crainte d'irriter le directoire, ce

maques, l'ennemi éprouva une perte considérable, et laissa au pouvoir des Français deux pièces de canon et quatre cents prisonniers, dont dix officiers, parmi lesquels se trouvaient deux majors. La perte des troupes françaises ne s'éleva qu'à trente-un hommes tués et deux cents blessés.

Tandis que le général Jourdan épuisait ainsi toutes les combinaisons de l'art militaire, pour se soutenir avec honneur dans le Hunsdruck, et empêcher l'ennemi de pénétrer plus avant, les Autrichiens faisaient des préparatifs immenses pour effectuer le passage du Rhin, au-dessous de Coblentz. Le général Kléber, qui commandait toujours cette partie de l'armée de Sambre-et-Meuse, dont la retraite avait eu lieu si glorieusement à Neuwied, écrivit à Jourdan pour le prévenir de ces mouvemens hostiles, et les deux généraux s'attendaient à être attaqués chaudement, lorsque, à leur grande surprise, on reçut au quartier-général, le 21 décembre, un parlementaire autrichien, envoyé par Clairfait et chargé de proposer un armistice.

Cette proposition d'un armistice, dans un moment où la victoire donnait tant d'avantages aux Autrichiens, devait en effet surprendre les généraux français. « Mais, dit un historien, l'Autriche, fatiguée de supporter presque seule le poids d'une guerre continentale, qu'elle avait commencée avec de si nombreux alliés, avait besoin de se préparer à un second effort. La victoire de Clairfait, sur le général Jourdan, avait été trop aidée par la fraude, pour communiquer long-temps cette impétuosité qui fait d'un combat heureux une suite de triomphes. L'expérience faite sur Dumouriez avait appris aux Autrichiens que la perfidie isolait tout général de son armée... »

Au surplus, quels que fussent les motifs qui déterminèrent les Autrichiens à faire d'eux-même cette proposition, elle était trop avantageuse aux armées françaises, pour ne pas être acceptée sur-le-champ par un général ami sincère du

1795-an IV. Allemagne. corps destiné à l'intercepter. Mais Jourdan posta lui-même un fort détachement de troupes à Morbach, pour observer les mouvemens de l'ennemi dans cette partie, et pour couvrir les ponts de la Moselle. Ce corps arrêta, pendant deux jours, les partis ennemis qui cherchaient à se porter sur Mulheim. Pendant ce temps, Clairfait, qui s'était aperçu que le nombre seul pouvait lui donner l'avantage, avait appelé de ce côté des renforts considérables, et, le 16 décembre, il fit attaquer les Français. Ceux-ci opposèrent à cette agresion une résistance long-temps opiniâtre. Le chef de bataillon Chauchard, qui commandait la vingt-quatrième demi-brigade, se couvrit de gloire dans cette circonstance, en faisant à la tête des siens des prodiges de valeur. Enfin, se voyant près d'être enveloppés, les Français cédèrent la victoire aux Autrichiens, et se retirèrent, sans confusion, sur Muntzelfeld.

Aussitôt que Jourdan fut instruit de cet événement, il fit opérer un mouvement sur sa droite, pour tâcher de couper le corps qui s'était avancé sur Morbach, et pour s'emparer des débouchés de Stipshausen et Scheffweiler. Le but de cette manœuvre était d'assurer à l'armée des moyens de retraite, si elle se trouvait obligée de rétrograder.

Le 17 décembre, le général Marceau attaqua les Autrichiens à Sultzbach, en même temps qu'une colonne, sous les ordres du général de brigade Nalèche, marchait sur Stipshausen. L'ennemi voulut vainement opposer de la résistance. Marceau le chassa de Sulzbach, et fit aussitôt avancer un corps de troupes sur la route de Kirn, tandis que le général Nalèche forçait lui-même les Autrichiens d'évacuer Scheffweiler. Dans le but de favoriser cette attaque, la division du général Poncet, qui était campée en avant de Rohrbach, se porta elle-même sur la route de Kirn, et repoussa les Autrichiens jusques au-delà de Bronscheid. Dans ces différentes at-

prendre à son armée des quartiers d'hiver, et qui terminait des opérations militaires dont la continuation pouvait devenir fatale à la république, vit tout-à-coup sa conduite désapprouvée par le directoire, sous le prétexte illusoire que les généraux français ne pouvaient conclure d'armistice sans violer la constitution. Dans un autre temps, Jourdan eût peut-être payé de sa tête cette chicane du gouvernement. Mais, aux formes dures et acerbes de la Convention, le directoire avait fait succéder une manière d'agir opposée, et, quand l'avantage de l'armistice fut mieux connu, Jourdan eut la satisfaction d'apprendre que toutes les mesures prises par lui étaient trouvées bonnes. Les deux armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle entrèrent alors dans leurs quartiers d'hiver.

1795—an iv. Allemagne.

Il est difficile de concevoir encore aujourd'hui les motifs qui ont pu engager l'Autriche à proposer au général Jourdan un armistice, quand les avantages remportés jusques alors et la connaissance des troubles qui agitaient l'intérieur de la république, devaient, mieux que jamais, donner à cette puissance l'espoir de réussir enfin dans une guerre soutenue avec tant de persévérance. Tous les historiens se sont étonnés comme nous de cette conduite singulière, et Lacretelle que nous avons cité est le seul qui ait prétendu l'expliquer. Mais les motifs qu'il allègue sont loin de paraître satisfaisans aux yeux de la raison et de la saine critique. Le *besoin de se préparer à un second effort*, et *l'expérience faite sur Dumouriez*, qui lui faisaient craindre les mêmes résultats de la part de l'armée du général Pichegru, ne devaient pas l'engager à renoncer à tous les succès que lui promettaient ses dernières victoires. Disons donc que l'Autriche, trompée par le général Clairfait, commit une faute grossière qui eut la plus grande influence sur la campagne suivante, et donnons, au nom de la patrie, au général Jourdan les éloges qu'il mérite

1795-an IV Allemagne. bonheur et de la gloire de sa patrie. L'armistice était offert, par les Autrichiens, à la seule armée de Sambre-et-Meuse. Mais Jourdan, toujours généreux, ne voulut rien conclure avant d'être assuré que l'armistice serait commun à l'armée de Pichegru comme à la sienne. Les Autrichiens, qui voyaient l'armée de Rhin-et-Moselle peu dans le cas de leur résister, firent d'abord quelque difficulté d'accorder ces conditions. On vit alors tout ce que pouvait sur l'âme haineuse de Pichegru la jalousie qu'il portait en toute occasion à Jourdan. Quoique l'armistice fût surtout avantageux à son armée; quoique, ayant été vaincu dans toutes les rencontres, depuis le désastre de Mayence, il eût bien moins que Jourdan encore le moyen de résister à des armées victorieuses, cependant il refusa d'abord cette proposition d'armistice qui lui fut communiquée par le général de l'armée de Sambre-et-Meuse. Mais enfin, pressé par sa conscience, et surtout par les officiers de son armée, il accepta les offres des Autrichiens, et détermina la ligne qui serait occupée par ses avant-postes et ceux de l'armée ennemie qui était devant lui.

C'était peut-être la première fois qu'on voyait des armées en retraite dicter des conditions à leurs vainqueurs. Mais, telle était toujours la terreur que la France républicaine inspirait à l'Europe, que les Autrichiens accordèrent tout ce qui fut demandé. Jourdan exigea donc et obtint que les troupes du général Clairfait se retirassent au-delà de la Nahe, et que tout le terrain, compris à une distance de deux lieues des bords de cette rivière, tant sur la rive gauche que sur la rive droite, fût considéré comme pays neutre.

Il manquait, pour rendre extraordinaire cette fin de la campagne de 1795, de voir Jourdan blâmé par son gouvernement. C'est cependant ce qui arriva. Ce général, qui se flattait, avec raison, d'avoir rendu à sa patrie un service signalé, en faisant un arrangement qui lui permettait de faire

prendre à son armée des quartiers d'hiver, et qui terminait des opérations militaires dont la continuation pouvait devenir fatale à la république, vit tout-à-coup sa conduite désapprouvée par le directoire, sous le prétexte illusoire que les généraux français ne pouvaient conclure d'armistice sans violer la constitution. Dans un autre temps, Jourdan eût peut-être payé de sa tête cette chicane du gouvernement. Mais, aux formes dures et acerbes de la Convention, le directoire avait fait succéder une manière d'agir opposée, et, quand l'avantage de l'armistice fut mieux connu, Jourdan eut la satisfaction d'apprendre que toutes les mesures prises par lui étaient trouvées bonnes. Les deux armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle entrèrent alors dans leurs quartiers d'hiver. 1795—an IV. Allemagne.

Il est difficile de concevoir encore aujourd'hui les motifs qui ont pu engager l'Autriche à proposer au général Jourdans un armistice, quand les avantages remportés jusques alors et la connaissance des troubles qui agitaient l'intérieur de la république, devaient, mieux que jamais, donner à cette puissance l'espoir de réussir enfin dans une guerre soutenue avec tant de persévérance. Tous les historiens se sont étonnés comme nous de cette conduite singulière, et Lacretelle que nous avons cité est le seul qui ait prétendu l'expliquer. Mais les motifs qu'il allègue sont loin de paraître satisfaisans aux yeux de la raison et de la saine critique. Le *besoin de se préparer à un second effort*, et *l'expérience faite sur Dumouriez*, qui lui faisaient craindre les mêmes résultats de la part de l'armée du général Pichegru, ne devaient pas l'engager à renoncer à tous les succès que lui promettaient ses dernières victoires. Disons donc que l'Autriche, trompée par le général Clairfait, commit une faute grossière qui eut la plus grande influence sur la campagne suivante, et donnons, au nom de la patrie, au général Jourdan les éloges qu'il mérite

1795-an IV. Allemagne. pour avoir su tirer parti de cette faute, en s'empressant d'accepter l'armistice. Il avait sauvé la France en 1794, à la bataille de Fleurus; il la sauva encore, en 1795, en saisissant le moyen de salut que lui offrait l'impéritie de ses ennemis victorieux.

« Cette campagne de 1795, dit le général Jomini, dont nous croyons devoir emprunter les réflexions judicieuses, fit honneur aux troupes autrichiennes; elles prouvèrent ce qu'on aurait pu attendre d'elles si on avait su les employer dans les premières campagnes. Les armées françaises luttèrent avec courage contre la désorganisation (ajoutons contre la trahison) et contre les privations de toute espèce qui devaient naturellement suivre les dissensions affreuses qui agitaient le gouvernement.

» Le pouvoir exécutif, confié alors à de tristes comités qui avaient plus à faire dans les faubourgs de Paris et dans les tribunes de la Convention qu'aux armées, ne pouvait apporter aucun remède aux maux qui les accablaient.

» En relisant les séances épouvantables de cette période, et tout ce qui se passait alors dans le midi, on sera étonné qu'une nation, en proie à de telles convulsions, menacée à Quiberon et dans la Vendée, attaquée par cent soixante-dix mille Autrichiens et soixante mille alliés, conduits par Clairfait, Wurmser et Devins, ait pu encore trouver une armée qui protégeât ses frontières, et qui lui conservât des conquêtes. Pour réussir contre une nation semblable, il fallait un Alexandre, un César, un Napoléon. Clairfait fut un général brave et un peu au-dessus du commun, mais il n'était point ce que l'on appelle un grand capitaine. »

CHAPITRE XIV.

ANNÉE 1796.

Arrestation et mort des deux chefs vendéens, Stofflet et Charette. Fin de la guerre civile dans la Vendée proprement dite. — Révolte dans le Berri; occupation de Sancerre par les royalistes; combats de Sens-Beaujeu et de Palluau, etc. — Ouverture de la campagne en Italie; bataille de Montenotte. — Bataille de Millesimo et combat de Dego. — Combat de Vico; bataille de Mondovi; armistice conclu entre l'armée française et l'armée sarde. — Passage du Pô, et combat de Fombio. — Armistice conclu avec l'infant duc de Parme. — Passage du pont de Lodi, prise de Milan, etc. — Armistice conclu avec le duc de Modène; conspiration de Pavie; reprise de cette ville. — Passage du Mincio; combat de Borghetto; prise de Peschiera, de Vérone; commencement du siége de Mantoue. — Relation des principaux événemens maritimes, depuis le mois de juin 1794, jusques au même mois de l'année 1796. — Evénemens remarquables arrivés dans les colonies françaises, depuis la fin de 1791, jusque vers le milieu de 1796, etc., etc., etc.

L'ORDRE chronologique nous force à commencer le récit des événemens militaires de l'année 1796 par ceux qui se sont passés dans la Vendée. Nous aurions désiré qu'il nous eût été possible de rejeter à la fin de ce volume le récit des scènes affligeantes qui ont signalé les derniers efforts d'un parti près de se dissoudre, pour ne nous occuper que du soin de retracer les faits presque miraculeux qui assignent à l'année 1796 la place la plus remarquable dans les annales militaires de la France, et peut-être dans celles de tous les peuples guerriers. Mais ne voulant rien changer à la marche que nous avons suivie jusques ici, nous nous voyons dans la nécessité de conduire encore nos lecteurs à travers le sol sanglant de la Vendée, où l'un des guerriers dont la patrie doit s'honorer à jamais, va, du moins pour quelque temps, éteindre les torches de la guerre civile. Bientôt, descendant avec un autre Annibal du sommet

1796-an IV.

1796-an IV. glacé des Alpes et des Apennins dans les champs de la belle Italie, nous essayerons d'imiter, par la rapidité de nos récits, l'impétueux élan des guerriers qui ont rendu cette terre classique des grands hommes et des beaux-arts, tributaire des descendans des Gaulois et des Francs de la Germanie.

Sur ce nouveau théâtre, tout sera glorieux pour le nom français. Là, presque tous les acteurs de cette grande scène historique seront loyaux, généreux, intrépides; là aussi nous verrons l'olivier de la paix remplacer le laurier sanglant de la victoire. Un général, presque inconnu jusques alors, dont le nom ne s'est point encore attaché à aucun exploit mémorable, développera tout-à-coup les combinaisons les plus savantes, la plus brillante énergie, et ira, dans une première campagne comme général en chef, se placer, avec le vol de l'aigle, au rang des plus fameux capitaines des temps anciens et modernes.

Nos premières victoires en Italie deviendront comme le signal d'un triomphe général. A peine l'armistice conclu sur le Rhin, à la fin de 1795, entre la France et l'Autriche, sera-t-il rompu, que Jourdan et Kléber auront déjà battu l'ennemi.

Formé par l'expérience des trois campagnes précédentes, le successeur de Pichegru à l'armée de Rhin-et-Moselle, Moreau, dont l'illustration remonte, comme on a pu le remarquer, à nos succès en 1793, jugé digne, dès 1794, de commander l'armée du Nord, pendant l'indisposition du même Pichegru, avant la conquête de la Hollande; Moreau justifiera les espérances de la nation et de l'armée. Nous le verrons asseoir sa haute réputation militaire, non-seulement sur des victoires et des succès, mais encore sur le développement de cette partie de la science des armes qui a été souvent l'écueil des guerriers les plus habiles et les plus expérimentés, l'art si difficile des retraites.

Arrestation et mort des deux chefs vendéens, Stofflet et Charette. Fin de la guerre civile dans la Vendée proprement dite[1]. — La guerre civile allumée dans la Vendée touchait à sa fin. Les débris des armées royalistes dans cette malheureuse contrée, poursuivis sans relâche par les colonnes mobiles du général Hoche, ne trouvaient plus d'asile pour se rallier, et étaient menacés d'une entière destruction. La plupart des officiers et des soldats, pour éviter le sort qui leur était réservé, abandonnaient une cause qu'ils n'espéraient plus voir triompher. Devenus, par tant de revers essuyés, plus accessibles aux propositions pacifiques du vainqueur de Quiberon, ils venaient en foule solliciter cette amnistie, dont la promesse leur était si souvent renouvelée dans les proclamations du général républicain. A l'époque où l'infortuné Coëtus fut si lâchement assassiné par le perfide commandant de Challans, Charette était déjà délaissé par le plus grand nombre de ses anciens officiers, et sans l'événement funeste dont nous parlons, ce chef lui-même eût peut-être consenti à entrer en accommodement avec le gouvernement républicain. Mais la mort de Coëtus, arrivée au mépris de la foi jurée, avait, comme nous l'avons déjà dit, rappelé, dans le cœur des Vendéens, les sentimens de vengeance qui étaient près de s'en éloigner.

1796 - an IV.
29 mars.
(9 germinal.)
Vendée.

Persuadés que cette trahison avait eu lieu d'après les ordres du directoire, quand elle avait été réellement effectuée contre le gré du général Hoche, les Vendéens pensèrent qu'ils étaient tous destinés à périr de la même manière; et cette crainte, leur enlevant tout espoir de rentrer en grâce, vint un moment fortifier le parti de Charette. Ceux d'entre les royalistes qui se proposaient de quitter l'armée de ce chef, y restèrent, et

[1] Journaux du temps, — Beauchamp, — Le Bouvier-Desmortiers, — Vie de Charette, — Histoire de la guerre civile, — Mémoires et Notes manuscrits, etc.

1796-an IV. Vendée.

ceux qui s'étaient déjà retirés accoururent de nouveau sous ses drapeaux. Les paysans ne voulurent plus déposer leurs armes, et chacun garda son fusil pour sa propre défense. Ainsi la criminelle imprudence d'un seul homme pouvait encore renouveler une guerre parricide, et faire perdre au général Hoche tout le fruit de ses soins et de ses nobles desseins.

Cependant Charette ne cessait de faire auprès de Stofflet de pressantes démarches pour engager ce chef à reprendre les armes. Stofflet, aveuglé par sa haine, temporisait toujours, et semblait attendre la destruction totale de son rival pour éclater. Il s'excusait sur le manque de munitions, et alléguait qu'il lui était impossible de se mettre en campagne tant qu'il en serait dépourvu. Alors Charette prit une résolution hardie et qui aurait pu avoir les résultats les plus favorables à son parti, si les esprits n'avaient pas été aussi fatigués de la guerre civile. Pressé et menacé par toutes les forces républicaines, et n'ayant plus aucun espoir de se soutenir dans son pays, Charette se détermina tout-à-coup à passer lui-même sur le territoire de Stofflet, afin d'y attirer les républicains, et de réduire ainsi les habitans à la nécessité de se défendre. En conséquence, il rassembla environ trois mille hommes, et se mit en marche au commencement du mois de février.

Mais déjà le général Hoche, qui avait l'œil sur tous ses mouvemens, était instruit de cette nouvelle détermination, et avait pris les dispositions nécessaires pour la faire échouer. Afin de décider plus promptement Stofflet à se déclarer, et lui ôter désormais tout prétexte, Charette conduisait avec lui les munitions et les vivres dont le premier se plaignait de manquer. En traversant la grande route d'Aigrefeuille à Montaigu, son avant-garde rencontra une colonne républicaine qu'elle attaqua, se croyant en force; mais, après une assez vive fusillade, il fallut, au contraire, céder au nombre. Les

volontaires royalistes protégèrent heureusement la retraite. 1796-an IV.
L'armée parvint à se rallier à la Bruffière, et, fatiguée d'une Vendée.
longue route, persuadée que la colonne républicaine était trop faible pour oser l'attaquer toute entière, elle se livra à un repos perfide qui ne tarda pas à lui devenir funeste. En effet, les républicains avaient à la hâte réuni trois colonnes, et s'avancèrent pendant la nuit, afin de cerner le bourg. Pas un royaliste n'eût échappé, si la colonne partie de Legé fût arrivée assez tôt pour agir de concert avec celles que le général Travot avait amenées du Poiré. Les avant-postes vendéens ayant cependant été surpris, les royalistes eurent à peine le temps de se saisir de leurs armes et de se sauver du côté qui était encore libre; mais, en se repliant sur les landes de Génusson, ils tombèrent dans une embuscade où il fallut se faire jour l'épée à la main. Dans le désordre de ces deux surprises nocturnes, il devint impossible à Charette de rallier sa troupe, et d'opposer aux efforts des républicains une résistance régulière. La déroute fut telle que la cavalerie vendéenne ne se sauva qu'en franchissant les haies et les fossés, et que l'infanterie, dispersée, mise en fuite, erra pendant quatre jours avant de pouvoir se rassembler à Chavagne et à Boulogne.

Cette défaite était peu propre à encourager les Vendéens. Aussi le ressentiment de l'assassinat de Coëtus commençait-il à s'affaiblir dans leurs cœurs. La division se mit plus que jamais parmi les émigrés restés fidèles au parti de Charette, et les anciens Vendéens. Les uns et les autres s'accusaient mutuellement d'avoir été cause du dernier désastre, et cette opinion, en envenimant les haines, enleva à Charette ses derniers partisans. Les républicains, pour engager davantage les royalistes à se soumettre, offraient à chacun une paix particulière. Cette mesure acheva la dissolution de l'armée. On vit tous ces chefs, naguère encore si fiers, et qui avaient juré

1796-an IV. Vendée. de mourir les armes à la main, abandonner leur général, et recevoir un pardon humiliant de la part de leurs plus cruels ennemis. Cette désertion presque universelle rendit Charette ombrageux et féroce ; il accueillait et encourageait les délations. L'espionnage prit alors le voile de l'amitié, « et, dit l'historien des Vendéens, les anciens officiers royalistes furent en butte aux plus odieux soupçons. Bientôt la terreur régna dans le parti royaliste comme elle avait régné dans le parti contraire: un seul mot, le moindre soupçon, coûtaient la vie. Les déserteurs se virent plus particulièrement exposés à de sanglantes proscriptions. Déjà l'on ne jugeait plus ; c'était à coups de sabre et dans le mystère que se commettaient les assassinats. Les moyens affreux qui toujours ont précédé la chute des tyrans, accélérèrent celle de Charette : il devait néanmoins survivre à Stofflet, dont la perte fut presque aussi prompte qu'inattendue. »

Stofflet, qui, depuis un an, résistait aux invitations de Charette, à celles des princes français, et même à leurs ordres, avait enfin cédé aux instances de Puisaye. Ce dernier chef, qui, au lieu de se cacher après sa conduite honteuse à Quiberon, avait osé reparaître sur le théâtre d'un désastre dont il avait été l'une des causes, était alors sérieusement menacé par les républicains, et se flattait de trouver un moyen de salut, dans une diversion faite par Stofflet. Ainsi l'ancien garde-chasse de M. de Maulevrier était tour à tour la dernière espérance du comte de Puisaye et de Charette. Combien l'amour-propre de ce chef, déjà si vain et si présomptueux, ne devait-il pas être exalté ! Puisaye, que nous avons dépeint comme possédant au dernier degré tous les ressorts de l'intrigue, en fit usage pour décider enfin Stofflet, et réussit dans une démarche où, jusques alors, avaient échoué tous ceux qui s'en étaient mêlés. Stofflet promit la diversion demandée, et, sous prétexte de former une garde territoriale,

il ordonna des rassemblemens. Ayant en même temps proposé d'être médiateur entre les chouans et les républicains pour la paix offerte par ces derniers, il députa vers Puisaye un de ses officiers, afin de s'entendre avec lui pour les opérations ultérieures. Mais le général Caffin, ayant eu des indices de ce qui se passait, fit arrêter l'officier, et les instructions trouvées sur cet envoyé justifièrent ces soupçons. Stofflet ayant réclamé son officier, le général Willot, qui commandait en l'absence de Hoche, lui fit cette réponse : 1796-an IV. Vendée.

« Je n'ai reçu qu'aujourd'hui, monsieur, la lettre du général Caffin, qui m'instruit de la prise de M. Duplanti et de la réclamation que vous en faites, comme négociateur de la paix avec les chouans. Le général Hoche m'a dit, en me remettant le commandement, que je pouvais compter sur votre bonne foi ; mais il ne m'a pas appris que vous fussiez chargé de traiter avec les ennemis de la république.

» J'ai reçu beaucoup de détails qui vous concernent, et qui, s'ils étaient approfondis, pourraient faire douter de la loyauté de vos promesses. Je les adresse au gouvernement qui, désirant sincèrement la paix, sait pardonner à des Français égarés, mais qui saura punir tous ceux qui, l'ayant jurée, oseraient l'enfreindre.

» Vous faites de grands rassemblemens pour former la garde territoriale. Je ne connais point le traité qui peut vous donner cette autorité. Il me semble pourtant que, pour éviter tout soupçon, vous auriez dû instruire le général Caffin de cette mesure. Charette, chassé du pays qu'il occupait, s'approche de vous. La conduite que vous tiendrez à son égard découvrira, aux yeux de la France et de l'Europe, vos véritables intentions.

» En attendant, monsieur, je vous observe ; vous n'aurez point à vous plaindre d'aucune de mes mesures ; mais si vous en preniez de ce genre, vous pourriez vous en repentir... »

1796–an IV. Vendée. Intimidé par le ton fier et menaçant de cette lettre, Stofflet n'osait poursuivre ses manœuvres hostiles, et songeait plus à se défendre qu'à attaquer, lorsque le véritable moteur de toutes ces trames, le curé de Saint-Laud, qui le paralysait ou le faisait agir à son gré, le força de reprendre les armes. « En gardant plus long-temps la défensive, lui écrivait-il, nous fatiguerons nos gardes, nous montrerons de la faiblesse, et l'on croira que nous ne pouvons plus faire de rassemblemens. » En même temps, il lui envoya des billets de convocation pour toutes les communes ; il lui traça jusques aux noms des capitaines par qui il fallait les faire signer, et la manière dont on devait les envoyer, pour ne pas faire un double emploi de cavaliers. Ces instructions étaient accompagnées d'une proclamation, où Bernier cherchait à ranimer l'esprit belliqueux des partisans de la royauté.

Stofflet, enfin décidé à lever le masque, fit publier cette proclamation. Elle était ainsi conçue :

« Braves amis ! le moment est venu de nous montrer Dieu, le roi, le cri de la conscience, celui de l'honneur et la voix de vos chefs vous appellent au combat. Plus de paix, ni de trève avec la république. Elle a conspiré la ruine entière du pays que vous habitez. Vous enchaîner sous ses lois barbares, vous associer à ses crimes, arracher de vos mains le fruit de vos travaux, vos grains, vos subsistances, vos dernières ressources, tels sont ses projets ; vous abandonner pendant quelques jours, pour écraser par la masse entière de ses forces vos compagnons d'armes, et revenir ensuite vous subjuguer, vexer, affamer, désarmer vos contrées, tel est son but. Mais le souffrirez-vous ? non. Les braves soldats que, pendant deux années, j'ai conduits au combat, ne deviendront jamais républicains. Jamais le déshonneur ne flétrira les lauriers qu'ils ont moissonnés. Ressaisissez donc, avec l'énergie dont vous êtes capables, ces armes terribles

que vous ne déposâtes qu'en frémissant. Volez au combat, je vous y précéderai. Vous m'y distinguerez aux couleurs qui décoraient Henri IV à Ivry. Puissent-elles, pour nous comme pour lui, être le signal de la victoire! Vive Louis XVIII! » 1796—an IV. Vendée.

Cependant, tout en se comparant ainsi modestement à Henri IV, le garde-chasse Stofflet, fidèle à son système de fausseté à l'égard de la république, écrivait au général Hoche pour protester de sa bonne foi, et, afin de le tromper plus facilement, sollicitait une conférence avec lui et de l'emploi dans les armées républicaines : « Accélérons, disait-il à ce général, accélérons, s'il est possible, le moment d'une paix durable ; il vous offrira des hommes aussi long-temps calomniés que peu dignes de l'être. » Puis, s'offrant encore pour médiateur entre les républicains et les royalistes, il ajoutait : « Nous aurons bientôt la consolation de voir la trop malheureuse Vendée adopter définitivement un système de paix et de soumission dont elle n'aurait jamais dû se départir. » Ces promesses, aussi déshonorantes qu'elles étaient fausses, auraient pu tenir en effet tout autre que le général Hoche dans une perfide sécurité. Mais, instruit depuis long-temps des menées secrètes du général angevin, Hoche le gardait pour ainsi dire à vue, se disposant à le frapper au moment où l'insurrection éclaterait de nouveau.

Déjà le parti royaliste s'agitait dans la Haute-Vendée. Certain du prochain renouvellement des hostilités, le chevalier de Colbert partit aussitôt pour rejoindre le comte d'Artois, à Edimbourg. Il était porteur de la lettre suivante, adressée au prince par Stofflet et le curé de Saint-Laud :

« Vos vues sont remplies, vos intentions satisfaites. L'armée d'Anjou, que des considérations politiques et majeures avaient jusques ici conservée en état de paix, vient de se déclarer. Fidèle à ses principes, elle n'a pas cru devoir hésiter plus long-temps..... En vous priant d'être le généralissime

1796 — an IV. Vendée. des armées françaises qui soutiennent la cause de l'autel et du trône, nous jurons de ne déposer les armes que quand un succès complet et l'entier accomplissement de nos vœux auront couronné nos efforts..... Votre présence, monseigneur, est indispensable pour le soutien de la cause. Sans elle, les efforts seront vains, les succès balancés et le découragement inévitable; avec elle, l'union se consolide, les cœurs s'enflamment, l'esprit public se vivifie, et la cause triomphe. »

Le chevalier de Colbert était aussi porteur des mêmes protestations de dévouement et de zèle de la part de Sapineau, qui venait de se concerter avec l'abbé Bernier et Stofflet. « J'ai tout fait, écrivait-il au comte d'Artois, pour la cause de l'autel et du trône; uni de cœur et d'intention avec Stofflet et ses autres frères d'armes, je vais rentrer de nouveau dans la glorieuse carrière. »

Ce fut vers la fin de janvier 1796, que Stofflet reprit les armes; il profitaît du moment où l'armée républicaine allait opérer un mouvement général contre les chouans. Mais le général vendéen ne tarda pas à s'apercevoir qu'il avait trop différé à suivre les intentions des princes, et qu'il est toujours dangereux à des chefs de parti de séparer leurs intérêts dans une cause commune. Une longue paix avait affaibli l'esprit guerrier des habitans du territoire occupé par Stofflet. Ils voyaient avec terreur approcher le moment où leurs propriétés et leurs personnes allaient, de nouveau, se trouver exposées à tous les ravages et à toutes les vexations des troupes républicaines. Aussi, malgré son appel aux soldats, et la peine de mort décernée contre ceux qui refuseraient d'y répondre, Stofflet réussit à peine à rassembler trois à quatre cents hommes. Il se vit même abandonné par la plupart des émigrés auxquels il avait donné asile.

Que pouvaient trois ou quatre cents royalistes contre les forces qui s'avançaient pour les écraser? Hoche, en ap-

prenant la proclamation publiée par Stofflet, y répondit par celle-ci : « Que signifient ces cris de mort, de rage et de vengeance ? Le ciel ne punit donc plus les parjures ? A quel dieu appartiennent ces prêtres qui, rugissant comme des tigres, prêchent le carnage, le vol et l'assassinat ?..... Je punirai une aussi noire trahison ; je saurai arracher les habitans des campagnes à la plus odieuse tyrannie ; j'avance à la tête de trente mille hommes pour occuper le pays d'Anjou et du Haut-Poitou, jusqu'à ce qu'il soit entièrement désarmé et soumis aux lois. » Le général républicain écrivait en même temps au directoire : « Stofflet paiera cher sa sottise ; je crois que cette guerre pourra durer quinze jours. Je dois vous dire que je regarde l'incartade de ce mannequin comme une ruse des émigrés, qui ne voudraient pas que nous portassions de grandes forces contre les chouans. » 1796-an IV. Vendée.

Les effets ne tardèrent point à suivre ces menaces et ces promesses. Hoche donna l'ordre à son armée de se mettre en marche, afin d'arrêter promptement l'insurrection, et de priver Stofflet du temps nécessaire pour organiser ses moyens de résistance. Desirant en même temps ôter aux habitans tous prétextes de plaintes, il prit des mesures telles, que le pillage des troupes était devenu presque impossible. Il s'était depuis long-temps convaincu que les voies de douceur étaient plus efficaces contre ces esprits fiers et irascibles, que l'effroi et la terreur même qu'il aurait pu leur inspirer.

Après une marche de douze heures dans des chemins affreux, Hoche arriva, le 28 janvier, à Chemillié, avec les cent septième et cent soixante-onzième demi-brigades et un bataillon du soixante-deuxième régiment. Sa marche, souvent interrompue par des débordemens, ne fut point inquiétée par les royalistes ; ses soldats passèrent plusieurs rivières à la nage.

Le général de brigade Spithal avait ordre de s'attacher

1796-an IV. Vendée. aux traces de Stofflet, et de ne plus le quitter qu'il ne fût tombé entre ses mains. D'autres généraux étaient chargés de poursuivre sans relâche les officiers de ce chef, et surtout ceux qui se montreraient rebelles à toutes propositions d'accommodement.

Les colonnes républicaines parcouraient le pays en tous sens; mais les royalistes, trop peu nombreux pour oser paraître en campagne, se cachaient dans les bois, et se dérobaient ainsi à toutes les recherches de leurs ennemis. Enfin, le 24 février, l'adjudant-général Crublier atteignit Guichard et Nicolas, deux des plus anciens divisionnaires de Stofflet. Les ordres étaient précis à l'égard de tous les chefs qui seraient pris les armes à la main. Crublier fit saisir et fusiller à l'instant ces deux lieutenans du général angevin.

Le lendemain, Stofflet lui-même fut trahi par les siens, et livré de la manière suivante. Sa position critique l'ayant forcé à se repentir de sa brusque levée de boucliers, il avait cherché à renouer un accommodement, et avait eu, à cet effet, une entrevue la veille avec le général Caffin. Elle avait été rompue, parce que, demandant pour son commissaire-général, l'abbé Bernier, les mêmes conditions que pour lui, il n'avait pu rien obtenir. Hoche attachait le plus grand prix à la capture du curé de Saint-Laud qu'il regardait comme l'artisan de cette nouvelle guerre, et qui lui semblait bien plus dangereux que Stofflet lui-même, par l'influence qu'il exerçait sur l'esprit de ce chef et de tous les habitans de la Haute-Vendée. Un paysan royaliste promit de le livrer. Le général Ménage, qui commandait à Chemillié, apprit de ce transfuge que le curé de Saint-Laud devait conférer dans la nuit avec plusieurs officiers vendéens, au château de Soucheran, près de la Poitevinière. Il fit partir aussitôt deux cents hommes d'infanterie et vingt-cinq cavaliers pour le surprendre, et l'arrêter. Cette troupe fouille le château, mais sans

succès. Le paysan qui servait de guide assure que le curé de Saint-Laud vient de se retirer dans une métairie. On y court, on la cerne : douze grenadiers s'y présentent. Le chef de bataillon Loutil, qui demande à s'introduire, répond *royaliste*, à la première question, et dit se nommer *Forestier*. Au même moment, l'aide-de-camp Liégeard, qui s'était emparé d'une autre issue, s'annonce sous le nom de *Sohetou*, autre chef vendéen. Les portes s'ouvrent, et les républicains étonnés aperçoivent, non pas le commissaire-général de Stofflet, mais Stofflet lui-même, avec deux aides-de-camp et trois domestiques. Ils sont aussitôt sommés de mettre bas les armes. Huit soldats les tiennent couchés en joue. Le chef de bataillon Loutil, un sergent et deux grenadiers s'élancent pour saisir Stofflet qui, résistant seul, se jette sur Audious, grenadier au troisième régiment, et cherche à le tuer, voulant périr lui-même sur la place ; mais on lui arrache Audious, et, à l'instant même, il est désarmé et garotté, ainsi que ses deux aides-de-camp, Devaraines et Charles Lichtenheim. Ce dernier était un jeune officier allemand, fait prisonnier aux frontières, et qui, ayant joint les royalistes, s'était attaché à Stofflet. Il aurait pu se sauver par une fenêtre au moment où les républicains pénétrèrent dans la métairie. Mais il se livra lui-même, aimant mieux partager le sort de Stofflet, que d'abandonner celui qui lui avait offert un asile. Traduits tous deux à Angers devant une commission militaire, et condamnés l'un et l'autre à mort, comme ayant été pris les armes à la main, ces deux amis se bandèrent mutuellement les yeux, s'embrassèrent, et subirent leur jugement avec courage et intrépidité. Le cri de *vive le roi!* fut le dernier vœu de Stofflet, et précéda son dernier soupir. Sa chute allait préparer celle de son rival Charette.

1796-an IV. Vendée.

Harcelé, poursuivi avec une infatigable persévérance, Charette fuyait, et parvenait sans cesse à s'échapper avec un

1796-an IV. Vendée. bonheur qui tient du prodige. Hoche avait défendu de le tuer, et voulait qu'on le lui amenât vivant. Le supplice de Stofflet n'était rien sans celui de Charette, sur qui la France et l'Europe avaient toujours les yeux ouverts. Aux destinées de ce chef semblaient attachées celles du parti royaliste tout entier. Telle était alors la puissance de l'opinion, que Hoche lui-même n'espérait dompter la Vendée que lorsqu'il aurait Charette en son pouvoir; mais à ces difficultés, sans cesse renaissantes, vint se joindre une nouvelle opposition, dirigée personnellement contre Hoche. Elle avait pris sa source dans le parti républicain lui-même. Des hommes qui remplissaient des fonctions importantes, avaient formé, dans le corps législatif et dans les administrations des départemens de l'Ouest, une ligue pour s'opposer à l'établissement du régime militaire dans ces contrées. Ennemis de toute mesure décisive et tranchante, ils s'étaient ouvertement déclarés contre le désarmement, l'enlèvement des grains et des bestiaux. Ils s'opposèrent, sous de vains prétextes, à l'exécution de l'arrêté du directoire, qui conférait à Hoche la dictature de la guerre. Aux administrateurs de la Vendée, se joignirent plus particulièrement les ex-conventionnels Goupilleau, *de Montaigu*, et *de Fontenay*, le législateur Talot, et un grand nombre de réfugiés patriotes. Au moment de son entrée dans la Vendée, Hoche avait fait à ces derniers un appel énergique. Quelques-uns, réunis aux troupes, guidèrent leur marche, donnèrent des renseignemens utiles, et secondèrent le désarmement; d'autres s'obstinèrent à rester dans les villes voisines pour y former un parti d'opposition. Telle était leur indocilité et leur impatience de secouer le joug militaire, qu'ils se liguèrent étroitement contre le seul général qui pût assurer à chacun sa rentrée dans ses droits et ses propriétés. Poursuivis depuis quatre ans par l'infortune, aigris par le malheur, égarés par des suggestions, les réfugiés vendéens signèrent

un mémoire contre Hoche. Ils l'accusaient de vouloir rallumer la guerre par la terreur, de laisser commettre des assassinats, de s'être laissé entraîner dans de fausses pacifications, de n'obtenir qu'un désarmement simulé, et de ne point terminer cette guerre, toujours prolongée, malgré toutes ses promesses. 1796—an IV. Vendée.

Hoche repoussa publiquement ces traits de ses ennemis, et prouva que, loin d'avoir cherché à prolonger la guerre, il avait au contraire employé les moyens les plus propres à la terminer, et que, loin de croire à des pacifications simulées, il venait de continuer les hostilités malgré la feinte soumission que les chefs de l'armée royaliste du centre avaient faite pendant son absence. « L'opération du désarmement, ajoutait-il, se poursuit avec autant de vigueur que de succès, et déjà six mille fusils vendéens de différens calibres ont été déposés dans les arsenaux. Au reste, qui pourrait croire possible de désarmer pendant l'hiver un peuple entier aguerri par trois ans de combats? Quant aux assassinats partiels, aucune puissance humaine ne saurait aujourd'hui les empêcher. Peut-on se flatter en effet que, après une guerre aussi longue, aussi cruelle, des homme habitués au sang et au carnage y renoncent tout-à coup? Que d'autres fassent vivre, pendant les rigueurs de l'hiver, dans un pays ravagé, une armée entière sans magasins! Aurai-je donc toujours à lutter contre les clameurs de la malveillance? Six cent mille Français n'ont-ils pas déjà péri dans la Vendée? Veut-on encore du sang? Il est temps enfin de fermer cette plaie profonde; je déclare donc que je saurai marcher entre la rigueur extrême et la faiblesse; que je soumettrai les insurgés en les désarmant, et que j'épargnerai le sang humain en poursuivant leurs chefs à outrance ».

Rien ne put faire taire l'envie: Hoche vit bientôt grossir le nombre de ses ennemis, et fut menacé par ces hommes qui craignaient de voir terminer les troubles civils, à la faveur desquels ils espéraient jouer un rôle politique plus ou moins

1796-an IV. Vendée. important. Le directoire exécutif était sans cesse assailli de leurs plaintes : tous s'entendaient comme de concert pour demander le rappel du vainqueur de Quiberon. « Je puis, écrivait Hoche aux directeurs, je puis braver les boulets, mais non l'intrigue. Je demande à me retirer et vous prie de me donner promptement un successeur. »

Si ce vœu arraché à Hoche par la persécution eût été exaucé, la Vendée peut-être eût vu la guerre civile se rallumer avec plus de fureur que jamais dans son sein. Mais toutes les trames des ennemis du héros républicain échouèrent devant la volonté fortement manifestée du directoire, qui sut maintenir son général malgré tous les efforts d'une ligue acharnée à sa perte. Hoche, vengé de l'injustice de ses ennemis par les encouragemens et l'appui du gouvernement, put enfin couronner ses premiers succès en soumettant entièrement la Vendée.

Il touchait à ce but, et pour consommer la désorganisation du parti vendéen, il avait fait publier que les chefs royalistes et même les émigrés seraient libres de sortir de France, et de passer dans l'île de Jersey. Il annonça également que les réquisitionnaires de la Vendée pourraient déposer les armes, sans craindre d'être incorporés dans les armées de la république. Bientôt la confiance fut telle, que plusieurs jeunes Vendéens amenèrent devant les généraux républicains les royalistes qui refusaient de se soumettre. Les ecclésiastiques eux-mêmes donnèrent l'exemple, et bientôt on les entendit prêcher la soumission et vanter les avantages de la paix, de cette même bouche qui avait excité les peuples à la guerre civile.

La plupart des chefs vendéens avaient disparu. Charette restait presque seul en armes, et ne paraissait nullement disposé à imiter ceux de son parti qui abandonnaient chaque jour la cause royale. Le général Hoche qui savait de quelle importance était la prise ou la soumission de ce chef, voyant que toutes ses poursuites étaient sans succès pour s'en empa-

rer, essaya de l'amener à un accommodement, par la douceur et les promesses flatteuses. Il répugnait d'ailleurs à l'idée de voir périr un homme dont il ne pouvait s'empêcher d'estimer la rare valeur, et l'entier dévouement à la cause royale. Il écrivit donc au général Willot chargé de le poursuivre : « Que Charette et tous les émigrés qu'il pouvait avoir avec lui, étaient libres de sortir de France; que s'ils voulaient aller en Angleterre, il les ferait déposer à Jersey; que s'ils voulaient passer en Suisse, il ferait accompagner jusqu'à la frontière, non-seulement Charette et tous les émigrés, mais tous ceux qui voudraient sortir de France. »

Le curé de la Rabatellière, nommé Guesdon, qui, dans les commencemens avait prêché l'insurrection, et depuis peu la reprise des armes, s'était rangé du côté des républicains. Gagné par les promesses de Hoche, il était en outre guidé par le désir de ménager sa paroisse et lui-même. Ce fut lui que le général Gratien, agissant au nom de Willot, choisit pour entamer cette négociation avec Charette. Guesdon écrivit au chef vendéen : « Qu'après l'avoir cherché pendant trois jours sans pouvoir le rencontrer, il se déterminait à lui transmettre par écrit les propositions du général Gratien pour l'engager à conclure la paix aux conditions suivantes : 1°. De le faire passer en Angleterre avec tous ceux de sa famille et de sa suite qui voudraient l'accompagner. 2°. Qu'à cet effet, on le conduirait à Saint-Gilles où il s'embarquerait à bord d'un parlementaire. 3°. Que, s'il l'aimait mieux, il se retirerait en Suisse en évitant de passer par Paris; que l'adjudant-général Travot [1] l'accompagnerait jusqu'à Bâle avec un détachement de cavalerie. 4°. Qu'à l'égard de ses biens, on lui en ferait passer les revenus tous les trois mois. »

[1] Aujourd'hui lieutenant-général. Condamné à mort, en 1816, par une commission militaire; sa peine a été commuée en une détention de vingt années, au château de Ham.

1796—an IV. Vendée. Charette, qui avait envoyé depuis peu de nouveaux émissaires au comte d'Artois, cherchait à gagner du temps; il répondit au curé : « Qu'il ne pouvait s'expliquer sur de pareilles propositions, sans une garantie formelle du général Gratien. » Ces négociations employèrent une quinzaine de jours, pendant lesquels le général Gratien en référa au général Hoche. Sur la réponse de ce dernier, Gratien écrivit à Charette les mêmes propositions que lui avait faites le curé de la Rabatellière. Il ajouta que « si dans quarante-huit heures il ne les acceptait pas, il le poursuivrait à outrance et ceux qui lui donneraient asile : qu'il ferait enlever hommes, femmes, enfans, bestiaux, subsistances, et généralement tout ce qui pourrait leur appartenir. »

Au moment où Charette recevait ces propositions, il se flattait d'obtenir quelques secours de la part de l'Angleterre. Ses émissaires de retour de ce pays, lui en apportaient la promesse. Le chef vendéen crut devoir répondre au général Gratien : « Je saurai périr les armes à la main; mais fuir, abandonner les braves que je commande, non, jamais. Tous les vaisseaux de la république ne suffiraient pas pour les transporter en Angleterre, ni ses armées pour les escorter. Loin de craindre vos menaces, j'irai vous attaquer dans votre camp. » Ces fières paroles auraient pu convenir à d'Elbée ou à Bonchamp, quand, à la tête de leurs armées victorieuses, ils faisaient trembler la Convention dans la capitale : mais dans la bouche d'un chef qui n'avait plus que son nom pour soutien, et que suivaient à peine deux ou trois cents hommes errans comme lui dans les forêts, ce n'était plus que de ridicules rodomontades plus dignes d'exciter la pitié que la crainte.

Les Vendéens restés fidèles à la fortune de Charette, étaient bien éloignés de partager la confiance de leur général. Ils s'assemblèrent au village de la Bégaudière, commune de Saint-Denis-en-Chevasse, et tous ensemble conjurèrent Charette de

subir le joug de la nécessité, et d'accepter la proposition de passer en Angleterre. « Le parti royaliste, lui dirent-ils, tient à votre nom. Si vous périssez, il périt avec vous. En ce moment, tout vous abandonne. La plupart des paroisses ont mis bas les armes. Vous n'avez presque plus de soldats. Des traîtres dénoncent vos magasins d'armes, de munitions; vous allez en manquer. Vous ne pourrez vous dérober aux poursuites continuelles des républicains, et vous ferez périr beaucoup de braves gens dont la mort sera inutile. Si vous passez en Angleterre, vous obtiendrez facilement les nouveaux secours qu'on vous promet; vous reviendrez au printemps, accompagné des princes, des émigrés, et le pays qui pendant votre absence, aura été vexé par la république, vous recevra comme son libérateur et le restaurateur de la monarchie. »

1796-an IV. Vendée.

Il nous semble que les motifs allégués par les Vendéens, étaient en effet péremptoires. Le moyen que Charette pût continuer la guerre avec quelque espoir de succès, quand il était également dépourvu de soldats et de munitions, et que menacé par trente mille républicains, il n'échappait à leurs recherches, qu'en employant des ruses qui rappellent celles des chefs de bandes ou de voleurs! La paix seule pouvait donner aux royalistes le temps et la facilité de réorganiser leur parti, et si Charette eût en effet accepté la proposition d'être conduit en Angleterre, on l'eût vu trois ans plus tard, rendre à la cause royale régénérée, son énergie, et peut-être serait-il encore aujourd'hui dans les rangs de ces guerriers fidèles qui entourent le trône des Bourbons. Mais ce chef était dominé par un orgueil inflexible. Il avait juré de mourir les armes à la main, et une fatalité plus puissante encore que son orgueil, semblait l'entraîner à tenir ce serment. Charette répondit à ceux des siens qui voulaient la paix : « Ne songez point à déposer les armes; j'ai les ordres du roi, je les exécuterai, et vous aussi. » En même temps il donna l'ordre à tous

1796-an IV. Vendée. important. Le directoire exécutif était sans cesse assailli de leurs plaintes : tous s'entendaient comme de concert pour demander le rappel du vainqueur de Quiberon. « Je puis, écrivait Hoche aux directeurs, je puis braver les boulets, mais non l'intrigue. Je demande à me retirer et vous prie de me donner promptement un successeur. »

Si ce vœu arraché à Hoche par la persécution eût été exaucé, la Vendée peut-être eût vu la guerre civile se rallumer avec plus de fureur que jamais dans son sein. Mais toutes les trames des ennemis du héros républicain échouèrent devant la volonté fortement manifestée du directoire, qui sut maintenir son général malgré tous les efforts d'une ligue acharnée à sa perte. Hoche, vengé de l'injustice de ses ennemis par les encouragemens et l'appui du gouvernement, put enfin couronner ses premiers succès en soumettant entièrement la Vendée.

Il touchait à ce but, et pour consommer la désorganisation du parti vendéen, il avait fait publier que les chefs royalistes et même les émigrés seraient libres de sortir de France, et de passer dans l'île de Jersey. Il annonça également que les réquisitionnaires de la Vendée pourraient déposer les armes, sans craindre d'être incorporés dans les armées de la république. Bientôt la confiance fut telle, que plusieurs jeunes Vendéens amenèrent devant les généraux républicains les royalistes qui refusaient de se soumettre. Les ecclésiastiques eux-mêmes donnèrent l'exemple, et bientôt on les entendit prêcher la soumission et vanter les avantages de la paix, de cette même bouche qui avait excité les peuples à la guerre civile.

La plupart des chefs vendéens avaient disparu. Charette restait presque seul en armes, et ne paraissait nullement disposé à imiter ceux de son parti qui abandonnaient chaque jour la cause royale. Le général Hoche qui savait de quelle importance était la prise ou la soumission de ce chef, voyant que toutes ses poursuites étaient sans succès pour s'en empa-

jeune, chez Jolet, à la Buzardière, commune de Saint-Christophe-la-Chartreuse. Le lendemain, Jolet alla de leur part demander au commandant républicain de Vieillevigne, s'il voudrait recevoir le dépôt de leurs armes et leur soumission aux lois de la république. 1796-an IV. Vendée.

« Le 2 ventose (21 février), disait à ce sujet le général Hoche au directoire, ils étaient armés contre la république, et le 5 ils sont venus implorer la clémence nationale. Ils sont accueillis par le commandant de Vieillevigne qui me les amène. Je leur donne la permission de rester sous la surveillance du commandant auquel ils ont promis de faire prendre Charette. »

Hoche, républicain enthousiaste, accueillait la trahison qui pouvait être utile à son parti; mais il avait trop de loyauté dans le caractère pour aimer les traîtres. Il reçut Guérin et Laroberie, prit tous les renseignemens que ces chefs indignes du nom de royalistes lui fournirent sur Charette, accepta l'offre que fit Laroberie d'être lui-même le conducteur de la colonne de l'adjudant-général Travot; mais se défiant en même temps du traître, il donna l'ordre à l'adjudant-général Simon[1] de le surveiller et même de l'arrêter ainsi que Guérin aussitôt que Charette serait pris, et de les envoyer au château de Saumur. « Cette punition, disait-il, est douce; ils ne pourront s'en plaindre. »

Depuis cette défection, Charette eut plus de peine que jamais à se dérober aux poursuites des républicains, informés à point nommé de toutes ses démarches par les traîtres qui le suivaient avec toute l'apparence du zèle le plus brûlant, afin de le mieux tromper. De négociateur qu'il avait été pour la paix, le curé Guesdon se fit un espion infâme, un lâche dénonciateur. Il engageait les paysans vendéens à livrer leurs chefs : il envoyait ses domestiques épier toutes les actions de Charette, et allait ensuite en rendre compte aux commandans

[1] Aujourd'hui maréchal-de-camp.

1796-an IV. Vendée. Charette, qui avait envoyé depuis peu de nouveaux émissaires au comte d'Artois, cherchait à gagner du temps; il répondit au curé : « Qu'il ne pouvait s'expliquer sur de pareilles propositions, sans une garantie formelle du général Gratien. » Ces négociations employèrent une quinzaine de jours, pendant lesquels le général Gratien en référa au général Hoche. Sur la réponse de ce dernier, Gratien écrivit à Charette les mêmes propositions que lui avait faites le curé de la Rabatellière. Il ajouta que « si dans quarante-huit heures il ne les acceptait pas, il le poursuivrait à outrance et ceux qui lui donneraient asile : qu'il ferait enlever hommes, femmes, enfans, bestiaux, subsistances, et généralement tout ce qui pourrait leur appartenir. »

Au moment où Charette recevait ces propositions, il se flattait d'obtenir quelques secours de la part de l'Angleterre. Ses émissaires de retour de ce pays, lui en apportaient la promesse. Le chef vendéen crut devoir répondre au général Gratien : « Je saurai périr les armes à la main; mais fuir, abandonner les braves que je commande, non, jamais. Tous les vaisseaux de la république ne suffiraient pas pour les transporter en Angleterre, ni ses armées pour les escorter. Loin de craindre vos menaces, j'irai vous attaquer dans votre camp. » Ces fières paroles auraient pu convenir à d'Elbée ou à Bonchamp, quand, à la tête de leurs armées victorieuses, ils faisaient trembler la Convention dans la capitale : mais dans la bouche d'un chef qui n'avait plus que son nom pour soutien, et que suivaient à peine deux ou trois cents hommes errans comme lui dans les forêts, ce n'était plus que de ridicules rodomontades plus dignes d'exciter la pitié que la crainte.

Les Vendéens restés fidèles à la fortune de Charette, étaient bien éloignés de partager la confiance de leur général. Ils s'assemblèrent au village de la Bégaudière, commune de Saint-Denis-en-Chevasse, et tous ensemble conjurèrent Charette de

son cheval de bataille et de celui d'un officier. Le chevalier Lajaille et le divisionnaire Cailleau furent tués dans cette rencontre. Depuis ce moment, Charette ne fit plus la guerre qu'à pied. Il avait aussi perdu, dans ce combat, son porte-manteau dans lequel était toute sa correspondance avec le comte d'Artois. 1793-an IV. Vendée.

Le chef de la Vendée qui n'avait déjà plus d'asile, errait de ferme en ferme, accompagné de quelques déserteurs. Poursuivi sans relâche, il échappait encore à ses ennemis par son incroyable activité; mais dans les rencontres partielles qui avaient lieu journellement il perdait sans cesse quelques-uns des siens; il ne lui en restait plus que trente-deux, lorsque le 23 mars, étant à la Prenilière, commune de Saint-Sulpice, on vint l'avertir vers les huit heures du matin que quatre colonnes marchaient sur lui. La première était partie du Luc, la seconde de Saint-Philbert, la troisième du Poiré, commandée par Travot, et la quatrième de Montaigu. Charette se trouva environné avant d'avoir pu prendre la fuite. Il était assailli par des forces trop supérieures pour ne pas succomber. « C'est ici, dit-il, qu'il faut se battre jusques à la mort et vendre chèrement sa vie. » L'adjudant-général Valentin[1] fondit sur lui avec cent grenadiers, le chargea pendant deux heures et demie et lui tua dix soldats. Charette, blessé lui-même d'un coup de feu, s'enfonce dans le taillis de la Chabotrie, près de Saint-Sulpice : cerné de toutes parts, il ne pouvait plus échapper. Harassé de fatigue, blessé à la main et à la tête, il fuyait soutenu par quelques braves déterminés à partager son sort : les grenadiers républicains font feu sur lui, malgré les officiers qui leur crient : « Prenez-le, mais ne le tuez pas. » Plusieurs coups de fusil ont bientôt dissipé la petite troupe de Charette. Le jeune Laroche Davo est tué à ses côtés, ainsi qu'un déserteur allemand qui, l'instant d'auparavant, avait

[1] Aujourd'hui maréchal-de-camp.

1796—an IV. Vendée. ses lieutenans consternés de faire un rassemblement généra[l]
Rezeau qui commandait la division de Montaigu, et [qu]
des liens secrets attachaient au parti de la république, [se]
hâta de prouver cet attachement en informant de ce qui v[e]
nait de se passer, le général Gratien, alors présent à Salign[y].
Le lendemain sur les huit heures, Charette qui n'avait q[ue]
deux cents cavaliers et une quarantaine de soldats déserteur[s]
en sortant du village de la Bégaudière, fut attaqué par l'a[d]
judant-général Travot. Cet officier avait mis tant de prompt[i]
tude à se jeter à la poursuite de Charette, qu'il n'avait avec l[ui]
que quatre-vingts chevaux. Aussi fut-il d'abord repoussé
mais ayant été rejoint par quatre cents grenadiers, Travot a[t]
taqua de nouveau les royalistes, les chargea lui-même à [la]
tête de ses quatre-vingts cavaliers, en fit un horrible carna[ge]
et les poursuivit jusques au bourg de l'Herbergement.

Charette perdit dans cette rencontre, l'élite de ses officie[rs]
son frère aîné que ses mœurs douces éloignaient de la guer[re]
et que l'honneur faisait marcher aux combats; un de ses co[u]
sins, [Ch]arette de la Colinière; Laporte, et le jeune Be[...]
qui a[va]it remplacé l'aîné des Laroberie dans le commandem[ent]
de la [ca]valerie. Berie, jeune homme d'une grande bravoure, [re]
çut d[i]x-neuf coups de sabre et survécut à cette mutilation. Ce[ux]
qui purent échapper, se sauvèrent dans les bois de Gromen[...]

Des traîtres, compagnons du commandant de Montaigu [Re]
zeau, engagèrent Charette à passer la nui[t] dans l'endroit [où]
ils étaient convenus de le faire prendre. Par la plus insi[gne]
félonie, les anciens compagnons de Charette essayaient m[ain]
tenant de capter la bienveillance et le pardon de la répu[bli]
que. Guérin le jeune, commandant de Vieillevigne, qui s[er]
vait de guide au général vendéen, le ramena trois fois [vers]
l'endroit où devait se trouver l'embuscade républicaine. C[ha]
rette reconnut sa perfidie et lui fit des menaces auxquelle[s le]
traître eut l'adresse de se soustraire. Il se retira, avec Larob[erie]

écrivit à Hoche : « Charette est entre nos mains !... Je te félicite, mon cher général. En vérité, nous sommes comme des fous depuis cette bonne nouvelle. » Le général Hédouville mandait au directoire : « Vous ne pouviez conférer plus à propos le grade de général de brigade à l'adjudant-général Travot ; je lui remettrai ses lettres de service lorsqu'il amènera Charette. » « Ce jour de triomphe pour la république, est aussi celui de la reconnaissance nationale envers ses défenseurs, disait le directoire, en félicitant Travot de sa victoire ». 1796—an iv Vendée.

Ceux qui conduisirent Charette à Angers, n'eurent pas pour lui autant d'égards que le général Travot. Traîné de ville en ville avec une insultante barbarie, maltraité par la soldatesque qui l'entourait, offert à l'avide curiosité du peuple, affaibli par la quantité de sang qui sortait de ses blessures, il ne put s'empêcher d'être sensible à cet état d'ignominie. « Si vous étiez tombé en mon pouvoir, je vous aurais fait fusiller sur-le-champ, » dit-il au général qui commandait son escorte. Mais celui-ci obéissait à des ordres supérieurs. Après quelques heures de repos à Angers, Charette fut embarqué de nuit sur un bateau, pour être conduit à Nantes. Il y avait tout le long de la Loire, et de lieue en lieue, des chaloupes canonnières qui tiraient lors de son passage. « Voilà, dit-il, qui est bien impolitique. » En effet, il s'était flatté que les royalistes, cantonnés sur les rivages du fleuve, feraient une tentative pour le délivrer ; son attente fût trompée : le vicomte de Scépeaux, qui les commandait, n'eut pas, dit-on, connaissance de son passage. D'ailleurs, les coups de canon tirés par les chaloupes étaient autant de signaux pour avertir les colonnes républicaines qui pouvaient se trouver à portée de venir au secours ; et, en cas d'attaque, il y avait ordre de le tuer.

Charette arriva à Nantes le 27 mars, vers les onze heures

1796-an IV. Vendée.

républicains. Le chef vendéen eut enfin des soupçons sur la sincérité de Guesdon. Par son ordre, deux de ses chasseurs se déguisèrent en soldats républicains, et allèrent trouver le curé, lui demandant de la part du général Gratien, s'il savait où était Charette, et dans quel lieu il se retirait le plus habituellement. Guesdon leur donna tous les renseignemens qu'il pouvait avoir, et sur leur prière il écrivit au général Gratien pour l'instruire de tout ce qu'il savait.

Munis de cette preuve convaincante, les soldats royalistes retournèrent vers Charette. A la vue de l'écriture de Guesdon qui lui était bien connue, il entra dans un tel excès de fureur, que, suivant le rapport du général Travot, il partit lui-même, arriva de nuit chez le curé et le tua de sa propre main avec ses deux domestiques [1].

Resté seul avec un petit nombre de volontaires et d'amis fidèles, Charette leur dit : « Nous sommes trahis, vendus : vous n'avez plus d'espoir qu'en vous confondant dans la foule. Qu'aucune considération ne vous arrête donc. Pour moi, lié par serment à mon roi, je ne puis quitter mon poste sans son ordre, et ma religion me prescrit d'attendre ma destinée. Résigné aux décrets de la Providence, je me défendrai en soldat, et mourrai en chrétien. » Tous jurèrent de ne pas l'abandonner ; mais il ne pouvait plus cacher sa marche. Un jour qu'il arrivait sur la lande de la Grestière, commune de Saint-Christophe-du-Ligneron, une femme alla le dénoncer à l'adjudant-général Travot, qui se mit à sa poursuite et l'atteignit au village de la Chauvière, dans la commune de Froidefond. De deux cents hommes qu'il avait avec lui, cinquante furent tués, le reste fut dispersé et la cavalerie entièrement détruite, à l'exception de

[1] L'historien de Charette, Le Bouvier-Desmortiers, veut justifier son héros de cette imputation, et prétend que Guesdon fut tué par les mêmes soldats qui avaient été chez lui pour l'éprouver. Mais les raisonnemens de ce biographe ne nous paraissent pas suffisans pour démentir l'assertion du général Travot.

rette entendit sans trouble et sans émotion l'arrêt de sa mort auquel il était résigné depuis long-temps. Son dernier désir, à ses derniers momens, fut de voir sa sœur mademoiselle Charette de la Gaucherie, et une autre de ses parentes. Le général Duthil eut la barbarie de lui refuser cette grâce suprême. Alors il se rejeta dans le sein de la religion, dernière et sublime consolation que l'homme ne peut point enlever à l'homme. Charette témoigna le besoin de se confesser à un prêtre non assermenté. « Choisissez-le, lui dit-on. » Mais la crainte de compromettre celui qu'il aurait nommé, l'en empêcha. Il se décida à faire appeler le curé de la paroisse de Sainte-Croix, nommé Guibert, qui déjà avait exercé le même ministère auprès du chevalier de la Colinière, son parent.

1796-an IV. Vendée.

En entrant dans sa prison, le 29 mars, le curé Guibert lui dit : « Je viens, monsieur, dans le moment cruel où vous vous trouvez, vous offrir les consolations de la religion. — C'est pour cela que je vous ai fait demander, répondit Charette. » Alors, à l'exemple des anciens preux dont il avait cherché à suivre les traces, le chef vendéen se mit à genoux et se confessa près de deux heures dans cette situation. « Vous devez être fatigué, lui dit le ministre de l'évangile, asséyez-vous. » De temps en temps, agité par l'inquiétante idée qu'en un moment l'éternité allait s'ouvrir pour lui, Charette se levait précipitamment, marchait à grands pas et revenait auprès du prêtre avec le calme d'une douce espérance dans la miséricorde divine.

Cependant le moment fatal approchait ; les tambours battaient. Les généraux, les états-majors, les troupes de ligne, la garde nationale, tout était sous les armes. Un peuple immense, composé de citadins et d'une foule prodigieuse d'étrangers, accourue pour assister à l'affreux spectacle de la mort d'un homme célèbre, bordait les rues, garnissait les fenêtres et remplissait les places par où il devait passer. Enfin on le

1796-an IV. Vendée. eu le sublime dévouement de lui donner son chapeau et de prendre le sien garni du panache blanc qui le distinguait, en disant : « Ils me prendront pour vous ; ils me tueront et vous vous sauverez. » Le lâche Laroberie qui avait suivi les républicains et leur servait de guide, arrivait à ce moment, et n'eut pas de peine à reconnaître la méprise. « Ce n'est pas celui-là, s'écria-t-il, c'est l'autre qui a le pantalon gris. » Le déserteur allemand tomba mort percé de plusieurs balles.

Enfin, après quatre heures de poursuite et d'un feu continuel dirigé sur lui et sa petite troupe, Charette, baigné dans son sang, tomba de lassitude et d'épuisement. Son domestique nommé Bossard, voulant le relever, reçut un coup de feu et tomba mort sur lui. Un dernier Vendéen qui restait auprès de lui voulut le charger sur son dos et l'emporter à travers le bois. Mais déjà les grenadiers républicains s'étaient élancés sur ses traces. Charette, saisi par eux, fut conduit au général Travot, auquel, suivant l'historien Beauchamp, il voulut offrir sa ceinture remplie de pièces d'or. « Gardez votre or, répondit Travot : je vous ai arrêté, je suis satisfait. — Brave homme, répliqua Charette, je voudrais vous offrir le sabre monté en or que m'a envoyé l'Angleterre ; mais je compromettrais la personne à qui je l'ai confié [1]. »

Le général Travot fit transporter le général vendéen au château de Pont-de-Vic, et le traita avec tous les égards dus au malheur. C'est un hommage que les relations royalistes même se sont plues à rendre au général Travot. Charette fut conduit le lendemain à Angers.

La mort de Stofflet n'avait pas produit une grande sensation. « La prise de Charette causa une espèce de délire et répandit partout une joie universelle. Le général Grigny

[1] Le Bouvier-Desmortiers prétend encore, mais sans en fournir de preuves suffisantes, que ces derniers détails sont apocryphes. Nous ne pouvons pas, au surplus, prendre sur nous d'en garantir l'authenticité.

lui refuser des larmes [1]. Son corps fut enterré dans un des cimetières de la ville de Nantes, parmi ceux des soldats qui mouraient dans les prisons et dans les hôpitaux. Sa cendre repose mêlée et confondue avec celle de ses ennemis, dont les noms, perdus comme eux dans la poussière, sont déjà condamnés à l'oubli, tandis que le sien restera célèbre dans l'histoire de nos troubles civils.

Charette, avec de grands talens, eut aussi des défauts remarquables qui se balançaient continuellement et faisaient de lui comme deux hommes distincts l'un de l'autre. Ses qualités développées chez lui avec excès, l'emportèrent trop souvent au-delà des bornes de la prudence, et furent trop de fois funestes à son parti, pour qu'on ne le blâme pas de n'avoir point su maîtriser lui-même la fougue de son caractère. Intrépide et brave dans les combats, il fut cruel et féroce dans la victoire. C'est lui qui, le premier, après la prise de Machecoul, donna le signal de ces massacres et de ces terribles représailles auxquels, malgré nous, nous avons été forcés de faire allusion dans nos récits. Fier et superbe, il sacrifia trop à l'orgueil et à l'ambition dont son âme était dévorée. La mort de l'infortuné Marigny et le supplice de son lieutenant Joly, son obstination à séparer ses intérêts de ceux de la grande armée vendéenne dans la première période de la guerre, la haine qu'il porta à tous les généraux royalistes et en dernier lieu à Stofflet qui la lui rendait bien, sont des taches dans une vie dont le cours eût peut-être toujours été glorieux, si les circonstances n'eussent pas laissé à son caractère, naturellement impérieux et dominateur, la facilité de paraître dans toute son énergie. Quoi qu'il en soit, Cha-

[1] Le jour de sa mort, des hommes de tous les partis étant dans une auberge, plusieurs se répandirent en invectives et en imprécations contre lui. Des volontaires républicains leur imposèrent silence par ces paroles : « Citoyens, Charette est mort ; c'était un brave ; n'en dites pas de mal. »

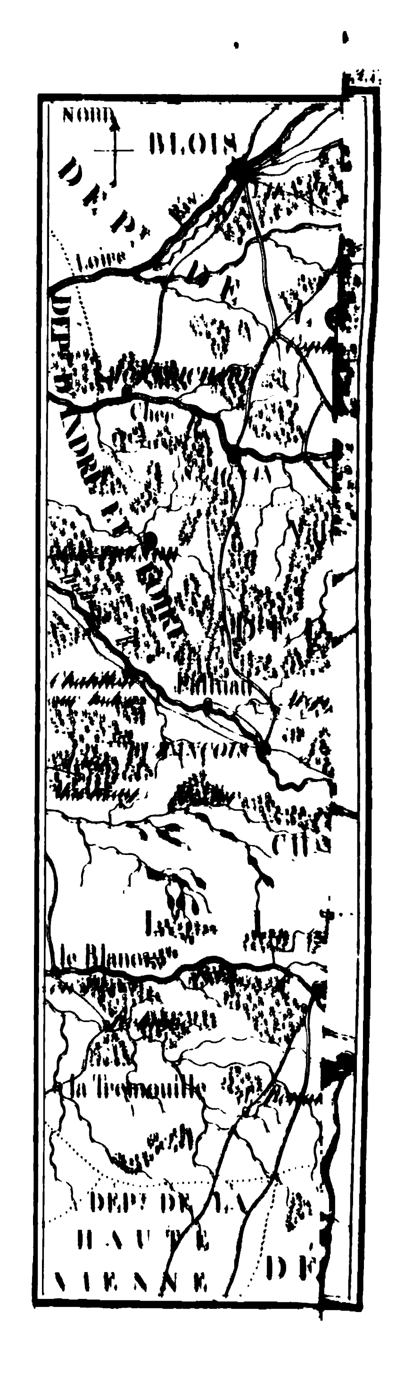
1796-an IV. Vendée.

rette, par sa bravoure et ses talens dans le genre de guerre adopté dans la Vendée, par son invariable attachement à la cause qu'il avait embrassée, par ses succès remportés sur les républicains avec des poignées de soldats, par sa ténacité à ne jamais s'écarter de la route qu'il s'était tracée, et surtout par sa mort, aura un nom célèbre dans la postérité, et on le citera en exemple à tous ceux qui, comme lui, voudront s'armer contre les tyrans de leur patrie.

Ce fut au reste pour les deux partis un grand événement que la mort de Charette, regardée comme la ruine de l'un et le triomphe complet de l'autre; les républicains, non contens de l'avoir tué, s'acharnèrent après sa mémoire, et s'efforcèrent, en le peignant sous de fausses couleurs, de le faire mourir tout entier. On voulut déshonorer jusques à sa fin si glorieuse, et on poussa la haine jusques à lui reprocher de n'avoir pas osé se donner la mort pour éviter l'infamie du supplice. Ces reproches ridicules ont été prodigués dans tous les temps aux hommes asses généreux pour se croire au-dessus du malheur. Que ne va pas chercher la haine, quand elle poursuit la célébrité! Si Charette se fût lui-même arraché la vie, on eût dit qu'il n'avait point le courage nécessaire pour lutter contre l'adversité. Mais si les républicains se vengèrent sur la mémoire du héros vendéen des maux qu'il leur avait causés pendant sa vie, les royalistes, de leur côté, l'exaltèrent outre mesure, et lui donnèrent une réputation colossale [1].

[1] A cette époque, où la presse était libre, on vit des écrivains faire publiquement à Paris l'éloge d'un homme qui avait été le plus fier ennemi de la république. Pour donner à nos lecteurs une idée de ces panégyriques, nous finirons cet épisode de la guerre de la Vendée, par la citation d'un passage que nous puisons dans le *Bulletin politique de Paris et des départemens*.

« Charette est mort, disait le rédacteur du journal, quelque temps après le supplice du guerrier vendéen; Charette est mort, et, suivant l'usage, la tourbe


NORD
BLOIS
Loire
Cher
le Blanc
la Tremouille
DEPT DE LA
HAUTE
VIENNE

Nouveau plan d'insurrection organisé par le comte de Rochecotte; révolte dans le Berri; occupation de Sancerre par les royalistes; combats de Sens-Beaujeu et de Palluau, etc., etc.[1]. — Nous venons de retracer la mort de Charette, et d'annoncer, qu'avec lui allait presque cesser la guerre civile en France, et voilà que notre sujet nous amène sur un autre théâtre de troubles et de discordes. C'est à regret que nous allons encore parler des divisions intestines qui régnaient à cette époque, entre des citoyens qui auraient dû se réunir pour le bien général de la patrie. Mais l'effet ordinaire des révolutions est de causer des tempêtes conti-

1796-an IV. 9 avril. (20 germinal) Berri.

foule des écrivailleurs vendus ou à vendre s'empresse de charger sa mémoire des plus odieuses imputations. A les entendre, ce n'était qu'un scélérat, qu'un brigand, qu'un tyran ombrageux et farouche, toujours prêt à immoler ses propres partisans à sa sombre inquiétude; qu'un lâche qui n'a pas su se servir du glaive de Caton, pour ne pas tomber entre les mains d'un ennemi vainqueur. Que peut contre la gloire de cet homme célèbre l'acharnement de ces pygmées de la littérature? Qu'auront de commun leurs déclamations achetées, avec le jugement impartial de la postérité? Plus désintéressée, elle mettra le nom de Charette à côté de celui de Sertorius, et peut-être un jour que quelque nouveau Corneille honorera son génie en célébrant les travaux et la gloire du dernier des chevaliers français.

» En effet, il est vrai de dire qu'en détruisant Charette on a détruit la Vendée, et qu'en détruisant la Vendée, on a porté le dernier coup à la monarchie, car depuis long-temps Charette avait droit de dire :

Rome n'est plus dans Rome; elle est toute où je suis.

» J'ai dédaigné de répondre à toutes les injures prodiguées à la mémoire de ce grand homme; il en est une cependant qui mérite une réponse : c'est celle de n'avoir pas pu se soustraire au supplice par une mort volontaire. Hommes légers, inconséquens, vous auriez donc voulu que le chef de l'armée catholique eût démenti toute sa vie par une action que condamne la religion dont il fut le défenseur? »

[1] Journaux du temps. — Beauchamp. — Relation de l'insurrection du Sancerrois. — Relation manuscrite des troubles civils arrivés dans le Berri, en l'an IV (1796). — Mémoires manusc., etc.

1796—an IV. nuelles ; heureux le vaisseau de l'Etat quand il sait les surmonter toutes, et surgir enfin au port !
Berri.

Depuis la chute de Stofflet et la décadence graduelle du parti de Charette dans la Vendée, les agens des princes français s'étaient convaincus de l'impossibilité de rallumer la guerre civile dans cette contrée, tant qu'un général actif et entreprenant, tel que Hoche, y dirigerait les opérations militaires; leurs vues, ou plutôt leurs vœux, se tournèrent donc d'un autre côté. Des démarches avaient eu lieu pour rendre quelque énergie aux chouans de la Normandie, du Morbihan et des autres départemens de la Bretagne; mais déjà Hoche menaçait de porter dans ces provinces ses troupes victorieuses, et la terreur qu'inspirait le général républicain faisait craindre que ces efforts fussent encore inutiles.

Au lieu donc de s'occuper du soin d'organiser, dans les pays occupés par les chouans, une résistance capable d'arrêter le général Hoche, les agens du roi avaient résolu, dans la vue des intérêts de ce monarque, de chercher à insurger des provinces où l'absence des forces républicaines leur donnait l'espoir de quelques chances de succès. A leur tête était, dans ce moment, le comte de Rochecotte [1], gentilhomme de la Touraine, qui, après avoir émigré, était rentré en France et brûlait du désir de se venger des hommes qui l'avaient forcé de quitter sa patrie. Jeune, actif, plein d'énergie et royaliste enthousiaste, il avait formé le plan d'une vaste insurrection qui devait embrasser le centre de la France, et se rattacher aux forces chouannes de la Bretagne et de la Normandie. Commençant par le Maine, cette insurrection devait ensuite s'étendre dans la Touraine, l'Orléanais et le Berri, remonter ensuite par le Bourbonnais et l'Auvergne, et s'avancer jusques à Besançon, dans la Franche-Comté. Là,

[1] Condamné à mort et fusillé à Paris, vers la fin de 1798.

le prince de Condé s'avançant tout-à-coup de la frontière, avec son corps d'armée, devait opérer sa jonction avec un chef nommé le comte de Besignan, qui, ayant un grand nombre de partisans dans cette ville, promettait de livrer au prince la citadelle. 1796-an IV. Berri.

Ce plan gigantesque, et d'une exécution si difficile, avait cependant été présenté aux princes français, qui l'avaient approuvé. C'était à l'époque où les intrigues ourdies avec le général Pichegru donnaient aux royalistes l'espoir d'avoir enfin à leur disposition une armée républicaine, et cette circonstance, en flattant leurs vœux les plus chers, les portait à se dissimuler tous les obstacles qui pouvaient rendre nulle une aussi immense entreprise. Vainement même les promesses du général Pichegru étaient restées sans effet; on s'était si bien habitué à l'espérance de réussir, que les événemens de la fin de l'année 1795 n'avaient pu apporter aucun changement à un plan dont l'exécution semblait désormais le seul moyen de ranger la France sous l'autorité des Bourbons. Le comte de Rochecotte s'était rendu à Paris, et c'est dans cette ville qu'il s'était principalement occupé de l'organisation de ce grand plan d'insurrection. Des chefs avaient été nommés, et Rochecotte les envoya dans les provinces qui leur avaient été assignées. Les mois d'hiver devaient être employés à faire les préparatifs nécessaires, à gagner des partisans de la royauté, et à trouver des hommes capables de commander en second. Au printemps, l'insurrection devait éclater, et le signal devait être la nouvelle apparition du comte d'Artois sur les côtes de l'Ouest.

Des effets ne tardèrent pas à suivre la conception de ce nouveau plan de soulèvement. Au grand étonnement de toute la France, on vit la province la mieux connue par le caractère paisible de ses habitans, donner le signal de l'insurrection projetée. Les paysans du Berri, excités par leurs prêtres et leurs

1796—an IV. Berri.

anciens seigneurs, fatigués de voir leurs enfans et leurs proches incessamment requis pour marcher aux frontières, recueillir une gloire dont ils étaient peu soucieux, se liguèrent en grande partie, et s'organisèrent sous la conduite de quelques royalistes du pays, et de six émigrés envoyés par Rochecotte et les autres agens des princes. Le soulèvement général devait commencer aux environs de Châteauroux et de Sancerre, se propager ensuite jusques à Vendôme, pour tendre la main aux royalistes de l'Ouest et se communiquer depuis Orléans, jusques aux montagnes de l'Auvergne, en remontant la rive gauche de la Loire. La jonction des armées insurrectionnelles, une fois opérée, toutes les forces royalistes se seraient portées sans obstacle aux portes de la capitale; mais ce vaste plan échoua par l'un de ces hasards qui renversent si souvent les projets les mieux conçus.

Un émigré, nommé Phélippeaux, qui se disait parent de l'archevêque de Bourges, de ce même nom, et par conséquent de la famille de l'ancien duc de la Vrillière[1], et qu'une relation manuscrite que nous avons sous les yeux, qualifie de lieutenant-général du prince de Condé, avait été envoyé par le comte de Rochecotte, pour régler et organiser cette insurrection du Berri. Phélippeaux s'était adjoint un jeune homme du département de la Nièvre, que sa haine profonde pour toutes les institutions républicaines, et son dévouement aux anciens principes de la monarchie, avaient fait connaître avantageusement de tous les royalistes du Nivernais et du Berri. Ce jeune homme était Hyde de Neuville[2], qui depuis, de-

[1] C'est le même Phélippeaux qui tira le commodore sir Sidney Smith de la prison du Temple, et qui, après avoir suivi cet officier anglais en Syrie, mourut à Saint-Jean-d'Acre, après le siége de cette place, en 1799.

[2] Hyde de Neuville était né à la Charité-sur-Loire, où son père, Anglais d'origine, avait établi une manufacture de boutons, [illegible] voit encore dans la ville. Le sang britannique qui coulait dans ses veines ne lui avait point in-

ouver, par l'exil, son amour pour la famille des Bourbons. 1796—an iv.
es deux agens du comte de Rochecotte s'étaient particulière- Berri.
ent réservé le soin de diriger la rebellion dans cette partie
u Berri, qui s'étend depuis Bourges jusqu'à la Loire; tan-
is qu'un autre émigré, nommé Dupin, et connu parmi les
iens sous le sobriquet de *Fauconnet*, devait présider l'insur-
ection dans cette autre partie du Berri, qui composait alors,
omme aujourd'hui, le département de l'Indre.

Aux paysans berrichons, les chefs du soulèvement avaient
u soin d'adjoindre les déserteurs des troupes républicaines qui
venaient se réfugier dans les forêts dont la Loire est bordée,
depuis Orléans jusques à Nevers. Gagnés par l'espérance de
voir bientôt s'établir un gouvernement qui ne les forcerait
pas à porter les armes contre leur gré, ces déserteurs s'étaient
décidés à servir une cause pour laquelle la plupart d'entre
eux avaient d'ailleurs peu d'attachement. Mais les chefs
royalistes désiraient beaucoup les voir se fixer sous leurs dra-
peaux, parce qu'ils trouvaient en eux des hommes déjà ins-
truits dans le service militaire : ils se flattaient d'en tirer
un grand secours pour exercer au maniement des armes et

de tendance vers ces idées de liberté qui alors étaient générales en France. Après avoir montré une opposition constante au gouvernement républicain, après avoir pris part à presque tous les complots formés pour le renverser, il fut enfin forcé de quitter la France, en 1805, et se retira aux États-Unis d'Amérique, où il resta jusques en 1814. Son séjour sur la terre de l'indépendance fut encore impuissant pour affaiblir l'exagération de ses principes monarchiques. Nommé membre de la chambre des députés, en 1815, il s'y distingua par des sorties violentes contre les hommes et les institutions de la révolution. Orateur plus fougueux qu'éloquent, il appuya successivement toutes les mesures de rigueur proposées à la chambre, et mit son ambition à briller par son exaltation parmi les membres de cette partie de l'assemblée, désignée par l'épithète d'*ultra-royaliste*. Cependant il fut nommé, en janvier 1816, ministre plénipotentiaire de France, auprès de la république fédérative des États-Unis d'Amérique. M. Hyde de Neuville occupait encore ce poste à la fin de 1817.

1796-an IV. Berri.

aux évolutions guerrières, les paysans des villages où ils avaient des partisans.

Les deux chefs principaux, Dupin et Phélippeaux, s'occupaient activement de leur projet de soulèvement. Déjà un grand nombre de communes ou paroisses, avaient promis de se lever en masse et d'arborer les couleurs blanches. A un signal convenu, le tocsin devait se faire entendre dans toutes les communes, et les habitans s'armer pour se réunir. Mais en attendant que leur parti eût acquis toute la force et la consistance dont ils le croyaient susceptible, Phélippeaux et Dupin s'empressèrent de choisir les chefs qui devaient commander ces bandes non encore enrégimentées. Les noms des hommes désignés par Dupin, ne sont point parvenus jusques à nous. Le manuscrit dont nous avons déjà parlé, nous met à même de citer ceux des royalistes qui devaient composer l'état-major du Haut-Berri. C'étaient Phélippeaux lui-même, général en chef de l'armée royale et catholique du Berri (tel était le nom, qu'il donnait par avance, à une réunion de paysans à peine encore instruits de ce qu'ils devaient faire); de Bonnetat, chevalier de Saint-Louis, commandant ou colonel; Derrigaux, commandant; Deboulinard, commandant; Buchet-Martigny, adjudant-major et secrétaire; Rosticelly aîné, Bezard, Desziens, Michel, Bataille, Grangier, Guillonnet, Duchalais d'Orléans et Ducorps, ancien garde-du-corps du roi, avaient rang de capitaines; Rosticelly cadet, Bouin, de Cencière aîné et Desjardins d'Orléans, étaient lieutenans; Sémelé devait exercer les fonctions de chirurgien-major, et Dalligny celles de chirurgien en second; enfin, Buchet aîné, curé de village, et le prêtre Godin, étaient premier et second aumôniers.

Après avoir arrêté la composition de cet état-major improvisé (tous les noms que nous venons de citer appartenaient à des nobles ou à de bons bourgeois du Berri, dont la plupart n'avaient pas la moindre idée du métier des armes), Phélip-

peaux fit distribuer à tous les membres une proclamation du roi, afin qu'ils pussent la faire publier dans toutes les communes qui devaient participer à l'insurrection. Cette proclamation, que Phélippeaux avait fait imprimer secrètement, offrait les passages suivans, trop remarquables pour que nous ne nous fassions pas un devoir de les citer : 1796—an iv. Berri.

« Louis, par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre, à tous nos sujets, salut :

« En vous privant d'un roi qui n'a régné que dans les fers [1], mais dont l'enfance même vous promettait le digne successeur du meilleur des rois, les impénétrables secrets de la Providence nous ont transmis avec sa couronne la nécessité de l'arracher des mains de la révolte, et le devoir de sauver la patrie, qu'une révolution désastreuse a mise sur le penchant de sa ruine.

« Cette funeste conformité entre les commencemens de notre règne et du règne de Henri iv nous est un nouvel engagement de le prendre pour modèle ; et, imitant d'abord sa noble franchise, notre âme toute entière va se dévoiler à vos yeux. Assez et trop long-temps nous avons gémi des fatales conjonctures qui tenaient notre voix captive ; écoutez-la, lorsque enfin elle peut se faire entendre. Notre amour pour vous est le seul sentiment qui nous inspire ; la clémence est pour notre cœur un besoin que nous nous hâtons de satisfaire ; et puisque le ciel nous a réservé, à l'exemple du Grand-Henri, pour rétablir dans notre empire le règne de l'ordre et des lois ; comme lui, nous remplirons cette sublime destinée, à l'aide de nos fidèles sujets.

..... « Une terrible expérience ne nous a que trop éclairés sur vos malheurs et sur leurs causes. Des hommes impies et factieux, après vous avoir séduits par de mensongères décla-

[1] Le jeune Louis xvii, mort dans la prison du Temple.

1796-an IV. Berri. mations, et par des promesses trompeuses, vous entraînèrent dans l'irreligion et la révolte. Depuis ce moment, un déluge de calamités a fondu sur vous de toutes parts. Vous fûtes infidèles au Dieu de vos pères, et ce Dieu, justement irrité, vous a fait sentir tout le poids de sa colère; vous fûtes rebelles à l'autorité qu'il avait établie pour vous gouverner, et un despotisme sanglant, une anarchie non moins cruelle, se succédant tour-à-tour, vous ont sans cesse déchirés avec une fureur toujours renaissante.....

..... « On a ébranlé, abattu les autels de votre Dieu, le trône de votre roi, et vous avez été malheureux. Ainsi, l'impiété et la révolte ont causé tous vos tourmens : pour en terminer le cours, il faut en tarir la source, il faut renoncer à la domination de ces usurpateurs fourbes et cruels qui vous promettaient le bonheur, mais qui ne vous ont donné que la famine et la mort. Nous voulons vous délivrer de leur tyrannie; elle vous a fait assez de mal pour vous inspirer enfin la résolution de vous y soustraire.

« Il faut revenir à cette religion sainte, qui avait attiré sur la France les bénédictions du ciel : nous voulons relever ses autels; en recommandant la justice aux souverains, et aux sujets la fidélité, elle maintient le bon ordre et assure le triomphe des lois; elle produit la félicité des empires.

« Il faut rétablir ce gouvernement, qui fut pendant quatorze siècles la gloire de la France et les délices des Français; qui avait fait de notre patrie le plus florissant des Etats, et de vous-mêmes le plus heureux des peuples : nous voulons vous le rendre. Tant de révolutions qui vous déchirent, depuis qu'il est renversé, ne vous ont-elles pas convaincu qu'il est le seul qui vous convienne?

« Et, ne croyez pas ces hommes perfides et ambitieux qui, pour vous éloigner de notre personne, vous peignent le fils de vos rois, et tous ceux qui l'ont accompagné sur la terre de l'exil,

comme dévorés de la soif coupable de la vengeance. La clémence des Bourbons n'est-elle pas connue de toute la France? Un père ne saurait se résoudre à châtier trop sévèrement ses enfans, et votre roi répond de tous ceux qu'il ramenera avec lui dans le sein de notre belle patrie. Trop heureux de n'avoir jamais suivi que cette ligne droite indiquée par leur conscience et leur devoir, ils ne sauront que plaindre les hommes qui n'auront pas su les imiter; et la vertu inaltérable qu'ils ont opposée au torrent de la corruption ne sera pas flétrie par des animosités personnelles. 1796-an IV. Berri.

« Ces ministres d'un Dieu de paix, qui ne se sont dérobés aux violences de la persécution que pour vous conserver la foi, remplis du zèle qui éclaire, de la charité qui pardonne, enseigneront, par leurs exemples autant que par leurs discours, l'oubli des injures et le pardon de ses ennemis. Pourriez-vous craindre qu'ils ternissent l'éclat immortel que leur conduite généreuse et le sang de tant de martyrs ont répandu sur l'Église gallicane! Nos cours de magistrature qui se sont toujours distinguées par leur intégrité dans l'administration de la justice, donneront l'exemple de la soumission aux lois dont elles sont les ministres: inaccessibles aux passions que leur devoir les porte à réprimer, elles assureront, par une fermeté impartiale, l'effet des sentimens que la clémence nous inspire.

« Cette noblesse qui n'a quitté sa patrie que pour la mieux défendre; qui n'a tiré l'épée que dans la ferme persuasion qu'elle s'armait pour la France et non contre elle; qui vous tend une main secourable alors même qu'elle est obligée de vous combattre; qui aux fureurs de la calomnie oppose sa constance dans l'adversité, son intrépidité dans les combats, son humanité dans la victoire, son dévouement à l'honneur; cette noblesse qu'on s'efforce de mettre en butte à votre haine, n'oubliera pas que le peuple doit trouver en elle sa lumière, son secours, son appui. Elle mettra sa gloire dans la magna-

1796-an IV. Berri. nimité; elle illustrera tant de sacrifices qu'elle a faits, par le sacrifice de tous ses ressentimens : et cette classe d'émigrés, qui sont ses inférieurs par la naissance, mais ses égaux par la vertu; ces bons Français dont la fidélité est d'autant plus recommandable à nos yeux qu'ils avaient plus de séductions à vaincre, témoins non suspects de ses sentimens généreux, en seraient, s'il était nécessaire, les garans auprès de vous.

« Qui oserait se venger quand votre roi pardonne ?

« Mais la clémence qui signalera les premiers jours de notre règne sera inséparable de la fermeté. Notre amour pour nos sujets nous engage à être indulgent : le même motif nous apprend à être juste. Nous pardonnerons donc sans regret à ces hommes si coupables qui ont égaré le peuple; nous traiterons avec une rigueur inexorable ceux qui désormais tenteraient de le séduire; nous tendrons les bras aux rebelles que la confiance et le repentir ramèneront à nous; s'il en est qui s'obstinent dans la révolte, ils apprendront que notre clémence s'arrête au terme marqué par la justice, et que la force saura réduire ceux que la bonté n'aura pu gagner.

« Le trône que deux fois la révolution a privé du souverain qui l'occupait, n'est pas pour nous un objet d'ambition et de jouissance. Hélas! fumant encore du sang de notre famille, et tout entouré de ruines, il ne nous promet que des souvenirs douloureux, des travaux et des peines.

« Mais la Providence nous ordonne d'y monter; et nous savons lui obéir : nos droits nous y appellent, et nous saurons les défendre : nous pourrons y travailler au bonheur de la France; et ce motif enflamme notre courage. Si nous sommes réduits à le conquérir, plein de confiance dans la justice de notre cause et dans le zèle des bons Français, nous marcherons à sa conquête avec un zèle infatigable et d'un pas intrépide : nous y marcherons, s'il le faut, à travers les cohortes des rebelles et les poignards des assassins. Le Dieu de saint Louis,

ce Dieu que nous prenons à témoin de la pureté de nos vues sera notre guide et notre appui ». 1796-an IV. Berri.

Le reste de cette proclamation vigoureuse de Louis XVIII était un appel à tous les Français restés fidèles à la cause de l'autel et du trône, pour se réunir franchement et disputer, les armes à la main, la suprême autorité alors possédée par le directoire républicain. Le roi de France, afin de les engager plus fortement à se lever en sa faveur, leur citait l'exemple magnanime des généreux Vendéens, et finissait par faire à ceux-ci un hommage public de sa royale reconnaissance. « Et vous, disait-il, invincibles héros, que Dieu a choisis pour être les restaurateurs des autels et du trône, et dont la mission est attestée par une multitude de prodiges; vous dont les mains triomphantes et pures ont entretenu au sein de la France le flambeau de la foi et le feu sacré de l'honneur; vous que notre cœur a constamment suivis, auprès de qui nos vœux nous portaient sans cesse, qui fûtes toujours notre consolation et notre espoir, illustres armées catholiques et royales, dignes modèles de tous les Français, recevez les témoignages de la satisfaction de votre roi. Jamais il n'oubliera vos services, votre courage, l'intégrité de vos principes et votre inébranlable fidélité. »

Cette proclamation, répandue avec une grande profusion, ne tarda pas à engager un grand nombre de partisans secrets de la royauté à prendre parti dans l'insurrection. Le curé de Soesme, petit bourg de la Sologne, se distingua surtout par l'audace avec laquelle il prêchait presque ouvertement le soulèvement dans toutes les campagnes environnantes. Son influence sur l'esprit des habitans de ces contrées presque sauvages était tel, qu'il réussit à réunir à lui seul près de sept à huit cents hommes. D'autres émissaires parcouraient en même temps les différentes communes du Berri, visitaient pendant la nuit les habitans qui leur semblaient disposés à

1796—an IV. Berri. les écouter, et les préparaient à la révolte, en colportant les bruits les plus déraisonnables, mais d'autant mieux reçus par ces hommes simples et confians, qu'ils étaient plus absurdes. L'un de ces émissaires, déserteur allemand, et nommé Michel, se faisait passer pour un prince étranger, et, par cette ridicule imposture, gagnait plus de partisans qu'il ne l'eût pu faire par les meilleurs motifs possibles.

Les nouvelles annoncées par ces émissaires de Dupin et de Phélippeaux, la hardiesse de leurs discours et de leurs promesses avaient fini par inspirer à leurs fauteurs une confiance presque sans bornes, et aux républicains la crainte de les voir réussir. Un grand nombre de ceux-ci commençaient à se persuader que la rentrée des Bourbons n'était ni impossible, ni éloignée. La conduite équivoque du directoire augmentait encore les craintes des uns et les espérances des autres. Faire entrevoir que la cause de la légitimité était maintenant la seule qui pût triompher, était déjà une victoire remportée par les royalistes. On se persuade facilement ce que l'on souhaite, et les chefs de l'insurrection berrichonne brûlaient déjà du désir de voir arriver le moment où, le tocsin avertissant toutes les communes, ils pourraient se mettre en campagne, et déclarer hautement leurs projets.

Mais l'insurrection partielle du Berri était subordonnée au mouvement plus général dont le comte de Rochecotte avait arrêté le plan. Les agens des princes dans les autres provinces comprises dans ce plan général, avaient été moins heureux que ceux qui étaient employés dans le Berri. Des secours d'hommes et de chevaux que les chefs de l'Orléanais devaient faire filer le long de la Loire n'étaient pas encore arrivés; des lettres du comte de Rochecotte annonçaient, il est vrai, que le marquis de Dujuglard avait déjà une force organisée dans le Vendômois; mais elles demandaient en même temps qu'on reculât la levée de boucliers du Berri jusques au commen-

bandes qui, prenant des chemins différens, devaient se présenter en même temps aux portes de Sancerre. Cette mesure adroite réussit ainsi qu'il se l'était proposé. Sancerre était entièrement dépourvue de toute espèce de moyens de défense. Un grand nombre des habitans était connu pour être secrètement attaché à la cause royale. Au moment donc où les divers détachemens des insurgés parurent à la vue des remparts de la ville, les autorités républicaines se trouvèrent dans le plus grand embarras. Mettre sur pied la garde nationale, et s'en servir pour opposer aux assaillans de la résistance, pouvait devenir dangereux pour eux-mêmes, et causer le pillage de la ville et peut-être l'incendie de leurs maisons. D'ailleurs, les bruits colportés par les émissaires des insurgés, et les nouvelles alarmantes inventées par eux, étaient parvenus jusques à Sancerre. On doutait si le directoire ne serait pas renversé, et si Louis XVIII ne remonterait pas sur son trône. Afin donc de mettre à couvert leurs divers intérêts, les autorités républicaines de Sancerre s'arrêtèrent à une mesure mitoyenne. Ils résolurent de faire assez de résistance pour se justifier aux yeux de la république, si la république triomphait; et de laisser prendre leur ville, afin de s'en faire un mérite auprès du roi, si la cause de la légitimité l'emportait. En conséquence de cette détermination, les portes de Sancerre furent barricadées, quelques hommes furent placés de distance en distance sur les remparts, et deux canons non moins mauvais que ceux des royalistes, furent braqués à l'endroit où leur secours était presque inutile. A la première approche des soldats de Phélippeaux, les Sancerrois firent une décharge de cette misérable artillerie; quelques coups de fusil trop éloignés pour faire du mal, furent aussi tirés. Mais Phélippeaux ayant fait sommer la ville de se rendre, on vit tout-à-coup cesser ce simulacre de résistance. Les portes de Sancerre furent ouvertes, et les royalistes y firent

1798-an iv. Berri. où il faudra une valeur à toute épreuve. Ce n'est pas ainsi qu'il faut agir contre les républicains. Mais, nous le voyons bien, loin de vouloir nous sauver, vous êtes un jacobin, un espion de la république; vous voulez nous faire tous prendre; nous saurons y mettre bon ordre. »

Le cas était pressant; Bataille pouvait se repentir, tout déclarer aux autorités républicaines, et faire prendre Phélippeaux lui-même et les autres chefs des conjurés. Il fallait donc prévenir cette dénonciation, et céder à la volonté des déserteurs, ou être trahi par eux. L'ordre est aussitôt envoyé aux chefs royalistes, voisins de Jars, de rassembler leurs partisans pour venir se réunir aux déserteurs. En moins de six heures, mille hommes se trouvèrent au rendez-vous. Les déserteurs étaient environ cinq cents, et ces quinze cents royalistes s'ébranlèrent le 2 avril, à six heures du matin, et arrivèrent à Sury-en-Vaux, petite ville proche de Sancerre, avec laquelle ils avaient des intelligences secrètes, dont les principaux habitans s'étaient toujours montrés fermement opposés aux principes de la révolution, et où commandait Buchet-Martigny, l'un des plus audacieux chefs du parti royaliste berrichon.

Cette première troupe se grossit à Sury-en-Vaux de tous ceux que Buchet-Martigny avait d'avance enrôlés sous l'étendard de la royauté. Armés de piques, de fusils de chasse, de pistolets et même de fourches, de broches et autres instrumens hostiles, les insurgés du Berri, après s'être concertés entre eux, prirent la détermination de marcher sur Sancerre et de s'en emparer, s'il était possible. Deux mauvais canons, traînés par des chevaux de labour qui appartenaient à Buchet-Martigny, précédaient les royalistes, et augmentaient leur audace.

Afin de mieux assurer le succès de l'envahissement qu'il méditait, Phélippeaux partagea sa petite armée en plusieurs

Assise sur le sommet assez élevé d'une montagne qui domine tout le cours de la Loire, la ville de Sancerre était la position la plus avantageuse que pussent choisir des hommes qui voulaient organiser la guerre civile dans ces contrées. Elle donnait de grandes facilités pour s'emparer des villes importantes de Nevers, de la Charité, de Cosne, où se trouvait une magnifique fonderie d'objets d'artillerie ; et pour s'étendre dans le Nivernais, le Morvan et la Puisaye, pays fourrés, couverts de bois, entrecoupés de ruisseaux et de marécages, et qui présentaient conséquemment un terrain favorable pour entretenir une guerre de partisans. Une fois possesseurs du pont de la Charité dont Sancerre est voisin, et où Hyde de Neuville travaillait puissamment à former des intelligences, les royalistes se trouvaient maîtres des deux rives de la Loire et pouvaient remonter vers l'Auvergne, et descendre vers Orléans. Ils pouvaient dès-lors recevoir plus facilement les secours qu'on leur promettait de cette dernière ville, et lier leurs opérations avec celles de la grande insurrection, dont s'occupait toujours le comte de Rochecotte. En gardant la position de Sancerre et cherchant à s'y fortifier, Phélippeaux aurait donc fait preuve de talens militaires et démontré qu'il était digne de devenir chef de parti. Il allait précisément prouver tout le contraire.

1798 — an VI. Berri.

En effet, au lieu d'appliquer tous ses soins à assurer sa conquête, ce chef inhabile se laissa séduire par l'ambition d'en faire une plus éclatante, mais moins solide. Il avait dans Bourges, capitale du Berri, des partisans assez nombreux. Trompé par les rapports inexacts qu'ils lui faisaient passer, Phélippeaux osa se flatter qu'il ne lui serait pas difficile de s'emparer de cette ville. Bourges, autrefois retraite des rois de France, dans leurs revers, eût été, il est vrai, une possession d'autant plus avantageuse aux royalistes de Phélippeaux, qu'ils trouvaient par là le moyen de se rapprocher de

1796—an IV. Berri. Dupin, occupé lui-même à insurger le département de l'Indre. Mais pour s'emparer d'une cité aussi populeuse, chef-lieu d'un département, d'une division militaire, et qui renfermait dans son sein un grand nombre d'hommes dévoués à la république, il eût fallu à Phélippeaux plus de forces disponibles qu'il n'en avait; il fallait en outre supposer que les autorités républicaines qui siégeaient à Bourges, resteraient toujours dans l'apathie trompeuse où les royalistes les croyaient plongées. Tel était pourtant l'aveuglement de Phélippeaux, qu'il ne fit attention à aucune de ces considérations, et commit la sottise d'abandonner une conquête certaine, pour chercher à réaliser des espérances illusoires et chimériques. Le 8 avril, il évacua Sancerre et vint camper à Sens-Beaujeu, bourg situé à trois lieues de cette dernière ville, au milieu d'un pays dont les terres grasses et les chemins mal tracés à travers des bois épais, rendaient l'approche et la sortie également difficiles. Il devait de là se diriger sur Bourges, avec sa troupe divisée en trois colonnes.

Mais tandis que Phélippeaux, égaré par son ambition, méditait ainsi l'occupation de la capitale du Berri, et fondait ses espérances sur la prétendue apathie des républicains; ceux-ci faisaient, au contraire, les préparatifs les plus actifs pour renverser des projets dont ils avaient depuis long-temps la connaissance. Au premier bruit des mouvemens des paysans berrichons, le directoire avait donné au général Hoche, l'ordre de faire filer des troupes dans le Berri, afin de rétablir promptement la tranquillité prête à être troublée dans ces contrées. Hoche avait, en conséquence, envoyé trois mille hommes avec des canons, sous le commandement des deux généraux Canuel [1] et Devaux, qui déjà avaient donné de

[1] C'est le même qui depuis montra son dévouement à la cause royale dans la

nombreuses preuves de leur zèle et de leur dévouement pour la cause de la république, dans la guerre de la Vendée. Des grenadiers et des chasseurs à cheval partis d'Orléans, et quinze cents hommes, tant d'infanterie que de cavalerie envoyés de Paris, étaient déjà parvenus à leur destination. En même temps, l'administration du département de la Nièvre faisait border la Loire de troupes et de canons, et se concertait dans ses mouvemens, de la manière la plus énergique, avec les généraux Desenfant, Canuel et Devaux, réunis à Bourges. Les gardes nationales des trois départemens du Cher, de la Nièvre et de l'Indre, avaient en outre l'ordre de se tenir prêtes au premier signal. Tout était donc disposé pour écraser les royalistes, et les généraux républicains se trouvaient des forces redoutables, dans l'instant même où les insurgés se flattaient de les surprendre.

1796-an IV. Berri.

Tandis que le général Desenfant, qui commandait le département du Cher, envoyait un détachement suffisant pour s'opposer aux efforts de Dupin dans le département de l'Indre, il avait été décidé que le reste des troupes républicaines se mettrait en marche sur Sancerre, dont on ignorait encore l'évacuation. Le 9 avril, deux colonnes partirent de Bourges, pour cette expédition. La première, commandée par le général Canuel, se porta sur Sancerre, longeant la route de la Charité à Bourges, et passant par le bourg d'Azy. La seconde, aux ordres du général Desenfant, se dirigea sur Henrichemont; et là, se partagea en deux autres corps, dont l'un commandé par le général Devaux, marcha sur Villegenon: et l'autre sur Sens-Beaujeu, qu'on savait être occupé par les insurgés, mais qu'on ne savait pas être le lieu de campement de toute l'armée royale et catholique. Le général Canuel était

chambre des députés, dont il était membre pendant la session de 1815; le même qui présida le conseil de guerre par lequel fut jugé le général Travot, à la même époque, et qui a commandé ensuite à Lyon.

1796-an IV. Berri. arrivé le premier à Sancerre, qu'à son grand étonnement, il avait trouvé évacué. Instruit que les paysans berrichons étaient à Sens-Beaujeu, et craignant que le général Desenfant ne fût pas en force pour les attaquer, il se dirigea sans s'arrêter sur le point indiqué. Les deux colonnes républicaines arrivèrent à Sens-Beaujeu, presque en même temps au milieu de la nuit.

Phélippeaux n'avait pas tardé à se repentir d'avoir abandonné Sancerre; car les hommes mêmes qui l'avaient engagé à se porter sur Bourges, l'avaient presque aussitôt instruit des renforts survenus aux républicains, et des vigoureuses mesures que prenaient les autorités départementales pour faire cesser l'insurrection. Cependant, au lieu de retourner occuper Sancerre, il s'était obstiné à rester à Sens-Beaujeu. Peut-être qu'ayant négligé de fortifier cette première ville, il craignait d'y voir son parti détruit plus tôt qu'à Sens-Beaujeu, situé, ainsi que nous l'avons dit, dans un pays presque impraticable, où la fuite, en cas d'une défaite, serait pour ceux de son parti, beaucoup plus facile. Décidé à attendre les républicains dans sa position actuelle, Phélippeaux aurait dû au moins rassembler ses troupes et les serrer en masse; mais par une imprudence inconcevable, et qui prouve que ce chef était plus propre à ourdir une intrigue qu'à commander une armée, il avait au contraire dispersé ses soldats dans les villages environnans, et n'avait fait aucune disposition pour se défendre. Le désordre le plus absolu régnait dans l'état-major de Sens-Beaujeu. Le jeu et la table semblaient être la seule occupation de ces hommes qui voulaient renverser la république et rendre à Louis XVIII le trône de ses pères. A peine même s'ils avaient pris soin de placer autour d'eux quelques sentinelles; ils semblaient être dans la sécurité la plus complète, et la foudre républicaine était prête à les atteindre.

En effet, guidé par les patriotes de Sancerre, le général

Canuel avait marché toute la nuit. A onze heures et demie, sa troupe, que l'évacuation de Sancerre par les royalistes avait remplie d'une nouvelle ardeur, arrive à Sens-Beaujeu. Le bruit des chevaux des officiers républicains, le cliquetis des armes des soldats s'avançant à travers les ténèbres d'une nuit obscure, réveillent en sursaut quelques royalistes qui, à demi endormis encore, et à moitié habillés, parviennent seulement alors à se réunir. Au *qui vive?* demandé par eux, les républicains répondent *royalistes*, et s'approchent, en trompant ainsi leurs adversaires; mais à peine sont-ils à portée, qu'une violente décharge de mousqueterie vient tirer les royalistes de leur erreur et leur annoncer à quels ennemis ils ont à faire. La détonation des armes à feu et les cris de *vive la liberté! à bas les royalistes!* poussés dans l'obscurité par les républicains, ont achevé de réveiller les chefs des insurgés. Ils courent à leurs armes, ils rassemblent leurs soldats. Rosticelly l'aîné, le plus brave d'entre eux, s'élance à moitié vêtu, renverse plusieurs républicains et donne à quelques royalistes le temps de venir le secourir.

1796 – an IV. Berri.

Sa résistance contenait un peu les assaillans, lorsque atteint d'une balle au front, il tombe et meurt en criant : *vive le roi!* Son jeune frère veut au moins le venger, et le remplace à la tête des Berrichons. Efforts inutiles. Dans ce moment de trouble et de terreur, encore augmenté par les ténèbres de la nuit, la colonne du général Desenfant venait d'arriver à Sens-Beaujeu, et attaquait en queue les royalistes, tandis que le général Canuel les pressait de front. L'épouvante est à son comble. « Nous sommes coupés! » Tel est le cri de détresse que poussent tous les vaincus. La fuite est bientôt la seule ressource qu'ils emploient pour échapper au danger. Tous ces soldats d'un moment, qui n'avaient qu'à jeter leurs armes rouillées et grossières, pour redevenir paysans, courent en foule se cacher dans les bois qui entourent Sens-Beaujeu; et,

1796—an IV. Berri. contens de ce premier essai de leur valeur, maudissent dans leur cœur les hommes qui les avaient engagés dans cette fatale échauffourée.

Cependant les républicains avaient cerné le bourg de Sens-Beaujeu, tandis qu'une partie d'entre eux pénétrait dans l'intérieur afin de se saisir des chefs qui pourraient s'y rencontrer. Dans ce moment était sur la place, monté sur un cheval, et couvert de ses habits sacerdotaux, Buchet-Perrière, frère aîné de Buchet-Martigny, major des insurgés, curé des environs, et premier aumônier de l'armée; il cherchait à rallier quelques royalistes effrayés, lorsque les républicains, qui arrivaient sur la place, l'étendirent mort à leurs pieds. La chute de Buchet fut le signal d'une déroute totale des royalistes; saisis comme d'une espèce de vertige, ils se précipitaient sans armes au milieu des bataillons républicains, qu'ils n'apercevaient point dans l'obscurité, et qu'ils s'efforçaient de traverser pour prendre la fuite : plaignant leur aveuglement, les soldats vainqueurs dédaignaient de les frapper. Enfin, après deux heures d'un combat honteux pour les chefs royalistes surtout, les républicains restèrent maîtres du village de Sens-Beaujeu.

Des patrouilles se répandirent alors dans les maisons, afin de les fouiller et d'arrêter tous ceux des insurgés qui s'y trouvaient; mais la plupart avaient pris la fuite, et bien peu d'entre eux tombèrent au pouvoir des républicains. Cependant le bruit s'étant répandu que le chef de l'insurrection, Phélippeaux, était encore dans le bourg, les républicains redoublèrent d'ardeur pour le découvrir. Un traître leur indique la maison de madame Gressin-Boisgirard, comme étant celle où s'était retiré Phélippeaux; ils s'y rendent aussitôt, la parcourent dans tous les sens, et ne découvrent encore personne : Phélippeaux, nu en chemise, venait d'en sortir, et s'était sauvé par une issue secrète qui conduisait hors du bourg.

Les républicains s'apprêtaient à quitter la maison, lorsque, par les soupiraux d'une cave qu'ils n'avaient point aperçue, ils entendent un bruit confus de voix, et se persuadent que c'est le chef qu'ils poursuivent. Furieux d'être déçus dans toutes leurs recherches, et ne trouvant point la porte de la cave, ils déchargent au hasard leurs armes par le soupirail. Les voix entendues étaient celles de madame Gressin-Boisgirard et de plusieurs personnes de sa famille, auxquelles la frayeur avait fait chercher un asile dans cet endroit. Madame Gressin-Boisgirard, atteinte par le plomb meurtrier, tomba baignée dans son sang, et expira entre les bras des siens. Cette infortunée [1] était, à cette époque, l'une des plus belles femmes du Berri, et sa mort malheureuse fut un sujet de deuil pour les vainqueurs eux-mêmes. 1796-an IV. Berri.

Au point du jour, les républicains sortirent de Sens-Beaujeu, pour se mettre à la poursuite des royalistes, et dissiper ceux qu'ils savaient être cantonnés dans les villages voisins; mais déjà la terreur avait gagné tous les insurgés, et tous, pour éviter la rencontre des républicains, avaient pris la fuite, et s'étaient dispersés, sans qu'il fût besoin de les combattre. La perte des royalistes dans la surprise de Sens-Beaujeu paraît avoir été considérable [2]; celle des républicains,

[1] Elle laissait plusieurs enfans en bas âge, encore existans, dont l'un est M. Gressin-Desforges, homme d'affaires du maréchal Macdonald, né lui-même à Sancerre, et qui a dans ce pays de grandes propriétés.

[2] L'esprit de parti fait tomber dans d'étranges contradictions! L'auteur anonyme d'une relation qui nous a fourni une partie des détails que nous venons de rapporter, prétend que la perte des royalistes ne fut que de quelques hommes. Et cependant il représente les républicains comme assommant sans pitié et avec une atroce volupté les royalistes; il les représente employant jusques à la ruse pour mieux pouvoir savourer cet affreux plaisir, et s'embusquant dans l'ombre de la nuit à la porte des maisons, afin de massacrer tous les insurgés qui en sortiraient pour se sauver. En exagérant ainsi les effets de cette cruauté superflue, l'auteur n'a pas seulement oublié qu'il était Français, il a oublié d'être

1796-an IV. Berri. au contraire, fut presque nulle; n'ayant affaire qu'à des hommes qui se laissaient massacrer presque sans résistance, ils n'eurent à regretter qu'un petit nombre de morts, parmi lesquels se trouvait messieurs Bardoulat, et Gressin-des-Averdines, oncle de madame Gressin, dont nous venons de raconter la fin tragique, père de quatre enfans, et laissant une femme enceinte. Ces deux républicains, habitans de Sancerre, et qui avaient guidé la colonne du général Canuel, avaient été tués par des royalistes embusqués à une fenêtre d'une maison de Sens-Beaujeu.

Cependant Dupin, qui s'était retiré dans le département de l'Indre après la grande conférence tenue, le deux avril, à Jars, avait été promptement averti par Phélippeaux de la violence que lui faisaient les déserteurs républicains, et de l'obligation où le mettait cette circonstance, de commencer

conséquent. Car si les républicains ont commis de sang froid tant de massacres, les royalistes ont donc perdu plus que *quelques hommes*; et si les royalistes n'ont perdu que *quelques hommes*, les républicains ne se sont donc pas baignés dans leur sang, comme il cherche à le persuader. Mais l'auteur voulait rendre odieux les hommes qu'il combattait; il voulait prouver que les républicains avaient eu tort de se vanter du combat de Beaujeu, comme d'une victoire, et peu lui importait la justesse des raisons alléguées pour atteindre ce double but. C'est ainsi qu'il faut toujours se défier des relations de ceux qui ne cherchent qu'à plaire à un parti, et non à dire la vérité.

Au reste, qu'il soit vrai ou faux, ou exagéré, nous citerons le fait suivant, que nous fournit une autre relation. Il honore le nom français; il a droit à être consigné dans nos Annales.

« Deux tambours de l'armée catholique et royale, Dubrion et Cerceau, dit M***, qui cherchaient à rejoindre leurs compagnons d'armes, tombent entre les mains des *bleus* (des républicains), qui les font prisonniers et leur ordonnent, sous peine de mort, de battre sur-le-champ le rappel, pour attirer tous les royalistes qui logeaient aux villages voisins de Sens-Beaujeu dans une embuscade où étaient postés les bleus. Vingt baïonnettes sont prêtes à frapper; mais l'aspect de la mort fait-il trembler le vrai courage? Ces deux braves, nouveaux d'Assas, préfèrent un trépas assuré au rôle affreux qu'on veut leur faire remplir, et refusent sans balancer de faire ce qu'on exige d'eux. »

les hostilités avant le terme convenu. Convaincu que l'insurrection projetée ne réussirait qu'autant qu'elle éclaterait dans tout le Berri à la fois, il s'était lui-même décidé à précipiter le soulèvement des paysans qu'il devait commander. Un rendez-vous général leur fut assigné à Palluau, village qui se trouve aux environs de Châteauroux, à quelque distance de la rivière d'Indre. Il réussit à en rassembler trois à quatre mille, qu'il enrégimenta, ainsi que l'avait fait Phélippeaux à Sancerre. Dupin avait déjà fait à leur tête plusieurs excursions dans les villages voisins, et grossissait chaque jour le nombre de ses partisans, lorsque le détachement républicain, que le général Desenfant avait envoyé de Bourges dans le département de l'Indre, arriva à Châteauroux, et se mit aussitôt en marche contre les insurgés. 1796-an IV. Berri.

Le chef Dupin n'imita point la confiante sécurité de Phélippeaux. A la première nouvelle de l'arrivée des républicains, il se hâta de faire replier ses troupes, les concentra toutes dans une forte position, qu'en habile officier il avait choisie auprès de Palluau, et employa tous les moyens qui étaient en lui pour les engager à opposer à leurs ennemis une vigoureuse résistance. Les effets prouvèrent bien vite qu'il suffit toujours de savoir bien conduire des Français pour leur inspirer du courage. Les républicains trouvèrent les paysans berrichons rangés en ligne de bataille, et préparés à les bien recevoir. Cependant, méprisant une armée qu'ils regardaient comme un ramas d'hommes encore inhabiles au métier des armes, ils se jetèrent sur eux sans précaution, et s'imaginant qu'ils allaient fuir à la première décharge de leurs fusils; mais ils furent promptement détrompés. Les Berrichons essuyèrent le feu des républicains sans se déconcerter, et tombant à leur tour sur eux, ils les surprirent par leur audace, et les forcèrent à se replier pour se rallier. Honteux d'être repoussés par des paysans armés, les soldats républicains re-

1796-an IV. Berri.

vinrent deux fois à la charge, et deux fois ils furent obligés de céder. Dupin parcourait les rangs des siens, et faisait passer dans leur âme toute l'énergie dont la sienne était animée; mais à la troisième charge, les républicains se précipitètent avec tant de fureur sur leurs adversaires, que cette fois les royalistes furent enfoncés, et contraints de prendre la fuite, après avoir perdu un grand nombre de leurs camarades. Les vainqueurs avaient eux-mêmes éprouvé une perte considérable.

Dupin, cependant, était parvenu à rallier la plupart de ses soldats, un peu par-delà Palluau; mais poursuivi par les républicains, il fut acculé par eux sur les bords de l'Indre, et attaqué avec vigueur. Dupin avait devant lui ses ennemis, derrière lui était l'Indre, qu'il ne pouvait espérer de passer, faute de ponts ou de moyens de transport; la victoire était donc le seul moyen de salut qui restât aux malheureux royalistes. Ils le sentaient, et se battirent avec toute la rage du désespoir. Mais que pouvaient désormais les Berrichons affaiblis par le dernier combat, et privés de la position avantageuse qui avait beaucoup contribué à leur valeureuse défense? Après un combat qui fut un carnage presque continuel, les royalistes furent taillés en pièces. Un grand nombre se noya dans l'Indre, en cherchant à traverser la rivière à la nage; d'autres, plus heureux, réussirent à se sauver par des sentiers qui longeaient l'Indre, et qu'eux seuls connaissaient. Le reste, au nombre de près de cinq cents, et parmi lesquels se trouvait le chef du rassemblement Dupin, tombèrent entre les mains des républicains. Leur trop grand nombre devint pour eux une cause de salut; les vainqueurs les laissèrent échapper presque tous, et ne retinrent que les chefs ou commandans, qui furent conduits à Châteauroux, et remis entre les mains des autorités civiles chargées de faire instruire leur procès.

Les troupes légères des généraux Canuel, Devaux et Desenfant, qui avaient dissipé les rebelles des environs de Sancerre, s'étaient mises à la poursuite des instigateurs de la rébellion, immédiatement après leur déroute à Sens-Beaujeu. La plupart d'entre eux s'étaient réfugiés dans des retraites, pour ainsi dire impénétrables; mais bientôt ils allaient éprouver l'un des plus grands inconvéniens attachés au rôle de chef de parti, la trahison. En effet, dans l'espérance d'être eux-même absous, en montrant dans la recherche des commandans royalistes plus de zèle encore que les républicains, un grand nombre de fauteurs de l'insurrection se mirent à la piste de ceux qu'ils avaient juré de servir, et les dénoncèrent à leurs ennemis. De cette manière furent découverts et livrés aux républicains le commandant en chef de l'armée catholique et royale, et les divisionnaires Dessieux, Derrigaux, Delvislinard, les deux de Censière, Mercier fils, Bouin, Debonnetal, Buchet-Martigny, etc., etc. 1796-an IV. Berri.

Mais tel était alors le relâchement introduit dans les mesures de sévérité employées contre les auteurs de la guerre civile, que la plupart de ces chefs, conduits à Bourges et renfermés dans les prisons de la ville, réussirent à s'évader, en s'aidant de limes qui leur avaient été fournies par des habitans. Ils scièrent les barreaux de leur prison, descendirent dans les cours, et parvinrent à en escalader les murs, au moyen d'échelles de corde qui leur furent jetées pendant la nuit par leurs amis du dehors. C'est ainsi que Phélippeaux parvint à s'échapper, et à se rendre à Paris sous le nom de *Passaplan*.

Le directoire usa d'ailleurs d'une grande indulgence envers tous les prévenus de rébellion. Au plus petit nombre, la peine de la déportation fut infligée; aucun ne fut condamné à mort; les autres, mis seulement sous la surveillance des autorités républicaines, eurent la permission de rentrer dans

1796—an IV. Berri.

leurs foyers. Une fatale expérience avait appris que la rigueur, bien loin d'être un moyen propre à apaiser la guerre civile, la rendait au contraire presque toujours plus violente et plus dangereuse ; et le directoire était trop intéressé à la voir enfin cesser d'ensanglanter le sol de la France, pour qu'il oubliât que c'était la persécution et les supplices qui avaient envenimé tous les esprits dans la Vendée, et fait durer aussi longtemps l'opiniâtre résistance éprouvée dans cette contrée malheureuse.

Le gouvernement républicain ne tarda pas à recueillir les fruits de sa modération et de sa clémence. Depuis les deux révoltes de Sancerre et de Palluau, il n'eut plus à se plaindre d'aucun mouvement dans les deux départemens du Cher et de l'Indre. Les habitans soumis sincèrement, et renonçant à tout espoir de faire une révolution, demeurèrent tranquilles, et fermèrent l'oreille à toutes les propositions que l'esprit de parti voulut leur faire par la suite.

La prompte destruction des projets des royalistes de Sancerre et de Palluau avait en outre porté un coup mortel au plan d'insurrection générale, dont le comte de Rochecotte était l'auteur. Le Berri était le point central des pays que cet agent des princes voulait insurger. Sa rentrée sous l'obéissance des lois de la république ôtait tout espoir de communication entre l'Auvergne, l'Orléanais et le Maine. Le comte de Rochecotte fut donc forcé de reconnaître qu'il était impossible de réussir dans son plan, et il prit le sage parti d'y renoncer et de quitter la France. Nous verrons que la cessation des troubles du Berri eut également une influence marquée sur les événemens postérieurs de la chouannerie, et qu'elle servit beaucoup le général Hoche dans ses projets de pacification générale.

CARTE POU

NORD

FOSSANO

Ouverture de la campagne en Italie; bataille de Montenotte [1].—La bataille de Loano, gagnée l'année précédente par le général Schérer, avait terminé la campagne en Italie. L'armée victorieuse et les troupes vaincues étaient également entrées en quartiers d'hiver, et les deux partis attendaient le retour du printemps pour recommencer une lutte à laquelle chacun d'eux se préparait avec une inégale activité. Le gouvernement français, encore effrayé des revers essuyés sur les bords du Rhin, occupé presque exclusivement du soin de les réparer, semblait négliger et laisser dans un coupable oubli les vainqueurs de Loano. Le dénûment affreux dans lequel se trouvait l'armée de Schérer, avait empêché le général de tirer de sa victoire le parti convenable; l'habillement, les vivres, les munitions (sans parler de la solde, qu'on ne connaissait plus depuis long-temps), manquaient à la fois, et il devint nécessaire d'employer les moyens de la discipline la plus sévère pour empêcher les soldats de se livrer à tous les excès qui sont la suite naturelle de la faim et de la misère. Leur séjour dans un pays ennemi, ou chez un peuple que la force seule et la crainte maintenaient dans un état de neutralité apparent, était peu propre à reposer ces mêmes soldats de leurs fatigues. Affaiblie encore par ses derniers succès mêmes, l'armée d'Italie n'avait reçu que de faibles renforts. Au moment où le retour des beaux jours annonçait l'ouverture de la campagne, cette armée, appelée à de si glorieux destins, ne montait pas à plus de trente-quatre mille combattans en ligne [2]. Lorsque le directoire

1796-an IV. 11 avril. (22 germinal) Italie.

[1] Journaux du temps, — Campagnes d'Italie, — Jubé et Servan, — Jomini, Desjardins, — Graham, — Lacretelle, — Histoire de France, — Annales de l'Europe, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Mémoires sur les guerres d'Italie, — Mémoires et Notes manuscrits, etc.

[2] Les historiens varient singulièrement sur le nombre d'hommes qui formaient à cette époque l'effectif de l'armée d'Italie. Les étrangers, et notamment le général

CARTE POU

NORD

FOSSANO

Pesio R.

Ellero R.

1796–an IV. 11 avril. (22 germinal) Italie.

Ouverture de la campagne en Italie; bataille de Montenotte [1].—La bataille de Loano, gagnée l'année précédente par le général Schérer, avait terminé la campagne en Italie. L'armée victorieuse et les troupes vaincues étaient également entrées en quartiers d'hiver, et les deux partis attendaient le retour du printemps pour recommencer une lutte à laquelle chacun d'eux se préparait avec une inégale activité. Le gouvernement français, encore effrayé des revers essuyés sur les bords du Rhin, occupé presque exclusivement du soin de les réparer, semblait négliger et laisser dans un coupable oubli les vainqueurs de Loano. Le dénûment affreux dans lequel se trouvait l'armée de Schérer, avait empêché ce général de tirer de sa victoire le parti convenable; l'habillement, les vivres, les munitions (sans parler de la solde, qu'on ne connaissait plus depuis long-temps), manquaient à la fois, et il devint nécessaire d'employer les moyens de la discipline la plus sévère pour empêcher les soldats de se livrer à tous les excès qui sont la suite naturelle de la faim et de la misère. Leur séjour dans un pays ennemi, ou chez un peuple que la force seule et la crainte maintenaient dans un état de neutralité apparent, était peu propre à reposer ces mêmes soldats de leurs fatigues. Affaiblie encore par ses derniers succès mêmes, l'armée d'Italie n'avait reçu que de faibles renforts. Au moment où le retour des beaux jours annonçait l'ouverture de la campagne, cette armée, appelée à de si glorieux destins, ne montait pas à plus de trente-quatre mille combattans en ligne [2]. Lorsque le directoire

[1] Journaux du temps, — Campagnes d'Italie, — Jubé et Servan, — Jomini, — Desjardins, — Graham, — Lacretelle, — Histoire de France, — Annales de l'Europe, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Mémoires sur les guerres d'Italie, — Mémoires et Notes manuscrits, etc.

[2] Les historiens varient singulièrement sur le nombre d'hommes qui formaient à cette époque l'effectif de l'armée d'Italie. Les étrangers, et notamment le général

1796-an IV. Italie.

montrait une telle indifférence pour une armée qui avait vengé les revers éprouvés sur le Rhin en 1795, les Autrichiens au contraire venaient de faire de grands efforts pour augmenter leurs troupes dans cette partie du théâtre de la guerre.

En effet, victorieuse de Pichegru et de Jourdan, l'Autriche avait senti qu'il était important de tourner son attention vers l'Italie, menacée par la défaite de ses généraux à Loano. Les trois mois d'hiver avaient été employés par elle à concentrer et accroître ses moyens de défense. Tandis qu'elle envoyait dans le Piémont des troupes fraîches, ses agens parcouraient l'Italie pour susciter aux Français de nouveaux ennemis dans les petits Etats qui divisent cet ancien domaine des vainqueurs du monde. Une nouvelle coalition de tous les souverains d'Italie contre la France, fut le résultat des intrigues de ces agens. Le roi de Sardaigne, déjà uni avec l'Autriche, avait promis de doubler son contingent qui devait être porté à soixante mille combattans, sans compter les milices armées et sur pied, s'élevant à trente mille hommes. Le roi de Naples Ferdinand IV, naturellement indolent, parut d'abord peu disposé à seconder les vues et les demandes de l'Autriche; mais ce prince, par l'effet même de son caractère, était entièrement dominé par la reine son épouse, et cette reine, parente de l'empereur d'Allemagne, et sœur de la dernière reine de France, devait naturellement partager tous les sentimens de haine que l'Autriche montrait

Graham, portent ce nombre jusques à quatre-vingt-cinq mille hommes, ce qui est d'une exagération bien impudente. Le général Jomini, qui aurait été plus que tout autre à portée de vérifier la situation de cette armée, a consulté des documens inexacts, quand il avance que sa force active était d'environ quarante-deux mille hommes, dont il présente le tableau. Nous avons eu sous les yeux une situation corps par corps, signée A. Berthier, qui ne donne que l'effectif que nous venons d'établir dans notre narration. Cette situation est à la date du 6 avril 1796.

contre la république française. Animée par le désir de se venger d'un peuple qui avait osé faire tomber la tête de sa sœur sur l'échafaud; fière, impérieuse et dévorée d'ambition, elle n'eut point de peine à décider son mari à une coopération efficace, et Ferdinand qui déjà avait fourni des troupes et des vaisseaux contre la France, venait de prendre l'engagement de mettre sur pied une armée de soixante mille hommes. Sur ce contingent, plusieurs mille hommes de cavalerie étaient déjà réunis aux troupes autrichiennes en Lombardie, et quarante mille hommes se rassemblaient en deux camps sur les frontières du royaume de Naples, et devaient se mettre en marche au premier signal. 1796-an IV. Italie.

Il n'avait pas été difficile aux Autrichiens d'amener le pape à faire partie de la coalition. Il semblait naturel que la cour de Rome ne restât pas neutre dans une guerre que tous les princes chrétiens annonçaient n'avoir entreprise que pour venger la mort d'un roi regardé à Rome comme un martyr. Le Saint-Père s'était même déclaré précédemment en faveur de la coalition, d'une manière conforme aux usages de sa cour. Pour encourager l'empereur à soutenir la coalition de toutes ses forces, Pie VI lui avait envoyé une médaille d'or, qui portait l'empreinte de saint Pierre et de saint Paul, en lui recommandant de combattre au nom de ces deux vaillans soldats du Christ. Mais le zèle de la cour de Rome s'étant accru par l'aspect du danger, le pape, pour détourner le torrent révolutionnaire près d'envahir l'Italie, sous la conduite des Français, s'était décidé, cette année, à servir la coalition autrement que par des prières et des distributions d'*agnus*. Les envoyés autrichiens lui avaient fait promettre de fournir un contingent de vingt à trente mille hommes; et quoique la bravoure des soldats du pape ne fût pas aussi renommée que leur piété, les coalisés espéraient que l'exemple du Saint-Père, armant lui-même pour la cause commune, échaufferait le zèle des

1796-an IV. Italie.

autres États italiens, et allumerait le feu du fanatisme religieux contre les Français républicains.

Seul d'entre tous les princes d'Italie, le grand-duc de Toscane, qui, dès l'année précédente, avait fait sa paix avec la France, continuait à montrer la résolution de garder une neutralité absolue. Mais les ducs de Parme et de Modène, que leur position rendait trop voisins du théâtre de la guerre, n'osant point s'exposer aux dangers d'une déclaration publique, en fournissant des troupes, avaient au moins voulu prouver leur zèle en faveur de la coalition, en venant à son secours par des contingens d'argent et de munitions.

Il en était à peu près de même des gouvernemens de Gênes et de Venise. Quoique ces deux États eussent, par leur constitution, quelques rapports avec celle qui régissait la république française, cependant les nobles de ces deux pays montraient peut-être, pour les principes révolutionnaires, plus de répugnance que les princes coalisés. D'autant plus attachés à la forme de leur gouvernement, qu'elle leur donnait la facilité de jouer, dans leur pays, le rôle de souverains, ils craignaient que l'approche des Français, en appelant le peuple à la liberté, ne brisât le joug arbitraire sous lequel ils tenaient leurs concitoyens comprimés. Cependant les nobles de Gênes se trouvaient dans une situation qui leur permettait peu de laisser agir la haine secrète qu'ils portaient aux partisans de la révolution. Placé au milieu des armées belligérantes, le territoire de cette république appartenait, pour ainsi dire, au vainqueur. Rien ne pouvait empêcher ce dernier d'occuper la ville elle-même, si cela eût été à sa convenance. Les Anglais, en 1793 et 1794, avaient déjà pris l'initiative en violant la neutralité du port. L'envoyé de la république française laissait même entrevoir le dessein d'exécuter cette occupation, et proposait au sénat de Gênes de l'éviter, en prêtant trente millions à son gouvernement, et en souffrant

des garnisons françaises dans les forts de la côte. Les nobles Génois, malgré toute leur envie, ne pouvaient donc témoigner leur attachement à la coalition que par des vœux secrets. Ils savaient d'ailleurs que, parmi le peuple, il se trouvait un grand nombre de citoyens riches, infatués des idées révolutionnaires, et ils redoutaient de les voir s'unir contre eux aux Français, si jamais ceux-ci s'approchaient de leur ville. Toutes ces considérations obligeaient le gouvernement génois à se tenir sur ses gardes, et à montrer au moins toutes les apparences d'une neutralité scrupuleuse. Venise, dont les intérêts étaient les mêmes, mais qui se trouvait plus heureusement située en raison de son éloignement, croyait n'avoir jamais rien à craindre des entreprises de la France. Elle ne cachait donc pas la haine qu'elle portait aux auteurs de la révolution; mais, fidèle au système de conduite qu'elle gardait depuis long-temps avec l'Autriche, elle ne favorisait cette puissance qu'imparfaitement.

1796—an IV. Italie.

Il résulte de cet état de choses que l'Italie, au moment de l'ouverture de la campagne, offrait une masse de forces considérable à opposer à celles dont les Français pouvaient se servir. Les différens contingens des États italiens pouvaient former un total de cent cinquante mille hommes qui n'étaient pas, à la vérité, tous préparés à faire une guerre active, mais parmi lesquels il était cependant facile de trouver d'utiles auxiliaires. L'Autriche venait de remplacer le général Dewins, tombé en disgrâce depuis sa défaite à Loano. Beaulieu avait été nommé par elle pour lui succéder et prendre le commandement en chef de toutes les forces destinées à agir pendant la campagne. Ce général, connu avantageusement par de nombreuses preuves de courage, et par quelques actions qui, dans les campagnes précédentes, et surtout à la bataille de Fleurus, avaient donné une haute idée de ses talens militaires, se trouvait alors dans sa soixante-seizième année. En le

1796-an IV. Italie. proposant pour être mis à la tête des forces alliées en Italie, le conseil aulique avait pensé que l'expérience suppléerait, chez ce général, à ce que l'âge devait lui enlever de vigueur morale et d'activité; et Beaulieu, en venant occuper le poste honorable qui lui était assigné, et qu'il regardait comme la récompense de ses longs et utiles services, se flatta d'obtenir de rapides et éclatans succès.

Le cabinet autrichien faisait tout pour augmenter la confiance du vieux général, en portant l'armée qu'il commandait au plus grand complet possible. Cette armée était composée de quarante-cinq mille hommes, et devait être appuyée d'une autre armée de trente-cinq mille, formant la réserve de la première. Chargé de réunir sous ses ordres les différens contingens de l'Italie, Beaulieu se croyait déjà à la tête de plus de deux cent mille hommes, et dès-lors les vues les plus gigantesques exaltèrent son imagination. Chasser les Français des conquêtes qu'ils avaient faites l'année précédente, leur faire repasser les Alpes, lui paraissait l'entreprise la plus facile et la moins digne de ses efforts. Il croyait descendre bientôt à son tour de ces montagnes, traverser le comté de Nice, qu'il supposait ennemi du joug français, et pénétrer en conquérant dans le midi de la France. Telles étaient les espérances du général autrichien. Les troupes françaises, dans cette contrée, étaient si faibles, comparativement avec l'armée coalisée; les soldats chargés de soutenir la gloire de la patrie étaient dans un état de dénûment si complet, que toutes les chances de succès étaient en effet en faveur de Beaulieu. Mais au moment où ce vieux général berçait son gouvernement et les puissances de l'Italie de l'espérance de faire promptement la conquête du midi de la France, un jeune homme, à peine connu parmi les généraux français, venait d'être nommé pour remplacer Schérer.

Il convient de développer ici les causes qui amenèrent ce

choix extraordinaire et inattendu de la part du gouvernement républicain. Le député Barras avait recueilli, dans sa nomination de membre du directoire exécutif de la république, la récompense de son dévouement à la Convention dans les journées des 13 et 14 vendémiaire (5 et 6 octobre 1795); il voulut reconnaître d'une manière éclatante les services que lui avait rendus le jeune Napoléon Bonaparte en cette circonstance mémorable. Barras avait été à même d'apprécier les talens et l'énergie de cet officier-général; et les vues profondes que celui-ci lui développa, dans quelques entretiens, sur la guerre à faire en Italie, déterminèrent le nouveau directeur à passer par-dessus toutes les considérations qui auraient pu l'arrêter dans son dessein. Il proposa à ses collègues de choisir pour commander l'armée d'Italie celui qui avait contribué, d'une manière si efficace et si heureuse, au succès obtenu dans la lutte de la Convention avec les sections de Paris. 1796—an IV. Italie.

Bonaparte avait à cette époque un peu plus de vingt-six ans. Général de brigade depuis 1793, il n'avait servi jusques alors que comme officier d'artillerie, arme dans laquelle il était entré à sa sortie de l'École-Militaire. On a vu qu'il s'était distingué d'une manière particulière au siége de Toulon, et que sa conduite et ses talens lui avaient valu le grade auquel il était parvenu.

La proposition de Barras fut accueillie par le directoire, et le nouveau général en chef partit de Paris pour occuper le poste important qu'on lui confiait, dans les commencemens de mars; il arriva au quartier-général de Nice, le 20 de ce mois [1].

Nous n'entrerons point ici dans tous les détails et dans toutes les conjectures qui ont été présentés par un grand

[1] Nous rappelons cette date à dessein, parce qu'on sait toute l'importance que l'ex-empereur attachait au rapprochement des époques.

1796-an IV. Italie. nombre d'écrivains qui se sont constitués prophètes après les événemens ; et nous croyons inutile au plan que nous nous sommes tracé, de rapporter les opinions émises sur les intentions et les projets particuliers que l'on suppose à l'homme que le directoire venait d'investir de toute sa confiance. Nous ne donnerons aucun crédit à cette assertion de quelques historiens fort embarrassés d'en administrer les preuves, *que Bonaparte, porteur des instructions précises et positives du directoire*, prit sur lui de les outrepasser. Selon ces historiens, en allant prendre le commandement des troupes de Schérer, le nouveau général en chef avait ordre de se tenir seulement sur la défensive, d'imiter la prudente circonspection de Kellermann en 1795, et de ne rien entreprendre de sérieux avant que les deux armées de Rhin-et-Moselle, et de Sambre-et-Meuse, en opérant sur le Rhin et par suite en Allemagne, se fussent trouvées à même de lui tendre la main et de lui prêter secours. Mais, toujours d'après les mêmes écrivains, Bonaparte, peu propre au rôle de *temporiseur*, se serait promis de ne point s'y astreindre, et de faire tous ses efforts pour étonner son siècle par des succès inouïs et se frayer une route extraordinaire vers le trône, objet de ses désirs et de son ambition. Nous laissons aux lecteurs le soin d'apprécier la justesse de cette assertion, et l'on concevra aisément pour quel motif nous ne chercherons pas même à la réfuter.

Parmi les difficultés que devait naturellement rencontrer le général Bonaparte dès son début dans le rôle de commandant en chef d'une armée républicaine, il faut surtout tenir compte de celle de se rendre agréable à cette même armée, et principalement à ses lieutenans, et de capter leur confiance. En effet, la promotion d'un général de brigade de vingt-six ans, à un grade si éminent, au mépris des lois ordinaires sur l'avancement, au mépris des titres que pouvaient faire valoir les autres généraux divisionnaires, notamment ceux de l'ar-

mée d'Italie, parmi lesquels Masséna figurait d'une manière déjà si remarquable; cette promotion, disons-nous, était bien propre à éveiller tous les sentimens de jalousie et d'envie haineuse qui se développent trop souvent dans des cas bien moins extraordinaires que celui dont il est question.

1796.—AN IV. Italie.

Un des premiers soins de Bonaparte, à son arrivée à l'armée, fut donc de chercher à gagner le cœur des soldats, et à s'attirer la confiance et l'estime des généraux employés sous ses ordres. C'est ici qu'il sera facile de remarquer l'ascendant d'un génie qui va prendre bientôt un si brillant essor. Avec les dehors modestes et simples qui convenaient à un général républicain, il entretint les soldats et les officiers de la gloire dont ils s'étaient couverts dans la campagne précédente; il vanta leurs vertus militaires, leur patience à supporter tous les genres de privation; il leur fit entrevoir, dans un avenir très-prochain, la récompense de leur dévouement, de leurs nobles efforts : il s'annonça comme chargé spécialement de mettre un terme à leurs souffrances, et leur parla de l'espoir que la patrie mettait en leur courage déjà si péniblement éprouvé; il leur promit d'employer toutes les ressources de l'expérience qu'il avait acquise au milieu d'eux dans les premières campagnes dans les Alpes, au siége de Toulon, dans la rivière de Gênes, pour leur ouvrir une carrière plus glorieuse encore, et dans laquelle le dédommagement serait placé à côté du sacrifice. Il déclara aux généraux qu'en acceptant le titre de leur chef, il n'avait prétendu qu'être leur égal en patriotisme, en dévouement : que leur vieille expérience éclairerait les conceptions d'une imagination excitée par les études auxquelles il s'était livré dès son jeune âge, sur l'art qu'ils possédaient eux-mêmes dans un degré si éminent. Par l'emploi de ces moyens combinés avec adresse, Bonaparte parvint promptement au but qu'il s'était proposé. L'armée entière, animée du brûlant enthousiasme qui parais-

1796-an IV. Italie. sait le dévorer lui-même, s'estima heureuse d'être commandée par le général que le directoire avait choisi ; et ce général, certain d'être secondé par des guerriers auxquels l'énergie morale donnait une force décuple, put concevoir dès-lors l'espérance d'obtenir les plus grands succès. Les soldats, de leur côté, ne tardèrent pas à se persuader qu'avec un tel chef, ils seraient difficilement vaincus.

Dans cet état de choses, assuré qu'il pouvait désormais donner à son génie entreprenant toute l'impulsion convenable, Bonaparte eut bientôt disposé tous ses préparatifs pour ouvrir la campagne. Nous avons dit qu'il n'avait que trente-quatre mille hommes à opposer aux soixante mille que le général Beaulieu réunissait alors sous ses ordres. Ce fut avec cette faible armée qu'il annonça le dessein de reprendre l'offensive et de pousser la guerre avec toute l'activité et l'impétuosité dont les Français étaient susceptibles. Cependant les obstacles se multipliaient chaque jour ; les efforts des agens autrichiens et ceux des gouvernemens italiens pour nationaliser la guerre qui se préparait, commençaient à obtenir quelque succès. Une grande partie du peuple de cette belle contrée, courbée sous le joug des préjugés religieux, et attachée à ses souverains, ne voyait dans la révolution française que des principes subversifs de l'ordre social. Les troupes de la république française leur étaient représentées comme un ramas de sacriléges et d'athées, de brigands sans foi et sans mœurs, accourant pour tout ravager et détruire. Les prêtres et les moines avaient tellement accrédité cette opinion, que dans le plus grand nombre des États d'Italie, le peuple n'était pas éloigné de se lever en masse pour repousser des ennemis aussi redoutables. Il est même probable que cette levée aurait eu lieu, si, moins effrayés des progrès que pouvaient faire les idées révolutionnaires, les princes d'Italie eussent osé dès-lors relâcher quelques anneaux de la chaîne qui tenait

attachés leurs sujets à leurs trônes. Cette disposition des esprits rendait encore plus problématique le succès à espérer d'une invasion. On pouvait se rappeler avec un certain effroi les désastres survenus à la suite des expéditions tentées par les Français en Italie, sous les règnes de Charles VIII, de Louis XII et de François Iᵉʳ, et les défaites plus récentes des généraux de Louis XIII, Louis XIV et Louis XV. L'Italie appelée si long-temps et avec tant de raison, le tombeau des Français, pouvait le devenir encore. Cette idée était de nature à ébranler la résolution de ceux qui se voyaient à la veille de courir une chance aussi funeste; mais une pareille considération n'était point capable d'arrêter un homme comme Bonaparte. Il avait su faire partager ses sentimens à son armée, qui ne vit que la gloire à acquérir, sans s'arrêter au péril de l'entreprise. Le destin de la vie de son chef fut fixé, et l'armée d'Italie devait être le premier instrument dont ce général allait se servir pour élever l'édifice de sa fortune.

1796 – an IV. Italie.

Bonaparte, après avoir pourvu aux besoins de l'armée les plus indispensables, et pris connaissance de l'état de ses troupes et des positions de l'ennemi, réunit la principale masse de ses forces vers le mont San-Giacomo, depuis Altare jusques à Montenotte. Le général piémontais Colli proposa au général Beaulieu de rassembler le gros de l'armée alliée vers les sources de la Bormida, pour attaquer les hauteurs de San-Giacomo et d'Altare, afin de culbuter la gauche des Français et de couper les communications de leur droite. Mais le général Beaulieu, informé qu'une division de l'armée française, aux ordres du général Laharpe, s'avançait de Voltri sur Gênes, dans le dessein présumé d'occuper la ville, et que l'avant-garde de cette division était déjà parvenue à San-Pietro d'Arena, un des faubourgs de Gênes; Beaulieu, disons-nous, rejeta l'avis de Colli, prit la résolution de porter sa gauche, qu'il renforça, à cet effet, sur Gênes, pour

1796-an IV. Italie. communiquer avec l'escadre anglaise qui croisait devant le port, et empêcher les Français de se saisir d'un point aussi important.

Au 5 avril, l'armée de Beaulieu occupait les positions suivantes : le passage de la Bocchetta était gardé par six bataillons aux ordres du général Pittony, et cette brigade poussait des patrouilles sur Campo-Marone et Gênes. Le général Sebottendorf, avec une division considérable, était à Adorno, sur la rivière d'Orba. Le général Argenteau, commandant la droite des Autrichiens, était à Sassello, occupant Dégo, et communiquant avec la gauche du général Colli, aux ordres du général Provera. Ce dernier général gardait la position intermédiaire de Millesimo, et les hauteurs de Cossaria, qui dominent et séparent les deux vallées de la Bormida. Le reste du corps de Colli gardait les vallées du Belbo et du Tanaro, ayant sa position principale au camp retranché de Ceva. Des postes établis à Bagnasco et à Murialto, observaient les sources de la Corsaglia, de l'Elero et de la Sesia.

Il est facile de remarquer que cette ligne étendue et coupée par des montagnes difficiles, étant occupée à ses deux extrémités par des forces trop considérables, le centre où se trouvaient les généraux Argenteau et Provera, trop faible et trop disséminé, n'était pas en proportion avec les troupes réunies que commandaient les généraux Laharpe, Masséna et Augereau, entre San-Giacomo, Cadibona et Savone. Ce fut cependant avec une telle disposition de ses troupes, que le général Beaulieu se proposa d'attaquer les Français.

Le 10 avril, jour fixé pour commencer les opérations, Beaulieu mit en mouvement son aile gauche, forte de onze bataillons divisés en deux colonnes. Le général Pittony, à la tête de la première, marcha par Cornegliano sur Voltri ; le général Sebottendorf se dirigea sur le même point avec la deuxième colonne partant d'Ovada, par Campo-Freddo et

Masone. Ces troupes pouvaient former un total de neuf à dix mille hommes.

Le général Cervoni, de la division Laharpe, fut attaqué dans les positions qu'il gardait à Voltri, et dans les environs, avec trois mille hommes. Il en fut débusqué par des forces trop supérieures aux siennes. Canonné sur sa droite par les chaloupes anglaises, et tourné par sa gauche, ce général vint rejoindre le général Laharpe à la Madona di Savone. Deux bataillons, disposés par le général en chef sur les hauteurs de Varaggio, protégèrent le mouvement de la brigade Cervoni. L'occupation de Voltri donnait au général Beaulieu l'avantage de rétablir ses communications avec la mer, en coupant celle des Français avec Gênes. Mais ce succès, prévu par Bonaparte, n'eut pas, pour le général ennemi, le résultat qu'il en espérait.

C'était sur la gauche des Français, ou sur leur centre par San-Giacomo, que l'armée alliée aurait dû être portée. Tandis que Beaulieu, à la tête de la gauche, se rapprochait ainsi des bords de la mer, Bonaparte, habile à profiter de cette faute, prit la résolution de diriger vers le centre de l'ennemi la masse de ses forces réunies, ainsi que nous l'avons dit, depuis Altare jusqu'à Montenotte. Le général Beaulieu s'était rendu à Voltri, pour conférer avec l'amiral Nelson sur les opérations ultérieures; mais à peine était-il arrivé, que le canon se fit entendre fortement sur le centre de l'armée alliée. Le général français avait senti la nécessité de frapper un coup décisif, dès l'ouverture de la campagne, et c'était là le motif qui lui avait fait réunir une masse considérable sur le centre de sa ligne. Beaulieu reconnut alors la faute qu'il avait commise en affaiblissant cette partie de l'armée coalisée. Déjà même le peu de forces qu'il avait rencontré à Voltri, en opposition à son attaque, lui avait fait connaître qu'un grand effort aurait lieu, de la part des Français, dans les montagnes, et que le

1796-an IV. Italie. l'ordre de descendre dans la vallée de la Bormida, et de se diriger sur Cairo par Monte-Freddo et Carcare. Le général Masséna dut occuper les hauteurs d'Altare. Le général Laharpe devait attaquer de front les troupes d'Argenteau au point du jour, tandis que Bonaparte, accompagné du général Berthier, son chef d'état-major, marchant avec le centre et une partie de la gauche, par Altare et Carcare, chercherait à déborder Argenteau sur sa droite, afin d'accabler ainsi le centre isolé de l'armée alliée, avant que le général Beaulieu pût lui porter secours.

Le 12, une heure avant le lever du soleil, le général Laharpe, ayant à son avant-garde les généreux défenseurs de la redoute de Monte-Legino, attaqua le général Argenteau dans la position qu'il avait prise devant cette même redoute. Le but du général en chef, en ordonnant ce mouvement à Laharpe, était de donner le change au général autrichien, et de le retenir dans sa position, pendant la marche que faisaient le centre et une partie de la gauche de l'armée française, sur le flanc droit de la division alliée. En effet, Argenteau croyant n'avoir affaire qu'à la seule division Laharpe, se défendit avec d'autant plus de vigueur, qu'il avait à se venger de l'échec essuyé la veille devant la célèbre redoute. Les troupes sous ses ordres, animées du même esprit, se battirent avec un intrépidité égale à celle de leurs adversaires. Le combat se soutenait sur ce point, avec des chances balancées, lorsque le général Masséna, qui s'était mis en marche avec les dix-huitième et soixante-quinzième demi-brigades, par la crête des Apennins, vint attaquer les Autrichiens dans le poste essentiel de Bric de Menau. Le général en chef, soutenait ce mouvement avec le reste de la division. La marche de Masséna se fit avec tant de précision, et son attaque fut si impétueuse, que l'ennemi fut culbuté à l'instant sur ce point, et à Castellazzo. Traversant ensuite avec rapidité le vallon de Ferraria, Mas-

séna se porta par Montenotte *inferiore*, sur les flancs et sur les derrières du corps d'Argenteau. Tous les postes qui les couvraient furent enlevés au pas de charge; la ligne ennemie fut abordée. Pendant ce temps, la division du général Laharpe, formée en colonne, attaquait le Monte-Prato, et celle du général Augereau, qui s'était rabattue de Cairo, où elle s'était trouvée trop isolée, sur Carcare, marchait de ce dernier endroit sur Monte-Freddo.

Attaqué ainsi sur tant de points à la fois, il devenait impossible au général autrichien de résister à un mouvement aussi bien combiné; sa défaite était infaillible. Cependant ses troupes, qui étaient d'élite, se défendirent avec un grand courage, contre les attaques faites sur leur front. Mais quand Argenteau fut informé de la position critique où se trouvait le régiment de Tersy, qu'il avait placé (comme nous l'avons dit plus haut) du côté de Ferraria, par la marche que venait de faire sur ce point le général Masséna, il se crut dans la nécessité d'opérer un changement de front, pour secourir ce régiment. Il marcha donc par sa droite, en laissant seulement deux mille hommes sous les ordres du colonel Nesslinger, sur les hauteurs, pour contenir la division Laharpe, pendant qu'il dégagerait lui-même le régiment de Tersy. Toutefois ce mouvement, exécuté avec toute la rapidité possible, devint inutile. Masséna avait écrasé le régiment autrichien au Brio de Menau et à Castellazzo : le ravin de Ferraria était dépassé par ce général dont les troupes débouchaient déjà par Montenotte *inferiore*. Les deux généraux se trouvèrent en présence; la lutte ne fut pas longue en raison de l'inégalité des forces, et Masséna culbuta dès le premier choc, les troupes d'Argenteau, parmi lesquelles le désordre s'introduisit d'abord. Ce dernier général et Rocavina voulurent en vain arrêter les fuyards : ils furent blessés l'un et l'autre, et cet événement acheva la déroute. Masséna les mena l'épée dans les reins

1796—an IV. Italie. l'ordre de descendre dans la vallée de la Bormida, et de se diriger sur Cairo par Monte-Freddo et Carcare. Le général Masséna dut occuper les hauteurs d'Altare. Le général Laharpe devait attaquer de front les troupes d'Argenteau au point du jour, tandis que Bonaparte, accompagné du général Berthier, son chef d'état-major, marchant avec le centre et une partie de la gauche, par Altare et Carcare, chercherait à déborder Argenteau sur sa droite, afin d'accabler ainsi le centre isolé de l'armée alliée, avant que le général Beaulieu pût lui porter secours.

Le 12, une heure avant le lever du soleil, le général Laharpe, ayant à son avant-garde les généreux défenseurs de la redoute de Monte-Legino, attaqua le général Argenteau dans la position qu'il avait prise devant cette même redoute. Le but du général en chef, en ordonnant ce mouvement à Laharpe, était de donner le change au général autrichien, et de le retenir dans sa position, pendant la marche que faisaient le centre et une partie de la gauche de l'armée française, sur le flanc droit de la division alliée. En effet, Argenteau croyant n'avoir affaire qu'à la seule division Laharpe, se défendit avec d'autant plus de vigueur, qu'il avait à se venger de l'échec essuyé la veille devant la célèbre redoute. Les troupes sous ses ordres, animées du même esprit, se battirent avec un intrépidité égale à celle de leurs adversaires. Le combat se soutenait sur ce point, avec des chances balancées, lorsque le général Masséna, qui s'était mis en marche avec les dix-huitième et soixante-quinzième demi-brigades, par la crête des Apennins, vint attaquer les Autrichiens dans le poste essentiel de Bric de Menau. Le général en chef, soutenait ce mouvement avec le reste de la division. La marche de Masséna se fit avec tant de précision, et son attaque fut si impétueuse, que l'ennemi fut culbuté à l'instant sur ce point, et à Castellazzo. Traversant ensuite avec rapidité le vallon de Ferraria, Mas-

la Bormida, afin de se rapprocher de Cairo. Le général en chef se dirigea, toujours avec le centre et la gauche, sur la route de Dego. Le quartier-général fut établi à Carcare. Masséna, après avoir gravi les hauteurs qui dominent Cairo et Dego, prit position au-dessus du premier de ces villages avec les vingt-quatrième légère, cinquante-cinquième et quatre-vingt-quatrième de ligne. La chapelle Sainte-Marguerite fut occupée par la première demi-brigade légère, sous les ordres du général Joubert; et le général Menard, avec les dix-huitième et soixante-quinzième, garda les hauteurs de Biestro au-dessus de Cossaria. Le général Augereau bivouaqua en avant de Carcare, avec les soixante-neuvième et trente-neuvième demi-brigades. Le général Serrurier se trouvait toujours à Garessio. La cavalerie attendait dans ses cantonnemens sur la côte, le moment où l'armée déboucherait des sommets de l'Apennin, sur le versant du Piémont, pour prendre part aux succès et les rendre encore plus décisifs. On voit que le mouvement de l'armée française, après l'affaire de Montenotte, plaçait l'armée sur les pendans des Apennins qui versent leurs eaux dans le fleuve du Pô. Ainsi, le passage si difficile des Alpes et les versans de la Méditerranée se trouvaient franchis.

Bataille de Millesimo et combat de Dego[1]. — Déjà Bonaparte voyait la fortune sourire à sa jeune ambition, et son début dans la carrière du commandement avait été une victoire. En tirant de la journée de Montenotte tous les avantages dont elle était susceptible, il prouvait qu'au défaut d'une longue expérience, il avait fait une étude approfondie de la science militaire, et l'on pouvait dès-lors conjecturer, qu'après avoir suivi quelque temps les grands modèles, 14—15 avril. (25-26 germ.)

[1] Journaux du temps, — Campagnes de Bonaparte en Italie, — Sièges et batailles, — Jubé et Servan, — Desjardins, — Jomini, — Lacretelle, — Histoire de France, — Mémoires et Notes communiqués, etc.

1796-an IV. Italie. il pourrait bientôt en servir lui-même aux autres capitaines. Ceux des généraux de son armée qui n'avaient point été d'avis de prendre d'abord l'offensive, sentaient maintenant combien l'audace est quelquefois favorable dans les grandes entreprises. L'armée alliée avait perdu ses communications. Un grand espace, occupé maintenant par les Français, séparait la droite du général Beaulieu d'avec sa gauche. Encore une victoire semblable à celle de Montenotte, et les champs de l'Italie allaient s'ouvrir aux républicains tout prêts à s'y précipiter. Les dernières mesures prises par le général victorieux, assuraient, pour ainsi dire, ce dernier succès, et pour l'obtenir, Bonaparte n'avait plus qu'à combattre.

Cependant la victoire de Montenotte, en exaltant le courage des soldats français, n'avait point amélioré leur situation physique. Les mêmes besoins se faisaient sentir dans toute l'armée d'une manière effrayante; elle manquait également de vivres et d'habillemens. La misère la plus décourageante était le partage universel des compagnons de Bonaparte; et, quel que fût l'ascendant que déjà ce général avait su prendre sur les troupes sous ses ordres, il ne put cependant les empêcher de lui adresser des plaintes, et de faire entendre des murmures après qu'il eut vaincu par leur secours. Dans une grande revue que le général en chef passa dans les nouvelles positions occupées par l'armée, les soldats, devenus audacieux par le besoin, demandèrent impérieusement du pain et des habits: menaçant de cessser de servir, s'ils continuaient à en manquer. Dans l'impossibilité où se trouvait Bonaparte de pouvoir satisfaire à ces juste besoins, tout autre général que lui eût peut-être été embarrassé pour se délivrer de ces cris et de ces plaintes importunes; mais cet homme, que l'à-propos sembla si souvent inspirer, au lieu de répondre aux plaintes séditieuses des troupes mutinées, leur dit, en leur montrant du haut des monts qu'ils occupaient, les plaines du Piémont et du Milanais:

1796—an IV. Italie.

« Soldats ! voici les champs de la fertile Italie : l'abondance est devant vous, sachez la conquérir ; sachez vaincre, et la victoire vous fournira demain tout ce qui vous manque aujourd'hui. » Ces paroles, que nous avons déjà signalées, enflamment d'une nouvelle ardeur tous les soldats républicains ; ils ont oublié leur misère et leurs fatigues, tous ont résolu de vaincre en effet pour retrouver l'abondance ; et Bonaparte, en prouvant qu'il connaît le grand principe, le principe autrefois suivi par les Romains, que la guerre doit nourrir la guerre [1], vient de se préparer de nouvelles chances de succès : il a montré à ses soldats que leur bien-être à la guerre ne dépend que d'eux-mêmes.

Mais, tandis que Bonaparte s'était hâté de mettre à profit ses avantages, et introduisait dans le cœur de ses guerriers un nouveau motif de courage, le général Beaulieu prenait précipitamment les dispositions que l'urgence des dangers qu'il courait, lui faisait juger nécessaire. A peine avait-il été instruit des revers éprouvés par le général Argenteau, qu'il s'était rendu au quartier-général d'Acqui, où il était arrivé le 12 avril. Convaincu plus que jamais du tort qu'il avait eu de porter sa gauche sur la rivière de Gênes, il la fit replier sur l'Orba. En même temps il donna ordre au général Wukassowich de marcher par le revers de Monte-Faiale avec trois bataillons, pour se réunir aux huit postés vers Sassello, et qu'il savait être tenus en échec par le général Laharpe. Ces douze bataillons, une fois réunis, devaient,

[1] « Cette maxime des Romains est juste lorsqu'on en fait l'application à des armées régulières, proportionnées à la population qui les alimente, également proportionnées aux ressources des nations chez qui elles entrent. Mais elle n'est plus si exacte lorsqu'il s'agit de ces levées de peuples entiers, se précipitant les uns sur les autres : alors la guerre détruit tout ; les vainqueurs en souffrent presque autant que les vaincus, surtout quand les expéditions sont lointaines. »

JOMINI.

1796-an IV. Italie.

conjointement avec lui, se diriger sur Dego. Beaulieu espérait par ce moyen rétablir d'une manière solide ses communications avec la droite de l'armée combinée. En effet, le corps du général Provera, quoique étrangement compromis par le voisinage des Français, se trouvait toujours auprès de Cossaria. Ce corps, qui n'avait point été entamé dans la journée du 11, servait encore à lier les débris du général Argenteau avec l'armée du général Colli, qui, au premier bruit de l'attaque des Français, avait assez habilement fait avancer quelques bataillons sur Monte-Zemolo et Cencio, et avait porté une division sur la gauche vers Paroldo : mais toutes ces mesures précipitées devaient encore être rendues superflues par la brusque attaque que méditait de son côté le général français.

Le 13 avril, à la pointe du jour, la division du général Augereau força les gorges de Millesimo, tandis que les brigades des généraux Joubert et Ménard, après avoir chassé l'ennemi de toutes les positions environnantes, enveloppaient, par une manœuvre hardie, un corps de quinze cents grenadiers autrichiens, commandés par le général Provera en personne. Dignes émules de leurs vainqueurs, ces braves soldats veulent imiter l'héroïsme des défenseurs de la redoute de Montenotte. Loin de se rendre à la sommation que les généraux Joubert et Ménard leur font de se rendre, Provera, à la tête de ses grenadiers, se jette sur les Français, s'ouvre à travers leurs rangs un passage avec la baïonnette, se retire en bon ordre sur le sommet de la montagne de Cossaria, et se retranche dans les ruines d'un vieux château, dont la position escarpée était presque inabordable.

Le général Augereau fit avancer son artillerie, afin de battre ce vieux château, et de forcer l'ennemi à ne pas songer à se défendre davantage. L'on se canonna sans résultat pendant plusieurs heures; enfin Bonaparte, ennuyé de voir sa

marche arrêtée par une poignée d'hommes, fit sommer le général Provera de se rendre; ce dernier lui fit alors demander une entrevue par un parlementaire; mais une canonnade s'étant fait entendre à la droite de l'armée, du côté de Cencio, elle obligea le général en chef à s'y transporter. La négociation entamée par le général autrichien continua avec le général Augereau; mais celui-ci, qui voyait que la nuit s'avançait, et que Provera, en parlementant, ne cherchait qu'à gagner du temps, rompit tout-à-coup l'entrevue, et se prépara à tenter une seconde attaque contre le château de Cosseria. 1796-an IV. Italie.

Augereau divisa ses troupes en quatre colonnes, et les fit marcher contre les Autrichiens. Le général Joubert, qui conduisait la première, escalada, avec sept hommes, les ruines de Cosseria. Resté seul de ses compagnons, il descendit, reçut à la tête un coup de feu, et tomba au pied des retranchemens ennemis. Le faux bruit de sa mort se répandit parmi ses soldats, et ils rétrogradèrent.

Les trois autres colonnes ne furent pas plus heureuses : la seconde marchait en silence vers le point où elle devait attaquer; elle avait même atteint le pied des retranchemens lorsque le général Banel, qui la commandait, est tué par la décharge d'un obusier. Le même sort était réservé à l'adjudant-général Quénin, qui marchait à la tête de la troisième colonne. Déjà il gravissait avec les siens la colline de Cossaria, quand, at eint d'une balle, il tombe mort. Ces trois funestes événemens ébranlèrent le moral du soldat. La nuit approchait, et le général Augereau n'espérant plus réussir dans son attaque, donna ordre de cesser le combat; mais craignant en même temps que le général Provera ne profitât de cette circonstance pour se faire jour l'épée à la main, il fit réunir ses bataillons, et leur fit établir autour du château de Cossaria des épaulemens en tonneaux et des batteries d'obusiers à demi-portée de fusil de son adversaire. La division entière

1796-an IV. Italie. bivouaqua ainsi sur le terrain et passa la nuit du 13 au 14 sur le *qui vive*.

Cependant Beaulieu, de plus en plus inquiet sur sa position hasardée, s'occupait avec activité du soin de la rendre meilleure. Les dispositions nouvelles qu'il avait ordonnées à son quartier-général d'Acqui, où il était toujours, n'avaient pas absolument atteint le but qu'il se proposait, et une bonne partie de sa gauche se trouvait encore disséminée jusque sur l'Orba. Pour diminuer autant qu'il était possible les dangers que lui faisait courir l'active prévoyance de son jeune rival, Beaulieu avait envoyé des renforts considérables au général Argenteau à Dego, et lui avait prescrit de se maintenir jusques à la dernière extrémité dans cette position importante; mais les forces autrichiennes, éparpillées confusément sur une ligne trop étendue, étaient toujours dans l'impossibilité d'opposer à la masse des Français une résistance suffisante. Elles occupaient les positions suivantes : quatre bataillons étaient à Dego, quatre à Sassello, deux à Mioglio, trois à Paretto, Malvicino et Acqui, trois en marche avec Wukassowich, par le Monte-Faiale sur Sassello; enfin trois bataillons de la gauche s'approchèrent vers Monte-Alto, afin de soutenir le général Argenteau à Dego. Ces trois bataillons avaient ordre de rester en réserve à une forte marche du village qu'ils devaient secourir. Les avant-postes du général Colli étaient toujours sur le Monte-Zemolo, et son corps de bataille, formé en deux divisions, n'avait point quitté ses retranchemens sous Ceva et à Paroldo. Toutes ces forces sardes n'avaient à ce moment devant elles que la seule division française du général Serrurier.

Les mouvemens opérés par l'armée d'Italie ayant donné au général Argenteau la crainte de se voir vigoureusement attaqué dans sa position de Dego, les trois bataillons cantonnés à Monte-Alto et un autre bataillon détaché de Paretto

reçurent de lui l'ordre de venir le joindre pour le renforcer; et le général Wukassowich fut chargé de s'avancer avec cinq autres bataillons de Sassello, par Ponte-Ivrea sur le flanc droit des Français. 1796-an IV. Italie.

Le 14 avril, à la pointe du jour, les troupes sardes qui gardaient la vallée de la Bormida et les hauteurs de Cencio s'avancèrent pour tenter de dégager le général Provera. Plusieurs régimens ennemis dont faisait partie celui de Belgiojoso, se portèrent de même sur le centre de Bonaparte. Mais cette attaque fut vigoureusement repoussée par les dix-huitième et soixante-quinzième demi-brigades formant la brigade du général Ménard. Celui-ci reçut alors de Bonaparte l'ordre précis de se replier sur la droite de l'armée afin de renforcer l'attaque que la division du général Laharpe devait exécuter sur les troupes que le général Argenteau avait rassemblées à Dego.

Tandis que le général Bonaparte faisait ces dispositions pour l'attaque de gauche de l'ennemi, le général Provera, vivement pressé par Augereau, ayant épuisé toutes ses munitions et manquant de vivres, se vit enfin forcé de se soumettre à la nécessité et se rendit prisonnier avec les quinze cents hommes qu'il commandait à Cossaria. Il était une heure après midi, et déjà le général Masséna, chargé d'appuyer les opérations de Laharpe, s'avançait avec rapidité pour déborder la gauche de l'armée ennemie dans le village de Dego. Les troupes légères de Bonaparte poussaient dans le même moment des reconnaissances jusques au chemin de Dego à Spigno. La division du général Laharpe qui déjà était parvenue au village de Cagna, après avoir traversé la vallée de la Bormida, reçut l'ordre de se mettre en marche sur trois colonnes serrées en masse : celle de gauche, commandée par le général Causse, passa la Bormida sous un feu meurtrier, ayant de l'eau jusques au milieu du corps, et attaqua l'aile gauche de l'ennemi par la droite, dans le dessein de la séparer du reste de sa ligne; le général

1796-an IV. Italie. Cervoni à la tête de la seconde colonne traversa aussi la Bormida sous la protection d'une batterie française, et attaqua de front la même aile gauche de l'ennemi; enfin, la troisième colonne, commandée par l'ajudant-général Boyer [1], tourna le ravin qui couvrait la ligne ennemie et dut manœuvrer pour lui couper sa retraite.

Tous ces mouvemens, secondés par l'intrépidité des troupes et les talens des différens généraux, remplirent le but qu'en attendait le général Bonaparte. Les Autrichiens opposèrent néanmoins une vigoureuse résistance aux efforts combinés des Français. Les bataillons que le général Argenteau commandait en personne à Dego, et qui attendaient les renforts appelés par ce général, tinrent ferme dans leur position et ne furent culbutés qu'à l'instant même où les secours paraissaient sur les hauteurs en arrière de la ville. Ce fut en vain que le général Argenteau, après avoir réuni ses fuyards aux troupes fraîches qui lui arrivaient, voulut s'efforcer de rétablir le combat. Dans ce moment même accourait sur son flanc gauche la division du général Masséna. Le corps d'Argenteau attaqué ainsi de front et de flanc, fut mis dans une déroute complète. Cinq bataillons mirent bas les armes : vingt pièces de canon furent enlevées. La division Laharpe s'attacha à la poursuite des vaincus, et ce général se portant lui-même à la tête de quelques escadrons, les sabra pendant plus de trois lieues sur la route de Spigno. Cette ardeur extrême qui l'emportait ainsi loin du gros de l'armée, fut la cause d'un revers momentané dont nous allons parler plus bas. Les débris des troupes d'Argenteau se dispersèrent jusques à Monte-Alto et Acqui.

Tandis que deux divisions françaises culbutaient de cette manière la gauche de l'armée ennemie, Augereau avait de son côté remporté de précieux avantages. Bonaparte, qui ne négligeait aucun moyen de rendre une victoire décisive, n'avait pas

[1] Aujourd'hui lieutenant-général.

plus tôt appris que la division de ce général devenait disponible par la capitulation de Provera, qu'il lui avait envoyé l'ordre d'appuyer à gauche, et de s'emparer des hauteurs importantes de Monte-Zemolo, afin de déterminer d'autant mieux l'isolement total de l'armée piémontaise qui se reployait sur le Tanaro et dans son camp retranché de Ceva, d'avec les restes de celle de Beaulieu qui se retirait par Acqui et la vallée de l'Orba.

Augereau exécuta avec la plus grande ponctualité le mouvement qui lui était prescrit, dans la journée du 15; mais au moment où la nouvelle en parvenait au général en chef, ce dernier fut également informé d'un événement fâcheux qui venait de se passer à la droite de l'armée. Nous avons dit que, le 14, le général Wukassowich avait eu ordre de se mettre en route avec les cinq bataillons qu'il commandait, et de se réunir aux quatre qui défendaient Sassello, afin de venir ensuite se lier à la gauche du général Argenteau par Ponte-Ivrea. Wukassowich s'était en effet mis en marche le 16 au matin. Mais arrêté par les difficultés qu'offrait sur la route la nature du terrain, il lui fut impossible d'exécuter assez tôt son mouvement; et quand il parut à la vue de Dego, ses tirailleurs lui apprirent que ce village, évacué par les Autrichiens, venait d'être occupé par les Français. Retourner sur ses pas sans avoir combattu, parut au général Wukassowich un parti peu honorable, et sur-le-champ il prit celui d'attaquer la division du général Laharpe qui, s'étant avancée à la poursuite d'Argenteau sur la route de Spigno, était loin de s'attendre à se voir assaillie du côté de Sassello. Cette division qui avait bivouaqué sur le terrain où elle s'était arrêtée, se livrait avec sécurité au repos que ses fatigues de la veille lui rendaient si nécessaire, lorsque les bataillons de Wukassowich se jetèrent avec impétuosité et à l'improviste sur ses postes avancés, les culbutèrent et répandirent la terreur dans le gros même de la division. Ce sentiment devient si général, que les sol-

1796-an IV. Italie. dats de Laharpe ont oublié en un moment qu'ils sont vainqueurs, et ne pensent plus qu'à fuir pour éviter un danger que la peur leur rend encore plus redoutable. Wukassowich profite habilement de ce découragement subit des Français; il vole à leur poursuite, et telle est la rapidité de sa marche qu'il parvient à Dego, et s'en empare avant même que les troupes surprises aient songé à défendre la ville. Mais Bonaparte, instruit promptement de cet événement, fait battre la générale. Le camp tout entier est bientôt sur pied, et le général Masséna, que sa position rapprochait davantage de Dégo, marche de suite sur ce village pour en chasser l'ennemi. Les troupes de Wukassowich, animées par leur succès, opposèrent une forte résistance à l'attaque des Français. Masséna, qui faisait engager ses régimens à mesure qu'ils arrivaient, est repoussé trois fois. Le général Causse venant de rallier la quatre-vingt-dix-neuvième demi-brigade, chargeait les ennemis, et était près de les atteindre à la baïonnette lorsqu'il tomba blessé à mort. Quelques instans après, apercevant le général Bonaparte qui s'efforçait lui-même de rétablir le combat par sa présence, Causse le fait appeler et lui demande : « Dego est-il repris? — Les positions sont à nous, reprend le général. —Dans ce cas, ajoute le brave Causse, *vive la république!* je meurs content. »

L'affaire cependant n'était point encore décidée. Mais Bonaparte, habile à saisir le moment pour en tirer parti, avait cherché, par sa réponse affirmative, à inspirer la confiance du succès aux troupes qui l'écoutaient. Il était une heure après midi, et menant lui-même au combat la quatre-vingt-dix-neuvième demi-brigade, il fait former en colonne la quatre-vingt-neuvième commandée par le général Victor, tandis que par ses ordres l'adjudant-général Lanusse, ayant réussi à rallier la huitième légère, se précipite à sa tête sur la gauche de l'ennemi. Un instant la troupe de Lanusse chancelle; mais témoin du succès de l'attaque dirigée par le général en chef et

excitée par l'intrépidité de son commandant, elle fond sur l'ennemi, le culbute et entre dans Dego en même temps que Bonaparte. Le corps du général Wukassowich mis en déroute par ce mouvement vigoureux et combiné, se sauva à Acqui. L'adjudant-général Vignolles, chargé par le général en chef de poursuivre les fuyards avec un escadron du vingt-cinquième régiment de chasseurs à cheval, atteignit la colonne ennemie, et parvint jusques à sa tête en sabrant de droite et de gauche. Là, il délivra un grand nombre de prisonniers que cette colonne emmenait, notamment le chef de brigade Vauquet, de la trente-deuxième demi-brigade de ligne. L'adjudant-général Vignolles ramena au quartier-général de Cairo dix-huit cents prisonniers qui, réunis à ceux déjà faits dans les heures précédentes de la même journée, portèrent leur nombre à cinq mille. On reprit aussi dans cette affaire, treize pièces de canon qui étaient tombées au commencement de l'action au pouvoir des Autrichiens. On ramassa sur le champ de bataille et dans les montagnes environnantes qui se lient à la position de Dego, une énorme quantité de fusils. Ce même jour, signalé par la prise et la reprise de Dego, et par l'occupation de Monte-Zemolo par le général Augereau, le général Rusca, après un combat valeureusement soutenu, où il avait fait cent prisonniers et pris deux canons, s'était emparé des hauteurs de San-Giovani, situées au-dessus de Murialto, et qui dominent les vallées du Tanaro et de la Bormida. Ces deux derniers avantages [1] établissaient une communication intermédiaire avec la réserve aux ordres du général Serrurier, laquelle avait elle-même commencé à prendre part aux opérations en occupant sur la gauche du Tanaro, et presque sous Ceva, les postes de Batifolo, Bagnasco et Nocetto, et se trouvait par là en mesure de se lier à la gauche d'Augereau.

1796-an IV. Italie.

[1] C'est-à-dire l'occupation de Monte-Zemolo et des hauteurs de San-Giovani.

1796—an IV. Italie. Les combats de Dego, de Monte-Zemolo et de San-Giovani, avaient occasioné aux vainqueurs une perte très-faible en comparaison de celle des vaincus. Cependant, les Français eurent à regretter le général Causse, dont nous avons déjà parlé ; et les chefs de brigade Dupuis et Rondeau : ce dernier avait été surnommé *le brave* par ses camarades.

Les résultats matériels des deux journées de Millesimo et de Dego, furent la prise de vingt-deux pièces de canon, quinze drapeaux, deux mille cinq cents hommes tués, huit à neuf mille prisonniers, parmi lesquels un lieutenant-général, environ trente colonels ou lieutenans-colonels, des officiers d'artillerie et du génie, etc.

La reprise de Dego donnait à Bonaparte l'assurance de ne plus avoir de craintes pour sa droite, de la part du général Beaulieu qui, maintenant, se retirait sur Tortone, laissant aux Français la libre possession du territoire de Gênes, et l'avantage bien plus précieux encore de le forcer à s'éloigner plus que jamais de l'armée piémontaise. Ce mouvement rétrograde du général Beaulieu, dont l'objet était, suivant ses propres assertions, de faciliter la jonction des troupes pontificales et napolitaines, avait donc l'inconvénient de laisser dans la position la plus critique les troupes du général Colli, dont le camp retranché sous Ceva se trouvait comme borné par le Tanaro qui n'était pas encore guéable, et dont tous les ponts avaient été coupés. L'éloignement précipité de Beaulieu exposait conséquemment le général Colli à se voir bientôt sur les bras l'armée entière d'Italie. En effet, depuis le combat de Dego, Bonaparte parut avoir tout oublié, pour ne plus s'occuper que de l'armée piémontaise. Le soir même de cette journée, il poussa jusque sous Ceva une forte reconnaissance, dont le résultat fut d'enlever à l'ennemi quelques positions qui rendaient moins dangereuse l'attaque projetée du camp piémontais. La conduite de Beaulieu, dans cette circonstance, fut remarquée

avec aigreur par le général Colli. Il communiqua son mécontement au roi de Sardaigne, et quelques auteurs prétendent que ces semences de division entre les cours d'Autriche et de Turin, contribuèrent autant que la défaite de l'armée de Colli, à engager cette dernière puissance à faire la paix avec la république française [1].

1796—an IV. Italie.

Les succès obtenus par Bonaparte, dès le début de la campagne, l'auraient été contre les ordres du directoire, en admettant la supposition que Bonaparte ait emporté pour instruction, l'ordre de se tenir d'abord sur une sévère défensive. En ce cas, si l'audacieux général eût échoué dans ses entreprises et eût été vaincu au lieu de remporter la victoire, sa

[1] En rapportant ces glorieux commencemens de la carrière militaire de Bonaparte, nous nous sommes servis des dénominations de *batailles de Montenotte, de Millesimo, et de combat de Dego*, employées par ce général lui-même dans ses rapports, et par tous les historiens qui ont écrit depuis cette époque. Cependant le général Jomini nous paraît avoir raison, en ne considérant cette suite d'actions militaires que comme une seule bataille, dont le coup décisif fut en effet porté à Dego; il hésite même à leur donner le nom de bataille. Voici d'ailleurs ce qu'il en dit (il faut remarquer que le passage que nous citons a été écrit en 1816):

« Cette bataille de six jours, dit-il, livrée sur dix points différens, mais toujours par une même masse principale, à des parties morcelées, fut plutôt une série de combats qu'une bataille rangée. Elle a donné lieu à des raisonnemens ou à des systèmes également faux: on a prétendu que Bonaparte, *embrassant un vaste champ de bataille, avec des divisions isolées, les faisait combattre par des mouvemens coïncidens, et avait ainsi étendu l'échelle des combinaisons*. Il est cependant facile de voir, par l'exposé rapide que nous venons d'en donner, que c'est par un système opposé que Bonaparte a triomphé tant de fois; qu'il a constamment rassemblé ses plus grosses masses dans des positions resserrées, et pour frapper les grands coups; sans doute, il les a ensuite étendues, mais c'était toujours dans une position centrale, et afin de séparer de plus en plus les corps ennemis déjà vaincus. Ces engagemens multipliés furent le résultat du morcellement des alliés, de la position de leurs corps, et de la nature montagneuse du pays. Il fallait bien aller chercher ces corps où ils étaient, et il eût été bien difficile de livrer une bataille générale comme celle de Iéna ou de Wagram, à une armée qui couvrait par divisions toutes les crêtes de l'Apennin et n'avait pas dix mille hommes réunis sur un même point. »

1796—an IV. Italie. tête eût peut-être payé le crime d'avoir désobéi aux ordres du gouvernement républicain. Mais à la nouvelle des lauriers cueillis si abondamment par l'armée d'Italie, le directoire qui vit facilement combien ces triomphes allaient être favorables à la cause de la république, paraîtrait avoir oublié la transgression de ses ordres, puisqu'il ne songea plus qu'à exalter davantage encore, s'il était possible, l'ardent enthousiasme du général en chef et de ses lieutenans. C'est dans cette intention qu'il écrivit à Bonaparte :

« Il est satisfaisant pour le directoire, de voir justifier par les lauriers que vous venez de cueillir, le choix qu'il a fait de vous, pour conduire l'armée d'Italie à la victoire. Recevez aujourd'hui, général, le tribut de la reconnaissance nationale; méritez-la de plus en plus, et prouvez à l'Europe que Beaulieu, pour avoir changé de champ de bataille, n'a pas changé d'ennemi ; que, battu au nord, il le sera constamment par la brave armée d'Italie ; et qu'avec de tels défenseurs, la liberté triomphera des efforts impuissans des ennemis de la république. »

Au général Laharpe :

« L'effroi que vous inspirez aux ennemis de la république, peut seul égaler sa reconnaissance et l'estime due à votre courage et à vos talens. »

Au chef de brigade Rampon, défenseur de la redoute de Monte-Legino :

« Intrépide militaire, amant de la liberté, continuez à la servir : que le serment que vous avez fait prêter aux braves soldats que vous commandiez dans la redoute de Montenotte, soit répété dans l'occasion par tous les républicains qui sont dignes de le tenir, et qu'il serve à fortifier chez eux, s'il en était besoin encore, la haine de l'esclavage, et le désir de vaincre des ennemis qui n'ont pas renoncé au projet insensé

de nous donner des fers. La valeur française les forcera bientôt à demander la paix?... Vous y aurez concouru par le trait héroïque qui vous honore. » 1796-an IV. Italie.

A l'adjudant-général Vignolles :

« Le courage et les talens que vous avez développés, vous méritent la reconnaissance de la nation. Organe de cette nation que vous défendez si glorieusement, le directoire vous transmet avec plaisir les éloges dus à votre conduite distinguée. Ils seront sans doute pour vous la plus douce récompense de votre valeur, et la manière la plus sûre de vous commander de nouveaux succès. »

Ces éloges publics, qui tenaient lieu alors des décorations, des titres et des dotations si prodigués par la suite, produisirent l'effet dont se flattait le directoire en les décernant. L'invincible armée d'Italie poursuivit le cours de ses triomphes, et c'est elle qui eut la gloire de donner à la France républicaine cette première paix générale attendue depuis si longtemps.

Combat de Vico; bataille de Mondovi, et armistice conclu entre l'armée sarde et l'armée française [1]. — Les troupes immédiatement sous les ordres du général Beaulieu, en se retirant précipitamment après les actions précédentes, par les routes d'Acqui et de Gavi, pour se mettre sous la protection des remparts de Tortone, laissaient un libre champ aux opérations ultérieures de Bonaparte, dans son dessein d'attaquer l'armée sarde que commandait le général Colli, après l'avoir isolée du grand corps d'armée austro-sarde. Le moment était favorable; la terreur inspirée par la rapidité des succès obtenus par les Français, s'était répandue jusque 28 avril. (9 floréal.)

[1] Journaux du temps, — Campagnes de Bonaparte en Italie, — Siéges et batailles, — Jubé et Servan, — Desjardins, — Jomini, — Lacretelle, — Histoire de France, — Mémoires et Notes manuscrits, etc.

1796-an IV. Italie.

dans le camp de l'armée piémontaise. Bonaparte pouvait donc se promettre de vaincre facilement le général Colli, abandonné des Autrichiens; il pouvait espérer qu'en frappant ce coup décisif, il épouvanterait la cour de Sardaigne jusque dans Turin, et la forcerait à quitter la cause des alliés. Alors l'armée désorganisée du général autrichien étant désormais le seul obstacle à surmonter, le général français, dont l'imagination ardente s'élançait incessamment vers l'avenir, pouvait se regarder comme le maître de l'Italie. Il n'y avait pas à balancer. La gloire, l'ambition, l'honneur de Bonaparte dépendaient de la destruction de Colli : douze jours suffirent pour obtenir ce grand résultat, et forcer la cour de Sardaigne à refuser désormais son appui aux ennemis de la république française.

Cet appui était cependant motivé, et pouvait être légitimement invoqué par les puissances armées contre la France. La femme du prétendant à la couronne de France, du roi Louis XVIII, celle du lieutenant-général du royaume, le comte d'Artois, étaient filles du roi de Sardaigne. Il était naturel que la cour de Turin eût embrassé la cause de ces princes, et eût armé en leur faveur. Aussi le roi de Sardaigne avait-il adhéré des premiers à la coalition de Pilnitz. Il avait vu ses troupes dans Toulon, et avait pu, un moment, se flatter de posséder un jour la Provence, qu'on avait promise à son ambition. Mais, tenu long-temps en échec par les deux armées que la république avait eues jusques alors en Savoie et dans le comté de Nice; souvent battu par elles, il avait partagé tous les revers de la coalition à laquelle il était cependant resté fidèle. Le comté de Nice et la Savoie lui avaient été enlevés dès 1792, ainsi qu'on l'a vu dans le premier volume de ces Annales. Sans cesse menacé d'une invasion, en 1795, il avait perdu l'élite de ses troupes dans une foule de combats restés sans résultats; enfin, au moment même où plus que jamais,

et par les promesses fantastiques du général Beaulieu, il avait osé concevoir l'espérance de reprendre ce qu'il avait perdu, et de s'emparer de la Provence, la fortune se montrait tout-à-coup contraire à ses vœux. Abandonnée de son allié, près d'être accablée par une armée victorieuse, l'armée du roi de Sardaigne pouvait être détruite, et laisser aux vainqueurs un passage libre jusques à Turin. Que pouvait désormais le roi de Sardaigne pour s'opposer à l'invasion prochaine de ses états? Toutes ses ressources étaient épuisées, et ce monarque, renfermé dans son palais, sollicitait vainement de ses sujets un dévouement dont il ne savait pas donner l'exemple. Toutes les mesures que l'exaltation et l'enthousiasme patriotiques avaient inspirées en France à l'approche de l'invasion ennemie, il les imitait languissamment et sans succès. Une levée en masse, qui comprenait tous les hommes depuis seize jusques à trente ans, avait produit autant de révoltés que de soldats. Les Piémontais, las d'une guerre qui durait depuis quatre ans, sans qu'aucun avantage en eût été la suite, commençaient à désirer la paix avec autant d'empressement qu'ils l'avaient repoussée auparavant. Ce pays était d'ailleurs dans cette situation critique, que tant d'états d'Europe ont connue dans le même temps. Une grande partie de la noblesse et les bourgeois des villes étaient en opposition avec une cour plus dévote qu'éclairée, même sur ses propres intérêts. Une désunion presque générale de toutes les classes de la société avait été produite par la fermentation des têtes. Cette partie de la population, que les gouvernemens appellent proprement le peuple, qui fait la force des états parce qu'elle en est le bras ou l'instrument, superstitieuse à l'excès dans le Piémont, avait d'abord embrassé avec ardeur le parti d'une guerre déclarée à des hommes qu'on leur peignait comme les plus cruels ennemis de la religion. Mais des intérêts plus directs avaient affaibli cette opinion exagérée. Les Piémontais commençaient

1796-an IV.
Italie.

1796-an IV Italie. à penser que c'était moins la cause des peuples que celle des rois que l'on voulait défendre, et cette idée prit de tels développemens que, devenu suspect à son peuple, le prince eut la douleur de voir échouer les mesures proposées pour pouvoir résister aux Français. Les nouvelles recrues, au lieu de rejoindre, désertaient en foule, et formaient comme une armée ennemie dans l'intérieur de l'état. Afin de défendre cet état menacé, il fallait donc s'en tenir aux forces déjà rassemblées, et le général Colli eut ordre d'opposer une vigoureuse résistance aux efforts des Français. Une victoire était seule capable de sauver le Piémont d'une invasion. Mais Colli pouvait-il se flatter de sortir victorieux de la lutte où il était engagé? Il pressentait qu'il serait vaincu. Mais du moins il voulut l'être sans honte.

Certain que Bonaparte vainqueur de Beaulieu ne tarderait pas à l'attaquer, le général Colli avait concentré ses troupes dans le camp retranché de Ceva, afin d'opposer à son ennemi une masse de résistance plus considérable; deux rivières, dont les bords avaient été hérissés de batteries, protégeaient ses lignes, qui s'étendaient jusques à la place de Mondovi. Colli espérait encore pouvoir se défendre pendant quelques jours dans cette position, et donner le temps, à la cour de Turin, de lui envoyer des secours, ou à Beaulieu d'agir de manière à seconder ses efforts. L'infatigable activité de Bonaparte déjoua sans peine tous ces projets de la prudence, et Colli fut attaqué dans ses positions avant d'avoir reçu aucun des renforts qu'il attendait.

Le 16 avril, la division du général Augereau, qui avait reçu ordre de se mettre en marche, quitta précipitamment les hauteurs de Monte-Zemolo, et attaqua les redoutes qui protégeaient le camp retranché de Ceva. Elles étaient défendues par huit mille Piémontais. Les colonnes françaises, commandées par les généraux Bayrand et Joubert, éprou-

vèrent une vigoureuse résistance qui fut prolongée pendant 1796—an IV.
toute la journée, malgré la vigueur des attaques successives. Italie.
Cependant, à la chute du jour, la plupart des redoutes avaient été évacuées, et les troupes françaises s'y étaient postées. Colli sentit qu'il courait risque d'être tourné par Castellino, et, pour éviter ce danger, il donna l'ordre d'évacuer pendant la nuit le camp retranché de Ceva.

Pendant cette même journée, les généraux Serrurier et Rusca s'étaient avancés pour seconder l'attaque du général Augereau, et se trouver, après le succès, à même d'opérer leur jonction avec sa division. En même temps, le général Masséna, qui s'était porté sur les hauteurs de Barcaro, avait poussé ses colonnes jusque sur les bords du Tanaro, afin de le passer entre Ceva et Castellino. C'est cette dernière manœuvre, exécutée avec beaucoup de succès, qui avait fait craindre au général Colli de se voir tourné, et l'avait engagé à quitter ses retranchemens de Ceva. Sa retraite, opérée avec beaucoup d'ordre, avait eu lieu sur Mondovi, et son corps d'armée prit, pour couvrir cette place importante, une très-bonne position au confluent de la Corsaglia et du Tanaro, sa droite appuyant à la Madona de Vico, son centre à la bicoque de Saint-Michel, et sa gauche s'étendant jusque vers Lesegno.

Le lendemain 17, les divisions des généraux Serrurier et Augereau opérèrent leur jonction devant la place de Ceva, et le général Serrurier entra dans la ville, dont la forteresse était toujours occupée par sept ou huit cents Piémontais. Il eût été intéressant de pouvoir s'emparer de cette citadelle; mais l'artillerie de siége n'avait pu suivre la marche rapide des Français dans les montagnes, et le général Serrurier, faute de canons, fut obligé de souffrir auprès de lui cette garnison ennemie.

Le 18, Bonaparte, qui s'était trouvé la veille à Salicetto,

1796–an IV Italie. transporta son quartier-général à Céva, afin de présider lui-même à l'attaque générale qu'il méditait contre le général Colli. Le 19, la division du général Serrurier attaqua la droite de l'ennemi et la partie de son centre qui était postée à Saint-Michel. Après trois heures d'un combat opiniâtre, Serrurier s'empara du village, renversa les Piémontais chargés de défendre le pont sur la Corsaglia, et traversa lui-même cette rivière avec un fort détachement de ses troupes; mais le Tanaro n'étant point guéable, les divisions des généraux Augereau et Masséna, qui devaient attaquer les Piémontais en même temps que Serrurier, ne purent exécuter leur mouvement, et furent obligées de laisser la rivière entre elles et leur ennemi. Le général Colli profita habilement de cet incident, et conduisit lui-même des renforts à sa droite, toujours aux prises avec le général Serrurier. Celui-ci, étonné de se voir attaqué par des troupes fraîches, quand il croyait devoir être secondé par Masséna et Augereau, vit bientôt le désordre s'introduire parmi ses soldats, et, pour éviter un plus grand mal, il prit le parti de se retirer. Ses colonnes, poussées avec vigueur jusque sur la Corsaglia, ne surent point opposer une résistance suffisante, et ce fut avec la plus grande peine, et non sans éprouver une perte considérable, que ce général parvint à repasser la rivière. Cet échec faisait perdre à ces troupes tout le terrain qu'elles venaient de gagner : elles se retirèrent jusque dans Ceva, et de cette manière, les deux partis se trouvèrent dans les mêmes positions que la veille.

Par les manœuvres qu'il avait commandées dans la journée du 19, Bonaparte avait eu le dessein de percer jusques à Mondovi, et de forcer le général piémontais à un changement de front qui pût le priver de tout l'avantage de sa position; mais le succès n'ayant point répondu à son attente, Bonaparte passa la journée du 20 à prendre les mesures qui pouvaient

donner, à une seconde attaque, une issue plus favorable. 1796-an IV. Italie.
Dans la nuit du 21 au 22, le général Masséna vint passer le Tanaro sur le pont de Ceva, et prit possession du village de Lesogno. Les brigades des généraux Guyeux et Fiorella, de la division du général Serrurier, s'emparèrent du pont della Torre; en même temps, le général Augereau descendit la vallée du Tanaro, et marcha sur Alba, afin de menacer les communications de l'ennemi, enlever ses dépôts, et jeter l'épouvante jusque dans Turin.

L'intention de Bonaparte, en ordonnant ces dispositions, était, comme la veille, d'obliger le général Colli à changer de champ de bataille; mais celui-ci, craignant l'issue d'un combat qui eût été décisif sur une ligne aussi étendue, préféra renoncer à tous les avantages de sa position, et se mit, dès deux heures après minuit, en pleine retraite, évacua toute son artillerie et se replia sur Mondovi. Bonaparte, qui s'était promptement aperçu de cette marche rétrograde, envoya aussitôt la division du général Serrurier à la poursuite de l'armée piémontaise. Serrurier mit tant de célérité dans l'exécution de cet ordre, que le 22 avril, à la pointe du jour, il atteignit l'arrière-garde de l'ennemi sur les hauteurs en avant de Vico.

La brigade du général Guyeux se dirigea sur la gauche de l'armée de Colli, tandis que Serrurier, avec les brigades des généraux Fiorella et Dammartin, attaquait les redoutes qui couvraient son centre. Ces mouvemens se firent avec tant de précision et de valeur, qu'après avoir vu ses positions emportées à la baïonnette, le général Colli abandonna le champ de bataille, traversa rapidement Mondovi, évacua cette place, et se rabattit sur la Stura et Fossano, en ayant soin de mettre ses bagages et son artillerie derrière les rivières de l'Elero et de Pesio. La cavalerie française se porta à sa poursuite avec beaucoup d'ardeur, et le général Stengel,

1796-AN IV. Italie. qui la commandait, fut tué dans une charge. Murat [1], aide-de-camp de Bonaparte, se distingua particulièrement dans cette poursuite à la tête du vingtième régiment de cavalerie, et mérita d'être cité avec éloge dans le rapport du général en chef.

L'ennemi, suivant la relation officielle, perdit dans cette journée vingt-un drapeaux, dont quatre des gardes-du-corps du roi de Sardaigne, dix-huit cents hommes, dont treize cents prisonniers; un général piémontais fut tué, et trois furent faits prisonniers; savoir le lieutenant-général comte de Leire, le comte de Flayes, colonel des gardes du roi de Sardaigne; M. Matter, colonel-propriétaire du régiment de son nom, et quatre autres colonels; huit pièces de canon et quinze caissons. Le général Despinois fut cité avec éloge dans le rapport du général en chef, ainsi que le général Berthier, chef de l'état-major général « chez qui, dit Bonaparte, les talens égalent l'activité, le patriotisme et le courage. »

Pendant que, pour dernier fruit de cette victoire, les Français prenaient possession de la place et forteresse de Mondovi, évacuée par les Austro-Sardes, le général Colli se hâtait de passer la Stura, pour ne s'arrêter qu'entre Coni et Cherasco. L'inaction du général Beaulieu, au moment où l'armée piémontaise était ainsi attaquée et poursuivie, contribua puissamment à jeter le découragement parmi les soldats de Colli. Menacé par la seule division du général Laharpe, Beaulieu, qui était resté vers Acqui, n'avait fait aucune tentative pour essayer de se joindre à ses alliés, ou au moins de faire une diversion en leur faveur; il n'avait même fait aucun mouvement, et quand il eût pu concentrer ses forces, il tenait toujours sa ligne trop étendue, puisque sa gauche se prolongeait jusques à la rivière d'Orba.

[1] Depuis beau-frère de Bonaparte, grand-duc de Berg, roi des Deux-Siciles, et fusillé en 1815, par ordre du roi de Naples actuel.

Cette circonstance de la conduite du général autrichien, qui faisait murmurer hautement l'armée piémontaise, vint encore augmenter les inquiétudes de Colli. Menacé d'une destruction complète, sans espoir d'obtenir de renforts de la part de sa cour ou du général en chef autrichien; poursuivi par une armée audacieuse, infatigable, Colli avait instruit son gouvernement de la position plus que critique où il se trouvait. La nouvelle des derniers succès obtenus par les Français, avait plus que jamais répandu la terreur et l'effroi dans Turin. La plupart des grandes familles de cette ville, épouvantées de l'approche des républicains, dont elles redoutaient les principes opposés à la noblesse et aux priviléges, se tenaient déjà préparées à fuir au premier signal. Les appréhensions dont la cour et la ville étaient agitées, devinrent telles, que le roi de Sardaigne, perdant lui-même la confiance qu'il avait eue dans ses forces et dans l'appui de ses alliés, envoya au général Colli l'autorisation nécessaire, pour demander à Bonaparte une suspension d'armes. Colli écrivit donc au général français, pour l'instruire des intentions de sa cour, et lui mandait, le 23 avril, que le roi son maître, ayant envoyé à Gênes des plénipotentiaires chargés d'y traiter de la paix avec la république française, sous la médiation de la cour d'Espagne, il croyait que l'intérêt de l'humanité exigeait que les hostilités fussent suspendues de part et d'autre, pendant la durée des négociations. Il finissait par proposer à Bonaparte un armistice, soit illimité, soit à temps fixe, à son choix, dans la vue d'épargner une inutile effusion de sang.

1796 - an IV. Italie.

Mais Bonaparte qui savait qu'il ne faut jamais donner à son ennemi le temps de se reconnaître, se garda bien de faire à Colli une réponse décisive et satisfaisante. Il lui laissait seulement entrevoir, qu'un accommodement n'était point impossible, mais qu'au directoire seul appartenant le droit de traiter de la paix, il ne pouvait rien prendre sur lui avant

1796-an IV. Italie. d'avoir reçu ses ordres. Au moyen de cette précaution adroite, Bonaparte, sans nuire à la rapidité de ses opérations militaires, se réservait la faculté de proposer un moyen terme qui pouvait devenir très-favorable à l'armée française.

En effet, malgré ses triomphes, l'armée française se trouvait encore dans une position incertaine et précaire. Maîtresse d'un pays florissant, elle voyait, il est vrai, l'abondance succéder au dénûment absolu dans lequel elle se trouvait naguère; la victoire venait, suivant la promesse et la prédiction de Bonaparte, d'ouvrir aux Français le chemin de l'Italie. Mais dans ce pays fertile où elle pouvait se dédommager de ses longues privations, et faire momentanément trève à ses fatigues, l'armée n'avait encore d'autre appui que ses armes. Les Piémontais avaient toujours en leur pouvoir des places qui pouvaient inquiéter et arrêter même les opérations d'une armée trop peu nombreuse pour entreprendre des siéges, et dépourvue d'ailleurs de tous les objets nécessaires à de telles entreprises.

Les Autrichiens, revenus de leur terreur, pouvaient se rallier, recevoir les secours promis par le roi de Naples; et Colli lui-même, en marchant par la rive gauche du Pô, avait la possibilité de leur donner la main. Par une suspension d'hostilités, l'armée française gagnait donc l'avantage de se débarrasser des Piémontais, se trouvait libre d'achever la défaite des Autrichiens, rendait nul l'obstacle des forteresses du roi de Sardaigne, et contraignait Beaulieu de chercher un dernier asile sous les murs de Mantoue ou derrière l'Adige.

Par ces considérations qui ne pouvaient échapper à sa haute sagacité, Bonaparte, dans sa réponse au général Colli, ajoutait donc : « La position militaire des deux armées rend toute suspension d'armes pure et simple, impossible. Quoique je sois en particulier bien certain que le gouvernement accordera des conditions de paix raisonnables à votre roi, je ne puis,

sur des présomptions vagues, arrêter ma marche. Il est cependant un moyen de parvenir à votre but, conforme aux vrais intérêts de votre cour, et qui épargnerait une effusion de sang inutile, et dès-lors contraire à la raison et aux lois de la guerre : c'est de mettre en mon pouvoir deux des trois forteresses de Coni, d'Alexandrie, de Tortone, à votre choix. Nous pourrons alors attendre, sans hostilités, la fin des négociations qui pourraient s'entamer. Cette proposition est très-modérée ; les intérêts mutuels qui doivent exister entre le Piémont et la république française, me portent à désirer vivement de voir éloigner de votre pays les malheurs de toute espèce qui le menacent. » 1796—an IV. Italie.

Cette proposition, si elle était acceptée, devenait extrêmement favorable aux succès ultérieurs de la campagne. La possession de deux forteresses dans le Piémont, répondait entièrement de la neutralité du roi de Sardaigne, et laissait le général de l'armée française, maître d'agir avec vigueur contre les Autrichiens. Mais en attendant la réponse du général Colli, Bonaparte, qui voulait donner plus de poids à sa demande, et profiter en effet de la position où l'avaient placé ses victoires, avait, le même jour, donné ordre à son armée de passer l'Elero, et après avoir jeté des ponts sur le Pesio, avait porté son avant-garde sur Carru. Le 24, après quelques escarmouches de cavalerie de peu d'importance, les Français occupèrent Bene.

Cependant, Beaulieu pressé par la cour de Sardaigne, et dans la crainte de déplaire à son gouvernement, en paraissant negliger trop les intérêts de ses alliés, s'était décidé à faire un mouvement concentrique, qui pût le rapprocher un peu de l'armée de Colli. Le 24, il leva son camp d'Acqui, et se mit en marche avec seize bataillons et vingt-deux escadrons ; après toutefois avoir eu la précaution de laisser dans Terzo sept bataillons et six escadrons commandés par le général Liptay.

1796-an IV. Italie. Ce mouvement était trop tardif pour opérer une diversion favorable aux Piémontais de Colli.

Celui-ci avait pris une position défensive sur la Stura; son front était couvert par cette rivière; sa droite s'étendait vers la forteresse de Coni, et se tenait en communication avec les troupes qui défendaient le passage du Col-de-Tende. Sa gauche s'appuyait à Cherasco. Cette position couvrait les places du Piémont, et défendait les seules routes par lesquelles les Français pouvaient y pénétrer alors.

Le général Serrurier se porta le 25, avec sa division, sur la Trinita, et s'avança jusques à portée de canon de la ville de Fossano, où se trouvait le quartier-général de Colli. Les Français et les Piémontais, séparés par la Stura, se canonnèrent pendant plusieurs heures sans résultat. Le général Masséna s'était en même temps dirigé sur Cherasco; et s'étant jeté avec impétuosité sur l'ennemi, culbuta d'abord les grand'-gardes. Cette ville, forte par sa position au confluent de la Stura et du Tanaro, l'était aussi par une enceinte bastionnée, très-bien palissadée, fraisée et garnie de vingt-huit pièces de canon. La garnison ayant fait mine de vouloir se défendre, Bonaparte envoya son aide-de-camp Marmont, et le général Dujard, pour reconnaître la place, et placer des batteries d'obusiers, pour couper les palissades. Ces démonstrations suffirent pour épouvanter l'ennemi. N'espérant point pouvoir résister long-temps, il se contenta de tirer quelques coups de canon, et profita de la nuit pour évacuer la ville et repasser la Stura. Cette conquête qui procurait vingt-huit pièces de canon à l'armée qui en manquait, et où l'on trouva des magasins considérables de munitions et de vivres, était d'autant plus importante aux yeux de Bonaparte, qu'elle appuyait sa droite et lui donnait un poste à l'abri d'un coup de main, où il pouvait établir ses dépôts de première ligne.

Après la prise de Cherasco, le général Colli se retira sur

Carignano, afin de mettre à couvert la ville de Turin, dont Bonaparte n'était plus qu'à neuf lieues. Cette retraite qui privait Fossano de tout moyen de résistance, laissa le général Serrurier maître de passer la Stura et de faire son entrée dans cette ville. Le même jour, la division du général Augereau s'était portée sur Alba, malgré un temps affreux qui avait rendu tous les chemins impraticables. Il suffit aux Français de se présenter devant la place, pour s'en rendre maîtres. Le peu de troupes piémontaises qui étaient restées à sa garde, s'enfuirent sans avoir brûlé une amorce, et le général Augereau se hâta d'y faire jeter sur-le-champ plusieurs ponts de bateaux, afin de pouvoir passer le Tanaro, qui est dans cet endroit d'une largeur et d'une rapidité considérables. 1796—an IV. Italie.

Le 26, l'armée française d'Italie se trouva entièrement rassemblée en avant de la ville d'Alba. Elle était alors dans un des plus beaux et des plus riches pays de l'Europe, et nageait dans l'abondance. Fiers des victoires remportées au prix de leur sang et de leur courage, les soldats de cette armée étaient animés de l'esprit le plus belliqueux et n'aspiraient qu'à poursuivre un ennemi qu'ils avaient vaincu avec tant de gloire. Bonaparte, pour exciter davantage encore leur enthousiasme, et en même temps tranquilliser les peuples d'Italie, adressa aux uns et aux autres, la proclamation suivante :

Soldats [1] !

Vous avez, en quinze jours, remporté six victoires, pris vingt-un drapeaux, cinquante pièces de canon, plusieurs places fortes, conquis la partie la plus riche du Piémont; vous avez fait quinze mille prisonniers, tué ou blessé dix mille

[1] Nous avons déjà fait remarquer cette dénomination de *soldats*, donnée par Bonaparte à ses troupes. Les autres généraux de la république les appelaient *camarades* ou *citoyens*. Mais Bonaparte crut devoir innover, ce qui convenait peut-être à ses desseins ultérieurs (*Voyez* l'Introduction, pag. xvij, tom. 1).

1796-an IV. Italie.

à penser que c'était moins la cause des peuples que celle des rois que l'on voulait défendre, et cette idée prit de tels développemens que, devenu suspect à son peuple, le prince eut la douleur de voir échouer les mesures proposées pour pouvoir résister aux Français. Les nouvelles recrues, au lieu de rejoindre, désertaient en foule, et formaient comme une armée ennemie dans l'intérieur de l'état. Afin de défendre cet état menacé, il fallait donc s'en tenir aux forces déjà rassemblées, et le général Colli eut ordre d'opposer une vigoureuse résistance aux efforts des Français. Une victoire était seule capable de sauver le Piémont d'une invasion. Mais Colli pouvait-il se flatter de sortir victorieux de la lutte où il était engagé? Il pressentait qu'il serait vaincu. Mais du moins il voulut l'être sans honte.

Certain que Bonaparte vainqueur de Beaulieu ne tarderait pas à l'attaquer, le général Colli avait concentré ses troupes dans le camp retranché de Ceva, afin d'opposer à son ennemi une masse de résistance plus considérable; deux rivières, dont les bords avaient été hérissés de batteries, protégeaient ses lignes, qui s'étendaient jusques à la place de Mondovi. Colli espérait encore pouvoir se défendre pendant quelques jours dans cette position, et donner le temps, à la cour de Turin, de lui envoyer des secours, ou à Beaulieu d'agir de manière à seconder ses efforts. L'infatigable activité de Bonaparte déjoua sans peine tous ces projets de la prudence, et Colli fut attaqué dans ses positions avant d'avoir reçu aucun des renforts qu'il attendait.

Le 16 avril, la division du général Augereau, qui avait reçu ordre de se mettre en marche, quitta précipitamment les hauteurs de Monte-Zemolo, et attaqua les redoutes qui protégeaient le camp retranché de Ceva. Elles étaient défendues par huit mille Piémontais. Les colonnes françaises, commandées par les généraux Bayrand et Joubert, éprou-

rateurs des peuples ; vous en seriez le fléau. Le peuple français vous désavouerait : vos victoires, votre courage, le sang de vos frères morts en combattant, tout serait perdu, surtout l'honneur et la gloire. Quant à moi et aux généraux qui ont votre confiance, nous rougirions de commander une armée qui ne connaîtrait de loi que la force. Mais, investi de l'autorité nationale, je saurai faire respecter à un petit nombre d'hommes sans cœur les lois de l'humanité et de l'honneur, qu'ils foulent aux pieds ; je ne souffrirai pas que des brigands souillent vos lauriers.

« Peuples d'Italie, l'armée française vient chez vous pour rompre vos fers ; le peuple français est l'ami de tous les peuples. Venez avec confiance au-devant de nos drapeaux. Votre religion, vos propriétés et vos usages seront religieusement respectés. Nous ferons la guerre en ennemis généreux : nous n'en voulons qu'aux tyrans qui vous asservissent [1]. »

Dans le moment où Bonaparte cherchait à exalter l'ardeur de ses soldats par cette proclamation, il s'attendait à livrer une dernière bataille, et sans doute elle eût décidé du sort du Piémont. Le roi de Sardaigne, renfermé dans Turin avec les débris de son armée, tremblait sur son trône et commen-

[1] Nous avons cité cette première proclamation d'un homme qui en a tant publié durant sa carrière militaire, afin de présenter une observation qui nous paraît avoir quelque intérêt. On a dit, on répète encore aujourd'hui que ces proclamations de Bonaparte, qui ont si souvent répandu en Europe presque autant de terreur que ses armées, n'avaient jamais été son ouvrage. On a même été jusques à citer ses faiseurs. Cependant, si l'on veut comparer toutes ses proclamations, depuis celle que nous venons de citer jusques à la dernière qui précéda le désastre de Mont-Saint-Jean, on restera convaincu avec nous qu'elles sont toutes la production du même homme. Le même style, les mêmes mouvemens, les mêmes tournures de phrases, les mêmes exclamations, et ce ton prophétique ou d'inspiré que Bonaparte affectait dans ses actions, se rencontrent dans toutes ces pièces. Quant à nous, nous ne doutons point que les proclamations de Bonaparte n'aient en effet été dictées par celui qui sut en tirer tant d'avantages.

1796-an IV. Italie. çait à se convaincre qu'une prompte soumission aux volontés du vainqueur pouvait seule le sauver de la ruine certaine dont il était menacé. Déjà les Français n'étaient qu'à neuf lieues de sa capitale. L'effroi s'était plus que jamais emparé de l'esprit des habitans de Turin. Des murmures, avant-coureurs d'une insurrection, augmentaient encore les inquiétudes et la détresse du roi au milieu de sa cour stupéfaite. Le peuple qui craignait de voir la ville livrée à toutes les horreurs du pillage, s'attroupait en foule autour du palais, et demandait la paix à grands cris. Toutes ces causes réunies firent enfin sentir au roi qu'il est des circonstances où l'intérêt des peuples demande que les souverains renoncent à leurs plus chères affections. Il avait été l'un des membres les plus zélés de la coalition. Il avait plus qu'aucun prince de l'Europe des raisons fortes et légitime de haïr la république; mais la fatale issue des événemens le contraignit à dissimuler sa haine, et à s'humilier devant le gouvernement français, en lui demandant une paix qui lui semblait presque une injure. Le roi de Sardaigne se soumit enfin à cette loi de la nécessité, si dure pour le commun des hommes, plus dure encore pour les rois.

Le 27 avril le général Colli, autorisé par son souverain, écrivit à Bonaparte pour lui annoncer que le roi allait envoyer des plénipotentiaires à Paris, afin de traiter de la paix définitive, mais qu'en attendant il acceptait les conditions proposées. « Sa majesté, disait le général Colli dans sa lettre, m'ordonne de vous déclarer qu'elle consentira à mettre en votre pouvoir deux de ses forteresses; savoir, celles de Coni et de Tortone, comme vous l'avez demandé, pendant que dureront les négociations dont on va s'occuper, et suivant le mode dont on conviendra; au moyen de quoi toute hostilité cessera dès à présent, jusques à la fin desdites négociations, etc. »

D'après la même lettre, le roi de Sardaigne chargea M. le

baron de la Tour, lieutenant-général de cavalerie, et le marquis de Costa, colonel chef d'état-major, de traiter avec le général Bonaparte des conditions de la suspension d'armes, qui furent arrêtées au quartier-général de Cherasco, le 28 avril, et dont les dispositions portaient une cessation de toutes hostilités entre l'armée française d'Italie et l'armée du roi de Sardaigne, à dater du jour où les conditions seraient remplies jusque cinq jours après la fin des négociations entamées à Paris. Les clauses de ce traité d'armistice furent très-favorables à l'armée française. La place de Coni devait être occupée par elle, ainsi que celle d'Alexandrie, en attendant que Tortone pût être remise en son pouvoir. Les Français restaient en possession de tout le pays conquis qui se trouve au-delà de la rive droite de la Stura, jusques à son confluent avec le Tanaro, et de là suivant la rive droite de cette rivière jusques à son embouchure dans le Pô pendant le temps qu'ils occuperaient Alexandrie. Après la reddition de cette place, par l'occupation de Tortone, la limite devait continuer au confluent de la Stura avec le Tanaro, jusques à la hauteur d'Asti sur la rive droite de cette dernière rivière. La ligne de démarcation suivait le grand chemin qui conduit à Nizza della Paglia, et de ce dernier lieu à Cassino; de la rive droite de la Bormida jusques à son embouchure dans le Tanaro; et enfin de là jusques à la jonction de cette rivière avec le Pô.

Les villes et citadelles de Coni, de Tortone ou d'Alexandrie, tant que la seconde ne serait point occupée par les Français, devaient être remises avec l'artillerie et les munitions de guerre et de bouche, dont il devait être fait inventaire. Les Français s'étaient réservés, par ce traité, le droit de passer le Pô sous Valence, et le passage par les chemins les plus commodes et les plus ouverts était accordé pour Paris et le retour, aux courriers et aux officiers de l'armée française. La

1796-an IV. Italie. d'avoir reçu ses ordres. Au moyen de cette précaution adroite, Bonaparte, sans nuire à la rapidité de ses opérations militaires, se réservait la faculté de proposer un moyen terme qui pouvait devenir très-favorable à l'armée française.

En effet, malgré ses triomphes, l'armée française se trouvait encore dans une position incertaine et précaire. Maîtresse d'un pays florissant, elle voyait, il est vrai, l'abondance succéder au dénûment absolu dans lequel elle se trouvait naguère; la victoire venait, suivant la promesse et la prédiction de Bonaparte, d'ouvrir aux Français le chemin de l'Italie. Mais dans ce pays fertile où elle pouvait se dédommager de ses longues privations, et faire momentanément trève à ses fatigues, l'armée n'avait encore d'autre appui que ses armes. Les Piémontais avaient toujours en leur pouvoir des places qui pouvaient inquiéter et arrêter même les opérations d'une armée trop peu nombreuse pour entreprendre des siéges, et dépourvue d'ailleurs de tous les objets nécessaires à de telles entreprises.

Les Autrichiens, revenus de leur terreur, pouvaient se rallier, recevoir les secours promis par le roi de Naples; et Colli lui-même, en marchant par la rive gauche du Pô, avait la possibilité de leur donner la main. Par une suspension d'hostilités, l'armée française gagnait donc l'avantage de se débarrasser des Piémontais, se trouvait libre d'achever la défaite des Autrichiens, rendait nul l'obstacle des forteresses du roi de Sardaigne, et contraignait Beaulieu de chercher un dernier asile sous les murs de Mantoue ou derrière l'Adige.

Par ces considérations qui ne pouvaient échapper à sa haute sagacité, Bonaparte, dans sa réponse au général Colli, ajoutait donc: « La position militaire des deux armées rend toute suspension d'armes pure et simple, impossible. Quoique je sois en particulier bien certain que le gouvernement accordera des conditions de paix raisonnables à votre roi, je ne puis,

mont Genèvre; 9°. les sommets ou plateaux qui séparent la vallée de Grières de celle du Vaudois; 10°. le mont de Viso; 11°. le col Maurin; 12°. le mont de l'Argentière; 13°. les sources de l'Ubayette et de la Stura; 14°. les montagnes qui sont entre les vallées de la Stura et de Gesso, d'une part, et celles de Saint-Etienne du Tinea, de Saint-Martin ou du Vesubia, de Tende ou de Roya, de l'autre part; 15°. la Roche-Barbon, sur les limites de l'état de Gênes. Le pays restitué au roi de Sardaigne demeurait passible de toutes réquisitions de vivres faites par l'armée française; S. M. sarde s'engageait à ne point permettre aux émigrés ou déportés de la république de s'arrêter ou de séjourner dans ses États. Indépendamment des forteresses de Ceva, Coni et Tortone, déjà accordées par l'armistice, l'armée française devait, d'après la teneur du traité, occuper les forteresses d'Exiles, de l'Assiette, de Suse, de la Brunette, de Château-Dauphin et d'Alexandrie, à laquelle Valence pouvait être substituée, si le général en chef de l'armée française le préférait. Les fortifications d'Exiles, de la Brunette, de Suse, ainsi que les retranchemens formés au-dessus de cette ville, devaient être démolis et détruits aux frais de S. M. sarde, à la diligence des commissaires nommés à cet effet par le directoire exécutif. 1796-an IV. Italie.

Le 29 avril Coni fut remis entre les mains des Français, ainsi que l'ordre pour occuper Tortone. Le lendemain, la citadelle de Céva leur fut également rendue. Pendant ce temps Beaulieu fuyait vers Alexandrie, et marqua même quelque envie de s'emparer de cette forteresse. Mais le commandant piémontais sut à propos deviner ses intentions, les éluda avec beaucoup d'adresse, et sauva ainsi aux Autrichiens la honte et l'odieux d'une trahison faite à leur allié. Beaulieu se porta à marches forcées sur le Milanais, afin de le couvrir, et traversa le Pô à Valence qu'occupait un corps de cavalerie napolitaine.

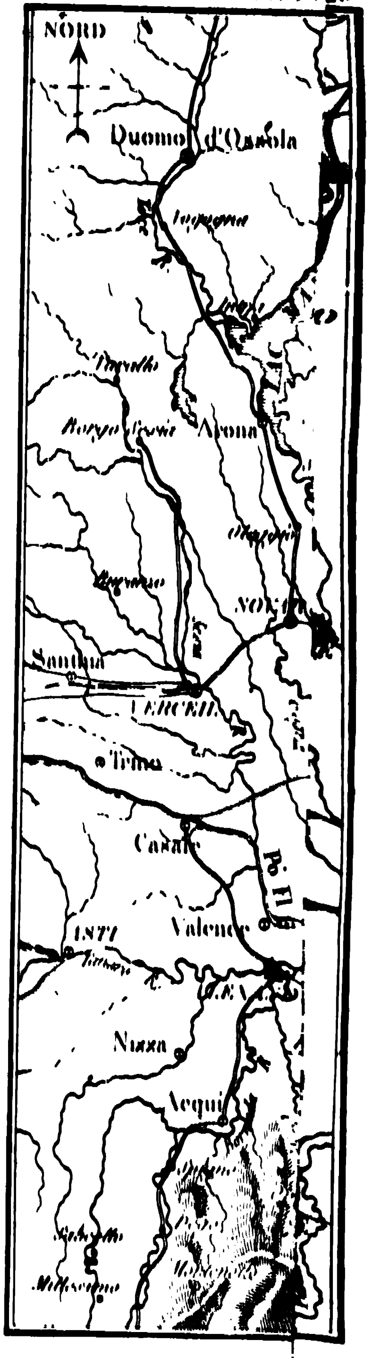
1796-an IV. Italie. Ce mouvement était trop tardif pour opérer une diversion favorable aux Piémontais de Colli.

Celui-ci avait pris une position défensive sur la Stura; son front était couvert par cette rivière; sa droite s'étendait vers la forteresse de Coni, et se tenait en communication avec les troupes qui défendaient le passage du Col-de-Tende. Sa gauche s'appuyait à Cherasco. Cette position couvrait les places du Piémont, et défendait les seules routes par lesquelles les Français pouvaient y pénétrer alors.

Le général Serrurier se porta le 25, avec sa division, sur la Trinita, et s'avança jusques à portée de canon de la ville de Fossano, où se trouvait le quartier-général de Colli. Les Français et les Piémontais, séparés par la Stura, se canonnèrent pendant plusieurs heures sans résultat. Le général Masséna s'était en même temps dirigé sur Cherasco; et s'étant jeté avec impétuosité sur l'ennemi, culbuta d'abord les grand'-gardes. Cette ville, forte par sa position au confluent de la Stura et du Tanaro, l'était aussi par une enceinte bastionnée, très-bien palissadée, fraisée et garnie de vingt-huit pièces de canon. La garnison ayant fait mine de vouloir se défendre, Bonaparte envoya son aide-de-camp Marmont, et le général Dujard, pour reconnaître la place, et placer des batteries d'obusiers, pour couper les palissades. Ces démonstrations suffirent pour épouvanter l'ennemi. N'espérant point pouvoir résister long-temps, il se contenta de tirer quelques coups de canon, et profita de la nuit pour évacuer la ville et repasser la Stura. Cette conquête qui procurait vingt-huit pièces de canon à l'armée qui en manquait, et où l'on trouva des magasins considérables de munitions et de vivres, était d'autant plus importante aux yeux de Bonaparte, qu'elle appuyait sa droite et lui donnait un poste à l'abri d'un coup de main, où il pouvait établir ses dépôts de première ligne.

Après la prise de Cherasco, le général Colli se retira sur

CARTE POUR 8 F...



crêtes des Alpes, avec toutes les démarcations en sa faveur; de sorte qu'elle dominait sur les versans du Piémont, et que ce pays jusque là d'un accès si difficile se trouvait totalement à découvert pour elle.

Livré à lui-même en signant la paix avec la France, le roi de Sardaigne ne vit dans l'état présent des choses, que les conséquences funestes pour son trône, des progrès incalculables des idées révolutionnaires dans les pays soumis à sa domination. Les conditions rigoureuses qui lui étaient imposées par ce traité, lui parurent bien moins effrayantes que la continuation d'une guerre qui compromettait ses intérêts directs, et dont les chances ne lui semblaient plus douteuses d'après les derniers événemens. Il osa se flatter de trouver dans sa politique les ressources que ne lui donnaient plus le général Beaulieu [1], et ses propres troupes. Il fallait une résolution dont ce roi faible n'était pas susceptible, pour attendre, en résistant, que des événemens ultérieurs, au moins probables, le plaçassent dans une position plus favorable vis-à-vis de ses ennemis. Il fut trompé dans ses espérances; et voilà ce qui doit toujours arriver quand les intérêts des rois ne sont pas ceux des peuples.

Passage du Pô, et combat de Fombio; armistice conclu avec l'infant duc de Parme [2]. Nous venons de voir qu'à la première nouvelle de l'armistice conclu entre le général (9 mai. 20 floréal.)

[1] Ce général, s'il faut en croire les alliés eux-mêmes, ne possédait pas les qualités nécessaires à un général en chef. On a pu voir que sa réputation d'homme de guerre avait été exagérée, puisqu'il commit tant de fautes. Il lui manquait encore cette sagacité et ces formes conciliatrices indispensables à celui qui réunit sous son commandement des troupes de différentes nations, ou qui doit agir de concert avec elles. Il paraît démontré que l'harmonie et la confiance mutuelles, qui seules peuvent donner de l'ensemble aux opérations, n'existaient point entre le général autrichien et les généraux piémontais.

[2] Journaux du temps, — Campagnes de Bonaparte, — Siéges et batailles, — Jomini, — Desjardins, — Jubé et Servan, — Lacretelle, — Histoire de France, — Notes et Mémoires communiqués, etc.

1796-an IV. Italie.

Bonaparte et le roi de Sardaigne, le général de l'armée autrichienne s'était hâté d'opérer une retraite devenue indispensable pour couvrir le Milanais menacé par les Français. Ce vieux général qui, avant la bataille de Montenotte, avait montré une activité rivale de celle de Bonaparte, qui depuis, par des causes qu'il est difficile d'expliquer autrement que par l'impéritie, était resté tranquille spectateur de la ruine de l'armée sarde, semblait avoir recouvré toute son énergie : pressé par les événemens, il avait senti que de la vivacité de ses mouvemens dépendait le salut des troupes sous ses ordres. Acqui, Terso, Varraggio, Campo Freddo, les bords du Tanaro, ceux de l'Orba, et depuis Novi, Pozzolo, Nizza de la Paglia, Alexandrie même, avaient été évacués avec une précipitation, indice certain des craintes que lui inspirait l'armée victorieuse de Bonaparte, et du danger que courait toute la Lombardie. Enfin, le 2 mai il avait traversé le Pô sur le pont de Valence qu'il coupa, et avait emmené avec lui la cavalerie napolitaine qui occupait cette ville.

Mais si l'imminence du péril et la grandeur des intérêts dont il était chargé avaient fait oublier à Beaulieu son âge avancé et lui avaient un moment rendu l'ardeur propre à la jeunesse, Bonaparte n'était pas homme à se laisser devancer en mesures promptes et rapides par le général autrichien. Nous avons vu que ses troupes s'étaient portées à marches forcées à la poursuite de Beaulieu, et déjà ses colonnes étaient arrivées sur le Pô.

Ce fleuve, qui prend sa source au mont Viso, près de Saluces, coupe transversalement l'Italie septentrionale jusques à Ferrare, et quinze lieues plus loin, se jette dans la mer Adriatique par plusieurs bouches. Il offrait aux Autrichiens la meilleure ligne défensive qu'ils pouvaient désirer, et le passage du Pô était désormais le seul obstacle qui pût arrêter la marche accélérée de l'armée française, et ralentir l'accomplissement des

projets de son général. Trois endroits, Valence, Plaisance et Cremone paraissaient les seuls où l'on pût espérer d'effectuer ce passage. Mais, depuis Casale et Valence, le fleuve se grossit des eaux du Tanaro, de la Bormida, de l'Orba et de la Scrivia, venant du sud; il reçoit aussi les rivières de la Sesia, de la Gogna, du Terdopio et du Tesin, venant du nord; au-dessous de Pavia, son cours, augmenté par la chute de toutes ces eaux, devient rapide, large, profond et d'un accès fort difficile. En le passant, l'armée trouvait tout-à-coup son chemin barré par une foule de rivières ou torrens qui coulent transversalement à la direction des routes, et surtout le Tesin, dont le passage présentait de grandes difficultés, augmentées encore par tous les travaux que les Autrichiens avaient faits sur les bords.

1796-an iv. Italie.

Le coup d'œil rapide de Bonaparte lui avait fait reconnaître les avantages et les inconvéniens du terrain sur lequel il avait à manœuvrer. Ce général s'était convaincu que la prudence lui défendait d'exécuter le passage du Pô à Valence, et il résolut de traverser le fleuve à Plaisance. Mais, pour réussir dans cette entreprise, il fallait tourner la gauche de l'armée autrichienne et prendre sa ligne à revers. Cette manœuvre était extrêmement hasardeuse, et elle ne pouvait guère s'exécuter avec succès qu'en donnant le change à Beaulieu, et en l'empêchant d'y mettre obstacle. C'est à quoi Bonaparte s'était appliqué avec un soin qui prouve combien son génie militaire était déjà exercé.

On a vu que dans l'armistice conclu avec les Piémontais, Bonaparte s'était réservé le droit de passer le fleuve à Valence. Cette première présomption de sa volonté fut encore augmentée par différens préparatifs qu'il eut l'air de faire, et surtout par des mouvemens de troupes, qui paraissaient toutes se diriger du côté de Valence. Ces moyens employés pour tromper Beaulieu produisirent leur effet, et le général autrichien,

1796-an IV. Italie. citadelle devait être remise également avec son artillerie et ses vivres; mais la garnison pouvait se retirer dans le Piémont.

Les plénipotentiaires envoyés par le roi de Sardaigne à Paris avaient ordre de traiter de la paix, à quelque prix que ce fût. La cour de Turin ne croyait pas acheter trop cher l'amitié d'un peuple dont la haine était si terrible. On mit de part et d'autre une si grande activité dans les négociations, que le traité définitif fut arrêté et signé à Paris, le 15 mai suivant.

Ce traité eut une trop grande influence sur les événemens ultérieurs de l'Italie, pour ne pas en rapporter ici les clauses principales.

S. M. le roi de Sardaigne renonçait à toute adhésion, consentement ou accession patente ou secrète donnée à la coalition armée contre la république française; elle s'engageait à refuser le passage sur son territoire à aucune troupe ennemie, et à l'accorder, au contraire, à toutes les troupes françaises. S. M. cédait à perpétuité à la république la Savoie, les comtés de Nice, de Beuil et de Tende. Les limites entre les deux états devaient être établies sur une ligne déterminée par les points les plus avancés du côté du Piémont, des sommets et plateaux des Alpes, savoir, en commençant au point où se réunissent les frontières du Faucigny, du duché d'Aoste et du Valais, à l'extrémité des glaciers ou Monts-Maudits : 1°. les sommets ou plateaux des Alpes, au levant du col Mayor; 2°. le petit Saint-Bernard, et l'hôpital qui y est situé; 3°. les sommets ou plateaux du Mont-Alban, du col de Crisance et du Mont-Iseran; 4°. en se détournant un peu vers le sud, les sommets ou plateaux de Celst et du gros Caval; 5°. le grand Mont-Cénis, et l'hôpital placé au sud-est du lac qui s'y trouve; 6°. le petit Mont-Cénis; 7°. les sommets ou plateaux qui séparent la vallée de Bardonenche du val des Prés; 8°. le

avaient rencontré et arrêté cinq bateaux chargés de riz, d'officiers, de cinq cents malades et de toute la pharmacie de l'armée autrichienne. 1796—an IV. Italie.

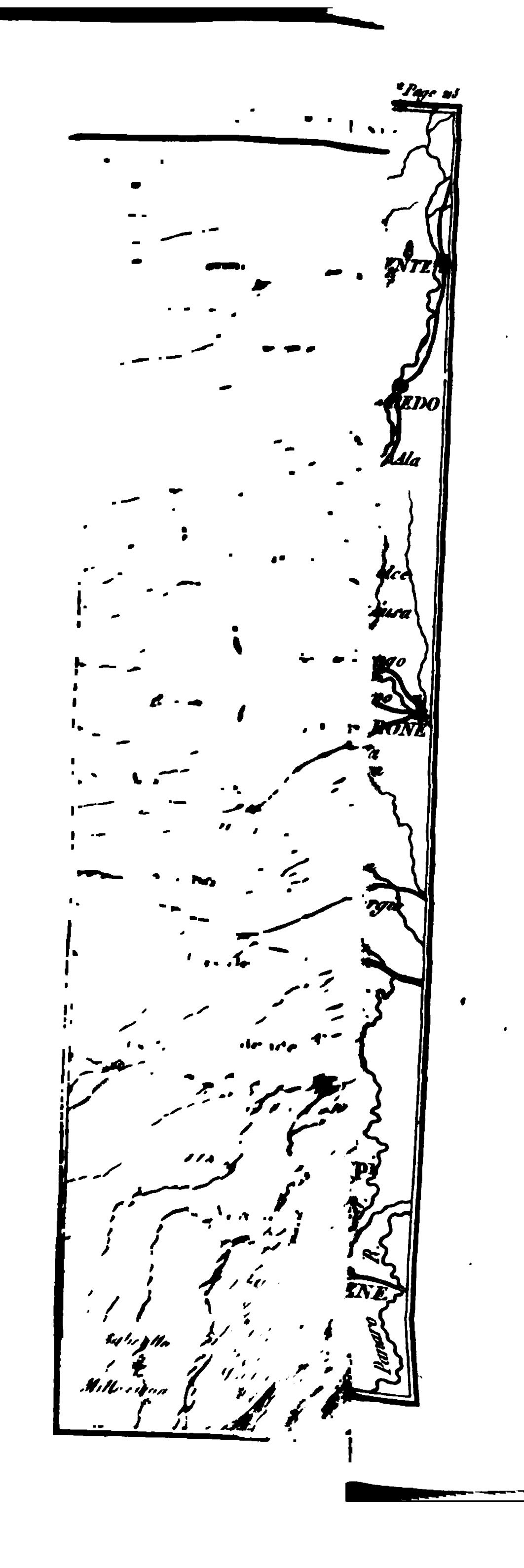
Le 17 mai, à sept heures du matin, les trois mille grenadiers et les quinze cents chevaux arrivèrent à Plaisance sur les bords du Pô. De l'autre côté du fleuve, se trouvaient deux escadrons de hussards, qui faisaient mine de vouloir disputer le passage. Les grenadiers se jetèrent dans les bateaux pour aller attaquer les hussards; le chef de brigade Lannes, officier que sa rare bravoure avait déjà rendu cher à Bonaparte, était à leur tête; il aborda le premier sur la rive opposée. Les hussards furent chargés avec la plus grande vigueur, et bientôt obligés de se replier en toute hâte. Cette action, qui laissait l'armée libre dans ses mouvemens, fit le plus grand honneur au chef de brigade Lannes, et lui mérita les éloges publics de son général. Il s'en était rendu d'autant plus digne, que chargé, après la dispersion des hussards ennemis, de reconnaître la rive gauche du Pô, il s'était acquitté de cette commission avec autant d'intelligence qu'il avait montré de valeur.

Aussitôt que le mouvement sur San Giovani et Plaisance eut été démasqué, les divisions françaises que Bonaparte avait, d'avance, fait placer par échelons, s'étaient, par son ordre, avancées, et marchaient au pas de course. Elles commencèrent à traverser le Pô dans la journée du 7; et le lendemain, celles des généraux Laharpe, Masséna et Augereau se trouvaient sur l'autre rive; les deux premiers avaient passé vers Plaisance, et Augereau à Verato.

Beaulieu, instruit de la marche des Français, vit alors que ses fortifications du Tesin et ses redoutes de Pavie lui devenaient inutiles. Il avait peut être conçu l'espérance de faire subir au général républicain, auprès de cette ville, le sort du roi François Ier, et voilà que Bonaparte se trouvait en mesure de le menacer lui-même, et avait déjoué toute sa vieille expé-

1796—an IV. Italie. rience. Honteux d'avoir donné dans le piége tendu par son jeune rival, il se mit en marche pour Corte-Olona, avec dix bataillons et deux escadrons, espérant arriver assez tôt pour arrêter les Français, et les troubler dans leur débarquement. Il donna ordre en même temps au général Liptay de se porter, avec huit bataillons et huit escadrons, entre le Lambro et l'Adda, pour couvrir la communication par Pizzighettone et Mantoue. Ces deux mouvemens étaient sagement combinés; mais Beaulieu semblait condamné à n'employer que des demi-mesures. Au lieu de faire prendre à toute son armée à la fois la même direction, il commit la faute de laisser à Pavie, que rien ne menaçait, le général Sebottendorf avec une réserve de dix bataillons et de dix escadrons, et le général Colli, plus inutilement encore, à Buffarola. Ces deux généraux, trop éloignés du corps d'armée, ne pouvaient lui rendre aucun service.

Le 8 mai, à midi, Bonaparte qui n'avait point perdu de temps pour s'avancer au-delà du Pô, fut instruit par ses tirailleurs que l'ennemi n'était pas éloigné : certain que le succès dépend presque toujours de l'élan imprimé aux troupes, il ordonne à ses soldats de marcher à l'attaque. Le corps autrichien que les tirailleurs français avaient reconnu, était celui du général Liptay, déjà parvenu à Fombio avec ses trois mille hommes d'infanterie, et deux mille chevaux. Liptay avait pris une position très-avantageuse, et Bonaparte, en la faisant reconnaître, se convainquit qu'il était de la dernière importance d'en déloger les Autrichiens, avant que le général Beaulieu eût pu leur envoyer des secours. L'ennemi retranché vigoureusement dans Fombio avait vingt pièces de position, il était difficile de le déposter avec des troupes harassées des fatigues d'une marche forcée; cependant, animés par la présence de leur général, les soldats oubliaient ces fatigues, et demandaient à grands cris l'ordre de commencer l'engage-



*Page 26

emporta dans la tombe les regrets de tous ses camarades et des soldats qui l'adoraient pour son intrépidité, quoiqu'ils eussent souvent éprouvé que personne n'était plus sévère que lui pour la discipline. 1796-an IV. Italie.

La mort de Laharpe avait répandu l'alarme parmi les Français, et les Autrichiens avaient profité du désordre qu'elle occasionnait pour redoubler d'efforts. Le général Berthier, averti du danger, accourut à Codogno, rallia la division du général Laharpe, et culbuta les Autrichiens, surpris à leur tour d'une énergie à laquelle ils ne s'attendaient plus. Secondé par la soixante-dixième demi-brigade, commandée par le général Ménard, Berthier poursuivit les vaincus jusque dans Casal-Pusterlengo, s'empara de cette ville, et força Beaulieu de se replier précipitamment sur Lodi. Le général français ne voulant point compromettre la sûreté du corps qu'il commandait, laissa Beaulieu achever sa retraite, et s'arrêta à Casal-Pusterlengo.

C'était donc inutilement que le général autrichien avait réussi à surprendre les avant-postes d'une division française; son succès avait été pour lui l'origine d'un nouveau revers. Sa position était très-critique; ignorant encore le sort de sa gauche, il ne pouvait réunir ses troupes disséminées qu'à Lodi, et déjà Bonaparte s'avançait avec la rapidité de la foudre. Il n'y avait pas un moment à perdre; Beaulieu rappela à Lodi le corps du général Sebottendorf. L'ordre fut donné au général Wukassowich de quitter les bords du Tesin, et de marcher sur le même point. Le général Colli avait aussi quitté Buffarola pour se diriger sur Milan. Il devait jeter une garnison dans la citadelle, et se replier sur Cassano, afin d'opérer sa jonction avec l'armée sur les bords de l'Adda. Beaulieu faisait enfin ce qu'il eût dû faire depuis le commencement de la campagne; il concentrait ses forces. Mais il n'était plus temps; le destin de l'Italie dépendait désormais

1796—an IV. Italie. persuadé que Bonaparte avait réellement dessein de passer le Pô à Valence, fit camper le gros de son armée à Vallegio et sur la Gogna, détacha le général Rosselmini vers Sommo, porta le général Wukassowich, avec l'avant-garde, sur la Sesia, donna la ville de Buffalora pour position au général Colli [1], et fit occuper la rive gauche du Tesin par le général Liptay. Beaulieu se trouvait ainsi fortifié entre le Tesin et la Sesia, le long de la Gogna et du Terdopio. Il reçut dans cette position des renforts qui lui arrivaient du Tirol, et qui portèrent l'armée qu'il commandait à trente-six bataillons et quarante-quatre escadrons, avec cinquante-trois pièces de canon de réserve, outre l'artillerie des régimens, qui montait à peu près à soixante-dix pièces. Beaulieu résolut d'attendre Bonaparte dans cette position, et pour mieux l'arrêter, il entourait la ville de Pavie de redoutes, et garnissait de retranchemens les bords du Tesin. Il ne laissa que peu de troupes pour garnir la rive gauche du Pô jusques à la Piave, et à l'embouchure du Tesin.

Mais tandis que les Autrichiens se disposaient à arrêter les Français, Bonaparte achevait ses préparatifs pour tourner la gauche de leur armée. Après différens mouvemens, exécutés pour faire penser au général Beaulieu que l'intention de l'armée française était toujours de passer le Pô à Valence, Bonaparte se transporta le 6 mai, par une marche forcée, à Castello-San-Giovani, près des bords du Tidone, après avoir traversé à gué la Scrivia et la Staffora. Il était accompagné de trois mille grenadiers et de quinze cents chevaux. A onze heures du soir, le chef de bataillon d'artillerie Andréossi et l'adjudant-général Frontin parcoururent, avec cent hommes de cavalerie, la rive droite du Pô jusques à Plaisance ; ils

[1] Après l'armistice conclu entre la république française et la cour de Turin, le général Colli avait demandé et obtenu l'autorisation de prendre du service dans l'armée autrichienne.

harnachés, et cent de selle pour les officiers supérieurs de l'armée; qu'il serait versé dans les magasins, à Tortone, dix mille quintaux de blé, cinq mille d'avoine, et qu'il serait mis deux mille bœufs à la disposition de l'ordonnateur en chef, pour le service de l'armée. Enfin, par une dernière clause, Bonaparte faisait une autre demande, qui a souvent été renouvelée par lui, qui a excité dans le temps, et depuis, de grandes réclamations, et qui prouvait, au reste, que dès ce moment il formait le dessein d'embellir la France, et de rendre Paris la capitale des sciences et des arts. Cette demande était, qu'on enlèverait à son choix les vingt plus beaux tableaux qui se trouvaient dans les deux duchés de Parme et de Plaisance [1]. Cette mesure qui rappelait les moyens usités jadis par les Romains pour orner leur capitale, employée et suivie avec persévérance par Bonaparte, dans tout le cours de sa carrière militaire, avait fini par donner à Paris un muséum, auquel nous ne croyons pas qu'aucune collection d'objets d'arts ait jamais pu être comparée dans l'univers. Tout le monde sait comment ce

[1] Parmi les tableaux enlevés par ordre de Bonaparte dans les duchés de Parme et de Plaisance, se trouvait la Communion de Saint-Jérôme, chef-d'œuvre du Dominiquin. Les peuples et le souverain tenaient tous également à la possession de ce tableau. En le voyant partir, ils témoignèrent les mêmes regrets que les amis des arts firent éclater sur les bords de la Seine lorsque, en 1815, ils virent dépouiller ce Musée qui faisait, depuis dix-neuf ans, leur orgueil et leur plus douce satisfaction. Ces nobles regrets, éprouvés par les Parmesans, étaient si vifs, que le duc de Parme, interprète de la volonté publique, fit proposer à Bonaparte de lui payer particulièrement deux millions, s'il voulait lui laisser la Communion de Saint-Jérôme. Bonaparte, dont l'unique fortune consistait alors dans son traitement de général en chef, refusa fièrement de souscrire à cette proposition. Il répondit : « Honoré de la confiance de la république, je n'ai pas besoin de millions. Tous les trésors des deux duchés ne sauraient valoir à mes yeux la gloire d'offrir à ma patrie un chef-d'œuvre du Dominiquin. » Au reste, quand il dépouillait ainsi le duché de Parme, Bonaparte était loin, sans doute, de prévoir que ce même duché serait un jour l'apanage d'une archiduchesse d'Autriche devenue son épouse.

1796-an IV. Italie. rience. Honteux d'avoir donné dans le piége tendu par son jeune rival, il se mit en marche pour Corte-Olona, avec dix bataillons et deux escadrons, espérant arriver assez tôt pour arrêter les Français, et les troubler dans leur débarquement. Il donna ordre en même temps au général Liptay de se porter, avec huit bataillons et huit escadrons, entre le Lambro et l'Adda, pour couvrir la communication par Pizzighettone et Mantoue. Ces deux mouvemens étaient sagement combinés; mais Beaulieu semblait condamné à n'employer que des demi-mesures. Au lieu de faire prendre à toute son armée à la fois la même direction, il commit la faute de laisser à Pavie, que rien ne menaçait, le général Sebottendorf avec une réserve de dix bataillons et de dix escadrons, et le général Colli, plus inutilement encore, à Buffarola. Ces deux généraux, trop éloignés du corps d'armée, ne pouvaient lui rendre aucun service.

Le 8 mai, à midi, Bonaparte qui n'avait point perdu de temps pour s'avancer au-delà du Pô, fut instruit par ses tirailleurs que l'ennemi n'était pas éloigné : certain que le succès dépend presque toujours de l'élan imprimé aux troupes, il ordonne à ses soldats de marcher à l'attaque. Le corps autrichien que les tirailleurs français avaient reconnu, était celui du général Liptay, déjà parvenu à Fombio avec ses trois mille hommes d'infanterie, et deux mille chevaux. Liptay avait pris une position très-avantageuse, et Bonaparte, en la faisant reconnaître, se convainquit qu'il était de la dernière importance d'en déloger les Autrichiens, avant que le général Beaulieu eût pu leur envoyer des secours. L'ennemi retranché vigoureusement dans Fombio avait vingt pièces de position, il était difficile de le déposter avec des troupes harassées des fatigues d'une marche forcée; cependant, animés par la présence de leur général, les soldats oubliaient ces fatigues, et demandaient à grands cris l'ordre de commencer l'engage-

aux peuples leur liberté ; enfin, de les faire participer à tous les avantages obtenus par les Français depuis leur révolution. 1796 — an IV Italie

La conduite de Bonaparte dans ces premiers temps de sa vie politique, répondait à ses promesses ; elle contribua à lui faire obtenir ce qu'il souhaitait, l'affection des peuples chez lesquels il était venu combattre. Ennemi des prêtres et des grands, il se montra l'ami du peuple, pour s'en servir contre eux, comme depuis il cajola les prêtres et les grands pour se soutenir contre la haine des peuples. On doit croire que ce fut toujours dans son intérêt personnel que Bonaparte adopta des mesures publiques ou secrètes, mais alors on ne pouvait encore juger cet homme extraordinaire que par ses actions brillantes, qui étonnaient le monde. Habile à feindre, il avait eu soin de leur donner une tournure favorable à ses projets, et les peuples, trompés par ces apparences illusoires, se sentaient portés à lui accorder leur confiance. Aussi ce fut en vain que la noblesse et le clergé d'Italie s'efforcèrent de le représenter comme un guerrier farouche accouru pour tout renverser ; seuls, au milieu des pays conquis ou à conquérir, ils conservaient à Bonaparte la haine profonde qu'ils avaient vouée à tous les propagateurs des principes révolutionnaires. Les premières impressions, ces impressions qui auraient armé toute l'Italie contre les Français, si les souverains avaient su les mettre à profit, s'étaient promptement dissipées en voyant Bonaparte favoriser le peuple, et ne frapper que les hommes qui se croyaient en droit d'opprimer. Les Italiens commençaient à croire que les républicains n'étaient pas tels qu'on les avait dépeints, et déjà ces idées de liberté si chères à tous les hommes, idées que Bonaparte prenait soin de fomenter, avaient jeté dans les cœurs des racines vigoureuses, qu'il n'était plus possible d'arracher : sur presque tous les points de l'Italie, la moitié des citoyens élevaient leurs bras vers la liberté qui leur était promise ; les grands,

1796-an IV. Italie. de Bonaparte. Après la défaite de Liptay, Beaulieu qui accourait au secours de ce général avec neuf bataillons et douze escadrons, arriva à Casal-Pusterlengo sur les cinq heures du soir. Au lieu de marcher en masse contre les Français, le général autrichien, qui tenait encore à la méthode vicieuse des morcellemens, divisa ses forces en six détachemens : un bataillon fut dirigé sur Senna, un sur Somaglia, deux sur Fombio, deux furent chargés d'aller à la découverte de Liptay, qui avait opéré sa retraite avec tant de précipitation qu'on n'en avait aucune nouvelle dans l'armée autrichienne; enfin Beaulieu arriva lui-même à Casal-Pusterlengo avec les trois bataillous restans. De cette manière, le centre des Autrichiens se trouvait éparpillé sur une ligne beaucoup trop étendue, en face de toute l'armée française, tandis que la gauche était derrière Pizzighettone, et la droite sous Pavie.

Beaulieu apprit enfin à Casal-Pusterlengo la défaite éprouvée par le général Liptay, et l'occupation de Codogno par les Français. Il était nuit, et le général autrichien résolut de profiter de cette circonstance pour essayer de surprendre les Français et de réoccuper Codogno. Il part à la tête de ses troupes, arrive à deux heures après minuit en vue de Codogno, et surprend les avant-postes de la division du général Laharpe. Au premier bruit, ce général qui, depuis l'échauffourée de Dego, aurait dû prendre plus de précautions contre ces sortes de surprises, sauta à cheval pour s'assurer de ce que ce pouvait être; ses troupes étaient déjà aux prises avec l'ennemi, et lui-même commençait à rétablir le combat, en conduisant contre les Autrichiens une demi-brigade, lorsque frappé d'une balle, à la tête des siens, il tomba mort sur le coup [1]. Laharpe était un des meilleurs généraux de la belle armée d'Italie. Il

[1] On croit assez généralement qu'il fut tué par mégarde, dans l'obscurité qui régnait alors, par le feu de ses propres soldats.

n'eût pu exécuter le passage du Pô, dans un endroit où il eût été secondé par un pont. Si l'armée eût eu ce moyen de passer rapidement sur l'autre rive, si son artillerie et sa cavalerie eussent pu la suivre à Fombio, c'en était fait de l'armée de Beaulieu. Prévenue à Casal-Pusterlengo, sur la route directe de Mantoue, et à Lodi sur celle de Brescia, elle ne trouvait plus de retraite : probablement obligée de mettre bas les armes, elle avait cessé d'exister; l'Italie toute entière eût été conquise sans grande effusion de sang : mais cette conquête devait être achetée plus cher.

Nous avons dit que l'armée autrichienne, échappée ainsi au désastre de Fombio, s'était promptement fortifiée sur l'Adda; elle occupait des retranchemens prolongés depuis la grande route de Lodi, jusques au confluent de l'Adda avec le Pô, au-dessous de Pizzighettone. Maître du cours d'un fleuve aussi rapide que profond, Beaulieu se trouvait à même de faire inquiéter les détachemens français répandus dans le Bas-Milanais, tandis que, recevant ses subsistances du Mantouan, il espérait, comme sur les bords du Pô, pouvoir attendre les renforts que lui promettait la cour de Vienne, et qui, pour lui arriver, devaient traverser les provinces vénitiennes. Dans une telle position, Beaulieu pouvait encore inspirer quelque crainte; Bonaparte n'en eut point, parce qu'il connaissait la valeur de ses troupes, et l'hésitation du général autrichien; et pour tâcher d'en finir par un seul coup plus décisif encore que tous ceux qu'il avait portés, il résolut de l'attaquer de front dans cette position où il se croyait inexpugnable.

Ayant réussi une première fois à donner le change sur ses véritables intentions pour le passage du Pô, Bonaparte s'efforça de tromper une seconde fois le général Beaulieu, en lui dérobant l'endroit où il comptait entreprendre le passage de l'Adda. Il eut en conséquence la précaution de tenir ses di-

1796-an IV. Italie.

de l'armée française, et vainement Beaulieu se disposait à lui disputer le passage de l'Adda; cette rivière devait être franchie avec plus de gloire encore que le Pô.

Tandis que Beaulieu faisait ainsi de tardives dispositions pour s'opposer aux progrès toujours croissans de Bonaparte, ce général recevait dans la ville de Plaisance, illustrée par le passage du Pô, des propositions d'accommodement de la part de l'infant duc de Parme et de Plaisance. Epouvanté par la présence d'une armée, dont les rapides exploits surpassaient encore tout ce qu'on avait raconté des phalanges républicaines, ce prince fit demander une suspension d'armes à Bonaparte. Ainsi, un mois s'était à peine écoulé depuis le commencement de la campagne, et déjà deux princes imploraient de Bonaparte la faveur de traiter avec la république. L'habile général reçut favorablement la demande du duc de Parme. Il sentait combien il était utile à l'armée qu'il commandait de se débarrasser des soins de veiller à cette foule de petits États ennemis qui l'entouraient, et aucun moyen ne pouvait mieux procurer ce résultat qu'un traité. Celui qu'il dicta au duc de Parme était dur; mais la nécessité parlait, il fut accepté.

L'armistice conclu au nom du duc de Parme par ses plénipotentiaires, les marquis Antonio Pallavicinni, et Filippo della Rosa, sous la médiation du comte de Valde Paraiso, ministre d'Espagne à Parme, avec le général Bonaparte, fut signé le 9 mai dans la ville de Plaisance. Il portait qu'il y aurait suspension d'armes entre l'armée de la république française et les troupes du duc de Parme, jusques à ce que la paix eût été conclue entre les deux États; qu'à cet effet, le duc enverrait des plénipotentiaires à Paris, près du directoire exécutif; que ce prince payerait une contribution militaire de deux millions de francs; qu'il serait remis douze cents chevaux de trait, harnachés avec des colliers; quatre cents chevaux de dragons,

Trois endroits, Pizzighettone, Cassano et Lodi paraissaient favorables pour opérer le passage de l'Adda ; mais le défaut de bateaux et d'équipages de pont empêchait de songer à l'exécuter à Pizzighettone ; et pour parvenir à Cassano, qui présentait, il est vrai, l'avantage d'un pont sur l'Adda, il fallait faire deux jours de marches forcées, et Beaulieu pouvait profiter de ce délai pour détruire ce pont et se retirer sur Brescia avant qu'on fût en mesure de le poursuivre ; il restait donc à tenter le passage à Lodi, et quoique ce point fût le plus fortifié, et celui où l'on pouvait s'attendre à trouver plus de résistance, Bonaparte résolut de passer l'Adda, en brusquant une attaque dont l'intrépidité de ses soldats lui assurait la réussite. 1796—An IV. Italie.

Ce pont de Lodi, devenu si célèbre par son glorieux passage, avait cent toises de longueur, et était, comme nous l'avons dit, défendu par les dix mille hommes du général Sebottendorf ; une nombreuse artillerie avait été préparée par ce général, afin de balayer le pont, au cas que les Français osassent tenter de le traverser. Il eût été beaucoup plus utile de couper ce pont, après s'en être servi pour mettre l'Adda entre les Autrichiens et les Français ; mais non-seulement Sebottendorf n'avait pas cru cette mesure nécessaire ; il commit encore la faute de laisser en avant du pont un bataillon de Nadasty et quelques escadrons pour le défendre et occuper une ville que toutes les forces des Français allaient attaquer. Cette faute commise prouvait toute la confiance que le général autrichien avait dans son artillerie ; il s'imaginait qu'aucune troupe ne serait assez audacieuse pour tenter de traverser le pont sous le feu formidable de ses canons. L'expérience allait lui démontrer qu'aucun obstacle ne saurait arrêter des Français animés par l'honneur et l'amour de la gloire.

Les divisions des généraux Augereau et Masséna, qui

1796 - an IV. Italie. monument, unique dans les annales du monde, et que la victoire s'était plue à former, a été dispersé en 1815.

15 mai (26 floréal.). *Passage du pont de Lodi; prise de Milan, etc.* [1]. — Le passage du Pô, la fuite de Beaulieu, et sa retraite précipitée sur l'Adda, avaient frappé de stupéfaction et d'épouvante l'Italie entière. Quels obstacles pouvaient désormais arrêter Bonaparte dans sa marche rapide? Vainement l'armée autrichienne, retirée à Lodi, se retranchait derrière l'Adda : l'Adda n'était point une barrière plus difficile à franchir que le Pô : déjà les peuples se voyaient conquis, comme la Belgique et la Hollande l'avaient été dans les deux années précédentes, et ils songeaient plus à se soumettre au vainqueur, afin d'en obtenir les meilleures conditions possibles, qu'à se défendre d'une invasion que l'armée autrichienne ne paraissait plus en état d'empêcher.

Bonaparte, d'ailleurs, avait préparé les voies par sa conduite politique, autant que par ses exploits militaires. En combattant, pour chasser les Autrichiens de l'Italie, son projet n'était pas de faire une invasion momentanée; soit qu'une ambition prématurée lui fît concevoir des desseins éloignés sur ce beau pays, soit qu'il travaillât à en assurer la possession à la république, dont il était le redoutable instrument, Bonaparte avait jugé, avec raison, que le meilleur moyen de conserver cette conquête était d'appeler à de nouvelles et de plus heureuses destinées les peuples de cette antique contrée, qui fut si souvent la proie des barbares, après avoir fait la conquête du monde. Dans toutes ses proclamations, dans ses ordres du jour, dans ses discours, il annonçait déjà le projet d'affranchir l'Italie des fers qui la tenaient esclave, de rendre

[1] Journaux du temps, — Campagnes de Bonaparte, — Siéges et batailles, — Histoire de France, — Jubé et Servan, — Desjardins, — Jomini, — Lacretelle, — Notes et Mémoires communiqués, etc.

Trois endroits, Pizzighettone, Cassano et Lodi paraissaient favorables pour opérer le passage de l'Adda ; mais le défaut de bateaux et d'équipages de pont empêchait de songer à l'exécuter à Pizzighettone ; et pour parvenir à Cassano, qui présentait, il est vrai, l'avantage d'un pont sur l'Adda, il fallait faire deux jours de marches forcées, et Beaulieu pouvait profiter de ce délai pour détruire ce pont et se retirer sur Brescia avant qu'on fût en mesure de le poursuivre ; il restait donc à tenter le passage à Lodi, et quoique ce point fût le plus fortifié, et celui où l'on pouvait s'attendre à trouver plus de résistance, Bonaparte résolut de passer l'Adda, en brusquant une attaque dont l'intrépidité de ses soldats lui assurait la réussite. 1796-an IV Italie.

Ce pont de Lodi, devenu si célèbre par son glorieux passage, avait cent toises de longueur, et était, comme nous l'avons dit, défendu par les dix mille hommes du général Sebottendorf ; une nombreuse artillerie avait été préparée par ce général, afin de balayer le pont, au cas que les Français osassent tenter de le traverser. Il eût été beaucoup plus utile de couper ce pont, après s'en être servi pour mettre l'Adda entre les Autrichiens et les Français ; mais non-seulement Sebottendorf n'avait pas cru cette mesure nécessaire ; il commit encore la faute de laisser en avant du pont un bataillon de Nadasty et quelques escadrons pour le défendre et occuper une ville que toutes les forces des Français allaient attaquer. Cette faute commise prouvait toute la confiance que le général autrichien avait dans son artillerie ; il s'imaginait qu'aucune troupe ne serait assez audacieuse pour tenter de traverser le pont sous le feu formidable de ses canons. L'expérience allait lui démontrer qu'aucun obstacle ne saurait arrêter des Français animés par l'honneur et l'amour de la gloire.

Les divisions des généraux Augereau et Masséna, qui

1796—an IV. Italie. menacés, tremblans dans leurs palais, craignaient de voir éclater des insurrections plus terribles encore que les armes républicaines.

Quel changement inopiné l'habileté du général français ne venait-elle pas d'opérer! Au commencement d'avril, l'Italie menaçait de se lever toute entière pour exterminer l'armée de la république, et six semaines sont à peine écoulées, que déjà la fermentation d'un grand nombre de têtes italiennes n'a d'autre objet que celui de favoriser l'entreprise du vainqueur. Quel présage pour de nouveaux succès! la conquête d'un pays est assurée, lorsqu'on a pour soi la majorité du peuple, et que celui-ci ne voit plus que des tyrans dans ceux qui le gouvernent. Bonaparte fera lui-même plus tard la terrible expérience de cette vérité; mais alors il s'appliquait à exciter cette haine des gouvernés contre les gouvernans, avec autant de soins qu'il en donnait à ses préparatifs militaires. La république entretenait des agens dans tous les États de l'Italie, et ces agens prêchaient sourdement le mépris des trônes et l'amour du républicanisme. Le républicanisme était, entre les mains des Français, un talisman dont ils se servaient pour asservir les cœurs, et qui rappelait l'influence jadis exercée par la religion dans cette même contrée. Tous les hommes ont une idée dominante qui les régit ou les entraîne. Inspirer cette idée et connaître l'art de la diriger, est le moyen le plus sûr de disposer des peuples : Bonaparte, secondant les vues du directoire, offrait la république aux classes moyennes de l'Italie : l'Italie ne tardera pas à devenir sa conquête.

Cependant la présence de l'armée autrichienne comprimait l'élan des Italiens vers un autre ordre de choses; le nombre de ses troupes était encore égal à celui de l'armée française; elle attendait, elle pouvait à tout instant recevoir des renforts. C'était un grand inconvénient, que Bonaparte

levé ses pièces et dispersé ses bataillons. Les généraux Augereau, Rusca et Bayrand, qui avaient suivi la colonne, à la tête de leurs divisions, achèvent de décider la victoire. Les Autrichiens fuient de toutes parts, abandonnant leur artillerie, leurs caissons et leurs bagages. 1796-an IV. Italie.

C'en était fait du corps d'armée tout entier du général Sebottendorf, si la cavalerie française avait passé le pont de Lodi en même temps que l'infanterie, pour se mettre sur-le-champ à la poursuite des vaincus; mais comme Bonaparte ne s'attendait pas à réussir aussi promptement dans son entreprise, il avait donné l'ordre au général Beaumont, qui la commandait, d'aller passer l'Adda à un gué près de Mozzanica, pour attaquer en flanc. Le gué était peu praticable, et le général Beaumont, retardé dans son opération beaucoup plus que le général en chef ne l'avait calculé, n'avait pu arriver assez tôt pour qu'on eût la facilité de détruire en entier le corps de Sebottendorf; celui-ci, profitant de cette circonstance, avait eu le temps de rallier son infanterie vers Fontana. Les Français, malgré dix lieues de marches forcées, et le combat qui venait d'avoir lieu, se portaient encore sur lui; mais, protégé par ses nombreux escadrons, le général Sebottendorf résista facilement à des troupes harassées de fatigue; malgré tout le zèle et le dévouement de ces dernières, il opéra sa retraite sur la Benzona, avec plus d'ordre et de bonheur qu'il ne pouvait en attendre de la part de soldats ainsi vaincus et culbutés. A l'entrée de la nuit, les Autrichiens continuèrent leur mouvement rétrograde jusques à Crema.

L'ennemi perdit vingt pièces de canon, et deux à trois mille hommes morts, blessés ou prisonniers; les Français eurent mille hommes hors de combat. Le général en chef, dans son rapport au gouvernement, fit la mention la plus honorable du général Berthier, son chef d'état-major, qui fut tour à tour, dans cette journée, suivant les expressions

visions distribuées sur différens points; mais il en avait tellement disposé la marche, qu'en moins de trois heures il pouvait les rassembler là où il croirait pouvoir engager une affaire. De cette manière, tandis que le général Beaulieu, menacé sur différens points, était obligé de multiplier ceux de sa défense, Bonaparte, après avoir dispersé les derniers détachemens autrichiens, faisait faire des reconnaissances pour fixer le lieu où se livrerait l'action qu'il méditait.

Le général Ménard, qui avait provisoirement remplacé le général Laharpe dans le commandement de sa division, avait eu ordre de se diriger sur Pizzighettone, pour observer cette place et la sommer; il avait été en même temps chargé de couvrir la communication de l'armée par Plaisance. Le corps des grenadiers et les divisions des généraux Masséna et Augereau, se dirigèrent sur Lodi; celle du général Serrurier se porta sur Pavie, pour y enlever les magasins des Autrichiens, menacer Milan, et couvrir le mouvement du reste de l'armée sur l'Adda.

Bonaparte, qui avait son quartier-général à Casal-Pusterlengo le 10 mai, donna ordre à toutes ses divisions de se mettre en mouvement, afin d'engager Beaulieu à livrer une bataille générale; mais le général autrichien s'était déjà retiré du côté de Crema avec quelques bataillons, et n'avait laissé que neuf à dix mille hommes, commandés par le général Sebottendorf, pour défendre le pont de Lodi; la brigade du général Nicoletti gardait le passage à Ceredo, un autre corps s'étendait jusque vers Formigara, sur la direction de Pizzighettone; enfin Colli était en retraite sur Brescia par Cassano. Tous ces mouvemens prouvaient combien Beaulieu redoutait d'en venir aux mains avec son ennemi, et les Français, en voyant les Autrichiens rétrograder sans cesse devant eux, devenaient par cela même plus audacieux et plus empressés de voler à la victoire.

gauche. Pizzighettone, investi le même jour, se rendit, le 1796 an IV. lendemain 10 mai, aux Français, après une canonnade assez Italie. vive, qui causa beaucoup de dommage aux Autrichiens. Les vainqueurs firent dans cette place environ quatre cents prisonniers. Crémone ouvrit ses portes à l'avant-garde du général Beaumont, et n'essaya pas même d'opposer une résistance devenue inutile.

La victoire de Lodi devenait décisive pour la campagne; l'armée autrichienne, désormais trop faible pour résister aux troupes françaises, était obligée d'aller attendre, dans les marais de Mantoue, des renforts qui pussent la mettre à même de résister à une armée qui menaçait d'effectuer la conquête entière de l'Italie. La capitale de la Lombardie, Milan, n'était défendue que par une faible garnison de dix-huit cents hommes, que le général Colli avait jetée dans le château de cette ville, en s'enfuyant de Buffalora. Bonaparte, qui toute sa vie s'est servi de l'opinion publique, comme d'un levier non moins puissant que ses armes, et qui cependant a péri par elle, Bonaparte résolut de ne point différer l'occupation de Milan, afin de donner aux peuples d'Italie la plus haute opinion possible de ses forces et de sa puissance. Il voulait d'ailleurs s'occuper dans cette ville de donner à la Lombardie, qu'il venait de conquérir, une organisation politique, seul moyen d'imprimer à ses conquêtes une consistance durable : les esprits étaient déjà préparés à tous les changemens qu'il pouvait vouloir introduire, et Bonaparte, pour se voir accueillir dans Milan, n'avait besoin que de se présenter.

En effet, les premiers succès de l'armée d'Italie avaient répandu dans cette ville la consternation dans tous les cœurs des habitans qui tenaient encore à la cause de l'Autriche par intérêt ou par opinion; des prières publiques, ordonnées par le gouvernement, avaient eu lieu avec pompe et appareil

s'étaient mises les premières en mouvement, arrivèrent sans obstacles auprès de la ville de Lodi. Le général de brigade Dallemagne, qui commandait l'avant-garde, attaqua le bataillon de Nadasty, lui fit repasser l'Adda, et s'empara d'un de ses canons. Les autres divisions de l'armée étaient arrivées; Bonaparte se porta à la tête du pont que les Autrichiens venaient de repasser, et voulut en faire lui-même la reconnaissance. Par son ordre, et sous ses yeux, malgré une grêle de mitraille épouvantable, une batterie composée des canons de la division Masséna, est aussitôt établie, afin de répondre à celle des Autrichiens. En même temps, il ordonne au général Masséna de former tous les bataillons de grenadiers en colonne serrée en masse, et de la conduire à l'attaque du pont, tandis qu'il la ferait soutenir par le reste de sa division et celle du général Augereau. Les tambours battent la charge, et la redoutable colonne de grenadiers, dont le deuxième bataillon de carabiniers forme la tête, s'élance au débouché du pont, aux cris accoutumés de *vive la république!* Trente pièces de canon étaient en batterie de l'autre côté; la mitraille, qui vomit la mort dans les rangs des grenadiers, fait un instant hésiter ces braves : ils s'arrêtent. Un moment d'incertitude de plus, sur un pont extrêmement étroit, allait tout perdre... Mais les généraux français ont reconnu toute l'imminence du danger; Berthier, Masséna, Cervoni, Dallemagne, le chef de brigade Lannes, et le chef de bataillon Dupas [1] ont déjà volé pour se mettre à la tête de leurs soldats, et les rappeler à leur courage habituel. La voix de l'honneur est entendue; les grenadiers s'élancent de nouveau sur les traces de leurs généraux, ils courent plutôt qu'ils ne marchent au combat. En un moment ils ont traversé le pont, culbuté la première ligne de l'ennemi, en-

[1] Aujourd'hui lieutenant-général.

mêmes dans tous les pays, et qui se déclare contre le gouvernement renversé avec autant d'empressement qu'il montre souvent de servilité à lui obéir quand ce dernier est debout, le peuple de Milan chercha à se venger de la maison d'Autriche, en arrachant ou couvrant de boue les armes impériales gravées sur les édifices publics [1]. 1796 — an IV. Italie.

Cependant le général Masséna, dont la division formait l'avant-garde de l'armée française, était attendu d'un moment à l'autre par cette foule avide de nouveautés. Le 14 mai, ce général fit, sur les onze heures du matin, son entrée publique dans Milan, et fut reçu par la municipalité et les autres corps administratifs qui étaient allés au-devant de lui à la porte Romaine. Le quartier-général de l'armée française vint s'y établir le lendemain 15, et les soldats purent enfin se livrer à quelque repos, bien nécessaire, sans doute, après un mois de courses, de combats, de batailles, de victoires et de fatigues.

L'entrée solennelle du général Bonaparte dans Milan fut très-brillante : jamais triomphe ne fut plus complet ni mieux mérité. Une députation était venue, dès l'avant-veille, 13 mai, lui apporter, à Marignan, les clefs de la ville, et l'un des députés de Milan, le comte Melzi, s'était rendu auprès de lui jusques à Melezuolo. Arrivé à la porte Romaine, il y trouva la plus grande partie de l'immense population de cette ville et la garde civique rangée en haie et baissant les armes sur son passage; il fut complimenté à plusieurs reprises, au milieu des cris de joie de la multitude, par les députés de la ville et de la noblesse, qui étaient allés le recevoir dans des voitures superbes. Précédé d'un gros détachement de ces mêmes grenadiers qui s'étaient immortalisés à Lodi, Bonaparte s'avançait, entouré des officiers de son état-major et de

[1] On afficha en gros caractères, sur les portes du palais de l'archiduc : *Maison à louer; s'adresser au commissaire Saliceti.*

1796-an IV. Italie.

dans l'église métropolitaine; la même cérémonie avait été ordonnée dans les campagnes. Les dames les plus distinguées par leur nom, leur rang ou leur fortune, avaient fait des quêtes nombreuses destinées au soulagement des veuves ou des orphelins des soldats morts en combattant pour la patrie. Aussitôt que la nouvelle du passage du Pô fut parvenue à Milan, le plus grand désordre et la plus grande division y régnèrent; on s'empressa d'en faire sortir les effets les plus précieux; les émigrations devinrent si nombreuses et si précipitées, qu'on ne trouvait plus de chevaux. Les jeunes princes, enfans de l'archiduc, sous la conduite du bailli Valente Gonzague, leur gouverneur, et l'archiduchesse, avec sa gouvernante, prirent la route de Mantoue, et avec eux, tout ce qui tenait à la cour sortit de Milan, ce qui produisit l'effet ordinaire en pareille circonstance. Cette fuite précipitée augmenta les craintes de ceux qui redoutaient l'arrivée des Français, et accrut les espérances de ceux qui la désiraient.

Après le départ de l'archiduc, qui eut lieu par suite de la nouvelle du passage du pont de Lodi, le désordre fut à son comble dans cette ville privée de tout gouvernement. Des groupes nombreux se formèrent dans les rues et sur les places, et les hommes qui les composaient n'osaient point encore manifester hautement, les uns, leurs appréhensions, et les autres les vœux qu'ils formaient dans leurs cœurs. Tout-à-coup le bruit se répandit que les Français n'étaient plus qu'à quelque distance de la ville. Aussitôt la foule de ceux qui étaient en secret les partisans des principes de la révolution, se dirige en tumulte sur le cours de la porte Romaine, par où l'on croyait que les Français feraient leur entrée; bientôt même quelques audacieux osèrent arborer les couleurs nationales, et cet exemple fut suivi si rapidement, qu'au bout d'une heure, la moitié des spectateurs en fut décorée. Le peuple, cette machine dont les rouages sont les

mêmes dans tous les pays, et qui se déclare contre le gouvernement renversé avec autant d'empressement qu'il montre souvent de servilité à lui obéir quand ce dernier est debout, le peuple de Milan chercha à se venger de la maison d'Autriche, en arrachant ou couvrant de boue les armes impériales gravées sur les édifices publics [1]. 1796 - an IV. Italie.

Cependant le général Masséna, dont la division formait l'avant-garde de l'armée française, était attendu d'un moment à l'autre par cette foule avide de nouveautés. Le 14 mai, ce général fit, sur les onze heures du matin, son entrée publique dans Milan, et fut reçu par la municipalité et les autres corps administratifs qui étaient allés au-devant de lui à la porte Romaine. Le quartier-général de l'armée française vint s'y établir le lendemain 15, et les soldats purent enfin se livrer à quelque repos, bien nécessaire, sans doute, après un mois de courses, de combats, de batailles, de victoires et de fatigues.

L'entrée solennelle du général Bonaparte dans Milan fut très-brillante : jamais triomphe ne fut plus complet ni mieux mérité. Une députation était venue, dès l'avant-veille, 13 mai, lui apporter, à Marignan, les clefs de la ville, et l'un des députés de Milan, le comte Melzi, s'était rendu auprès de lui jusques à Melezuolo. Arrivé à la porte Romaine, il y trouva la plus grande partie de l'immense population de cette ville et la garde civique rangée en haie et baissant les armes sur son passage; il fut complimenté à plusieurs reprises, au milieu des cris de joie de la multitude, par les députés de la ville et de la noblesse, qui étaient allés le recevoir dans des voitures superbes. Précédé d'un gros détachement de ces mêmes grenadiers qui s'étaient immortalisés à Lodi, Bonaparte s'avançait, entouré des officiers de son état-major et de

[1] On afficha en gros caractères, sur les portes du palais de l'archiduc : *Maison à louer; s'adresser au commissaire Salicetti.*

1796-an iv. Italie.

ses guides, et suivi de la garde civique. Il marcha dans cet ordre jusques à la place du palais archiducal, où son logement était déjà préparé. Des marches et des symphonies, exécutées par des musiciens français et milanais, se joignaient aux acclamations des citoyens, pendant cette marche triomphale. Un dîner de deux cents couverts fut servi au palais, et cette journée, où Bonaparte faisait l'apprentissage de la grandeur, finit par un bal brillant, où les dames milanaises se firent un honneur d'assister, parées des couleurs nationales françaises.

Toujours actif, Bonaparte ne s'endormit point au sein de son triomphe. Dès le lendemain de son entrée dans Milan, il s'occupa du soin de presser le siége de la citadelle; les habitans craignant de voir les Autrichiens tirer sur leur ville, firent avec le gouverneur un accommodement, par lequel il s'engageait à ne tirer que sur les troupes employées au siége. Le même jour les scellés furent mis sur toutes les caisses, tant archiducales que de la ville, et il fut arrêté qu'elles seraient versées dans les caisses françaises. Une contribution de vingt millions fut en outre imposée sur la ville; mais afin de la rendre moins onéreuse pour les habitans, il fut convenu que l'argenterie des églises serait fondue et consacrée à ce nouvel usage. En même temps Bonaparte, auquel le directoire avait envoyé les artistes qu'il avait demandés, s'occupait de faire faire la recherche de tous les objets d'arts ou curieux qui pouvaient se trouver à Milan, afin de les envoyer au musée national de Paris [1].

[1] Nous croyons faire plaisir à nos lecteurs en donnant ici la liste des principaux objets recueillis dans Milan et dans le duché de Parme; savoir:

Dans la bibliothèque ambroisienne, 1°. Le carton de l'école d'Athènes, par Raphaël;

2°. Un tableau de Luini, représentant une Vierge;

3°. *Idem* de Rubens, une Vierge et des fleurs;

4°. *Idem* du Georgion, représentant un concert;

Par l'effet de l'un de ces rapprochemens singuliers et dus au hasard, que nous aurons souvent l'ocasion de faire remar- 1796-an IV. Italie.

5°. Un tableau de Lucas de Hollande, représentant une Vierge.

6°. Une tête de femme, par Léonard de Vinci;

7°. Un soldat et un vieillard, du Calabrèse;

8°. Un vase étrusque, représentant diverses figures et ornemens;

9°. Un manuscrit écrit sur le papyrus d'Egypte, ayant environ onze cents ans d'antiquité, sur les *Antiquités* de Josephe, par Ruffin;

10°. Un Virgile manuscrit, ayant appartenu à Pétrarque, avec des notes de sa main.

11°. Un manuscrit très-curieux, sur l'histoire des Papes.

Alle-Grazie. 12°. Un tableau du Titien, représentant un Couronnement d'épines.

13°. *Idem*. Un Saint-Paul, par Gondenzo Ferrari.

Alla Vittoria. 14°. Un Tableau de Salvator Rosa, représentant une Assomption.

A l'Académie de Parme. 15°. La Communion de Saint-Jérôme, par le Dominiquin.

16°. Un tableau de Schidone.

17°. Une Adoration, par Majolla.

Aux Capucins. 18°. Un chien, du Guerchin.

19°. Une Vierge et plusieurs Saints, par le Carrache.

A Saint-Paul. 20°. Jésus-Christ, Saint-Paul, Sainte-Catherine, par Raphaël.

A la Stenata. 21°. Le mariage de la Vierge, par Procaccini.

A San-Gio. 22°. Une Descente de croix, par le Corrége.

Aux Capucins. 23°. La Vierge, et Saint-François, par le Guerchin.

A Saint-Roch. 24°. Divers saints, par l'Espagnolet.

25°. Un tableau de Paul Véronèse, représentant Saint-Roch, etc.

Au Saint Sépulcre 26°. La Madona della Scodella, du Corrége.

A Saint-Quintino. 27°. Un Baptême, par Fraimingo.

28°. Une Assomption, par l'Espagnolet.

29°. Un Saint-Benoît, par Lanfranc.

A Saint-André. 30°. Un tableau de l'Espagnolet.

A Saint-Michel. 31°. Une Vierge, par un élève du Corrége.

A Saint-Paul. 32°. Une Vierge, d'Augustin Carrache.

Au dôme de Plaisance. 33°. et 34°. Deux tableaux de Louis Carrache.

35°. Un de Procaccini, etc., etc.

1796—an IV. Italie. quer dans l'histoire de Bonaparte, le même jour où ce général faisait son entrée triomphale, le directoire exécutif signait à Paris le traité de paix avec le roi de Sardaigne, et ordonnait une fête solennelle en l'honneur des victoires remportées par les armées de la république, et à laquelle la présentation des vingt-un drapeaux conquis par l'armée d'Italie avait donné lieu [1].

[1] Nous en rapporterons les détails (qui ne nous semblent point étrangers à notre sujet, celui de célébrer la gloire militaire nationale), afin de donner, maintenant que le souvenir des institutions républicaines est presque entièrement effacé, une idée des moyens qu'employait le gouvernement de la république pour remuer les cœurs, s'attacher l'opinion, et exciter l'enthousiasme militaire parmi les citoyens.

Cette fête, dite *des Victoires*, avait été proposée par le directeur Carnot. En voici le programme :

« A dix heures précises du matin, une salve d'artillerie annoncera la fête Elle commencera à midi ; elle sera célébrée dans le Champ-de-Mars, dit *de la Réunion*.

« C'est au centre du Champ que sera placée la statue de la Liberté, assise sur divers trophées d'armes : d'une main, elle s'appuiera sur la Charte constitutionnelle ; de l'autre, elle tiendra une baguette, surmontée du bonnet de Guillaume Tell.

« La plateforme sur laquelle sera placée cette statue sera élevée de douze pieds de hauteur, sur trente toises de diamètre ; on y arrivera par quatre rampes de soixante pieds de largeur chacune.

« La plateforme sera décorée dans son pourtour, de quatorze arbres ; les trophées et drapeaux des quatorze armées y seront attachés ; le nom de chacune d'elles sera inscrit sur des boucliers placés également au-devant de ces arbres Les distances existantes entre eux seront remplies par des enseignes militaires, des guirlandes, en forme de festons, lieront ensemble ces enseignes.

« Derrière la statue de la Liberté, s'élevera un grand arbre, où seront suspendus en forme de trophées les drapeaux conquis sur l'ennemi ; tous ces objets seront liés par des guirlandes de fleurs.

« Les membres du directoire exécutif seront placés en avant de la statue de la Liberté ; il y aura sur un autel des couronnes de chêne et de laurier, que le directoire distribuera au nom de la patrie reconnaissante.

« Du moment où le directoire, précédé de sa garde et accompagné des ministres, sera rendu à la place qui lui sera destinée, la garde nationale en activité,

Armistice conclu avec le duc de Modène; conspiration de Pavie; reprise de cette ville[1]. — Pendant que Bona- 1796—an IV. 25 mai. (6 prairial.) Italie.

[1] Journaux du temps, — Campagnes de Bonaparte, — Sièges et batailles, — Histoire de France, — Jubé et Servan, — Desjardins, — Jomini, — Lacretelle, — Notes et Mémoires communiqués, etc.

divisée en quatorze corps représentant les quatorze armées, et portant chacun un drapeau distinctif, commencera les évolutions.

« A chacun de ces corps, sera joint un certain nombre de vétérans, invalides ou soldats blessés, qu'on aura soin de mettre dans le corps représentant l'armée à laquelle ils ont été blessés.

« Les soldats blessés ou vétérans, conduits par des officiers, et accompagnés du drapeau de leur armée respective, monteront vers le directoire, qui couronnera les drapeaux.

« Des symphonies, des chants civiques et des décharges d'artillerie précéderont, accompagneront et suivront cette cérémonie. »

Tout était disposé pour la fête, comme nous venons de l'exposer; les autorités constituées étaient placées sur le tertre élevé dans le milieu du Champ-de-Mars; une foule immense garnissait les grands talus qui entourent ce champ; un corps de la garde nationale parisienne garnissait tout le tour de l'enceinte; l'infanterie et la cavalerie étaient rangées en bataille dans cette enceinte; une double haie de troupes était placée depuis l'École militaire jusques à la rampe du tertre qui y faisait face. Une députation des autorités constituées s'est avancée vers l'École militaire, où le directoire s'était rendu. Bientôt après, on vit sortir de ce bâtiment le directoire, précédé des ministres, du corps diplomatique, de la députation des autorités constituées, d'un grand nombre de militaires à cheval et de sa garde. Tout ce cortège s'avança majestueusement au bruit des instrumens militaires.

Le directoire s'était placé en avant de la statue de la Liberté; les ministres et le corps diplomatique prirent les places qui leur étaient destinées. Aussitôt le Conservatoire de musique exécuta une symphonie militaire, composée par Louis Jadin (aujourd'hui gouverneur des pages de la chapelle du Roi)

Après cette symphonie, il se fit un grand silence; le secrétaire-général lut le décret qui fixait la célébration de la fête et en déterminait le motif; puis le citoyen Carnot, président du directoire exécutif, prononça le discours suivant :

« C'est au moment où la nature semble renaître; où la terre, se parant de fleurs et de verdure, nous promet de nouvelles moissons, où tous les êtres publient, dans leur langage, l'intelligence bienfaisante qui renouvelle l'univers, que

1796—an IV. Italie. parte s'occupait à Milan de l'organisation administrative de la Lombardie, et travaillait à faire germer dans le cœur des

le peuple français vient, dans cette fête solennelle, rendre un éclatant hommage aux talens et aux vertus amis de la patrie et de l'humanité. Eh! quel jour peut mieux réunir tous les cœurs? Quel citoyen, quel homme peut être étranger au sentiment de la reconnaissance? Nous n'existons que par une longue suite de bienfaits, et notre vie n'est qu'un échange continuel de services. A peine au monde, nos yeux, s'attachant au ciel, semblent déjà reconnaître un premier bienfaiteur. Faibles, sans appui, l'amour de nos parens veille sur notre enfance, et pourvoit à des besoins sans cesse renaissans. Ils guident nos premiers pas; leur patiente sollicitude aide au développement de nos organes; nous en recevons les premières notions de ce qui est en nous-mêmes et de ce qui est hors de nous. D'autres bienfaits forment nos cœurs aux affections, nos esprits aux connaissances, et nos corps aux travaux utiles. C'est pour notre bonheur que le sage a médité sur les devoirs de l'homme, que le savant a pénétré les secrets de la nature, que le magistrat veille, et que le législateur prépare, dans le recueillement, les lois protectrices. Bientôt il nous est aussi donné d'être utiles. Bons fils, nous semons des fleurs sur la vieillesse de nos pères, et leur voix tremblante nous bénit à leur heure dernière. Devenus pères à notre tour, nous préparons, dans l'éducation de nos enfans, le bonheur de nos vieux jours, et nous continuons ainsi, dans une génération nouvelle, la chaîne des bienfaits et de la reconnaissance. La sensibilité ne se resserre pas dans le cercle d'une famille; elle va chercher l'indigent sous le chaume; elle verse dans son sein les secours et les consolations, et, déjà payée du bienfait par le sentiment du bienfait même, elle l'est encore par la reconnaissance. Humanité, que ta pratique est délicieuse! et qu'elle est à plaindre l'âme aride qui ne te connaît pas!

« Celui qui est bon fils et bon père est toujours bon citoyen. Il aime sa patrie, et lui paie avec joie le tribut de ses services; il se plaît à rendre à ses frères la protection qu'il en a reçue : magistrat ou guerrier, artisan ou cultivateur, au temple, au sénat, au champ de la gloire, dans les ateliers de l'industrie, il se montre jaloux de contribuer à la gloire de son pays, et de mériter un jour sa reconnaissance; car il est aussi une reconnaissance des nations envers les individus. En ce moment même, un grand peuple est assemblé tout entier pour exprimer la sienne aux citoyens vertueux qui l'ont méritée. Que cette tâche nous est précieuse à remplir! Que nous aimons à vous rendre cet hommage, vous tous à qui la patrie doit son salut, sa gloire, et les bases de sa prospérité!

« Vous à qui la France a dû sa régénération politique, philosophes courageux dont les écrits ont préparé la révolution, limé les fers de l'esclavage, et atténué de longue main les fureurs du fanatisme; . . . . . .

Italiens la semence des principes républicains ou révolutionnaires, dont il espérait tirer le plus grand parti pour la suite 1796—an IV. Italie.

« Vous, citoyens, dont le bras intrépide a effectué cette heureuse révolution, fondé la république, et lutté depuis sept ans contre le crime et l'ambition, le royalisme et l'anarchie;

« Vous tous, enfin, qui travaillez à rendre la France heureuse et florissante, qui l'illustrez par vos talens et qui l'enrichissez par vos découvertes;

« Recevez le témoignage solennel de la reconnaissance nationale.

« Recevez-le surtout, armées républicaines, vous dont tout rappelle ici la gloire et les succès. C'est vous qui nous avez défendus contre des rois coalisés, qui les avez chassés de notre territoire, qui avez reporté chez eux les fléaux de la guerre. Vous n'avez pas seulement vaincu des hommes, vous avez surmonté tous les obstacles de la nature; vous avez triomphé des fatigues, de la faim et des hivers. Quel spectacle pour les peuples, et quelle terrible leçon pour les ennemis de la liberté! Une république naissante arme ses enfans pour défendre son indépendance; rien ne peut retenir leur impétuosité: traversant les fleuves, forçant les retranchemens, gravissant les rochers; ici, après une foule de victoires, ils reculent nos limites jusques aux barrières que la nature nous a données, et, poursuivant sur les glaces les débris de trois armées, vont d'une nation opprimée et ennemie faire un peuple libre et allié; là, ils vont exterminer les hordes de traîtres et de brigands vomis par l'Angleterre, punissent les chefs coupables, et rendent à la république des frères trop long-temps égarés. Ici, franchissant les Pyrénées, ils se précipitent de leur sommet, renversent tout ce qui s'oppose à leur élan, et ne sont arrêtés que par une paix honorable; là, escaladant les Alpes et l'Apennin, ils s'avancent à travers le Pô et l'Adda. L'ardeur du soldat est secondée par le génie et l'audace des chefs. Ils conçoivent avec profondeur, ils exécutent avec énergie; tantôt disposant leurs forces avec calme, tantôt se précipitant au milieu des dangers à la tête de leurs frères d'armes. Oh! que ne puis-je dérouler ici l'immense et glorieux tableau de leurs victoires! Que ne puis-je nommer nos plus intrépides défenseurs! Quelle foule d'images sublimes et de noms chéris se presse dans ma mémoire!!! Immortels guerriers, la postérité refusera d'ajouter foi à la multitude de vos triomphes; mais pour nous l'histoire n'a plus d'invraisemblance.

« Mais ne voyons-nous pas dans cette enceinte même une portion de ces braves défenseurs? Vainqueurs des ennemis extérieurs de l'État, ils sont venus réprimer ses ennemis intérieurs, et maintiennent au-dedans la république qu'ils ont fait respecter au-dehors. N'y voyons-nous pas encore ces vénérables guerriers blanchis sous les armes, ceux que d'honorables blessures forcent à un repos prématuré, et dont nous apercevons d'ici l'asile? Avec quel plaisir nos yeux se

1796-an iv. Italie. de ses opérations, les colonnes de son armée s'étaient déjà avancées dans le Milanais, à la poursuite des débris de l'ar-

reposent sur cette intéressante réunion! Avec quelle douce émotion nous contemplons ces fronts victorieux!

« Pourquoi ne nous reste-t-il que votre souvenir, héros morts pour la liberté? Vous vivrez du moins à jamais dans nos cœurs; vos enfans nous seront chers; la république acquittera sur eux ses dettes envers vous, et nous venons payer ici la première, en proclamant votre gloire et sa reconnaissance.

« Armées républicaines, figurées dans cette enceinte par une portion de vous-mêmes; phalanges invincibles, dont j'aperçois de tous côtés les trophées, dont j'entrevois dans l'avenir les nouveaux succès, avancez et recevez les couronnes triomphales que le peuple français m'ordonne d'attacher à vos drapeaux.

« Et vous, Français que l'on voudrait égarer, soyez sensibles à ce spectacle touchant; nos défenseurs auraient-ils en vain triomphé? Voudriez-vous que les divisions et les troubles détruisissent tout le fruit de leurs exploits? Il vous convient, par ma voix, d'abjurer aujourd'hui vos haines; c'est pour tous que leur sang a coulé; ne vous montrez point ingrats au jour de la reconnaissance. »

Après le discours du président du directoire, les troupes, qui avaient été distribuées en quatorze corps, représentant les quatorze armées, envoyèrent des députations, au milieu desquelles on voyait de braves défenseurs de la patrie couverts des blessures qu'ils avaient reçues en servant la république.

Rien n'était plus majestueux et plus attendrissant tout ensemble que ce spectacle; on voyait monter en même temps par les deux rampes latérales du tertre deux rangées de ces vigoureux athlètes de la liberté, de ces braves grenadiers qui avaient si souvent porté le désordre et la mort au centre des bataillons ennemis, et, au milieu d'eux, ces honorables victimes de la guerre, dont les membres mutilés attestaient le courage. Montées au haut du tertre et au pied de la statue de la Liberté, les députations y reçurent, des mains du président du directoire, chacune un drapeau, et pendant cette distribution, la musique exécuta un hymne à la victoire, paroles du citoyen Coupigny, musique du citoyen Gossec, et le chant des victoires, paroles du citoyen Chénier, musique du citoyen Méhul.

Des salves continuelles d'artillerie accompagnaient cette distribution, et redoublèrent au moment où les drapeaux arrivèrent à chacun des détachemens qui représentaient les quatorze armées.

Bientôt un spectacle d'un autre genre, et non moins intéressant, attira toute l'attention. Les troupes qui garnissaient le Champ-de-Mars se déployèrent dans cette vaste enceinte, et quittant le côté de la rivière pour passer du côté de l'École-Militaire, elles s'y formèrent en bataille, et exécutèrent différentes évo-

mée autrichienne. L'une d'elles s'était emparée de la ville de Côme le 17 mai; une autre colonne, en s'approchant de Modène, avait fait prendre la fuite au duc souverain de cette contrée. Son unique héritière, épouse de l'archiduc de Milan, devait porter ce duché dans la maison d'Autriche. Ce duc, connu par des traits d'une avarice extrême, s'était retiré à Venise, emportant avec lui vingt-trois millions en sequins, quoiqu'il eût déjà placé ailleurs, et avant ce temps, environ vingt millions, somme énorme pour un souverain dont les États étaient si circonscrits, et qui n'avait pu être accumulée que par les exactions les plus préjudiciables au bonheur de ses sujets. Cependant, dans un manifeste publié le lendemain de son départ, il avait promis aux victimes de son avarice de revenir aussitôt que les circonstances le permettraient. Afin de se mettre à même de tenir cette promesse, dont au reste ses sujets paraissaient peu s'embarrasser, il résolut de faire sa paix avec la république française. De son asile de

1796 — an IV. Italie.

lutions avec une précision et un ordre qui remplirent les spectateurs de joie et d'admiration; puis se présentant en face de la statue de la Liberté, les troupes envoyèrent de nouveau près le directoire exécutif leurs députations, leurs drapeaux et les blessés qui les avaient accompagnés; les membres du directoire exécutif attachèrent des couronnes de chêne et de laurier aux drapeaux, et en placèrent sur la tête des militaires blessés. La musique, qui n'était interrompue que par les cris de *vive la république*! exécuta pendant ce temps un second hymne à la victoire, paroles du citoyen Flins, musique du citoyen Chérubini, et le chant martial, paroles du citoyen Lachabeaussière, musique du citoyen Gossec.

Une nouvelle décharge d'artillerie annonça que le couronnement des drapeaux et des blessés était fini; les armées se reformèrent alors en bataille.

Le Conservatoire de musique exécuta le chant lyrico-bachique du citoyen Lebrun, musique du citoyen Catel, et le chœur général, des mêmes auteurs.

Une salve générale termina la cérémonie, et annonça le départ du directoire, qui, précédé du même cortége qu'à son arrivée, retourna à la maison du Champ-de-Mars.

Aussitôt des orchestres nombreux se firent entendre, les danses commencèrent et continuèrent sans interruption le reste de la journée.

1796—an IV. Italie. Venise, il envoya au général Bonaparte, son frère le commandeur d'Est [1], en qualité de plénipotentiaire, pour solliciter de lui une suspension d'armes. Bonaparte qui ne demandait qu'à se débarrasser de ses ennemis faibles, pour mieux accabler les puissans, se montra favorable à la demande du duc de Modène; mais les conditions qu'il lui imposa par l'armistice conclu le 20 mai, durent paraître au duc d'autant plus dures, qu'on exigeait de lui une somme considérable.

Ces conditions dictées par le général français étaient, que le duc de Modène payerait à la république française : 1°. sept millions cinq cent mille livres, monnaie de France, dont trois millions seraient payés sur-le-champ, et versés dans la caisse des payeurs de l'armée, deux millions dans le délai de quinze jours, entre les mains de M. Balbi, banquier de la république française à Gênes, et le restant entre les mains du même banquier, dans le délai de ce mois; 2°. qu'il serait fourni en outre deux millions cinq cent mille livres en denrées, poudres et autres munitions de guerre désignées par le général; 3°. que le duc de Modène serait tenu de livrer vingt tableaux à prendre dans sa galerie ou dans ses Etats, au choix des commissaires envoyés à cet effet. A ces conditions, Bonaparte promettait qu'en passant dans les Etats du duc de Modène, ses troupes ne feraient aucune réquisition, et que les vivres dont elles pourraient avoir besoin seraient payés de gré à gré.

Mais déjà Bonaparte semblait se repentir du peu de jours qu'il avait passés dans l'inaction. Beaulieu retiré sous les murs de Mantoue avait reçu des renforts; il pouvait en obtenir encore, et reprendre l'offensive. Le général français se détermina donc à prévenir son adversaire; mais avant de conduire

[1] On dit que ce frère du duc de Modène était fils d'une Française, ancienne danseuse de l'Opéra de Paris. Il s'appelait Frédéric.

de nouveau ses phalanges guerrières à la victoire, il leur adressa cette proclamation, plus remarquable encore que celle qui a déjà été citée, et dans laquelle « on trouve empreinte toute « l'âme d'un homme extraordinaire, et qui devait présager « à l'Europe ce qu'elle devait attendre d'un général qui pen« sait avec tant d'énergie, et qui savait exciter tous les genres « d'enthousiasme [1]. »

« Soldats !

« Vous vous êtes précipités comme un torrent du haut de l'Apennin ; vous avez culbuté, dispersé tout ce qui s'opposait à votre passage.

« Le Piémont, délivré de la tyrannie autrichienne, s'est livré aux sentimens naturels de paix et d'amitié qui l'attachent à la France. Milan est à vous, le pavillon républicain flotte dans toute la Lombardie ; les ducs de Parme et de Modène ne doivent leur existence qu'à votre générosité.

« L'armée qui vous menaçait avec tant d'orgueil ne trouve plus de barrière qui la rassure contre votre courage. Le Pô, le Tesin, l'Adda, n'ont pu vous arrêter un seul jour ; vous avez franchi ces boulevards vantés de l'Italie, aussi rapidement que l'Apennin.

« Tant de succès ont porté la joie dans le sein de votre patrie ; vos représentans ont ordonné une fête dédiée à vos victoires, célébrée dans toutes les communes de la république. Là, vos pères, vos mères, vos épouses, vos sœurs, vos amantes, se réjouissent de vos succès, et se vantent avec orgueil de vous appartenir.

« Oui, soldats, vous avez beaucoup fait, mais il vous reste encore beaucoup à faire ; dirait-on de nous que nous avons su vaincre, mais que nous n'avons pas su profiter de la victoire ? La postérité nous reprocherait-elle d'avoir trouvé Capoue

[1] Jomini.

1796—an IV. Italie. dans la Lombardie?.... Non, je vous vois déjà courir aux armes; un lâche repos vous fatigue, les journées perdues pour la gloire, le sont pour votre bonheur. Eh bien, partons! Nous avons des marches forcées à faire, des ennemis à soumettre, des lauriers à cueillir, des injures à venger. Que ceux qui ont aiguisé les poignards de la guerre civile en France, qui ont lâchement assassiné nos ministres, incendié nos vaisseaux à Toulon, tremblent... L'heure de la vengeance a sonné; mais que les peuples soient sans inquiétude, nous sommes amis de tous les peuples, et plus particulièrement des descendans des Brutus, des Scipion et des grands hommes que nous avons pris pour modèles.

« Rétablir le Capitole, y placer avec honneur les statues des héros qui le rendirent célèbre, réveiller le peuple romain engourdi par plusieurs siècles d'esclavage; tel sera le fruit de vos victoires; elles feront époque dans la postérité, vous aurez la gloire immortelle de changer la face de la plus belle partie de l'Europe.

« Le peuple français libre, respecté du monde entier, donnera à l'Europe une paix glorieuse qui l'indemnisera des sacrifices de toute espèce qu'il fait depuis six ans; vous rentrerez alors dans vos foyers, et vos concitoyens diront, en vous montrant: *Il était de l'armée d'Italie...* »

Le départ de Bonaparte avait suivi de près cette proclamation; il avait quitté Milan pour se rendre à Lodi, et donner à ses troupes les ordres nécessaires pour se mettre à la poursuite de l'armée autrichienne. Les mêmes applaudissemens, les mêmes signes de joie qui avaient signalé son entrée, l'accompagnèrent à sa sortie des murs d'une ville où la présence de l'armée française s'était à peine fait sentir, et où il s'était efforcé de se concilier l'affection des habitans. Qui eût pu imaginer que ces démonstrations d'alégresse cachaient en effet la plus noire perfidie et l'ingratitude la plus coupable!

Cependant le général était à peine arrivé à Lodi, que le commandant de Milan, Despinois, lui annonça, que trois heures après son départ on avait sonné le tocsin dans toute la Lombardie, et que les signes de la plus furieuse insurrection commençaient à se faire apercevoir de toutes parts. 1796-an IV. Italie.

Nous avons dit que la présence de l'armée de Bonaparte en Italie avait établi entre les habitans de ce beau pays une ligne de démarcation ou plutôt de division bien distincte. Cette partie de la population, que ses lumières, sa philosophie et sa haine pour les préjugés font reconnaître dans toutes les contrées de l'Europe, la bourgeoisie s'était facilement déclarée en faveur des principes de la révolution française, qui favorisaient trop ses prétentions et ses espérances, pour qu'elle ne les adoptât pas avec empressement. Les prêtres, les moines, la noblesse, et cette foule d'individus qui tirent leur subsistance ou leur considération de ces deux classes d'hommes, avaient au contraire reçu avec horreur des institutions qui venaient renverser tous les usages et surtout les priviléges. Il était facile de porter à la révolte tout ce qui avait à craindre un changement dans l'ancien ordre des choses. Dès l'instant où Bonaparte eut paru dans Milan, les nobles et les prêtres travaillèrent avec activité à persuader à leurs partisans qu'il était de leur intérêt de prendre les armes. Des ecclésiastiques forcenés, le poignard d'une main, et le crucifix de l'autre, visitèrent l'humble asile du pauvre dans les villes, et parcoururent les campagnes pour exciter le peuple à une insurrection générale.

Bonaparte avait demandé vingt millions aux Milanais. Pour faciliter le recouvrement de cette contribution, et la rendre moins onéreuse à la classe moyenne, il avait fait enlever l'argenterie des églises et des couvents, et fait taxer arbitrairement les maisons les plus riches de la ville. Les prêtres et les riches mettant en jeu ce lévier, toujours si funeste,

1796—AN IV. Italie. mais si puissant de la superstition, avaient persuadé aux aveugles et crédules habitans de Milan, que des brigands et des bandits étaient seuls capables de piller ainsi les lieux saints, et que cette déprédation impie épuisée, ils viendraient ravager leurs propres maisons. La superstition d'une part, et de l'autre l'intérêt particulier, avaient aisément détruit, dans l'esprit des Milanais prévenus, l'impression qu'y avait d'abord laissée la conduite modérée des Français. Pour mieux réussir dans leurs projets de soulèvement, tous les riches propriétaires, et surtout les nobles, avaient pris le parti de renvoyer tous leurs domestiques, dans un pays où la moitié de la population sert l'autre, et cette mesure machiavélique, qui privait en effet de tout moyen d'existence une foule innombrable d'individus jeunes et robustes, était excusée par ceux qui l'employaient, en disant que l'*égalité républicaine* ne permettait pas de les garder. Elle eut un effet prodigieux. Renvoyés de chez leurs maîtres, les laquais et les valets de toute espèce se répandirent dans les campagnes, allèrent semer l'alarme dans leurs familles, et demander partout vengeance des Français. Les paysans lombards, irrités des violences que se permettent presque toujours les subalternes lorsqu'ils sont autorisés à prendre de force les denrées dans les campagnes, avaient reçu vainement de Bonaparte l'assurance que les objets enlevés leur seraient payés sur la contribution de guerre. Il ne fut pas difficile aux chefs du soulèvement de les attirer dans leur parti.

Le mouvement insurrectionnel fut, pour ainsi dire, spontané dans toute la Lombardie, ce qui prouve qu'il était le résultat d'un plan de révolte combinée, dont les chefs paraissent avoir été à Pavie. Le bruit se répandit tout-à-coup que l'armée du prince de Condé débouchait par la Suisse sur le Tesin, que Beaulieu avait reçu le renfort de soixante mille Autrichiens, et que les Anglais avaient débarqué à Nice des

forces considérables. Propagées avec toute l'exagération de l'esprit de parti, ces rumeurs, qui parurent d'autant mieux fondées, que la source en était ignorée, achevèrent d'égarer l'opinion des Lombards, et tous ressentirent, sans connaître le véritable motif des excitateurs, une haine profonde pour les Français, et ne pensèrent plus qu'à se venger. Les domestiques, les moines et les paysans coururent aux armes : les nobles et les prêtres osèrent se flatter que de nouvelles vêpres siciliennes allaient sonner sur la totalité des Français; mais Bonaparte savait agir, et bientôt la tourbe de ces obscurs conspirateurs reçut la punition due à leurs perfides desseins [1].

1796—an IV. Italie.

Le général français n'était pas homme à reculer à l'aspect du danger. A peine instruit à Lodi de ce qui se passait à Milan, il rebrousse chemin, le 24 mai, avec trois cents chevaux et un bataillon de grenadiers; sa présence inattendue ramène l'ordre, et le général Despinois reçoit de lui les instructions nécessaires pour qu'il ne soit plus troublé. Aussitôt il marche vers Pavie, foyer central de l'insurrection, où il arrive après avoir fait brûler le village de Binasco par le chef de brigade Lannes. Le général Dammartin, à la tête du sixième bataillon de grenadiers, enfonce les portes de la ville à coups de hache; la foule des rebelles fuit, se disperse et se cache; les membres de la municipalité sont fusillés, deux cents des principaux habitans sont saisis comme otages et envoyés en

[1] « Dans une position semblable, dit le général Jomini, il n'y avait pas à balancer. Une grande armée peut quelquefois mépriser des soulèvemens, qu'il est toujours aisé de réprimer quand on peut faire de grands détachemens pour les combattre; mais la perte d'une petite armée serait le résultat infaillible de la moindre hésitation. Le droit public moderne avait jusques alors tiré une ligne de démarcation positive entre le citoyen paisible et les individus composant les armées, et partout les habitans qui prenaient part aux hostilités étaient traités comme des révoltés. Si jamais ce principe devait être appliqué, c'était indubitablement dans cette occasion, où la plus petite faiblesse aurait amené un soulèvement général. »

1796—AN IV Italie. France, et cette leçon, qui assure la tranquillité, répand l'effroi parmi les Italiens, et détruit la rébellion jusque dans sa racine [1].

[1] Nous transcrirons ici une partie du rapport du général en chef sur ces derniers événemens, pour donner une idée encore plus positive de la rapidité de ses mouvemens dans l'exécution des mesures qu'il crut devoir prendre.

« Le peuple de Pavie, renforcé de cinq à six mille paysans, investit les trois cents hommes que j'avais laissés dans le château. A Milan, l'on essaie d'abattre l'arbre de la liberté, l'on déchire et foule aux pieds la cocarde tricolore. Le général Despinois, commandant de la place, monte à cheval; quelques patrouilles mettent en fuite cette populace, aussi lâche qu'effrénée. Cependant la porte qui conduit à Pavie est encore occupée par les rebelles, qui attendent à chaque instant les paysans pour les y introduire; il fallut, pour les soumettre, battre le terrible pas-de-charge; mais à la vue de la mort, tout rentra dans l'ordre.

« A peine instruit de ce mouvement, je rebroussai chemin avec trois cents chevaux et un bataillon de grenadiers; je fis arrêter à Milan une grande quantité d'otages; j'ordonnai que l'on fusillât ceux qui avaient été pris les armes à la main; je déclarai à l'archevêque, aux chapitres, aux moines et aux nobles, que je les rendais responsables de la liberté publique.

« La municipalité taxa les habitans à trois francs d'amende par domestique qui avait été renvoyé. La tranquillité consolidée à Milan, je continuai mon chemin sur Pavie. Le chef de brigade Lannes, commandant la colonne mobile, attaqua Binasco, où sept à huit cents paysans armés paraissaient vouloir se défendre; il les chargea, en tua une centaine, et éparpilla le reste. Je fis sur-le-champ mettre le feu au village. Quoique nécessaire, ce spectacle n'en était pas moins horrible. J'en fus douloureusement affecté; mais je prévoyais que des malheurs plus grands menaçaient encore la ville de Pavie. Je fis appeler l'archevêque de Milan, et l'envoyai, de ma part, porter au peuple insensé de Pavie la proclamation ci-jointe; mais en vain.

« Je me portai à la pointe du jour sur Pavie; les avant-postes des rebelles furent culbutés. La ville paraissait garnie de beaucoup de monde, et en état de défense. Le château avait été pris, et nos troupes faites prisonnières. Je fis avancer l'artillerie, et, après quelques coups de canon, je sommai ces misérables de mettre bas les armes, et d'avoir recours à la générosité française. Ils répondirent que, tant que Pavie aurait des murailles, ils ne se rendraient pas. Le général Dammartin fit placer de suite le sixième bataillon de grenadiers, en colonne serrée, la hache à la main, avec deux pièces de 8 en tête. Les portes furent enfoncées; cette foule immense se dispersa, se réfugia dans les caves et sur les toits, essayant en vain, en jetant des tuiles, de nous disputer l'entrée des rues. Trois

Bonaparte, pour prévenir efficacement le retour des mouvemens qui pouvaient seconder trop bien les Autrichiens, prit un arrêté portant : 1° que les généraux feraient marcher contre les villages les forces nécessaires pour les réduire, y mettre le feu, et faire fusiller tous ceux qu'ils trouveraient les armes à la main ; tous les prêtres ou nobles restés dans les communes rebelles, pouvaient être arrêtés comme otages et envoyés en France ; 2° que tous les villages où l'on sonnerait le tocsin seraient brûlés sur-le-champ ; 3° que tous les nobles ou riches qui seraient convaincus d'avoir excité le peuple, soit en congédiant leurs domestiques, soit par des vociférations contre les Français, seraient arrêtés comme otages, transférés en France, et la moitié de leurs revenus confisquée. 1796—an IV. Italie.

fois l'ordre de mettre le feu à la ville de Pavie expira sur mes lèvres, lorsque je vis arriver la garnison du château, qui avait brisé ses fers et venait, avec des cris d'alégresse, embrasser ses libérateurs. Je fis faire l'appel ; il se trouva qu'il n'en manquait aucun. Si le sang d'un seul Français eût été versé, je voulais faire élever, des ruines de Pavie, une colonne, sur laquelle j'aurais fait écrire : *Ici était la ville de Pavie*. J'ai fait fusiller la municipalité, arrêter deux cents otages, que j'ai fait passer en France. Tout est aujourd'hui parfaitement tranquille, et je ne doute pas que cette leçon ne serve de règle aux peuples de l'Italie.

« Je vous demande le grade de chef d'escadron d'artillerie légère pour le citoyen Rosey, capitaine, qui s'est particulièrement distingué dans cette journée. »

Proclamation du général en chef de l'armée d'Italie.

Au quartier-général de Milan, le 6 prairial an IV (25 mai 1796).

« Une multitude égarée, sans moyens réels de résistance, se porte aux derniers excès dans plusieurs communes, méconnaît la république, et brave l'armée triomphante de plusieurs rois. Ce délire inconcevable est digne de pitié : l'on égare ce pauvre peuple pour le conduire à sa perte. Le général en chef, fidèle aux principes qu'a adoptés la nation française, qui ne fait point la guerre aux peuples, veut bien laisser une porte ouverte au repentir ; mais ceux qui, sous vingt-quatre heures, n'auront pas posé les armes, n'auront pas prêté de nouveau serment d'obéissance à la république, seront traités comme rebelles ; leurs villages seront brûlés. Que l'exemple terrible de Binasco leur fasse ouvrir les yeux ! Son sort sera celui de toutes les villes et villages qui s'obstineront à la révolte. »

1796 - an IV. Italie.

Enfin la capitale du Milanais exigeant, par sa nombreuse population, et l'influence de ses habitans sur le pays, une surveillance particulière, le général Despinois prit pour cette ville des mesures à peu près semblables, et qui étaient d'autant plus nécessaires, que le château de Milan ne s'était point encore rendu, et conservait une garnison qui aurait pu donner la main aux mécontens et aux partisans de l'Autriche. L'arrêté qui contenait ces mesures de police était précédé d'une proclamation dont nous citerons les passages qui suivent.

« Les partisans de la tyrannie, disait Despinois, les apôtres du fanatisme, les ennemis jurés de tout gouvernement libre ont tenté d'exécuter ouvertement les complots qu'ils méditaient dans l'ombre; ils voulaient faire de Milan une autre Pavie, un foyer de révolte et de sédition, et, tandis que d'une main ils semaient adroitement les alarmes parmi les esprits trop faibles et trop faciles à s'émouvoir, de l'autre, ils soudoyaient, avec l'or de l'Autriche, ces gens sans aveu, ces hommes sans patrie, qui se nourrissent de troubles et d'agitation; ils ralliaient autour d'eux une partie de ces crédules artisans, de ces habitans des campagnes, qu'ils avaient égarés ou séduits, excitant les uns, corrompant les autres, et versant en tous lieux les poisons dont ils sont infectés..... La trahison la plus insigne, l'hypocrisie la plus profonde, en opposition avec la bonne foi, la haine en retour de la bienveillance et de la fraternité; voilà les sentimens dont ils voulaient payer tous ceux d'une armée triomphante, et toujours généreuse au sein de la victoire. Qu'ils tremblent, ces hommes pervers, qui ont aiguisé des poignards contre le sein de leurs bienfaiteurs! Que les ennemis du nom français apprennent à le respecter!..... »

La célérité avec laquelle le général français avait arrêté cet incendie près d'enflammer toute l'Italie, rendit aux partisans de la révolution française l'influence marquée qu'ils devaient

avoir sur les événemens. Réunis en clubs ou assemblées primaires, ils propagèrent avec ardeur les principes de la démocratie, et invitèrent le général en chef à introduire dans la Lombardie le régime de la république française. Soit qu'en effet cette demande eût été inspirée par eux au peuple, soit que l'amour de la nouveauté, toujours attrayant pour les hommes, eût engagé les Lombards à changer d'opinion, cette détermination populaire, adoptée par Bonaparte avec empressement, eut les suites les plus funestes pour la maison d'Autriche. Bientôt le gouvernement républicain fut proclamé depuis les montagnes de Chiavenne jusques au confluent du Pô et de l'Oglio : partout le parti populaire s'empara du gouvernement ; la noblesse héréditaire fut abolie, une armée nationale fut levée, organisée, la cavalerie montée avec des chevaux appartenans aux nobles, qui fuyaient de toutes parts, pour éviter la vue de la ruine de leurs priviléges ; et le Piémont, la Lombardie, Parme et Modène furent chargés d'armer et de solder ces nouveaux guerriers, dont Bonaparte allait s'aider pour la suite de ses expéditions. Nous reviendrons sur cette création de la république lombarde ou cisalpine, en parlant ci-après, dans le sixième volume, des affaires intérieures de l'Italie. 1796—an IV. Italie.

Passage du Mincio ; combat de Borghetto ; prise de Peschiera, de Vérone ; commencement du siége de Mantoue [1]. — Cependant le général autrichien Beaulieu avait profité du peu de jours que Bonaparte avait consacrés à la consolidation de sa conquête, pour se mettre à l'abri des poursuites de son vainqueur. Persuadé que l'Oglio, sur lequel il s'était retiré après sa dernière défaite à Lodi, ne serait pas un obstacle suffisant pour arrêter cette audace des guer- 3 juin. (15 prairial.)

[1] Journaux du temps, — Campagnes de Bonaparte, — Dictionn. des siéges et batailles, — Jabé et Servan, — Histoire de France, — Desjardins, — Jomini, — Lacretelle, — Mémoires manuscrits, etc.

1796—AN IV. Italie. riers français, dont il venait de faire une si terrible expérience, il s'était replié sur le Mincio, qu'il passa, et où il prit position dans le dessein d'y attendre Bonaparte. Beaulieu fortifia cette position, déjà redoutable par elle-même, par tous les moyens que l'art pouvait lui fournir. Sa ligne de défense, soigneusement garnie de batteries, avait sept lieues d'étendue, et suivait le cours du Mincio, depuis le lac de Garda et Peschiera [1], où s'appuyait sa droite, jusques à la ville de Mantoue, que sa gauche était en partie chargée de défendre. Il était maître de trois ponts sur le Mincio; le premier à Rivalta, le second à Goito, et le troisième à Borghetto. Mantoue était alors la seule ville qui restât à l'Empereur en Italie. Afin de conserver au moins à son maître cette place importante, Beaulieu, qui avait reçu des renforts, ainsi que nous l'avons déjà dit, avait jeté dans Mantoue vingt bataillons composés des troupes les plus aguerries de son armée, savoir les brigades des généraux Roccavina, Wukassowich et Roselmini. Cependant, jusques à ce que les événemens rendissent sa présence absolument nécessaire dans la place, la majeure partie de cette garnison continuait à rester en campagne sous les ordres du général Colli, qui commandait la gauche de l'armée à Goito. Le reste des forces autrichiennes était ainsi disposé; le général Liptay à la droite, vers Castel-Nuovo, gardant Peschiera et les défilés du Tirol, par la Chiusa; le général Pittony à Valeggio, avec une avant-garde à Borghetto, le général Sebottendorf, avec trois bataillons et six escadrons, un peu plus à gauche, en intermédiaire du corps du général Colli à Goito; le général Mélas, avec la réserve, à Oliosi, près de Valeggio.

Bonaparte, en sortant de Milan, s'était transporté à Lodi

[1] Peschiera était une forteresse alors appartenante à la république de Venise. Mais les Vénitiens, par des motifs que nous détaillerons plus bas, l'avaient laissé occuper par les Autrichiens.

pour se rendre à Brescia. Déjà l'armée française s'était mise en mouvement et s'était avancée jusque sur la Chiese; le général Masséna avait marché par Cassano, Soncino, Chiari et sur Brescia, et ensuite sur Monte-Chiaro; celle d'Augereau se porta par Cassano, Fontanella et Brescia sur Ponte-di-San-Marco; le général Serrurier, toujours commandant la réserve, devait se diriger sur Volta. Le dessein de Bonaparte était de forcer le passage du Mincio sur le centre de la ligne. Aussitôt qu'il en eut fait la reconnaissance, ses dispositions furent bientôt arrêtées. « J'ordonnai, dit-il [1], au général de division Kilmaine, de se rendre, avec quinze cents hommes de cavalerie, et six bataillons de grenadiers à Desenzano; j'ordonnai au général Rusca de se rendre, avec une demi-brigade d infanterie légère, à Salo. Il s'agissait de faire croire au général Beaulieu, que je voulais le tourner par le haut du lac (de Garda) pour lui couper le chemin du Tyrol en passant par Riva. Je tins toutes les divisions de l'armée en arrière, de sorte que la droite, par où je voulais véritablement attaquer, se trouvait à un jour et demi de marche de l'ennemi; je la plaçai derrière la rivière de la Chiese, où elle avait l'air d'être sur la défensive, tandis que le général Kilmaine allait aux portes de Peschiera, et avait tous les jours des escarmouches avec les avant-postes ennemis, dans l'une desquelles fut tué le général autrichien qui les commandait.

1796—an IV. Italie.

« Le 10 prairial (29 mai), la division du général Augereau remplaça à Desenzano celle du général Kilmaine, qui rétrograda à Lonato, et arriva la nuit à Castiglione; le géné-

[1] Toutes les relations que Bonaparte a données de ses opérations, sont si claires et si exactes, que nous les citerons souvent textuellement. Tous ceux qui ont écrit sur cette belle campagne d'Italie, les ont également suivies. Le judicieux Jomini, lui-même, prend rarement d'autres guides que ces mêmes rapports, première origine de ces fameux bulletins qui ont si long-temps frappé l'Europe et la France d'étonnement et d'admiration.

1796 — AN IV. Italie. ral Masséna se trouvait à Monte-Chiaro, et le général Serrurier à Monza. A deux heures après minuit, toutes les divisions se mirent en mouvement, toutes dirigeant leur marche sur Borghetto, où j'avais résolu de passer le Mincio. L'avant-garde ennemie, forte de trois à quatre mille hommes et de dix-huit cents chevaux, défendait l'approche de Borghetto. Notre cavalerie, flanquée par nos carabiniers et nos grenadiers, qui, rangée en bataille, la suivait au petit trot, chargea avec beaucoup de bravoure, mit en déroute la cavalerie ennemie, et lui enleva une pièce de canon. L'ennemi s'empressa de passer le pont et d'en couper une arche; l'artillerie légère engagea aussitôt la canonnade. L'on raccommodait avec peine le pont, sous le feu des batteries autrichiennes, lorsqu'une cinquantaine de grenadiers impatiens se jettent à l'eau, tenant leurs fusils sur leurs têtes, ayant de l'eau jusques au menton : le général Gardanne, grenadier par la taille comme par le courage, était à leur tête. Les soldats ennemis, croyant revoir la terrible colonne du pont de Lodi, les plus avancés lâchent pied. On raccommode alors le pont avec facilité, et nos grenadiers, dans un seul instant, passent le Mincio et s'emparent de Valeggio, quartier-général de Beaulieu, qui venait seulement d'en partir. Cependant les Autrichiens ébranlés, en partie en déroute, étaient rangés en bataille, entre Valeggio et Villafranca. Nous nous gardons bien de les suivre : ils paraissent se rallier et prendre confiance, et déjà leurs batteries se multiplient et se rapprochent de nous dans le dessein d'engager une affaire générale. C'était justement ce que je voulais; j'avais peine à contenir la fougue impatiente, ou, pour mieux dire, la fureur des grenadiers. Le général Augereau passa, sur ces entrefaites, avec sa division; il avait ordre de se porter, en suivant le Mincio, droit sur Peschiera, d'envelopper cette place, et de couper aux ennemis les gorges du Tyrol : Beaulieu et les débris de son armée se seraient

trouvés sans retraite. Pour empêcher les Autrichiens de s'apercevoir du mouvement d'Augereau, je les fis vivement canonner du village de Valeggio; mais instruits de cette même manœuvre par leurs patrouilles de cavalerie, ils se mirent aussitôt en route pour gagner le chemin de Castelnovo. Un renfort de cavalerie qui leur arriva les mit à même de protéger leur retraite. Notre cavalerie, commandée par le général Murat, fit des prodiges de valeur; ce général dégagea lui-même plusieurs chasseurs que l'ennemi était sur le point de faire prisonniers. Le chef de brigade Leclerc, du dixième de chasseurs, s'est également distingué. Le général Augereau, arrivé à Peschiera, trouva la place évacuée [1].

1796-an IV. Italie.

« Le 12 (31 mai), nous nous portâmes à Rivoli; mais

[1] Quoique la république de Venise, en laissant occuper la ville de Peschiera par les Autrichiens, eût violé la neutralité et invité, pour ainsi dire, les Français à la traiter en ennemie, cependant Bonaparte, qui parut toujours dans cette guerre vouloir mettre les apparences de son côté, crut devoir adresser au sénat vénitien une proclamation, avant de diriger la division d'Augereau sur Peschiera. Il disait :

« C'est pour délivrer la plus belle contrée de l'Europe du joug de fer de l'orgueilleuse maison d'Autriche que l'armée française a bravé les obstacles les plus difficiles à surmonter. La victoire, d'accord avec la justice, a couronné ses efforts. Les débris de l'armée ennemie se sont retirés au-delà du Mincio. L'armée française passe, pour les poursuivre, sur le territoire de la république de Venise; mais elle n'oubliera pas qu'une longue amitié unit les deux républiques. La religion, le gouvernement, les usages, les propriétés seront respectés. Que les peuples soient sans inquiétude; la plus sévère discipline sera maintenue. Tout ce qui sera fourni à l'armée sera exactement payé en argent. ... Le général en chef engage les officiers de la république de Venise, les magistrats et les prêtres à faire connaître ses sentimens au peuple, afin que la confiance cimente l'amitié qui depuis long-temps unit les deux nations..... Fidèle dans le chemin de l'honneur, comme dans celui de la victoire, le soldat français n'est terrible que pour les ennemis de sa liberté et de son gouvernement. »

Si le sénat de Venise eût répondu franchement à une amitié aussi noblement exprimée, il ne se serait point exposé à tous les malheurs qui l'ont assailli et qui ont fini par détruire les antiques institutions de sa patrie.

1796-an IV. Italie. déjà l'ennemi avait passé l'Adige, et enlevé presque tous ses ponts, dont nous ne pûmes prendre qu'une partie. L'on évalue la perte de l'ennemi, dans cette journée, à quinze cents hommes et cinq cents chevaux, tant tués que prisonniers; parmi ces derniers se trouve le prince Cuto, lieutenant-général des armées du roi de Naples, commandant en chef la cavalerie napolitaine. Nous avons pris également cinq pièces de canon, dont deux de 12 et trois de 6, avec sept ou huit caissons chargés de munitions de guerre. Nous avons trouvé à Castelnovo des magasins, dont une partie était déjà consumée par les flammes. Le général de division Kilmaine a eu un cheval blessé sous lui.

« Voilà donc les Autrichiens entièrement expulsés de l'Italie : nos avant-postes sont sur les montagnes de l'Allemagne. Je ne vous citerai pas les hommes qui se sont distingués par des traits de bravoure, il faudrait nommer tous les grenadiers et carabiniers de l'avant-garde; ils jouent et rient avec la mort; ils sont aujourd'hui accoutumés avec la cavalerie, dont ils se moquent. Rien n'égale leur intrépidité, si ce n'est la gaîté avec laquelle ils font les marches les plus forcées; ils chantent tour à tour la patrie et l'amour. Vous croiriez qu'arrivés à leurs bivouacs, ils doivent au moins dormir? Point du tout, chacun fait son plan d'opération du lendemain, et souvent l'on en rencontre qui voient très-juste. L'autre jour je voyais défiler une demi-brigade; un chasseur s'approcha de mon cheval : *Général,* me dit-il, *il faut faire cela.*—*Malheureux,* lui répondis-je, *veux-tu bien te taire.* C'était justement ce que j'avais ordonné que l'on fît. Je l'ai fait chercher en vain, il avait disparu [1]. »

[1] Il voulait le faire officier. Bonaparte, dont l'imagination était nourrie de la lecture des vies des grands capitaines, n'avait pas oublié comment Turenne s'était conduit en pareille circonstance. Un soldat avait également deviné un plan d'attaque conçu par ce général fameux. Turenne en fut si enchanté qu'il le fit

L'un des fruits les plus utiles que l'armée française pût retirer de cette nouvelle défaite de Beaulieu, était certainement l'occupation de Verone. Cette grande et belle ville, qui a trois ponts sur l'Adige, et qu'on peut regarder comme la clef de tout le cours de cette rivière, depuis le défilé de la Chiese jusques à son embouchure, puisque c'est le seul point de communication avec le haut et bas Adige, était de la plus haute importance pour les opérations du reste de la campagne. Dans cette excellente position, Bonaparte se trouvait à même d'observer également, et les mouvemens que pouvaient faire les Vénitiens, et ceux de l'Autriche dans le Tyrol. Verone appartenait, il est vrai, à la république de Venise; mais le noble sénat ayant permis aux Autrichiens d'occuper Peschiera, Bonaparte crut qu'il pouvait user de représailles, en s'emparant de Verone. Le général Masséna eut donc ordre de s'en approcher et de s'en rendre maître. Sa division y fit son entrée le 3 juin. 1796-an IV. Italie.

La ville de Verone sera célèbre dans l'histoire de la révolution, pour avoir long-temps servi de refuge au roi Louis XVIII. Ce prince s'y trouvait encore quelques jours avant l'occupation de Verone par les troupes françaises, et la conduite du sénat de Venise, dans cette circonstance, fut loin d'être honorable. Déjà, et long-temps avant l'arrivée de Bonaparte en Italie, le directoire exécutif avait conçu des alarmes du séjour de Louis XVIII à Verone. Il avait en conséquence fait demander à la république de signifier au prince l'ordre de quitter le territoire des Vénitiens; mais le sénat de Venise, qui ne s'attendait pas à voir bientôt une armée française à ses portes, avait méprisé cette demande, et avait même répondu que Louis XVIII étant noble vénitien,

sous-lieutenant. En le présentant aux officiers de son armée, il leur dit: « Messieurs, vous ne dédaignerez pas d'admettre dans votre corps un soldat qui a pénétré le plan de son général. »

1796-an IV. Italie. avait, en cette qualité, le droit d'habiter son territoire, sans qu'il fût en son pouvoir de l'en empêcher. Quand enfin la victoire eut rendu les Français tout-puissans en Italie, et que les Vénitiens se virent forcés de céder aux désirs du directoire exécutif, ils intimèrent à Louis XVIII l'ordre précis de s'éloigner des terres de la république; et comme la terreur ne connaît ni mesure ni ménagement, les sénateurs vénitiens donnèrent cet ordre avec une arrogance dont ils voulaient sans doute se faire un mérite auprès du vainqueur. Louis XVIII, outragé, montra dans son indignation une juste fierté, que ses malheurs précédens rendaient encore plus solennelle. Il déclara qu'il quitterait Verone aussitôt qu'on lui aurait rendu l'épée dont son aïeul Henri IV avait fait présent à la république, et dès qu'on lui aurait envoyé le livre d'or, où sont inscrits les nobles, pour y rayer le nom de sa famille. Le sénat vénitien, respectant peu l'infortune et la grandeur passée du prince, augmenta les torts qu'il avait envers ce dernier, en répondant: « que, quant à la radiation, le sénat, sur sa demande, n'aurait nulle difficulté à l'opérer; mais qu'une somme de douze millions étant encore due à la république, par Henri IV, qui les lui avait empruntés, son épée serait remise à Louis XVIII, si celui-ci voulait les payer. » Réponse plus qu'indécente pour le gouvernement qui osait la faire, et digne tout au plus d'un prêteur sur gages.

Bonaparte avait pris une part très-active à l'expulsion de Louis XVIII de Verone. Le jour même de son entrée dans cette ville (le 3 juin), il écrivait au directoire cette lettre singulière, où l'on voit la première explosion de la haine qu'il portait aux princes de la maison de Bourbon:

« J'arrive dans cette ville pour en partir demain matin; elle est très-grande et très-belle. J'y laisse une bonne garnison pour me tenir maître des trois ponts qui sont ici sur l'Adige.

« Je n'ai pas caché aux habitans que si *le roi de France*

n'eût évacué leur ville avant mon passage du Pô, j'aurais mis le feu à une ville assez audacieuse pour se croire la capitale de l'empire français. 1796-an IV Italie.

« Je viens de voir l'amphithéâtre; ce reste du peuple romain est digne de lui. Je n'ai pu m'empêcher de me trouver humilié de la mesquinerie de notre Champ-de-Mars; ici cent mille spectateurs sont assis, et entendraient facilement l'orateur qui leur parlerait.

« Les émigrés fuient de l'Italie; plus de quinze cents sont partis cinq jours avant notre arrivée; ils courent en Allemagne porter leur misère et leurs remords. »

Nous avons dit que Mantoue était la dernière ville qui restât à l'empereur dans ses États d'Italie. Beaulieu, après le passage du Mincio par les Français, s'était d'abord retiré sur Dolce, et ensuite sur Calliano; Mantoue lui parut le seul refuge où il pût encore espérer de se défendre contre ses infatigables ennemis. Il sentait d'ailleurs que Bonaparte, pour tirer de ses victoires tout le parti possible, ne tarderait pas à assiéger cette place, et il était instant d'y organiser tous les moyens de résistance, avant que le général français fût parvenu jusque sous ses murs. En effet, jamais encore Bonaparte n'avait montré une activité aussi surprenante; à peine le général Masséna était-il dans Verone, qu'il avait reçu l'ordre de pousser Beaulieu jusque dans ses derniers retranchemens. Le général en chef voulait assiéger Mantoue, avant que l'armée autrichienne, que tant de défaites successives avaient accablée, ne pût recevoir les secours que lui promettait son gouvernement.

Masséna partit donc de Verone le lendemain de son occupation, et suivit d'abord les restes encore épars de l'armée autrichienne. Il les culbuta et les dispersa, et vint prendre position à Rivoli et à la Corona, sa gauche appuyée au lac de Garda, et sa droite à l'Adige et aux rochers escarpés de

1796-an IV Italie. Monte-Magnone. Le général Augereau, sorti de Peschiera après y avoir laissé garnison française, s'était porté à Castiglione-Mantovano, et avait ensuite passé le Mincio au-dessous du lac. En deux jours il s'était trouvé en vue de la ville de Mantoue, et le 4 juin il avait déjà pris possession du faubourg de Ceriolo, et enlevé plusieurs postes extérieurs où l'ennemi s'était retranché; repoussés ou vaincus toutes les fois que les Français les attaquaient, les Autrichiens avaient été forcés de rentrer dans la ville. Un tambour de douze ans s'était particulièrement distingué dans cette circonstance; on le vit, avec une audace incroyable, grimper pendant le feu au haut d'une tour, en ouvrir la porte, et y introduire les Français.

Le même jour, la division du général Serrurier, où se trouvait le général en chef en personne, s'était dirigée sur la Favorita, superbe palais des ducs de Mantoue, à une demi-lieue de la forteresse. L'avant-garde aux ordres du général Dallemagne, dont faisait partie le chef de brigade Lannes, se porta sur le faubourg de Saint-Georges. Bonaparte fit avancer une demi-brigade avec le général Serrurier, pour soutenir le général Dallemagne. Celui-ci ayant bientôt rencontré l'ennemi, l'avait attaqué à la baïonette dans ses retranchemens, et après un combat très-vif de part et d'autre, s'était rendu maître du faubourg et de la tête de pont. Déjà même, malgré la mitraille de la place, les grenadiers s'avançaient en tirailleurs sur la chaussée. Emportés par un excès d'audace, bien naturel à des hommes qui avaient surmonté tant d'obstacles, ils prétendaient se former en colonnes pour enlever Mantoue, et quand on leur montra les batteries dont les remparts étaient hérissés : « A Lodi, disaient-ils, il y en avait bien davantage. » Mais les circonstances n'étaient pas les mêmes; on ne prend pas une ville au pas de course comme on traverse un pont. L'artillerie de la place pouvait fou-

droyer et détruire ces braves, dignes d'un meilleur sort, et le général en chef leur fit donner l'ordre de revenir [1]. 1796 - an IV. Italie.

Cependant, des événemens qui se préparaient dans l'intérieur, et surtout au midi de l'Italie, appelaient toute l'attention de Bonaparte. Des menaces de soulèvemens nouveaux avaient eu lieu dans tous les pays conquis. Rome et Naples, quoiqu'ils n'eussent pas agi jusques ici d'une manière bien active contre lui, paraissaient disposés à profiter de son éloignement pour inquiéter et contrarier ses opérations. Des troubles sérieux commençaient à s'élever dans les fiefs impériaux qui confinent aux États de Gênes, de Toscane et de Piémont. Les communications de l'armée avec la rivière de Gênes étaient menacées; on attaquait ses convois, on assassinait ses courriers; la politique et le fanatisme s'unissaient pour lui susciter des embarras sur ses derrières; Mantoue d'ailleurs exigeait un siége formel, et les Français avaient peu de moyens de l'entreprendre. Le chemin qu'ils avaient parcouru pour pénétrer en Italie, la rapidité des conquêtes qu'ils y avaient faites ont assez indiqué qu'ils n'étaient point suivis

[1] « Je ne dois pas, dit Bonaparte dans son rapport, vous taire un trait qui peint la barbarie qui règne encore dans ces contrées. A Saint-Georges, il y a un couvent de religieuses; elles s'étaient sauvées, car leur couvent était exposé aux coups de canon. Nos soldats y entrent pour s'y réfugier et prendre poste; ils entendent des cris; ils accourent dans une basse-cour, enfoncent une méchante cellule, et trouvent une jeune personne assise sur une mauvaise chaise, les mains garottées par des chaînes de fer. Cette infortunée demandait la vie; l'on brise ses fers. Elle a sur sa physionomie vingt-deux ans. Elle était depuis quatre ans dans cet état, pour avoir voulu s'échapper, et obéir, dans l'âge et le pays de l'amour, à l'impulsion de son cœur. Nos grenadiers en eurent un soin particulier. Elle montra beaucoup d'intérêt pour les Français. Elle a été belle, et joint à la vivacité du climat la mélancolie de ses malheurs. Toutes les fois qu'il entrait quelqu'un, elle paraissait inquiète; l'on sut bientôt qu'elle craignait de voir revenir ses tyrans. Elle demanda en grâce à respirer l'air pur : on lui fit observer que la mitraille pleuvait autour de la maison : *Ah! dit-elle, mourir, c'est rester ici!* »

1796—an iv. Italie. de ces grands parcs dont les ressources facilitent cette espèce d'opération, et contribuent à l'abréger.

Au lieu donc de former sur-le-champ le siége régulier de la ville de Mantoue, Bonaparte qui, dans les premiers temps de sa gloire militaire, eut souvent la sagesse d'allier beaucoup de prudence à beaucoup d'audace, résolut de se borner à un simple blocus, et de consacrer quelques semaines au soin non moins important de pacifier les troubles près d'éclater, de châtier les fiefs impériaux révoltés, d'inspirer au roi de Naples une terreur assez forte, et enfin de forcer le pape à renoncer à tous projets d'hostilité contraires à ses principes et au bonheur de l'église. Il fallait d'ailleurs préparer les équipages de siége, organiser en Lombardie la garde nationale et les légions soldées qu'on commençait à y lever; faire capituler le château de Milan, où l'on espérait trouver une partie de l'artillerie nécessaire au siége de Mantoue; détruire l'empire que les Anglais s'étaient arrogé en Toscane et à Livourne, et en les chassant de ces ports, rétablir avec la Corse des communications qui rappelassent ce pays, patrie du général en chef, à ses liaisons avec la France. La plus extrême activité pouvait à peine suffire pour tant d'opérations à la fois, mais lorsqu'on n'emploie pas de demi-moyens, et qu'on sait, comme Bonaparte, marcher au but, le temps, malgré son cours rapide, suffit pour opérer des prodiges. On verra bientôt combien le succès de cette activité surpassa même les espérances qu'on pouvait en attendre.

En conséquence de la dernière détermination de bloquer Mantoue au lieu de l'assiéger, la division du général Masséna fut laissée en observation sur l'Adige; on la renforça assez pour qu'elle pût repousser les tentatives de l'armée autrichienne. Les généraux Serrurier et Vaubois furent chargés de l'investissement de Mantoue; la division du général Augereau se dirigea sur Borgoforte pour y passer le Pô, et Bonaparte

retourna sur ses pas avec divers détachemens de son armée, afin de rétablir l'ordre dans l'intérieur de l'Italie, forcer les puissances qui le menaçaient de lui demander la paix, et se débarrasser de tout ce qui pouvait l'empêcher de poursuivre vigoureusement les avantages déjà obtenus. 1796—an IV. Italie.

Relation des principaux événemens maritimes, depuis le mois de juin 1794, jusques au même mois de l'année 1796[1]. — Nous rapporterons dans un seul et même paragraphe les principaux événemens militaires arrivés sur mer depuis le combat du 1er juin 1794 (13 prairial an II), jusque vers le milieu de l'année 1796. Nous avons pensé que cette disposition satisferait mieux nos lecteurs que celle qui a été adoptée pour le récit des opérations de l'armée de terre, et distrairait moins leur attention sur cette partie si intéressante de nos fastes militaires[2]. France[*].

Avant d'entamer le récit des actions, à la fois glorieuses et fatales pour la France, qui suivirent le combat naval du 13 prairial; actions qui, tout en faisant briller d'un nouvel éclat la bravoure de nos officiers et de nos matelots, vinrent hâter la destruction d'une marine naguère si florissante, nous nous arrêterons encore un moment sur ce combat célèbre. Nous avons affirmé, dans la relation que nous en avons donnée[3], que l'impéritie ou la pusillanimité du conventionnel député auprès de notre armée navale, et la trop facile condescendance de l'amiral aux désirs de cet homme, changèrent un beau triomphe en une défaite signalée. Cette assertion ne

[1] Journaux du temps, — Précis des principaux événemens de la guerre maritime présente, par Kerguelen, — Relations anglaises, — Mémoires manuscrits, etc.

[2] Cette marche sera suivie dans les autres volumes, dont le dernier paragraphe sera toujours consacré au récit des événemens maritimes qui auront eu lieu dans la période que renfermera ce même volume.

[3] *Voyez* tom III, page 26 et suivantes.

[*] *N. B.* Les différentes dates des événemens contenus en ce paragraphe se trouveront dans le texte.

1796-an IV. France. trouvera guère de contradicteurs, surtout en France, mais il nous importe de la prouver d'une manière irréfragable. Afin de remplir ce but si important pour l'honneur national, nous prendrons nos preuves dans les relations anglaises, et nous en agirons fréquemment ainsi, parce qu'on ne sera pas tenté d'accuser ces documens d'exagération et de partialité en faveur des Français.

« Le combat du 1er juin, dit une des relations insérées dans les journaux anglais du temps [1], fut on ne peut pas plus opiniâtre. La valeur qu'y déployèrent les Français ne saurait être surpassée, et la justice oblige de dire que la victoire ne demeura à nos armes que par la supériorité de connaissances de notre amiral dans la tactique navale. » Qu'est ce qui, au fait, constitua cette victoire? La prise de six vaisseaux honteusement abandonnés, lorsque, désemparés, mais non encore vaincus, puisque leurs équipages combattaient avec un courage héroïque, ils faisaient briller leurs pavillons tricolores, et semblaient, pour ainsi dire, tendre les bras à l'armée, et la supplier de les secourir [2]. Quelle supériorité de tactique a, dans ce moment décisif, déployé l'amiral anglais? Il nous l'apprend lui-même dans sa lettre aux lords de l'amirauté..... « L'amiral français, écrit-il, s'éloigna suivi de beaucoup de vaisseaux de son avant-garde et de son corps de bataille encore en état de faire voile, laissant aux prises avec nous dix ou douze vaisseaux désemparés ou rasés de tous mâts. En ce moment, mon vaisseau, la *Reine Charlotte*, avait déjà perdu son petit mât de hune, et peu d'instans après, son grand mât de hune tomba. Le plus grand nombre des autres vaisseaux de la flotte britannique étaient alors si fort désemparés, si dispersés et dans une telle position à l'égard de ceux des vaisseaux français encore en bon état, et

[1] London gazette. — [2] Kerguelen, pag. 359.

dont le feu continuait toujours, que nous ne pûmes empêcher 1796-an IV. France.
plusieurs des vaisseaux ennemis totalement démâtés, de s'échapper et de rejoindre leur armée, à l'aide de leur *civadière* seule ou d'une petite voile établie sur un tronçon de mât : six seulement demeurèrent sur le champ de bataille. » Lorsque les vaisseaux d'une armée sont dispersés et désemparés au point de ne pouvoir empêcher ceux de l'ennemi de s'échapper sous la civadière ou sous une voile de *fortune*, il est évident que l'on ne saurait leur faire faire aucune évolution générale, et que toutes les connaissances possibles dans la tactique navale ne servent alors absolument de rien. Ce n'est donc pas la science de l'amiral anglais qui lui a valu le succès, mais la faute inouïe que nous avons commise en quittant le combat avec une masse de vaisseaux en meilleur état que ceux de l'ennemi; *indè mali labes!*..... Le passage suivant prouve de la manière la plus évidente, qu'il eût été impossible à l'amiral Howe de dégager ceux de ses vaisseaux qui se trouvaient démâtés comme les nôtres. « Le *Brunswick* ayant perdu son mât d'artimon pendant le combat, dériva sous le vent de la ligne des vaisseaux français qui faisaient retraite; il fut contraint de fuir au large d'eux, en courant au nord. Comme j'ai vu qu'ils ne le chassaient pas, je me flatte qu'il aura pu arriver heureusement à Plymouth. » On voit que c'est uniquement parce que les Français n'ont pas voulu chasser le *Brunswick*, que l'amiral anglais suppose qu'il pourra arriver à bon port. Citons encore un passage de sa lettre. « Les vingt-quatre vaisseaux qui me restent [1] se sont ralliés très-tard dans la soirée, et je me dispose à retourner avec eux à Spithead, aussitôt que ceux qui ont été pris sur l'ennemi

[1] Les deux autres vaisseaux étaient *le Brunswick*, qui nous a échappé parce que nous l'avons bien voulu, et *l'Audacious*, que, dans sa lettre, Howe dit avoir détaché de son armée pour escorter en Angleterre notre vaisseau *le Révolutionnaire* (ce vaisseau, comme on sait, ne fut pas pris, il fit route pour Rochefort).

1798-an iv. France.

auront été amarinés. » Qui pourrait douter, d'après cela, que si l'amiral français, avec ses vaisseaux encore en bon état, au lieu de se retirer, se fût porté au secours de ceux qui étaient démâtés, nous n'eussions non-seulement conservé ces vaisseaux, mais encore pris les vaisseaux ennemis qui se trouvaient dans le même cas que les nôtres? L'amiral anglais avoue qu'il ne pouvait ni saisir les premiers ni dégager les autres; qu'il lui fallut tout le reste de la journée pour rallier ses vaisseaux dispersés, et qu'il mit douze jours à gagner un port d'Angleterre, tandis que notre armée put se retirer en bon ordre et même dans sa route donner la chasse à une autre escadre anglaise qu'elle rencontra. Soyons justes envers notre ennemi. Croyons que s'il eût eu la possibilité de faire manœuvrer son armée, il ne se fût pas borné à ramasser les vaisseaux que nous abandonnions sur le champ de bataille où nous avions combattu avec tant de valeur, mais qu'il eût vivement poursuivi ceux que Villaret ramenait tranquillement à Brest. Quels regrets amers n'a pas dû causer à tous les bons Français la funeste issue de ce combat mémorable[1] !

[1] Depuis la publication du troisième volume des *Victoires, etc.*, nous avons reçu beaucoup de notes et de renseignemens sur le combat du premier juin ; nous en avons fait usage, en partie, dans les détails qu'on vient de lire : mais nous croyons devoir présenter ici les observations suivantes qui nous ont été adressées par un des officiers distingués de notre marine, acteur et témoin du combat dont il est question.

Ces observations, malheureusement arrivées trop tard, serviront à rectifier quelques-unes des erreurs involontaires qui ont pu nous échapper.

« Le 28 mai, l'armée était forte de vingt-six vaisseaux, dont quatre à trois ponts. Un de ces derniers (*le Révolutionnaire*), ayant beaucoup souffert dans la soirée, fut forcé de faire route pour Rochefort ; la flotte se trouva donc réduite à vingt-cinq vaisseaux, dont trois à trois ponts. *Le Patriote*, de 74 canons, ayant à son bord cinq cent cinquante malades, ne put prendre qu'une très-petite part au combat qui eut lieu, le 29, contre l'armée anglaise forte de vingt-huit vaisseaux, dont dix à trois ponts.

« .....L'amiral Howe, s'apercevant que le signal qu'il avait fait, de couper la ligne

Malheureusement nous aurons trop souvent, dans le cours de cet ouvrage, l'occasion de signaler des fautes pareilles qui rendirent inutile le courage des défenseurs du pavillon national. Toutefois, pour faire trève aux sentimens pénibles 1796-an IV. France.

française, n'avait pas été bien compris par son avant-garde, vira de bord non-seulement lui-même, mais il fit aussi virer de bord les vaisseaux de son corps de bataille et ceux de son arrière-garde, qui vinrent couper notre ligne derrière *le Terrible*, et entourèrent les vaisseaux *le Tyrannicide* et *l'Indomptable*, le premier commandé par M. Dordelin, l'un des braves jeunes officiers de l'ancienne marine, et le second par M. Lamel, l'un des vieux capitaines de la marine marchande. Ces deux officiers, qui eurent à combattre les deux tiers de l'armée ennemie pendant plus d'une heure, donnèrent, dans cette occasion, des preuves de leurs talens et de leur haute vaillance. Il est juste de citer ce fait à la gloire des deux vaisseaux français, comme il a été juste de ne pas omettre que les vaisseaux anglais *le Bellerophon* et *le Leviathan* prolongèrent notre ligne. En courant à contre bord (le vent étant frais), ils furent forcés d'essuyer le feu successif de tous nos vaisseaux, pendant douze minutes.

« Les vaisseaux *l'Indomptable* et *le Montagnard* furent si maltraités dans la journée du 29, qu'ils ne purent se trouver à l'affaire du premier juin.

« Voici une nomenclature exacte des vaisseaux présens au combat, et des capitaines qui les commandaient :

« *La Montagne*, Basire, premier capitaine, Vignot, deuxième capitaine, Villaret, amiral ; — *le Terrible*, Le Beau, capitaine, Bouvet, contre-amiral ; — *le Républicain*, Longer, capitaine, Nielly, contre-amiral ; — *le Pelletier*, Berade, et non Raillard, capitaine ; — *l'Eole*, Bertrand-Keranguin, et non Bouix, capitaine ; — *le Jemappes*, Desmartis, et non Le Ray, capitaine ; — *le Sans-Pareil*, Courand, et non Lhéritier, capitaine ; — *le Jacobin*, Gassin, capitaine ; — *le Scipion*, Huguet, capitaine ; — *le Neptune*, Tiphaine, capitaine ; — *le Trente-Un Mai*, Gantheaume, capitaine ; — *la Convention*, Allary, capitaine ; — *le Gasparin*, Tardy, capitaine ; — *le Téméraire*, Morel, capitaine ; — *le Mucius*, Larréguy, capitaine ; — *le Trajan*, Dumoutier, capitaine ; — *l'Entreprenant*, Le Franc, capitaine ; — *le Tourville*, Langlois, capitaine ; — *le Patriote*, Lucadou, capitaine ; — *l'Audacieux*, Pilastre, capitaine ; — *le Tyrannicide*, Dordelin, capitaine ; — *le Vengeur*, Renaudin, capitaine ; — *le Juste*, Blavet, capitaine ; — *l'America*, Lhéritier, capitaine ; — *le Northumberland*, Etienne, capitaine ; — *l'Achille*, N..... ; — *l'Impétueux*, N.....

« L'un des six derniers vaisseaux de cette liste, *le Vengeur*, s'ensevelit dans les flots, plutôt que de baisser son pavillon ; les cinq autres et le *Sans-Pa-*

1796-an IV. France. que font naître ces fâcheuses considérations, transportons-nous dans une autre partie du globe pour y voir l'audace de nos braves marins couronnée du plus heureux succès.

Océan indien. A cette même époque où, malgré les efforts d'un courage

reil ne se rendirent qu'après avoir donné la preuve complète qu'il leur était impossible d'augmenter leur gloire.

« Si l'amiral anglais eût dirigé son attaque de manière que chacun de ses vaisseaux eût eu à combattre un des nôtres, nous nous en serions tirés avec plus d'avantage; mais il avait ordonné à son avant-garde d'aller former l'arrière-garde, de sorte que son corps de bataille, qu'il commandait en personne, se trouva former son avant-garde, et il vint lui-même avec ce corps attaquer notre centre; notre avant-garde se trouva donc sans ennemi, tandis que notre corps de bataille, et plus encore notre arrière-garde, se trouvèrent écrasés, parce que les vaisseaux de l'arrière-garde ennemie débordaient la nôtre de six vaisseaux, de sorte que plus nos vaisseaux se trouvèrent de l'arrière, plus ils eurent à souffrir.

« *Le Mucius* et *le Jemappes* furent assaillis par tant d'ennemis, que leurs trois bas mâts furent abattus. Ils firent des manœuvres pour rallier l'Amiral, se remâtèrent et entrèrent avec lui à Bertheaume, ainsi que *le Scipion* qui était le serre-file, c'est-à-dire le dernier vaisseau de notre ligne. Le vaisseau ennemi qui lui était opposé, et les six qui le suivaient, lui envoyèrent de terribles bordées, en se relevant les uns les autres; il leur riposta vigoureusement, et leur tira quatorze cent quarante coups des canons de ses batteries, sans compter ceux qui furent tirés des gaillards; cependant ses trois bas mâts furent abattus par les boulets de tant d'ennemis réunis contre lui, dix-sept de ses canons eurent la volée emportée, ses fourneaux furent brisés par l'effet de l'artillerie ennemie, les boulets rouges dont ils étaient pleins se répandirent sur le pont, et menaçaient d'incendier le vaisseau. Au moment où l'on s'occupait de prévenir ce malheur, *le Scipion*, qui n'était plus qu'une carcasse armée, eut à combattre à la demi-portée du pistolet le vaisseau commandant de l'arrière-garde ennemie portant cent canons, et qui n'avait encore pris qu'une très-petite part au combat. Dans cette position critique, quoiqu'il eût soixante-quatre hommes tués et cent cinquante-un blessés, l'artillerie du *Scipion* fut si bien servie, si bien dirigée, et son feu ordonné si à propos, que son formidable ennemi ne pouvant le soutenir, fut forcé d'abandonner le combat; *le Scipion* se remâta sur le champ de bataille, doubla la tête de l'armée ennemie qui avait reviré pour lui couper la retraite, rallia l'Amiral et rentra à Brest. Il est juste de rendre hommage à la conduite des Français qui montaient ces trois vaisseaux. »

exalté par l'amour de la patrie, nos forces navales éprouvaient de si terribles échecs sur nos côtes, elles combattaient avec non moins de gloire, mais avec plus de bonheur à l'autre extrémité du monde. Nous développerons ailleurs les causes toutes simples de cette différence de fortune. Quoi qu'il en soit, au temps dont nous parlons, quelques uns de nos bâtimens de guerre sortant à propos des ports de l'Ile-de-France, faisaient des irruptions dans les mers de l'Inde, fondaient à l'improviste sur les convois venant de ce pays ou de la Chine, faisaient leur proie d'une partie des riches navires qui les composaient, et ruinaient ainsi la compagnie anglaise et le commerce de la Grande Bretagne. Dans ces expéditions lucratives, notre marine militaire était puissamment secondée par une multitude de corsaires qui amenaient dans les ports de l'Ile-de-France leurs nombreuses captures, dont la vente portait au plus haut point la prospérité de la colonie. On évaluait déjà à cent cinquante millions de francs les prises qu'on y avait introduites depuis le commencement de la guerre. 1796-an IV. Océan Indien.

Résolu de mettre un terme à ces calamités, le gouverneur de l'Inde anglaise prépara, vers la fin de 1794, une expédition, pour tenter de s'emparer de vive force de l'Ile-de-France, ou tout au moins, s'il ne pouvait réussir par ce moyen, de la réduire par la famine, en la tenant rigoureusement bloquée. Dans ce dessein, des vaisseaux avaient été armés à grands frais à Madras et à Bombay, tous les autres préparatifs étaient faits, et le rendez-vous avait été fixé à l'île Rodrigue, où l'on devait se réunir aux forces envoyées d'Europe, sous le commandement du général Meadows, ami du ministre Pitt, qui avait en lui la plus grande confiance. Déjà le commodore Newcome avait été détaché en avant avec une escadre qu'il partagea en deux divisions, dont l'une eut la mission de se porter dans les détroits, au-devant du convoi qui amenait des troupes d'Angleterre, et l'autre, composée

1796-an IV. Océan indien. des deux vaisseaux de ligne, *le Centurion* et *le Diomède*, vint établir sa croisière sur les côtes de l'Ile-de-France.

La position de la colonie était assez critique ; confians dans leur courage, les habitans ne craignaient point qu'elle fût prise par l'ennemi ; mais ils redoutaient les funestes effets d'un blocus. Les subsistances commençaient à être rares, parce que les bâtimens qui devaient approvisionner la colonie étaient déjà en retard, et l'on appréhendait le coup fatal que porterait au commerce de l'île la perte presque inévitable de tous ses corsaires, alors en croisière, et qui, à leur retour, ne trouveraient plus de refuge pour eux ni pour leurs prises. On tint à ce sujet un conseil, auquel assistèrent toutes les autorités civiles, les commandans des forces de terre et de mer, ainsi que plusieurs des principaux habitans de la colonie, et l'on résolut de tout tenter pour la débloquer. D'une voix unanime, on décida que la division française, composée des deux frégates *la Prudente* et *la Cybèle*, et du brick *le Coureur*, mettrait sur-le-champ à la voile, pour aller attaquer les deux vaisseaux de ligne ennemis, et tâcher de les maltraiter au point qu'ils fussent obligés de lever le blocus, pour aller réparer leurs avaries, ce qui assurerait la rentrée des bâtimens chargés de farine qu'on attendait, ainsi que celle des corsaires et de leurs prises.

Malgré l'effrayante disproportion entre les forces navales de la république et celles de l'ennemi, l'intrépide Renaud, commandant la division française, reçoit avec joie l'ordre d'aller combattre, et jure de périr ou de forcer les deux vaisseaux à s'éloigner des côtes. Les équipages partagent l'enthousiasme de leur chef, et le 1er brumaire (22 octobre), on appareille, aux cris mille fois répétés de *vive la république! mort aux Anglais!* Tout présage en ce moment, sinon un succès complet, au moins une lutte opiniâtre et glorieuse. Bientôt l'on découvre les deux vaisseaux ennemis au vent, à envi-

ron huit lieues de la côte, et à trois heures et demie on se trouve 1796-an IV.
à un quart de portée de canon de ces vaisseaux, *la Prudente* Océan Indien.
par le travers du *Centurion*, et *la Cybèle* par le travers du *Diomède*. Alors commence un combat terrible, où, pour racheter la faiblesse de nos bâtimens, et pour remplir le but proposé de faire aux vaisseaux anglais des avaries telles qu'ils soient contraints de s'éloigner de l'île pour aller se réparer, nos canonniers s'attachent peu à tuer du monde à l'ennemi; ils pointent au contraire tous leurs coups, en rivalisant d'adresse, les uns sur les mâts et les vergues du vaisseau qu'ils ont par le travers, d'autres sur son gouvernail, d'autres enfin sur un même point de sa coque, au-dessous de la flottaison, pour le percer à l'eau. Malgré cette habile manœuvre, le combat était par trop inégal, et après une heure du feu le plus nourri et le mieux dirigé, les frégates se trouvant elles-mêmes un peu maltraitées dans leurs agrès, le commandant, dont le guidon est déployé à bord de *la Prudente*, fait forcer de voile à cette frégate, en hissant le signal de s'éloigner de l'ennemi, pour s'assurer le temps de se regréer, afin de revirer de bord ensuite, et tâcher de gagner le vent aux vaisseaux. *La Cybèle*, qui a le plus souffert dans son grément, tente vainement d'obéir à cet ordre, elle ne peut réussir à dépasser *le Centurion*. C'est également en vain que le commandant lui fait alors le signal *de laisser arriver*, en faisant cette manœuvre lui-même; couverte par le feu et la fumée de trois bâtimens, elle ne l'aperçoit pas, et d'ailleurs son capitaine sent bien toute l'imprudence qu'il y aurait à exécuter ce mouvement, qui lui ferait présenter l'arrière à l'ennemi, dont tous les boulets enfileraient sa batterie. Elle se voit donc obligée de continuer seule le combat le plus périlleux, car la retraite de *la Prudente* la laisse aux prises avec les deux vaisseaux, dont l'un la canonne par la hanche, tandis que l'autre la foudroie par le travers. Pendant assez

1796-an IV. Océan indien. long-temps elle essuie tout leur feu, auquel elle riposte de la manière la plus vigoureuse, soutenue par le petit brick, qui la seconde avec une audace d'autant plus admirable qu'une seule volée *du Diomède*, qu'il a osé approcher, le coulerait à fond; mais sa petitesse même le dérobe aux coups, et le bon état de son gréement lui permet de prendre une position avantageuse pour faire du mal à l'ennemi, sans courir beaucoup de danger. Enfin *le Centurion* démâté de deux de ses mâts, démonté de son gouvernail, et faisant eau de toutes parts, quitte la ligne. *La Cybèle* peut alors effectuer son mouvement *d'arrivée*, et force de voiles. En vain *le Diomède* veut lui donner la chasse, en lui tirant quelques volées; il est trop désemparé pour pouvoir la suivre, et bientôt ses boulets n'arrivent plus à bord. En ce moment, *la Prudente* qui avait viré pour retourner au feu, rejoint *la Cybèle*, lui donne la remorque, et la division rentre triomphante dans le port, aux acclamations de tous les colons qui couvraient le rivage. Dans l'action, *la Cybèle* eut vingt-deux hommes tués et soixante-deux blessés; *la Prudente*, quinze hommes tués et vingt-huit blessés; *le Coureur*, un homme tué et cinq blessés. Le brave commandant Renaud fut renversé de son banc de quart, et reçut quelques blessures, heureusement fort légères.

Parmi les nombreux traits de courage auxquels ce beau combat donna lieu, nous citerons ces deux-ci. Lehyr, capitaine en second d'une des frégates, tombe frappé d'un biscayen au talon; des matelots veulent l'enlever pour le transporter au lieu où l'on panse les blessés. « Non, leur dit-il, j'ai juré de mourir à mon poste, je ne le quitterai pas. » Peu d'instans après, il reçoit un boulet dans les reins, et meurt en s'écriant: « courage! mes amis, vengez nous! [1] » — Le nommé

[1] C'est par erreur qu'on a placé ce trait dans le combat du *Vengeur*, vol. III,

Sixte Brunet, chargeur, a une main emportée au moment où on lui présente le refouloir; il le saisit de la main qui lui reste, et achève de charger sa pièce avant d'aller se faire panser.

1796-an IV. Océan indien.

Le résultat de cette brillante affaire fut tel qu'on l'avait eu en vue, sans cependant oser trop se flatter de pouvoir l'obtenir; les vaisseaux anglais disparurent, levant le blocus; les subsistances attendues arrivèrent, et tous les corsaires qui étaient en mer firent leur rentrée, amenant dans le port quantité de prises richement chargées. Transportés d'admiration pour le courage héroïque de nos marins, et pleins de reconnaissance pour le service important qu'ils venaient de rendre à la colonie, les habitans de l'Ile-de-France ouvrirent, au profit des familles des glorieuses victimes de ce combat mémorable, une souscription volontaire, dont le produit s'éleva bientôt à la somme de deux cent soixante-cinq mille francs, qu'ils adressèrent au président de la Convention nationale, en le priant de la répartir conformément à leurs intentions. Ainsi le patriotisme enflamme le courage, et le courage à son tour réchauffe le patriotisme. Heureuse cent fois la nation chez laquelle ils se prêtent sans cesse un mutuel secours!

Côtes de France.

Nous allons parler maintenant des désastres éprouvés par la France dans la campagne de mer, dite croisière du grand hiver. Cette campagne a été ainsi appelée par les marins, parce qu'elle eut lieu dans l'hiver rigoureux de 1794 à 1795, qui nous facilita la conquête de la Hollande. Bien que les désastres qui l'ont signalée aient été uniquement causés par la fureur des élémens, leur récit doit néanmoins entrer dans le cadre de cet ouvrage, et d'après son titre, et parce qu'ils furent le fruit des mauvaises combinaisons de ceux qui dirigeaient alors nos

pag. 24; nous sommes persuadés que nos lecteurs, en le retrouvant à sa vraie place, ne seront pas fâchés de l'avoir lu deux fois.

1796—an IV. Côtes de France.

expéditions navales du fond de leur comité, avec autant d'ignorance et de folie que déployait de talens et de sagesse celui de leurs collègues qui ordonnait les mouvemens de nos armées de terre. La marine manqua d'un homme qui sût *organiser la victoire*. La malheureuse expérience que nous venions de faire dans le grand combat du 13 prairial, aurait dû nous convaincre que, pour assurer la victoire à une armée navale, il ne suffit pas que les marins qui la composent soient braves et habiles, et que les commandans des vaisseaux joignent à la même bravoure que leurs matelots le talent de bien faire manœuvrer un navire isolé, mais qu'ils doivent encore réunir à ces qualités, indispensables d'ailleurs, la connaissance parfaite des évolutions générales d'une escadre; qu'il ne faut surtout pas donner la direction des mouvemens de cette armée à un homme qui abandonne la tribune, pour venir, la première fois de sa vie, poser le pied sur le gaillard d'arrière d'un vaisseau; enfin que nous devions renoncer, pour le moment, au système de livrer de grandes batailles navales.

Il restait un excellent moyen de poursuivre la guerre maritime, d'une manière aussi honorable qu'avantageuse, et le peu d'officiers expérimentés de l'ancienne marine qui étaient demeurés au service de la république, en réclamaient l'emploi. « Réunissons dans la rade de Brest, disaient-ils, vingt à vingt-cinq vaisseaux de ligne, dans celle de Toulon douze ou quinze, complètement équipés, et qui n'aient plus à embarquer que leurs vivres, tenus toujours prêts dans les magasins; que leurs équipages soient exercés tous les jours à la manœuvre du canon et des voiles, et que l'élite de ces équipages forme ensuite ceux des escadres légères qu'on jugera convenable de détacher, soit pour approvisionner, renforcer et défendre nos colonies, soit pour escorter nos convois, ou attaquer ceux de l'ennemi. Dans leur attitude comminatoire, elles tiendront en échec toutes les forces navales de l'Angle-

terre, dont une partie sera employée à les bloquer pour les empêcher de sortir, tandis que l'autre sera répartie sur tous les points où elles pourraient se porter, en cas de sortie. L'Angleterre dépensera des sommes immenses pour surveiller ces deux armées, et il viendra une époque où, tous les marins de leurs équipages ayant fait campagne sur les escadres légères, et tous les généraux et capitaines s'étant habitués dans les rades aux évolutions de la tactique navale, elles pourront aller hardiment chercher celles de la Grande-Bretagne, et se mesurer avec elles. En même temps, couvrons toutes les mers de frégates, de corvettes et de corsaires, qui coulant, brûlant, rançonnant ou amenant dans nos ports les navires marchands de l'ennemi, porteront un coup mortel à son commerce, et hâteront par là, peut-être, le jour où il sera contraint à demander la paix à la république. »

Ces sages avis furent écoutés, et l'on crut un moment qu'ils allaient être suivis. Déjà l'on avait résolu d'envoyer dans l'Inde une division de trois vaisseaux de ligne armés en guerre, et de quelques autres armés en flûtes ; une seconde division devait aller porter des secours à Saint-Domingue ; des croisières de frégates et de corvettes étaient ordonnées ; il semblait que tout allait changer de face. Mais, par un aveuglement inconcevable, oubliant les conseils de la raison et les leçons de l'expérience, on en revint au système désastreux de mettre de grandes forces en mer. Il en résulta, qu'après avoir voulu tenter un effort gigantesque, on n'eut plus même les moyens d'entreprendre les petites expéditions projetées, et qu'on se trouva dans la dure nécessité d'abandonner à elles-mêmes les colonies qu'on avait tant d'intérêt à secourir.

Ce fut à la fin de décembre 1794, qu'on imagina de faire sortir toute l'armée navale de Brest, comptant alors environ soixante voiles, vaisseaux, frégates et corvettes. On ne

1796—AN IV. Côtes de France.

considéra ni la rigueur extraordinaire de la saison, ni le mauvais état des vaisseaux [1]; on n'écouta ni les représentations, ni les prières de quelques officiers de marine, dont l'expérience était bien connue, et qui suppliaient qu'on ne consommât pas la ruine de cette armée navale encore si belle; le sort en était jeté. Six mois auparavant on l'avait livrée à l'ennemi, on la livrait alors aux tempêtes. Elle partit, le 30 décembre, sous le commandement du vice-amiral Villaret, et sous la direction du conventionnel Tréhouart [2].

La campagne commença sous les plus sinistres auspices. L'amiral ayant fait imprudemment le signal d'appareiller, au commencement d'un coup de vent, un vaisseau à trois ponts, *le Républicain*, fut jeté sur la roche Mingan, située au milieu du goulet de Brest, et y périt; *le Redoutable* courut aussi de grands dangers, et ne dut son salut qu'au courage et à l'habileté de son commandant, l'intrépide Moncousu [3]. Le naufrage du *Républicain* parut aux marins de l'armée un présage des malheurs qui l'attendaient; il ne s'est que trop réalisé. Chacun à bord de l'armée s'épuisait en conjectures sur le motif secret de sa sortie dans une saison

[1] La pénurie d'approvisionnemens pour les constructions navales avait empêché de les réparer complétement après le combat du 13 prairial; plusieurs avaient encore leurs mâts *jumelés*, et beaucoup faisaient de l'eau.

[2] Quelques semaines avant cette sortie de l'armée entière, une de ses divisions, commandée par le contre-amiral Nielly, était rentrée à Brest avec *l'Alexander*, vaisseau de ligne anglais dont elle s'était emparée. Les équipages de cette division firent don de ce vaisseau à la république. Lorsque *l'Alexander* fut pris, il naviguait de conserve avec un autre vaisseau, qui échappa aux nôtres par sa marche supérieure; il n'eut pas le même bonheur, et fut forcé de se rendre. Nous ignorons s'il défendit vaillamment son pavillon avant de l'amener; il ne nous est parvenu aucun détail sur cette affaire.

[3] Tué en l'an IX sur le vaisseau qu'il commandait au combat d'Algésiras, où nous prîmes le vaisseau de ligne anglais *l'Annibal*.

aussi rigoureuse. Ce qu'on croyait le plus généralement, c'est qu'elle avait pour but de protéger le passage d'une escadre destinée à aller à Toulon renforcer l'armée navale de la Méditerranée, que l'on avait recomposée dans ce port des vaisseaux échappés à la torche des Anglais; personne au moins ne doutait qu'il ne fût question de détacher des vaisseaux pour une expédition quelconque; en effet, neuf des trente-cinq vaisseaux de ligne, dont l'armée était composée, avaient embarqué des vivres pour six mois. Mais soit que ce fut ou non le but qu'on s'était proposé, il fut impossible de le remplir, car ces vaisseaux se trouvèrent obligés de partager leurs vivres avec d'autres qui étaient sortis de Brest, n'en emportant que pour quinze jours. Ainsi l'armée battit la mer pendant plus d'un mois, sans objet, et essuya plusieurs coups de vent violens. Ce n'était rien jusque là; mais le 28 et le 30 janvier 1795, d'horribles tempêtes l'assaillirent à cent-cinquante lieues au large; tous les vaisseaux firent plus ou moins d'avaries, et trois, *le Scipion, le Neuf-Thermidor* et *le Superbe* s'engloutirent. Le dernier eut tout son équipage sauvé; *le Scipion* fut moins heureux, il perdit vingt-un hommes. A bord *du Neuf-Thermidor*, il arriva des accidens affreux; au moment où l'on s'efforçait d'évacuer son équipage, le vaisseau démâta; le grand mât et le mât d'artimon s'abattirent d'abord sur le gaillard d'arrière, où ils écrasèrent beaucoup de monde, et ensuite retombèrent sur les chaloupes qui recueillaient les pauvres matelots, et en firent périr un grand nombre. On chercha alors à regagner le port, et pour comble de malheur, d'autres vaisseaux se jetèrent à la côte. *Le Fougueux* et *le Téméraire* parvinrent avec une peine infinie à se remettre à flot, et atteindre, l'un le port de l'Orient, l'autre celui de Saint-Malo; *le Neptune* se perdit à Péros.

L'armée enfin rentra à Brest toute délabrée, mais il ne se trouvait plus rien dans les magasins pour la réparer, et l'on

1796—an iv. Côtes de France.

se vit exposé au danger de n'en pas avoir une au printemps pour protéger les côtes de la Bretagne contre la descente projetée par les Anglais. Cette affreuse position fit naître des réflexions bien tristes, mais trop tardives; et ce qui dut encore mieux faire sentir l'énormité de la faute qu'on venait de commettre, c'est que les neuf vaisseaux qui avaient pris six mois de vivres reçurent presque aussitôt du gouvernement l'ordre de mettre à la voile sous trois jours, ordre qui ne put recevoir son exécution. On conçoit les funestes conséquences qu'eut pour nos possessions d'outre-mer cette malheureuse croisière. Pendant les trente-quatre jours qu'elle dura, notre armée prit une frégate anglaise (*la Daphné*), et amarina une centaine de navires marchands; toutes ces prises donnèrent douze ou quinze cents prisonniers. On fit sonner bien haut, comme c'était la coutume alors, un succès aussi mince, et qu'on eût pu facilement obtenir avec une seule division de frégates.

Marec, homme intègre, ami de son pays et bon administrateur, venait d'entrer au comité de salut public, et fut chargé de faire à la tribune le rapport concernant cette catastrophe. Il éprouva un vif regret de ne pouvoir dire hautement tout ce qu'il pensait sur ce triste sujet, et d'être obligé de cacher la vérité à la nation pour couvrir l'ineptie de ceux de ses collègues à la Convention, et ses prédécesseurs au comité qui avaient ordonné la croisière. Il sentit au reste qu'il était impossible d'alléguer une seule raison qui pût les justifier d'avoir pris cette résolution, et il se borna à dire vaguement: « Des motifs d'intérêt majeur avaient déterminé votre comité de salut public à ordonner la sortie de l'armée navale de l'Océan. » Il raconta ensuite les événemens de la campagne avec une fidélité d'autant plus digne d'éloges qu'elle était plus rare dans ce temps, où, avec la dernière impudence, on substituait à la vérité les mensonges les plus grossiers et

les plus absurdes; on pourrait lui reprocher seulement d'avoir, dans ce récit, dépeint les vaisseaux que nous venions de perdre comme de vieilles carcasses qui n'étaient plus bonnes qu'à mettre au feu. Mais ceux qui seraient tentés de lui adresser ce reproche oublieraient qu'il parlait *officiellement*, qu'il n'était là que l'organe d'un comité composé de plusieurs membres, et qu'il était bien loin d'exprimer son opinion particulière, lorsque, affectant de prendre certains événemens pour les résultats de l'expédition, et supposant que la dernière commission de marine avait eu ces résultats en vue lorsqu'elle l'ordonna, il s'exprima à peu près de la sorte: « Ainsi, nous avons réduit à l'impuissance et retenu oisive dans les ports de l'ennemi cette grande armée de l'amiral Howe, sur laquelle la coalition fondait tant et de si chimémériques espérances. Nous avons arrêté le départ de toutes les divisions destinées par l'amirauté de Londres à escorter les convois de troupes et de munitions qu'elle se proposait d'envoyer, tant sur le continent d'Europe, qu'aux Antilles et aux Grandes-Indes. Enfin, et ce qui est du plus grand avantage pour la république, nous avons formé des marins. »

1796-an IV. Côtes de France.

Ce député savait très-bien qu'on ne forme pas des marins en trente-quatre jours; et que, pour un pareil motif, on ne doit pas exposer trente ou quarante vaisseaux de ligne à se perdre corps et biens. Marec avait trop d'expérience pour ignorer qu'il n'était pas à craindre que l'amiral Howe s'exposât à tenir la mer, ni que l'amirauté anglaise fît partir ses expéditions dans le cœur de l'hiver, et d'un hiver dont la rigueur fera époque; mais le mal était fait, il était sans remède. Il put croire nécessaire de parler ainsi pour éviter d'alarmer et d'aigrir les esprits; il y eut, dans tous les cas, beaucoup de générosité de sa part à vouloir pallier une faute qu'il n'avait point contribué à commettre. Il fit plus, il chercha sur-le-champ les moyens de la réparer; il appela auprès de lui des

1796—an iv. Côtes de France.

généraux de mer expérimentés, des administrateurs instruits, un habile ingénieur maritime, et aidé de leurs conseils, il s'occupa sans relâche des mesures à prendre pour remédier aux ravages que les élémens, l'inexpérience et l'obstination la plus insensée avaient causés à notre marine. Ce fut en vain; tous ses efforts pour la restaurer ne purent l'empêcher d'avancer rapidement vers sa ruine.

Pendant que l'armée navale de l'Océan s'anéantissait ainsi en détail, notre marine militaire ne prospérait pas davantage dans la Méditerranée, et nous allons y voir les mêmes causes produire les mêmes effets. Là également les tempêtes, l'impéritie et l'insubordination conspirèrent la perte de nos forces maritimes, et parvinrent en peu de temps à diminuer encore le petit nombre des vaisseaux qui nous étaient restés de cette belle armée que nous possédions avant l'insurrection toulonnaise; de ces vaisseaux arrachés aux flammes par la bravoure de nos soldats qui, pleins de rage à la vue de l'incendie allumé dans le port de Toulon, s'étaient élancés dans la place, et, par leur présence, avaient empêché le célèbre auteur de cet affreux désastre d'y mettre le comble [1].

[1] On frémit en lisant la lettre où le capitaine Sidney Smith rend compte à l'amirauté anglaise de sa terrible mission, et semble encore plus furieux du mal qu'il n'a pu faire, que fier du mal qu'il a fait. Cet officier fut, dans cette circonstance, l'exécuteur des ordres du gouvernement britannique, et sans rechercher s'il se borna à une obéissance passive, ou s'il ne fut pas lui-même le provocateur de ces ordres, nous ne pouvons nous empêcher de jeter un coup d'œil rétrograde sur les événemens arrivés à Toulon, et de faire quelques observations sur la manière dont s'y comportèrent les Anglais.

Nous ne prétendons pas nier qu'après s'être emparés de vive force, ou par une ruse de guerre, d'un port ennemi, les Anglais ne fussent en droit d'en incendier les vaisseaux et les magasins; et nous pensons que lorsqu'un célèbre amiral hollandais alla autrefois détruire leurs chantiers et leurs vaisseaux à Chatam, il ne viola pas les lois de la guerre; mais il nous paraît évident que le motif et le but de celle qu'ils déclarèrent à la France républicaine, en 1793, devaient, en morale politique, les détourner d'en agir ainsi. Ayant pris les armes dans l'intention

Une des premières choses dont on s'occupa après l'évacuation de ce port, fut d'y recomposer une escadre ; et cela fut 1796-an IV. Côtes de France.

avouée de soumettre ce pays à la famille des Bourbons, ils devaient, à ce qu'il semble, tout séquestrer pour elle, et s'abstenir de rien dévaster. Appelés à Toulon par les royalistes, et entrés comme amis dans ce port, dont ils prirent possession au nom de Louis XVII, ils eussent dû, d'après notre principe, expédier sur-le-champ pour l'Angleterre, avec leurs équipages français, tous les vaisseaux qui s'y trouvaient, et les considérer là comme formant une escadre royale, comme l'escadre d'un prince ami et allié de l'Angleterre ; ils conservaient de la sorte au roi de France une marine de quarante bâtimens, vaisseaux ou frégates, qu'il eût pu opposer à celle des républicains ; par la même raison, ils eussent dû aussi se garder de détruire les édifices du port, même dans le cas d'une évacuation forcée, afin de ne pas priver le roi d'établissemens qui lui auraient été utiles après la soumission du royaume. Rien ne peut les excuser, sur ce dernier chef, de la perte qu'ils faisaient éprouver à un allié. Quant aux vaisseaux, en vain objecterait-on que, persuadés que l'insurrection de Toulon allait opérer la contre-révolution dans toute la France, il leur parut naturel de laisser la flotte française dans ce port ; ce serait à tort, car à cette époque il y eût eu plus que de la folie à compter sur un pareil résultat. On n'alléguera pas non plus qu'ils n'eurent pas le temps de mettre la flotte en état de prendre la mer, en remplaçant par des Anglais les matelots français qui ne voulaient pas suivre leurs vaisseaux en Angleterre, car ils occupèrent Toulon du 27 août au 19 décembre, c'est-à-dire près de quatre mois. Il ne faut donc plus s'étonner si l'on a dit alors que les Anglais avaient l'intention de garder pour eux le port de Toulon et ses vaisseaux. Leur conduite était propre à accréditer cette opinion, et nous avons vu durant tout le cours de la guerre qui vient de finir, que lorsqu'ils s'étaient emparés d'un poste, leurs premières dispositions manifestaient toujours l'intention de s'y établir d'une manière permanente. Une chose, au reste, qui doit paraître assez singulière encore aujourd'hui, c'est que les vaisseaux et frégates qui, sous le commandement du comte de Trogoff, partirent de Toulon avec la flotte anglaise, et qui étaient bien certainement la propriété du roi de France, aient figuré sur toutes les listes des forces navales de la Grande-Bretagne au rang des vaisseaux capturés à la république, et qu'on les ait employés aux mêmes usages, comme par exemple de faire du *Commerce de Marseille* un ponton pour enfermer nos prisonniers. Dans le cas où ces vaisseaux existeraient encore, ils sont certainement trop vieux pour être d'aucun service à la mer ; mais si, en 1814, les Anglais nous eussent rendu ces carcasses, comme ils rendirent naguère aux Russes les vaisseaux de l'amiral Siniavin, séquestrés par eux à Lisbonne en 1808, on aurait une raison de moins d'élever quelque doute sur la bonne foi qu'ils mirent à sou-

1796-an IV. Côtes de France.

moins difficile qu'on n'aurait pu le croire au premier coup d'œil. En peu de temps nous en eûmes une de quinze vaisseaux. Les Anglais en parurent d'abord surpris; mais bientôt cette surprise se changea en indignation, quand ils virent que sur ces quinze vaisseaux, il y en avait huit que Sidney Smith s'était vanté d'avoir incendiés ou mis tout à fait hors d'état de servir, savoir : *le Tonnant, l'Heureux, le Timoléon* (ci-devant *Commerce de Bordeaux*), *le Ça-ira* (ci-devant *la Couronne*), *le Mercure, le Conquérant, le Barra* et *l'Alcide;* les journaux de Londres s'élevèrent contre cet excès de jactance.

Malgré toute l'activité avec laquelle on avait formé notre escadre, elle nous fut inutile pour protéger la Corse, qui tomba vers cette époque au pouvoir des Anglais. Elle était au reste trop faible pour secourir Bastia, dont les ennemis couvrirent constamment le siége avec vingt vaisseaux de ligne. On la destina cependant à tenter la reprise de cette île, en profitant de quelque circonstance favorable, et en conséquence on embarqua des troupes sur ses vaisseaux. Le commandement en fut confié au contre-amiral Martin ; mais, de même que l'armée navale de l'Océan, elle eut le malheur d'être mise sous la direction d'un représentant du peuple. Nous disons que ce fut un malheur ; car, suivant l'auteur d'un bon ouvrage sur la marine [1], « ces législateurs si aguerris à la tribune, et quelquefois si timides dans les périls, ne montaient sur les vaisseaux que pour donner le signal de la retraite, lorsqu'on touchait à la victoire, ou pour proclamer la défaite de l'ennemi, lorsque nous leur devions d'avoir nous-

tenir la cause pour laquelle ils prétendaient s'être armés. Nous terminerons là cette petite digression, laissant aux lecteurs le soin de tirer telles conséquences qu'il leur plaira de nos remarques.

[1] *Principes organiques de la marine militaire, et causes de sa décadence dans la dernière guerre*, par Pinière.

mêmes été vaincus [1]. » La Convention nomma à ce poste Letourneur *de la Manche*, « dont le surnom, dit le même auteur, parut un gage de science dans la direction d'une armée navale, et semble aujourd'hui ne désigner qu'un compatriote du héros de Cervantes. » Moins pusillanime cependant que Jean-Bon-Saint-André, il ne fut ni plus habile, ni plus heureux.

Le 3 mars 1795, l'armée, composée de quinze vaisseaux, dont un de 120 canons, trois de 80, et onze de 74; de six frégates et trois corvettes, mit à la voile. Si l'on en croit le rapport du représentant du peuple qui la montait, ce fut dans l'intention d'aller chercher la flotte anglaise et de la combattre; mais il paraît plus probable que le but de la sortie était de tenter un débarquement en Corse : en effet, les vaisseaux portaient quatre ou cinq mille hommes de troupes; cependant la manière dont on manœuvra pendant quelques jours met dans l'impossibilité d'avoir aucune certitude à cet égard. Peu de temps après le départ, l'amiral et le représentant quittèrent, on ne sait pourquoi, le vaisseau *le Sans-Culotte*, et passèrent sur la frégate *la Friponne*. Le 7, étant en vue des côtes de Corse, on aperçut *le Berwick*, vaisseau anglais de 74, qui sortait du golfe de San-Fiorenzo, et paraissait chercher à rejoindre son escadre, qu'on savait à l'ancre devant Livourne. On le fit chasser par trois frégates, et toute l'armée les suivit à une certaine distance; bientôt les frégates le joignirent, et *l'Alceste* l'attaqua la première avec beaucoup d'audace. Au bout d'un quart d'heure de combat, le vaisseau ennemi amena son pavillon. Ce ne fut point parce que *l'Alceste* l'y contraignit (comme on l'a dit dans le rapport à la Convention, d'après la lettre de Letourneur), car cette frégate n'avait eu en tout que six hommes de blessés,

[1] Allusion à la conduite de Jean-Bon-Saint-André au combat du 13 prairial.

1795-an iv. Côtes de France.

le Ça-ira fut mis hors d'état de manœuvrer, et *le Censeur* se trouva également fort maltraité. Cependant les Anglais les abandonnèrent, et l'affaire se termina ainsi ce jour-là.

Le lendemain 14, à la pointe du jour, malgré l'attention qu'on avait eue, de faire peu de voile pendant la nuit, *le Ça-ira* et *le Censeur* se trouvaient encore séparés des autres vaisseaux. Les Anglais s'avancèrent, comme la veille, pour les couper de notre escadre, les entourer et les réduire. Afin de s'y opposer, l'amiral Martin fit signal de virer vent arrière par la contre-marche, et de former ensuite la ligne de bataille sur le vaisseau *le Duquesne*, en passant entre les deux vaisseaux coupés et l'escadre anglaise, que la sienne eût de la sorte prolongée de la tête à la queue. Le peu de vent que recevaient les vaisseaux français ne leur permettait guère de manœuvrer, tandis qu'une légère brise enflait les voiles des vaisseaux anglais [1]. Néanmoins le mouvement ordonné commença ; mais *le Duquesne* ayant serré le vent trop tôt, passa au vent de l'escadre ennemie, au lieu de la doubler par dessous le vent : *la Victoire* et *le Tonnant* l'imitèrent, et l'évolution fut manquée. En même temps, le calme empêchant le reste de l'armée française d'aller prendre part au combat, les trois vaisseaux qui s'y étaient portés essuyèrent le feu de toute l'escadre anglaise, à laquelle ils firent eux-mêmes beaucoup de mal [2]. *Le Ça-ira* et *le Censeur* n'ayant plus l'espoir d'être secourus, combattirent néanmoins encore assez longtemps avec un courage admi-

[1] Ceci arrive fréquemment près des côtes d'Italie, et plus souvent encore sur celles d'Amérique.

[2] Les pertes en hommes ayant été à peu près égales à bord de tous les vaisseaux anglais, à l'exception de *l'Illustrious* et du *Courageux*, que *le Ça-ira* écrasa, on doit en conclure, ou que tous les vaisseaux ennemis combattirent *le Ça-ira* et *le Censeur*, ou bien que nos trois vaisseaux *le Duquesne*, *la Victoire* et *le Tonnant*, lorsqu'ils prolongèrent la ligne anglaise à contre-bord, ont fait en passant sur tous les vaisseaux un feu aussi vif que bien dirigé.

rable contre les forces qui les accablaient ; ils finirent par succomber ; mais ils ne se rendirent qu'après avoir épuisé toutes leurs munitions. Leurs capitaines, Benoist et Coudé, se couvrirent de gloire, ainsi que les officiers et les équipages qui les secondèrent d'une manière si courageuse dans cette noble défense du pavillon français. 1795—an III. Côtes de France.

Après la prise de ces deux vaisseaux, le vent s'étant élevé, les armées ennemies se séparèrent, sans qu'aucune des deux cherchât à poursuivre l'autre. L'armée française, dont plus de la moitié des vaisseaux n'avaient pas donné, était néanmoins par trop faible, et n'eût pu le tenter sans imprudence ; quant à celle des ennemis, malgré sa supériorité numérique en vaisseaux et en canons, et le premier succès qu'elle venait d'obtenir, elle avait été si maltraitée, qu'elle était réduite à l'impossibilité d'entreprendre cette poursuite. A cet égard, on peut s'en rapporter à l'amiral anglais, qui écrivait aux lords de l'amirauté : « Les vaisseaux de notre avant-garde avaient tant souffert dans l'action, particulièrement *l'Illustrious* et *le Courageux*, qu'il me devint impossible de rien effectuer de plus. » Ces deux vaisseaux, *l'Illustrious* et *le Courageux*, avaient été démâtés de leur grand mât et de leur mât d'artimon par *le Ça-ira* et *le Censeur*, qui leur avaient fait éprouver une perte de plus de cent cinquante hommes tués ou blessés ; beaucoup d'autres vaisseaux anglais avaient été maltraités par eux dans leurs agrès, et la résistance opiniâtre et valeureuse qu'ils opposèrent à l'ennemi l'empêcha d'obtenir un succès plus complet sur notre escadre, qu'il ne put inquiéter dans sa route vers Toulon, où elle retourna paisiblement. La perte totale des Anglais, si l'on peut se fier à l'état officiel envoyé à l'amirauté, ne fut que de soixante-quinze hommes tués et deux cent quatre-vingts blessés, tandis qu'ils portent à trois ou quatre cents hommes celle qui fut éprouvée par les deux vaisseaux qu'ils nous prirent. Cette dernière perte

1796-an IV. Côtes de France.

devient néanmoins croyable, quand on considère avec quel acharnement *le Ça-ira* et *le Censeur* se sont battus, et aussi quand on sait que le premier portait treize cents hommes, en y comprenant les troupes passagères, et le second mille hommes [1].

Il est difficile de citer un combat plus honorable que celui du *Ça-ira*; cependant, malgré toute la bravoure que nous y déployâmes, il eut un résultat funeste à nos armes. Ce n'est pas sans raison qu'on a prétendu que dans ce combat nos fautes assurèrent la victoire à nos ennemis. Cette fois, comme ils l'avaient fait le 10 prairial an III, au combat du *Révolutionnaire*, ils s'attachèrent à couper des vaisseaux de notre arrière-garde [2]. La manœuvre ordonnée par l'amiral Martin, si elle eût été ponctuellement exécutée, eût pu rétablir le combat; car, en même temps qu'elle eût dérobé aux coups de l'ennemi nos deux vaisseaux désemparés, elle eût placé son avant-garde entre deux feux; mais la faute que firent les capi-

[1] C'est ici le cas de faire remarquer le vice des équipages trop nombreux; en rassemblant de la sorte un grand nombre d'hommes sur un espace aussi resserré, on multiplie ses pertes. Les Anglais ont toujours eu des équipages beaucoup plus faibles que les nôtres.

[2] Nous verrons souvent les Anglais employer cette manœuvre, qui est fort bonne. En général, de quelque manière qu'une armée navale en attaque une autre, son but doit toujours être de séparer une partie de l'armée ennemie du reste, afin de pouvoir employer plusieurs vaisseaux à en combattre un seul. Tous les efforts de l'armée attaquée doivent tendre au contraire à rétablir le combat corps à corps, c'est-à-dire de manière à pouvoir opposer vaisseau à vaisseau. Mais comme les évolutions nécessaires pour obtenir ce résultat exigent un temps proportionné à l'espace que les différens vaisseaux ont à parcourir pour se porter au feu, il en résulte presque toujours, surtout si l'armée est très-nombreuse, qu'ils arrivent trop tard, et que les premiers vaisseaux attaqués ont succombé: la partie alors n'est plus égale, et la bataille est perdue. Quand il y a à peu près égalité de forces, il est donc toujours avantageux d'attaquer. C'est une vérité bien reconnue, et cependant nous nous laissons presque constamment prévenir par l'ennemi. En y réfléchissant mûrement, on pourrait trouver là le secret de bien des défaites.

1796-an IV. Côtes de France.

taines du *Duquesne*, du *Tonnant* et de *la Victoire*, de prolonger l'ennemi au vent, au lieu de le doubler par dessous le vent, produisit le mauvais effet de ne pas couvrir *le Ça-ira* et *le Censeur;* mais au contraire de masquer le feu de ceux des vaisseaux français qui, se trouvant à portée, eussent pu tirer sur l'avant-garde ennemie d'un côté, pendant qu'ils l'auraient attaquée de l'autre. On fit encore beaucoup d'autres fautes dans notre escadre; mais il serait hors de propos d'en parler ici. Nous croyons en avoir dit assez pour prouver que c'est à elles seules qu'il faut imputer ce nouveau revers, et que par leur intrépidité, nos marins se montrèrent encore, dans cette triste circonstance, les dignes rivaux de leurs frères d'armes qui combattaient aux frontières.

Trois mois après cet événement, la marine française éprouva encore un échec sur les côtes de Bretagne. Cette affaire est généralement connue sous le nom de *combat de Groaix*, et on en a déjà dit quelques mots dans le quatrième volume, pages 202 et 203, en parlant de la descente de Quiberon. Nous allons la rapporter avec plus de détails. La croisière du grand hiver avait été extrêmement fatale à la France, car indépendamment des vaisseaux qui avaient péri en mer ou sur les côtes, les autres étaient rentrés en si mauvais état, qu'au printemps de l'année 1795, on ne put en armer plus de douze. On semblait, à cette époque, ne plus songer à tenter le sort des grandes batailles : tous les efforts paraissaient se réunir pour accélérer l'équipement des diverses divisions de vaisseaux qu'on avait enfin résolu d'envoyer porter des secours à nos malheureuses colonies, que l'insouciance de la métropole avait exposées à toutes les calamités, fruits de la guerre étrangère et de la guerre civile. Mais la fatalité, qui présidait à nos destinées sur la mer, vint s'opposer à l'accomplissement de ses sages projets, et, cette fois encore, nos colonies ne purent être efficacement secou-

1796-an IV. Côtes de France.

rues. Tel était l'aveuglement de ceux qui dirigeaient alors la marine, qu'ils n'abandonnaient jamais un mauvais système que lorsqu'il ne leur restait absolument plus de moyens de le mettre en pratique; et l'on verra qu'ils ne renoncèrent enfin à vouloir combattre en ligne les flottes victorieuses de l'Angleterre, qu'au moment où la France n'avait plus de quoi former une escadre. Le combat dont nous allons offrir le récit ne contribua pas peu à en avancer l'époque.

Des douze vaisseaux qu'on avait eu tant de peine à équiper à Brest, trois, sortis sous le commandement du contre-amiral Vence, se trouvaient, à ce qu'on disait, bloqués sous Belle-Isle, au commencement de juin, par une division anglaise forte de cinq vaisseaux. Dans un conseil tenu à ce sujet, et auquel assistèrent les représentans Palasne-Champeaux et Topsent, ainsi que l'amiral Villaret, il fut décidé de faire sortir les neuf vaisseaux qui restaient en rade, pour aller débloquer cette division. On commit en cela une imprudence d'autant plus grande, que cette sortie était inutile; car toutes les forces de l'Angleterre ne pouvaient tenir notre division bloquée à Belle-Isle, et l'officier-général qui la commandait était toujours le maître, en profitant d'une marée de nuit, d'appareiller et de se trouver, au point du jour, à moitié de la marée montante, en face du port de Lorient, avant que l'ennemi pût s'apercevoir de son mouvement. C'était donc exposer mal à propos plusieurs vaisseaux qui avaient des destinations importantes, les uns pour les Indes-Orientales, d'autres pour Saint-Domingue ou les îles du Vent, et courir le risque de faire manquer ces diverses expéditions. Sans s'arrêter à toutes ces considérations, on voulut sortir, et, qui plus est, sortir avec des vivres pour quinze jours seulement; comme s'il n'était pas possible que l'ennemi, en fermant l'entrée des ports de France, forçât ces vaisseaux à tenir la mer un plus long espace de temps.

Le contre-amiral Kerguelen, qui joignait à de grands talens, comme général de mer, l'avantage de posséder la connaissance parfaite de toutes les parties de la côte de Bretagne, fit des représentations sur l'inutilité de cette expédition; on n'en tint aucun compte. On mit à la voile, et l'on se dirigea sur Belle-Isle; mais, comme on eût dû le prévoir, le contre-amiral Vence en était parti; on trouva sa division à quelques lieues de Groaix, et elle rallia l'escadre. Après cette jonction, qui portait nos forces à douze vaisseaux, on fit route pour retourner à Brest. Chemin faisant, on eut connaissance de la division anglaise, composée de cinq vaisseaux, dont un à trois ponts, et de deux frégates. L'amiral Villaret la fit chasser. Lord Cornwallis, qui la commandait, manœuvra de manière à persuader aux moins habiles que son intention était d'attirer au large l'escadre française, et de la conduire du côté où se trouvait le reste de l'armée ennemie. Cependant ses vaisseaux furent bientôt joints et entourés par les nôtres. On commença à se canonner de part et d'autre, et il paraissait ne plus rester aux Anglais d'autre ressource que de faire payer le plus cher possible leur capture, lorsqu'une mauvaise manœuvre de quelques-uns des capitaines français ouvrit un passage aux vaisseaux ennemis, que l'on cessa de poursuivre à l'entrée de la nuit, pour ne pas tomber dans leur armée. Cette retraite presque miraculeuse, attribuée trop légèrement à l'habileté de lord Cornwallis, lui fit beaucoup d'honneur en Angleterre.

Il était cruel de voir s'échapper de la sorte cinq vaisseaux qu'on avait regardés comme une proie assurée. Cependant, les officiers les plus expérimentés de l'escadre en avaient moins de regret que les autres, parce qu'ils sentaient combien ce succès aurait pu devenir fatal. En effet, les cinq vaisseaux ennemis, avant de se laisser prendre, auraient sans doute combattu jusques à la dernière extrémité, et eussent

1796—an IV. Côtes de France.

fait aux nôtres beaucoup d'avaries dans leurs mâts, leurs voiles et leur gréement : en les amarinant, il eût fallu diminuer tous nos équipages d'un tiers, pour former les leurs, et charger nos vaisseaux de prisonniers : le gros de l'armée anglaise était dans ces parages ; une seule frégate, échappée à notre escadre, l'aurait été chercher pour lui indiquer notre position et la diriger vers nous ; le hasard ou le bruit du canon pouvaient également l'y amener, et dix-sept vaisseaux que l'amiral Villaret aurait eu alors sous son pavillon, faibles d'équipage, désemparés, et par conséquent manœuvrant avec difficulté, eussent fort bien pu être tous pris par douze vaisseaux frais ; ainsi donc, dans ce cas, les ennemis n'auraient fait que semer pour recueillir. Cela leur est arrivé quelquefois, et nous aurons plus d'une occasion de voir une frégate française, après s'être emparée d'une frégate anglaise, être reprise le lendemain elle-même, ainsi que sa capture, par une autre frégate ennemie, que la veille elle n'aurait pas eu plus de peine à prendre que la première.

On continua de se diriger vers Brest, après le petit engagement dont nous venons de parler ; mais arrivée à la hauteur de la pointe de Penmarck, l'escadre française essuya pendant la nuit un coup de vent violent de nord-est qui dispersa les vaisseaux, et les forçant de *fuir devant le temps*, les ramena malgré eux au sud, dans les eaux de Belle-Isle. Au jour, le vent avait changé, et au bout de quelques heures les vaisseaux se rallièrent, ce qui fut très-heureux, car on ne tarda pas à apercevoir l'escadre ennemie à trois lieues au vent. Elle était forte de quatorze vaisseaux, dont plusieurs à trois ponts, et commandée par l'amiral Bridport. L'escadre française prit chasse devant l'ennemi ; mais le vent était faible, et les vaisseaux anglais, qui apportaient la brise avec eux, gagnaient peu à peu les français ; au soir (le 4 messidor), ils n'en étaient plus qu'à une lieue. Pendant la

nuit, l'amiral français fit forcer de voiles à son escadre, qu'il forma sur une ligne de front. Quelques officiers blâmèrent cet ordre de marche, comme ne permettant pas de passer promptement à la ligne de combat; mais, par cette disposition seule, on voit que Villaret n'avait d'autre projet que d'éviter avec promptitude un ennemi trop supérieur en force; et que, croyant pouvoir gagner la terre avant d'être joint par lui, il avait jugé inutile de faire former l'ordre de retraite ordinaire, qui, à la vérité, a l'avantage de présenter la moitié de l'escadre déjà rangée sur la ligne qu'elle devrait tenir en combattant, et n'ayant plus qu'à serrer le vent, pendant que l'autre moitié manœuvre pour prendre son poste; l'amiral français pensa qu'évoluer devant l'ennemi, c'était perdre du temps, et qu'il fallait s'éloigner.

Enfin parut le 5 messidor (23 juin): l'escadre française était encore dans le même ordre, tous les vaisseaux courant à pleines voiles vers la terre, et rangés sur une ligne de front. Au point du jour, les Anglais ayant reconnu cette position, se formèrent en deux colonnes, pour attaquer les ailes de l'armée, et prendre sa ligne en flanc par les deux extrémités. Forcé, contre son attente, d'accepter le combat, Villaret ordonna différentes manœuvres, entre autres celle de former la ligne de bataille sur le vaisseau *l'Alexandre*, qui marchait le plus mal, et se trouvait en arrière des autres. Ce vaisseau fut attaqué le premier, à cinq heures du matin, et successivement tous ceux qui se trouvaient à cette aile de l'escadre. *Le Tigre* et *le Formidable* se trouvèrent bientôt entourés d'ennemis, comme *l'Alexandre*. L'amiral donna divers ordres, dont le but était de secourir ces vaisseaux; mais toutes les manœuvres ordonnées furent mal exécutées, et la confusion et le désordre régnèrent bientôt dans l'escadre; chaque vaisseau ne songeait qu'à se couvrir de voiles pour gagner la terre qui n'était pas éloignée, et n'obéissait plus aux

1796—an IV. Côtes de France.

signaux de l'amiral : peut-être ce dernier eut-il tort d'en faire d'autres que celui de : *sauve qui peut*, qu'il eût dû hisser dès le point du jour ; car à quoi bon ordonner des manœuvres à une escadre qui fuit en déroute devant un ennemi supérieur en forces, et dont la seule ressource est de gagner la terre ? Tous ces mouvemens ne pouvaient que ralentir sa marche et compromettre son salut ; et il est permis de croire que si Villaret eût pris de bonne heure le parti, pénible pour lui, nous le sentons, d'abandonner *l'Alexandre*, nos pertes se fussent bornées à ce seul vaisseau dans cette malheureuse journée ; mais il ne rendit ses vaisseaux libres de leur manœuvre que lorsqu'il y en eut plusieurs d'engagés, et par là, au lieu d'un seul, il en laissa trois au milieu des ennemis. Bien qu'ils se vissent abandonnés par le reste de l'escadre qui cherchait son salut dans la fuite, et privés de tout espoir de secours, ces trois vaisseaux, *l'Alexandre*, *le Formidable* et *le Tigre* ne s'en défendirent pas moins avec un courage opiniâtre, et retardèrent le plus qu'ils purent leur défaite [1]. Les capitaines qui les commandaient, et les équipages sous leurs ordres, méritèrent les plus grands éloges pour la manière brillante dont ils soutinrent l'honneur du pavillon national ; et malgré la perte de la bataille et la victoire des ennemis, nos marins citent avec orgueil la défense du *Tigre* et des deux autres vaisseaux, comme un des plus beaux faits d'armes de la guerre maritime de la révolution.

Une partie des vaisseaux anglais avait continué de chasser le reste de l'escadre en la canonnant ; cependant le combat cessa entièrement à neuf heures. On était alors à une demi-lieue de Groaix, et les ennemis levèrent la chasse, par la double crainte des batteries de la côte et des roches

[1] *Le Tigre* combattit pendant quelque temps trois vaisseaux à trois ponts ennemis.

qui l'avoisinent; mais le désordre était devenu si grand parmi nos vaisseaux, que si les Anglais eussent manœuvré avec plus de hardiesse, ils auraient pu les prendre tous ou les forcer à se perdre à la côte. Les neuf vaisseaux échappés manquèrent d'être compromis par une fausse combinaison de l'amiral. Persistant à retourner à Brest, Villaret avait eu d'abord le dessein de faire embosser l'escadre sous la côte, pour y attendre qu'un changement de vent, éloignant l'ennemi, lui permît de reprendre sa route; s'il eût suivi cette idée, l'escadre était perdue, car le mouillage étant mauvais partout, les cables s'y seraient coupés sur les rochers, et les vaisseaux auraient été jetés à la côte; d'un autre côté, les Anglais auraient pu les venir canonner tous les jours à un certain moment de la marée, et même leur envoyer des brûlots. Heureusement il céda aux avis du contre-amiral Kerguelen, qui commandait une division dans l'escadre, et du major-général Bruix, et il fit entrer l'escadre dans le port de Lorient, où la pénurie des vivres força de congédier la majeure partie des équipages. Telle fut l'issue de ce combat, qui eut les mêmes résultats que ceux du 1er juin et du 14 mars, où l'on se battit aussi bien, et où l'on manœuvra aussi mal, et qui réduisit nos forces navales sur l'Océan à un état de faiblesse effrayant, surtout dans un moment où les Anglais opéraient une descente à Quiberon, et commettaient impunément sur les côtes de Bretagne mille désordres qu'il devenait impossible de réprimer. 1795—an III. Côtes de France.

Il s'était à peine écoulé trois semaines depuis le combat de Groaix, qu'il s'en donna un autre dans la Méditerranée. Il ne fut pas, à la vérité, très-opiniâtre, mais nous y perdîmes un vaisseau qui devint la proie des flammes, et cette circonstance lui donna de la célébrité. Nous avons vu qu'après le combat du *Ça-ira*, malgré la perte de deux vaisseaux, l'armée de Toulon en comptait encore quatorze, parce que le

1796-an IV. Côtes de France. *Berwick*, qui venait d'être pris, se trouva sur-le-champ en état d'en faire partie. Les six vaisseaux que l'on avait voulu envoyer de Brest, lors de la croisière du grand hiver, pour renforcer cette armée, partirent enfin sous le commandement du contre-amiral Renaudin, l'ancien commandant du *Vengeur*, et arrivèrent à bon port vers la fin du printemps, ce qui fit monter ses forces à vingt vaisseaux. Peu de temps après la venue de ce renfort, il éclata à Toulon une insurrection qui parut avoir quelque liaison avec celle qui eut lieu à Paris à la même époque (celle du premier prairial). Les marins de la flotte ne furent pas tout-à-fait étrangers à ces troubles; mais on doit dire, à la louange des matelots bretons, qu'à bord des vaisseaux venus de Brest, il n'y eut pas le plus petit désordre, et que tous les hommes qui les montaient demeurèrent à leur poste; le brave Renaudin profita de ces bonnes dispositions de ses équipages pour faire prendre à sa division une position avantageuse pour défendre l'entrée de la rade aux Anglais, s'ils étaient encore appelés par les insurgés, comme ils le furent en 1793. Heureusement ces précautions devinrent inutiles.

Le représentant Niou était alors embarqué sur l'escadre; ayant été attaché au service de la marine, il était plus propre qu'aucun autre de ses collègues à une mission de cette nature: aussi fit-il moins de bévues; la lecture seule de ses lettres et rapports annonce un homme un peu plus au fait du métier. Dans cette circonstance épineuse, il déploya beaucoup de courage et d'habileté, et contribua puissamment par ses efforts au rétablissement de l'ordre. Lorsque l'orage eut commencé à s'apaiser, il adressa une proclamation énergique aux marins égarés qui avaient abandonné leurs bords pour se joindre aux séditieux; il les invitait à revenir sur les vaisseaux, et à mériter l'entier oubli de leur faute (qu'il consentait à pardonner) en faisant des prodiges de valeur

dans la prochaine bataille contre les Anglais, qu'il allait sur-le-champ les mener combattre. Cette proclamation produisit le meilleur effet; tous les marins rallièrent leurs vaisseaux, en bénissant la clemence du commissaire conventionnel, et jurèrent dans ses mains de laver leur crime dans le sang des ennemis de la république.

1795-an IV. Côtes de France.

Niou ne voulut point laisser refroidir cette ardeur; il fit faire le signal d'appareiller, et l'armée sortit de la rade dans les dispositions morales les plus favorables pour livrer une bataille; cependant l'ennemi ne se présenta pas, et elle fit une croisière assez longue, mais qui n'offrit rien de remarquable. Enfin le 13 juillet, de grand matin, comme on se trouvait à trois lieues dans le sud des îles d'Hyères, le vaisseau *le Jupiter* donna avis que l'armée anglaise était proche. On fit faire sur-le champ le *branle-bas général de combat*, et quand le jour commença à paraître, on découvrit en effet les ennemis à un peu plus d'une lieue de distance. Le vent terrible qui avait soufflé la nuit précédente avait forcé les vaisseaux de se tenir éloignés les uns des autres pour ne pas s'aborder; néanmoins ils furent très-promptement rangés en ligne, d'après le signal que leur fit l'amiral Martin de la former, en y occupant chacun la place qu'il trouverait en arrivant auprès des premiers établis, sans perdre du temps à vouloir prendre le poste qui leur était assigné dans l'ordre de combat. L'ennemi en fit autant; son armée était composée de vingt-trois vaisseaux, dont cinq à trois ponts, sans compter les frégates et corvettes; celle de la république n'était que de dix-sept vaisseaux et six frégates. La différence de force des deux armées était trop grande pour songer à livrer bataille; l'amiral français fit donc tout pour éviter un combat aussi inégal; mais nous allons voir que le général ennemi réussit à l'y amener, et qu'il s'en fallut peu que l'action ne devînt générale: Dieu sait alors quels en eussent été les résultats! Le seul parti qui restait

1796—an IV. Côtes de France.

à prendre dans cette occurrence était de chercher un refuge sur quelque partie de la côte où l'on pût s'embosser. Malheureusement l'armée était sous le vent des îles d'Hyères, et ne pouvait aller se mettre à l'abri entre ces îles; il fallut se décider pour la baie de Fréjus. L'armée, en conséquence, eut ordre d'arriver sur une ligne de front, et de courir toutes voiles dehors vers cette partie de la côte; les Anglais lui donnèrent la chasse. A trois lieues de terre, le calme prit les vaisseaux français; ceux de l'ennemi qui recevaient encore un peu de brise en profitèrent pour s'avancer, et bientôt l'avant-garde ennemie se trouva très-près de notre arrière-garde. Nos vaisseaux, que le manque de vent empêchait de gouverner, se trouvaient naturellement un peu en désordre; les vaisseaux anglais tombant aussi en calme à leur tour, ne purent se conserver parfaitement en ligne; malgré cela, avec le peu d'air qui leur restait, ils manœuvrèrent de manière à couper notre arrière-garde. Le reste de l'armée ne pouvait se porter à son secours, et le combat s'engagea dans ces circonstances désavantageuses. Les vaisseaux français commencèrent le feu, et envoyèrent leurs bordées à l'ennemi, avec tant de succès, qu'ils firent des avaries majeures à plusieurs de ses vaisseaux, et notamment à un vaisseau à trois ponts, qu'ils démâtèrent de son grand mât. Ce premier avantage leur permit de profiter d'une légère brise qui vint à souffler pour se rétablir en ordre. Cependant, dans ce premier engagement, le vaisseau *l'Alcide* avait été si maltraité qu'il ne put tenir son poste. L'amiral envoya alors les frégates *la Justice* et *l'Alceste* pour lui donner la remorque; il fit également signal aux vaisseaux les plus voisins de se porter à son secours, et, au risque d'engager une action générale, il allait s'y porter lui-même avec l'avant-garde et le corps de bataille, lorsqu'on vit s'embraser tout à la fois le corps du vaisseau, sa mâture et ses voiles. L'incendie fut si prompt et si violent, que tous les bâtimens qui se

trouvaient à proximité de *l'Alcide*, amis comme ennemis, s'éloignèrent, et qu'on ne put tenter de lui porter assistance. Une demi-heure après, il sauta en l'air avec une explosion terrible. Après ce funeste accident, la canonnade continua encore quelque temps entre des vaisseaux de l'arrière-garde française et l'avant-garde ennemie, et plusieurs vaisseaux anglais furent assez maltraités pour avoir besoin d'une remorque. Cependant l'ennemi renonça à poursuivre l'armée, qui vint, en bon ordre, jeter l'ancre dans le golfe de Fréjus. Les équipages de nos vaisseaux se conduisirent bien dans cette affaire. Le capitaine de la frégate *l'Alceste* fit preuve d'une grande intrépidité, en allant, sous le feu de l'ennemi, offrir la remorque au vaisseau *l'Alcide*. Le capitaine de *la Justice* mérita aussi de grands éloges, pour la manière brillante dont il se défendit contre un vaisseau ennemi, qui le poursuivit, lorsqu'il venait rejoindre l'escadre française, après avoir tenté infructueusement d'approcher *l'Alcide*, qui était en feu. « Si le vent n'avait pas cessé subitement, écrivait le représentant Niou au comité de salut public, l'armée eût pu gagner le mouillage sans recevoir un seul coup de canon; car nous avions beaucoup mieux manœuvré que l'ennemi. » Ce combat paraît être le dernier qui se soit livré pendant les premières années de la guerre; et, jusques au célèbre combat d'Aboukir, on ne vit plus les vaisseaux français se mesurer en ligne avec ceux de la Grande-Bretagne. Cette tactique imprudente avait déjà coûté à la république près de vingt vaisseaux, en moins de trois ans [1]. La nécessité seule put forcer à en changer.

1795-an IV. Côtes de France.

Ainsi se termina l'an III de la république, qui ferma pour

[1] Car il est juste de comprendre dans ce nombre, en outre des vaisseaux que l'ennemi prit alors, ceux qui périrent à la mer ou sur les côtes, après l'avoir été chercher inutilement dans la funeste croisière du grand hiver.

1796 an IV. Côtes de France.

quelque temps à la France la carrière des grands combats de mer [1]. L'année suivante ouvrit, pour ainsi dire, une nouvelle ère à sa marine militaire; elle ne fut pas toutefois de longue durée. On sait que l'assemblée nationale avait fait proposer à toutes les puissances faisant le commerce sur mer, de s'interdire réciproquement, dans les guerres à venir, la prise des navires marchands : aucune d'entre elles n'y donna son consentement. Lorsque le gouvernement républicain se vit contraint, en 1793, de déclarer à l'Angleterre une guerre qu'elle-même avait commencé à lui faire sans déclaration, il donna également des preuves manifestes du désir qu'il avait que le commerce fût respecté. L'instruction adressée le 2 février aux commandans des forces navales; les décrets des 5, 7, 11 et 13 du même mois, qui lèvent l'embargo mis dans les ports de France sur les navires des puissances ennemies, qui accordent à ces navires des sauf-conduits, pour les empêcher

[1] Il arriva, à la fin de l'an III, un événement que nous croyons devoir rapporter, à cause des suites malheureuses qu'il aurait pu avoir, et parce qu'il donna lieu à un beau trait de courage et de dévouement de la part d'un officier de marine. Le 20 fructidor, les bâtimens de guerre qui n'avaient pas suivi l'amiral Villaret au combat de Groix, et ceux qui, réparés depuis cette époque, étaient sortis du port et occupaient avec eux la rade de Brest, manquèrent, par un accident imprévu, de devenir la proie des flammes. Le navire *le Désiré*, chargé de poudre et d'artifices, prit feu; à la suite d'une violente explosion, on vit sortir de tous les côtés de ce navire des flammes et de la fumée. Toutes les chaloupes des bâtimens en rade se portèrent sur-le-champ vers lui avec des pompes; mais les marins qui les montaient firent de vains efforts pour arrêter les progrès de l'incendie, les bombes et les grenades qui éclataient les unes après les autres à bord du *Désiré* en rendaient l'approche trop périlleuse. Dans cette circonstance effrayante, le chef des mouvemens du port, Bouchet, craignant avec raison que, au moment où les câbles qui tenaient à l'ancre le navire embrasé viendraient à brûler, il ne dérivât sur les autres bâtimens, et ne leur communiquât le feu, Bouchet, disons-nous, s'élance dans un canot avec quelques matelots intrépides, approche audacieusement *le Désiré*, et l'amarre avec des chaînes, de manière à le contraindre à brûler à la place où il se trouvait : par là toutes les craintes furent dissipées, et le navire, à moitié consumé, coula à fond.

1796—an IV. Côtes de France.

de devenir, en sortant, la proie des corsaires français, et qui permettent à chacun indistinctement de naviguer sous pavillon étranger, attestent la modération politique de ce gouvernement. Mais bientôt la conduite de l'Angleterre le força à se livrer à de justes représailles, et à ordonner de saisir, couler ou brûler les navires marchands de l'ennemi. Ce système enfin prévalut sur tout autre, lorsque, après les revers éprouvés par les escadres françaises, on vint à se convaincre qu'en ruinant le commerce de la Grande-Bretagne, on rendait la guerre impopulaire dans ce pays, et que c'était de tous, le meilleur moyen d'amener son gouvernement à demander la paix. Cette manière de pousser la guerre maritime avait déjà été plusieurs fois adoptée en France, après des combats désastreux, et toujours avec le plus grand succès; il était donc sage d'y revenir : l'événement en offrit la preuve.

S'il faut en croire les Anglais eux-mêmes, les bâtimens de guerre et les corsaires de la république leur avaient pris, depuis le commencement des hostilités, jusques à la fin de 1795, plus de trois mille navires marchands. Les commerçans étaient au désespoir, la nation demandait à grands cris la fin de la guerre, les habitans des villes et des campagnes se soulevaient; le roi même fut insulté, en se rendant au parlement, par une populace effrénée, qui assaillit sa voiture à coups de pierres, en faisant retentir l'air du cri : *la paix! la paix!* et le gouvernement effrayé se vit presque au moment d'être obligé de la solliciter. Nous allons dire quelques mots des principales croisières qui amenèrent ces résultats.

Malgré l'entêtement du gouvernement conventionnel à faire combattre en ligne des escadres nombreuses, il n'avait pas tout-à-fait négligé de faire courir sur les navires marchands des puissances ennemies; et si les grands dommages causés au commerce britannique datent seulement du temps où nous n'avions plus de grandes armées à pouvoir mettre en

1796-an iv. mer, néanmoins depuis que la guerre avait éclaté, on n'avait pas cessé de lui faire éprouver des pertes considérables. Lors du combat du 13 prairial, les ports de France étaient déjà encombrés de prises qu'on y faisait entrer tous les jours. Nous ne parlerons ici que des expéditions tentées depuis cette époque.

Côtes de France.

Côtes de Guinée.

Dans le courant de septembre 1794, une division française, composée du vaisseau rasé *l'Expériment*, de deux frégates, deux bricks et deux bâtimens négriers armés en guerre, parut à l'improviste sur la côte de Guinée, détruisit tous les comptoirs anglais situés le long de cette côte, et ruina complètement le bel établissement de *Sierra-Leone*. Le commandant y trouva, avec beaucoup d'autres navires d'une moindre valeur, *le Harpy*, de 400 tonneaux, richement chargé; ce fut le seul dont il s'empara; il brûla tous les autres, ayant eu soin d'en enlever les marchandises à la fois les plus légères et les plus riches dont il chargea ses propres bâtimens. Il demeura quinze jours dans ces parages, et après avoir démoli tous les forts, brisé les canons, et s'être emparé de tous les objets précieux qui se trouvaient dans les magasins de la compagnie africaine, il mit à la voile et revint en France au bout d'une croisière dans laquelle il fit encore beaucoup de mal à l'ennemi. Cette division brûla ou coula deux cent dix navires anglais, espagnols et portugais.

Méditerranée.

A la fin de la même année 1794, le chef de division Perrée fut expédié de Toulon avec quatre frégates et deux corvettes pour aller remplir une mission auprès des puissances barbaresques, et particulièrement du bey de Tunis. Après s'en être acquitté, il croisa dans la Méditerranée, et captura une frégate et deux corvettes faisant partie des bâtimens emmenés de Toulon par les Anglais; il fit en outre vingt-cinq prises marchandes très-riches, et au commencement de janvier 1795, il rentra dans le port, où il débarqua six cents prisonniers ennemis[1].

[1] On voit figurer parmi les frégates de la division du commandant Perrée, *la*

Les succès de Richery furent encore plus grands. Nous avons dit plus haut que, lors de la croisière du grand hiver, on avait jugé nécessaire de renforcer l'escadre de la Méditerranée, en y envoyant six vaisseaux de Brest; après le combat de Groaix, on se crut obligé de faire revenir dans ce dernier port six vaisseaux de Toulon. On choisit pour composer cette escadre les vaisseaux *la Victoire*, *le Barra*, *le Jupiter*, *le Berwick*, *la Résolution*, *le Duquesne*, et les frégates *la Friponne*, *l'Embuscade* et *la Félicité*; on en confia le commandement au contre-amiral Richery. Il paraît qu'il ne devait pas se rendre sur-le-champ à Brest, mais qu'il avait à remplir une mission secrète avant de conduire son escadre dans ce port. Elle mit à la voile le 28 fructidor an III (14 septembre 1795), traversa la Méditerranée et passa le détroit, sans qu'il lui arrivât rien de remarquable. Le 7 octobre, étant à environ vingt-cinq lieues dans le N.-O. du cap Saint-Vincent, on eut connaissance d'un convoi nombreux; c'était celui du Levant, qui faisait route pour l'Angleterre, après avoir relâché à Livourne, et ensuite à Gibraltar. Trois vaisseaux, *le Bedford*, *le Censeur*, *la Fortitude* et plusieurs frégates l'escortaient. L'amiral Richery força de voiles avec ses bâtimens pour attaquer les vaisseaux et les frégates ennemis, en même temps qu'il envoyait les frégates de son escadre chasser le convoi, avec ordre de prendre le plus de bâtimens qu'elles pourraient. L'escorte était trop faible pour résister à nos six vaisseaux; elle se couvrit de voiles pour prendre la fuite; mais le vaisseau *le Censeur* [1] ayant été joint, il fut forcé de céder aux forces su-

1796-an IV. Côtes d'Espagne.

Courageuse, que Sidney Smith avait portée dans son rapport au nombre des bâtimens brûlés par lui, à Toulon.

[1] Ce vaisseau était le même que les Anglais avaient pris avec *le Ça-Ira*, au combat du 14 mars. Les équipages français qui le reprirent en firent don à la république.

1796—an IV. Côtes d'Espagne.

périeures qui l'attaquèrent. Les frégates, de leur côté, pénétrèrent au milieu du convoi, et amarinèrent trente navires, tous richement chargés. L'embarras était de conduire à bon port tous ces bâtimens, dont les cargaisons étaient si précieuses, qu'il eût été fâcheux de les brûler. La paix était faite avec l'Espagne. Le contre-amiral se décida en conséquence à aller à Cadix, dont il n'était pas très-éloigné, et où il entra triomphant avec le vaisseau de ligne et les trente prises marchandes qu'il avait enlevés aux ennemis. Il est juste de dire que Richery fit ces prises comme par miracle, et qu'il rencontra le convoi sans s'y attendre, et en faisant route pour aller remplir une toute autre mission que celle de l'épier. On doit ajouter aussi que le long séjour qu'il fit dans le port de Cadix fut doublement préjudiciable à la république : d'abord, il perdit l'occasion de remplir la mission importante pour laquelle il avait été détaché de Toulon avec l'élite de l'armée, et ensuite il consomma en frais, pour l'entretien de ses vaisseaux et de leurs équipages, une grande partie du produit immense de ses prises [1]. Nous le verrons plus tard partir de

[1] Nous citerons avec plaisir un trait de courage et d'humanité, dont le séjour des vaisseaux français à Cadix fournit l'occasion. Le premier février 1796, au point du jour, on aperçut de l'escadre un navire qui, pendant la nuit, s'était jeté sur des rochers, à l'entrée de la rade. A l'aide des longue-vues, on distingua des hommes à bord. Aussitôt on se dispose à leur envoyer porter du secours. L'amiral Richery fait armer une chaloupe, et l'enseigne de vaisseau, Verdreau, sollicite comme une faveur l'ordre de la commander; il l'obtient. Il part avec l'embarcation; mais, arrivé à peu de distance du bâtiment échoué, il est obligé de s'arrêter; la mer *déferlait* trop fort pour pouvoir l'accoster. Quand même on eût osé s'exposer à voir la chaloupe submergée en le tentant, la lame l'eût toujours repoussée au large. Les malheureux naufragés, dont l'espoir avait ranimé les forces, étendent les bras vers la chaloupe qui s'avance; mais, lorsqu'elle s'arrête, le courage les abandonne encore une fois, et leurs cris lamentables annoncent la douleur qu'ils éprouvent de se voir condamnés à une mort certaine, après s'être crus sauvés. Verdreau, dont le cœur est déchiré par leurs voix plaintives, se dévoue pour les arracher au trépas. Il se dépouille d'une partie de ses vête-

Cadix avec son escadre, pour aller faire, sur les côtes de l'Amérique septentrionale, une expédition non moins brillante. 1796–an IV. Côtes d'Espagne.

Lorsqu'une partie de la riche flotte du Levant devenait ainsi la proie d'une escadre française, celle de la Jamaïque éprouvait à-peu-près le même sort. Océan atlant. Une division partie de la rade de l'île d'Aix à la fin d'août 1795, sous le commandement du capitaine Moultson, avait été envoyée en croisière pour l'intercepter aux attérages. En approchant d'Europe, une tempête assaillit le convoi et dispersa les bâtimens. La division Moultson en prit dix-huit, et rentra à Rochefort avec ces riches captures. Une autre division avait appareillé en même temps que celle-ci; elle était commandée par le capitaine Robin qui, fort jeune encore, se distingua par ses talens comme homme de mer, dans cette campagne, que les mauvais temps rendirent pénible. Elle dura quatre-vingt-neuf jours, et le capitaine Robin, après avoir fait dans cet espace de temps quarante-quatre prises aux ennemis, regagna le port d'où il était parti, avec tous les bâtimens de sa division. Celui qu'il montait revint cintré de toutes parts, faisant beaucoup d'eau, sans voiles et sans vivres; l'équipage, obligé de pomper nuit et jour, était très-fatigué, mais comptait peu de malades [1].

mens et se précipite à la mer; mais, sachant peu nager, il se fait jeter la *bouée de sauvetage*, pour se soutenir sur l'eau. Avec ce secours, il se dirige vers le navire; et, après des dangers et des peines infinis, il parvient à l'atteindre. A l'aide de la corde légère attachée à la *bouée*, une plus grosse est envoyée par la chaloupe, et tirée à bord; un *va et vient* est établi, et dix-sept hommes qui se trouvaient sur le navire sont, les uns après les autres, reçus dans l'embarcation. Le ministre de la marine, informé de cette belle action, écrivit la lettre la plus flatteuse à Verdreau, en lui annonçant que le directoire lui accordait, comme récompense, le grade de lieutenant de vaisseau, et aux matelots qui l'avaient accompagné dans la chaloupe une gratification de trois mois de leur solde.

[1] Le capitaine Robin se trouva à trente ans chef de division réformé. Cet éloignement prématuré du service, après un avancement si prompt, semble bien extraordinaire. Plus tard, lors de l'armement de la flottille de Boulogne, il fut rap-

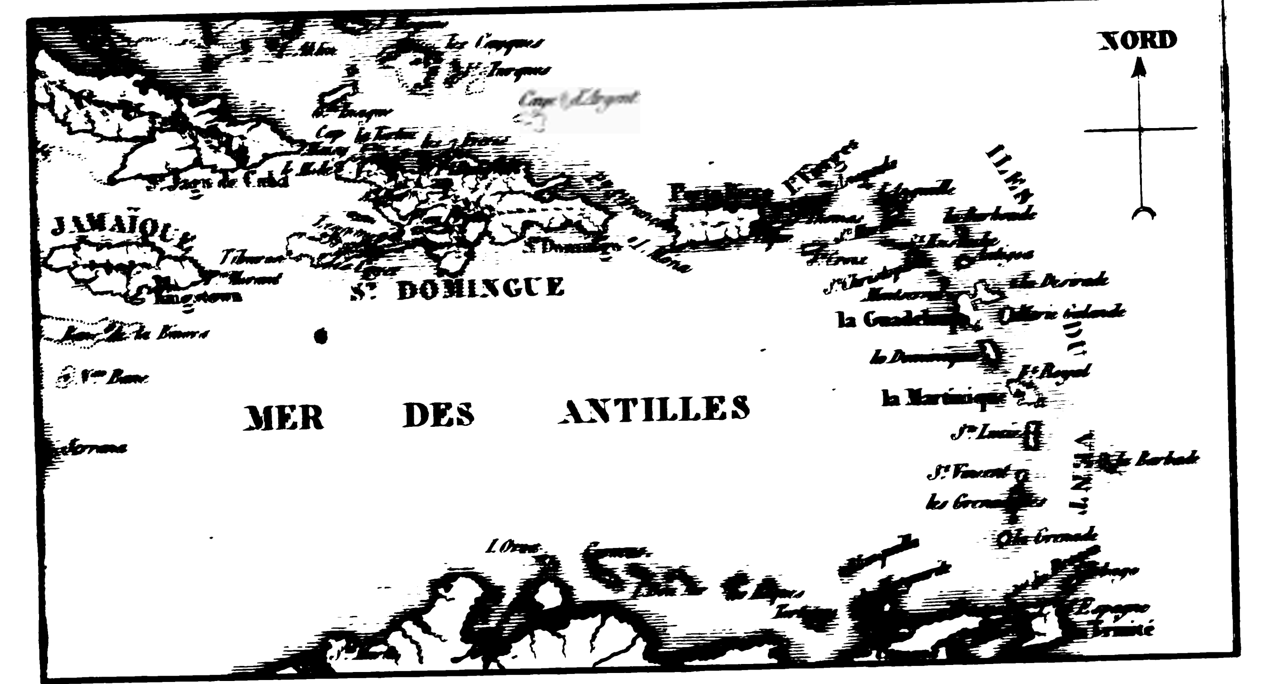
1796—an IV. Océan atlant. Beaucoup d'autres divisions furent encore envoyées en croisière au temps dont nous parlons. Ces différentes expéditions firent un mal incalculable au commerce anglais, et sans toutes les dilapidations qui frustrèrent l'État et les marins capteurs d'une grande partie de leurs parts de ces innombrables prises, le trésor de la république en aurait éprouvé les plus heureux effets. Sans doute quelques-unes des frégates employées à ce genre de guerre tombèrent au pouvoir de l'ennemi; mais, à un très-petit nombre d'exceptions près, elles ne furent prises qu'après s'être vaillamment défendues : plusieurs même rendirent célèbres leurs noms et ceux des officiers qui les commandaient, par la résistance héroïque qu'elles opposèrent à des forces infiniment supérieures. Nous regrettons que le défaut d'espace et de renseignemens suffisamment détaillés nous prive de rapporter aujourd'hui ces brillantes affaires [1]. Nous y reviendrons, et nous continuerons de faire voir qu'à cette époque, si mémorable dans les annales militaires et politiques du monde, quel que fût le résultat des luttes sanglantes et réitérées qu'ils soutenaient sur les mers, les défenseurs du pavillon français se couvrirent constamment de gloire.

Colon. franç. *Événemens remarquables arrivés dans les colonies françaises, depuis la fin de 1794, jusques vers le milieu de 1796; reprise de la plus grande partie des îles du Vent,*

pelé en activité, ainsi que presque tous les capitaines qui avaient été réformés en même temps que lui; mais, depuis cette époque, on ne le vit pas (faute d'occasions, sans doute,) tenir tout ce qu'avait promis son début dans la carrière du commandement.

[1] La courageuse défense de la frégate *la Virginie* a eu trop de célébrité et fait trop d'honneur à la bravoure française pour être passée sous silence; mais, quoiqu'elle ait été prise vers le milieu d'avril 1796, nous n'en parlerons qu'à l'époque où nous dirons comment le capitaine Bergeret, qui la commandait, fut renvoyé d'Angleterre en France.

ARCHIPEL DES ANTILLES.



Lieues communes de France

par Victor Hugues; envoi de Santhonax à Saint-Domingue, pour y exercer de nouveau les fonctions de commissaire civil [1]. — Nous avons développé antérieurement les causes qui nous empêchent de tracer d'une manière suivie le tableau des événemens qui se passèrent dans les colonies françaises, depuis l'époque de la déclaration de guerre jusques au traité d'Amiens; aussi nous bornerons-nous aujourd'hui à faire connaître succinctement les principaux changemens survenus dans la situation de ces diverses possessions, depuis la fin de 1794 jusques à l'époque où se termine ce volume. 1796-an IV. Colon. franç.

Nous n'aurons rien encore de bien intéressant à dire sur les îles de France et de la Réunion (Bourbon). Il nous suffira de faire remarquer qu'on y dut le maintien de l'ordre et de la tranquillité profonde dont elles jouirent pendant presque toute la révolution, au refus que firent les colons de laisser mettre à exécution le fameux décret du 16 pluviose an II, sur la liberté des noirs, décret qui avait achevé de mettre en feu les colonies d'Amérique. Les frégates *la Prudente* et *la Cybèle*, dont nous avons rapporté le beau combat, continuaient de faire quantité de prises, parmi lesquelles se trouvèrent plusieurs bâtimens chargés de piastres. Ces prises et celles des corsaires répandirent l'abondance et la richesse dans ces deux îles, auxquelles il ne manquait alors que de voir arriver de France des bâtimens pour enlever les denrées, produit de leur culture, dont plusieurs récoltes étaient accumulées, particulièrement le café, dans l'île de la Réunion. Par la suite, le récit des opérations de l'escadre envoyée en 1796 dans les mers de l'Inde, sous le commandement du

[1] Journaux du temps, — Coup d'œil sur les colonies, — Mémoires pour le général Laveaux et autres, — Mémoires communiqués, — Notes et Mémoires manuscrits, etc.

1796-an IV. Colon. franç. contre-amiral Sercey, nous fournira l'occasion de reparler de ces deux îles, dont la conservation était si importante pour la France, et qui furent néanmoins abandonnées à elles-mêmes pendant une grande partie de la guerre.

Un mois environ après la prise totale de l'île de la Martinique, les Anglais se rendirent maîtres de la Guadeloupe, avec toutes ses dépendances (les Saintes, Marie-Galande, et la Désirade), et s'emparèrent aussi de l'île de Sainte-Lucie. Le général Collot, qui avait le commandement de ces îles, capitula, dans le fort Saint-Charles, aux mêmes conditions qui avaient été accordées au général Rochambeau [1]. Dès que ces nouvelles arrivèrent en France, on s'y occupa des moyens de reprendre toutes les îles qu'on venait de perdre. On ne pouvait guère espérer d'y parvenir en battant les forces navales anglaises qui couvraient la mer autour des Antilles. Ces forces montaient à près de vingt vaisseaux avec des frégates et des corvettes en proportion; et la France, qui venait de perdre la fameuse bataille du premier juin, ne se trouvait pas en état de tenter un aussi grand effort. D'un autre côté, sans connaître précisément si les garnisons mises par les Anglais dans les îles françaises étaient nombreuses, on savait qu'ils avaient employé quatorze mille hommes pour en faire la conquête, et que ces troupes, sans doute, n'étaient pas reve-

[1] Nous aimons à appuyer nos récits du témoignage des officiers qui commandaient pour les puissances en guerre avec la France. Il est doux pour nous de rapporter les éloges donnés aux talens et à la bravoure des généraux français par leurs ennemis. En voici un exemple, tiré de la lettre officielle écrite par le général Charles Grey à sir Henri Dundas, au bureau de la guerre à Londres : « La courageuse défense faite par Rochambeau et sa faible garnison, nous parut évidente en entrant dans le fort, où nous ne trouvâmes pas un pouce de terrain que nos bombes et nos boulets n'eussent labouré. Je leur dois la justice de déclarer que cette défense leur fait le plus grand honneur. » Il est fâcheux de dire que, dans plus d'une occasion semblable à celle-ci, le mérite et le courage des défenseurs de la France n'ont pas toujours été aussi bien appréciés par leurs compatriotes.

nues en Europe. Ne pouvant envoyer aux Antilles qu'un petit nombre de bâtimens, et par conséquent un faible corps d'armée, il fallait renoncer à la force, et avoir recours à la ruse, et le succès de l'expédition allait dépendre uniquement du bonheur qu'on pourrait avoir de tromper la vigilance des croiseurs ennemis. On y réussit. Victor Hugues, nommé par la Convention commissaire aux îles du Vent, partit de France à la fin de l'été de 1794, avec des forces peu imposantes, échappa à toutes les croisières anglaises, et vint débarquer à la Guadeloupe. Après un combat très-vif, dans lequel il tua plus de cinq cents hommes aux ennemis, il obtint encore quelques avantages brillans, et força enfin l'armée aux ordres du général Graham à capituler, aux conditions de retourner en Angleterre, pour y être échangée contre un pareil nombre de prisonniers français.

Cette première conquête ne suffisait pas à l'activité du nouveau commissaire; mais les forces qu'il avait amenées avec lui étaient trop faibles pour qu'il pût tenter d'enlever les autres îles aux Anglais, si leurs habitans ne secondaient pas ses efforts, en se révoltant pour secouer le joug britannique. Dans ce dessein, il envoya partout des agens secrets qui disposèrent les colons à la révolte contre leurs nouveaux maîtres. Au printemps de 1795, l'insurrection éclata simultanément dans toutes les colonies françaises occupées par les Anglais. A Sainte-Lucie, les progrès en furent si rapides, et les insurgés se trouvèrent tout d'un coup en si grand nombre, qu'ils battirent la garnison, et la forcèrent à se réfugier dans le fort. Néanmoins, après être revenus de leur première stupeur, les Anglais firent une sortie; ils portèrent d'abord quelque désordre dans les rangs des Français; mais bientôt ceux-ci s'étant ralliés, ils repoussèrent les Anglais avec une perte considérable, demeurèrent maîtres du champ de bataille, et forcèrent l'ennemi à rentrer dans le fort. Après un

1796—an IV Colon. franç. blocus de trois mois, il fut contraint d'évacuer l'île. Les tentatives faites à la Martinique n'aboutirent qu'au massacre de trois cents Français insurgés qui, après avoir arboré le pavillon tricolore à la place où flottait le pavillon britannique, se battirent jusques à la dernière extrémité, et aimèrent mieux recevoir la mort en combattant, que de mettre bas les armes pour périr ensuite attachés à un gibet.

Peu après, Hugues fit rentrer les îles de Saint-Martin et Saint-Eustache sous la domination hollandaise. Encouragé par ces succès, il ne voulut pas se borner à défendre les îles françaises qu'il avait reconquises; il prétendit attaquer ou insurger celles qui appartenaient à l'Angleterre. A Saint-Vincent, il ranima les anciennes haines qui existaient entre les Caraïbes occupant l'intérieur de l'île et les Anglais, et parvint à entretenir les deux peuples dans un état d hostilité permanent et funeste au dernier. Il envoya en même temps à la Grenade un petit corps d'élite, qui, secondé par les hommes de couleur et les noirs révoltés, attaqua les troupes britanniques, et les défit en divers combats. Mais les Anglais ayant été renforcés, ils chassèrent les insurgés de la plaine, et les obligèrent à se retirer dans les mornes, où, malgré ce qu'ils eurent à souffrir par le manque de vivres, ils refusèrent constamment de capituler, et défendirent opiniâtrément les approches de ces forteresses, que la nature avait d'ailleurs rendues presque inabordables. Des troupes venues de la Guadeloupe, attaquèrent aussi la Dominique, et furent jointes par beaucoup de nègres et d'habitans anciennement français. Cette révolte n'eut pas de succès; mais les colons de la Dominique montrèrent que l'amour de la patrie et le désir de l'indépendance ne sont jamais éteints chez un peuple, quelque éloignée que soit l'époque où le sort de la guerre l'a fait passer sous une domination étrangère.

Vers ce temps, les Français portaient la terreur de leurs armes à la Jamaïque même, où ils faisaient des débar-

quemens, et poursuivaient les troupes britanniques jusque sous les murs de Kingstown. Une fois, entre autres, ils enlevèrent à l'ennemi un camp retranché très-fort, avec tout ce qu'il renfermait en artillerie, vivres, munitions et effets de toute espèce. Un petit corps de troupes républicaines avait débarqué, pendant la nuit, sur un point de la côte, à peu de distance de ce camp. L'attaque commença par la gauche, où les Francais enlevèrent une batterie par surprise. Ils durent ce premier avantage à la rare intrépidité d'un officier dont le nom est resté ignoré [1]. Il s'approche seul, poignarde successivement deux sentinelles avancées, tue ensuite, d'un coup de pistolet, celle qui était postée sur l'épaulement, et saute au même instant dans la batterie, en passant par une embrasure. Les soldats français, qui le suivaient à peu de distance, y pénètrent après lui, et font main basse sur tout ce qui s'y trouve. Toutes les autres batteries furent enlevées successivement, et le camp emporté d'assaut. Les troupes anglaises s'enfuirent alors en déroute, et ne s'arrêtèrent que pour prendre position sur des mornes voisins de Kingstown. Cette affaire coûta beaucoup de monde aux Anglais; ils eurent plus de vingt officiers mis hors de combat, parmi lesquels un brigadier-général et un colonel. Les Français leur prirent, dans le camp, douze pièces de canon de campagne, outre toutes celles qui armaient les batteries.

1796-an IV. Colon. franç.

La colonie de Saint-Domingue ne fut pas aussi heureuse que les îles du Vent; on n'y fit, pour ainsi dire, point parvenir de secours à cette époque. Cependant des forces pareilles à celles que l'on avait envoyées de France pour reprendre la Guadeloupe, auraient peut-être suffi alors pour chasser,

[1] Ces détails sont tirés des papiers anglais. Il est malheureux qu'aucun écrivain en France n'ait recueilli un trait aussi remarquable, pour nous transmettre le nom du brave qu'il honore.

1796 - an IV. Colon. franç.

de ce malheureux pays, les Anglais qui y occupaient plusieurs points importans, et pour l'arracher aux fureurs de l'anarchie qui le désolait.

Les événemens que nous avons à retracer se trouvent compris entre le départ de Santhonax pour la France et son retour à Saint-Domingue, pour y remplir une seconde fois les fonctions de commissaire civil. Le rôle important que joua le général Laveaux dans ces événemens, nous force de dire, en quelques mots, comment il parvint au gouvernement de cette colonie, et quel usage il fit de son autorité. Ce sera même par le récit de sa conduite et de ses actions que nous pourrons mieux faire connaître l'histoire militaire de l'île à l'époque où il l'a gouvernée [1].

Laveaux vint à Saint-Domingue en septembre 1792; il était alors lieutenant-colonel du seizième régiment de dragons, dont il amenait deux cents hommes avec lui. Il ne tarda pas à se faire remarquer par des talens supérieurs, et il avait acquis peu à peu une telle influence au Cap, qu'il s'était attiré la haine de Desparbès et de Cambfort. Lorsque le général Rochambeau remplit passagèrement les fonctions de gouverneur de la colonie, il nomma Laveaux adjudant-général, et lui donna le commandement de la partie du nord de l'île. Au moment de la révolte de Galbaud, qui fut suivie de l'incendie du Cap, il était malade et alité. Les commissaires civils le requirent de se faire transporter auprès d'eux, et de

[1] Le général Laveaux, de même que tous les hommes qui ont, en quelque temps que ce soit, exercé une autorité à Saint-Domingue, a été en butte aux plus virulentes accusations. Nous n'entreprenons pas son apologie. Ce n'est point à nous de prononcer entre lui et ses ennemis. L'examen de la conduite des divers chefs, blancs, noirs, ou mulâtres, n'est de notre ressort que sous le point de vue militaire. Nous ne nous établirons pas les arbitres de leurs sanglantes querelles; nous ne porterons un jugement que sur leurs faits d'armes contre l'étranger, et nous ne donnerons d'éloges qu'aux efforts qui avaient ostensiblement pour but de conserver la colonie à la France.

prendre toutes les mesures nécessaires pour la défense de la ville. Il obéit à cet ordre [1].

Plus tard, quand le général Lasalle s'enfuit du port de Paix, les commissaires lui donnèrent le commandement de cette place, et l'investirent des fonctions de gouverneur militaire de l'île; il était alors général de brigade. C'est dans les dispositions prises par le général Laveaux, pour organiser le service, et se créer des moyens de défense au port de Paix, que ses talens militaires, son courage et sa constance héroïques éclatèrent. Il arriva dans cette place au mois d'octobre 1793; il n'y restait que pour huit jours de vivres, une très-petite quantité de poudre et pas un sou dans le trésor. Cependant il fallait se défendre contre les attaques de l'ennemi, nourrir, habiller et payer seize cents soldats, et assurer la solde de deux cents officiers. Pour y pourvoir, il s'efforça d'attirer les neutres au port de Paix; et afin de se procurer les moyens de leur payer les vivres et les munitions qu'ils apporteraient, il prit des mesures pour que l'impôt ordinaire du quart du produit de toutes les habitations fût perçu exactement, et il disposa en outre, pour les besoins du service, du tiers des revenus nets des propriétés des absens, soit émigrés, soit réfugiés en France. Il rappela les nègres aux travaux, fit pour les habitations des réglemens très-sages, et bientôt sur la montagne du port de Paix la culture commença à refleurir.

Il avait fallu du temps pour préparer ces ressources; et, pendant tout ce temps, on eut mille maux à souffrir. Les bâtimens neutres ne pouvaient arriver que difficilement; les Anglais bloquaient la rade du port de Paix; une disette affreuse s'y faisait sentir, et la garnison fut, pendant quelque temps, réduite à se nourrir de maïs en grain (les troupes du

[1] Il sortit du Cap dans son costume de malade, en robe-de-chambre et en pantoufles, seuls vêtemens qui lui restèrent à la suite de cette catastrophe.

1795-an IV. Colon. franç. conserver le port de Paix à la France, elle ne possédait plus dans la partie du nord de Saint-Domingue, que ce canton, celui du Cap et les Gonaïves. Laveaux, dans la résistance qu'il eut à opposer aux ennemis de l'extérieur et aux insurgés de l'île, fut puissamment secondé par le commandant de ce dernier quartier; c'était Toussaint Louverture, qui acquit depuis tant de célébrité. Ce chef de noirs avait d'abord pris parti avec les Espagnols, par la crainte qu'il avait que dans la partie française les nègres ne fussent remis en esclavage. Quand le décret du 16 pluviose lui fut connu (ce fut le 6 mai 1794), il vint se ranger sous les drapeaux de la république, avec quatre mille noirs qu'il avait sous ses ordres. Les paroisses où il commandait pour le roi d'Espagne, mues par son exemple, se soumirent aux autorités françaises.

Toussaint, à cette époque, montra un grand attachement à la république française, et déploya des talens militaires assez remarquables. Nous allons rapporter une petite affaire qui en fournit la preuve. Dans la vue d'inquiéter ce général et de l'empêcher de faire un mouvement pour seconder Rigaud, dans une attaque qu'il avait projetée sur le Port-au-Prince, les Anglais sortirent, en fructidor an III, de Saint-Marc, au nombre de sept cents hommes, avec quatre pièces de canon. Toussaint oppose de front à l'ennemi, et dans une position avantageuse, trois cent cinquante hommes sous le commandement de Dessalines, pendant qu'il manœuvre pour lui couper la retraite, et qu'il place deux pièces de canon de manière à l'écraser dans son mouvement rétrograde. Quand tout est disposé, il fond sur l'ennemi avec sa cavalerie; en même temps, deux colonnes d'infanterie paraissent sur les flancs de celui-ci, et l'obligent à songer à la retraite. L'anglais est attaqué si vivement de toutes parts, qu'il abandonne ses canons et commence à fuir dans le plus grand désordre. Lorsque la tête des fuyards est arrivée à

portée de l'endroit où Toussaint a embusqué son artillerie, les soldats ennemis sont arrêtés par la mitraille, et la retraite leur devient impossible : ils se dispersent, jettent leurs armes et se sauvent de tous côtés dans les halliers, où la plupart sont poursuivis et massacrés par les nègres. Ainsi le général noir, par une manœuvre qui ferait honneur à un général européen, remporta une victoire complète. Toussaint manifestait une haine profonde pour les Anglais. Le général Brisbane avait osé lui faire offrir une somme d'argent pour livrer les Gonaïves, il repoussa cette offre avec indignation. A quelques jours de là, Toussaint livra un combat aux Anglais, où le général Brisbane perdit la vie.

1796-an IV. Colon. franç.

Après avoir rétabli l'ordre dans toutes les parties de l'administration au port de Paix, et mis la place dans un état de défense très-respectable, Laveaux résolut d'en faire autant au Cap; mais là il éprouva les plus grands obstacles, et manqua plusieurs fois de devenir victime de son zèle. Cette malheureuse ville était en proie à différens partis qui cherchaient sans cesse, tantôt l'un, tantôt l'autre, à fomenter des troubles. Celui des hommes de couleur était le plus redoutable; à sa tête se trouvait Villatte, mulâtre ambitieux, et qu'en considération de sa grande bravoure, Laveaux avait nommé commandant du Cap. Ces fonctions le rendirent encore plus dangereux, quand il se décida enfin à lever le masque. Déjà plusieurs émeutes avaient eu lieu, et par sa fermeté Laveaux avait fait rentrer les séditieux dans le devoir. Enfin, le 30 ventose an IV (20 mars 1796), l'outrage fut porté à son comble. Une foule d'hommes de couleur pénètrent chez le gouverneur et l'accablent de coups avant qu'il ait pu saisir ses armes; il est traîné en prison, ainsi que l'ordonnateur Perroud, qui administrait en chef la partie nord de l'île. Après cet acte de violence, les hommes de couleur se répandent de tous côtés dans la ville et y commettent mille désor-

1796-AN IV. Colon. franç. dres. Au lieu de chercher à apaiser ces troubles, Villatte demeure tranquille en apparence; mais tous les ordres qu'il donne secrètement, et dont l'exécution le trahit, ne laissent aucun doute sur ses projets; celui surtout donné le soir de désarmer tous les blancs et de les conduire à la grande caserne était du plus sinistre augure. Les deux chefs de la colonie restent ainsi détenus pendant plusieurs jours, et à chaque instant leur tête est menacée. Enfin la fermeté de plusieurs chefs noirs restés fidèles aux autorités, et qui, maîtres des hauteurs, menacent de foudroyer la ville, la crainte surtout de voir arriver Toussaint Louverture avec son armée, font rentrer une partie des rebelles en eux-mêmes; le calme commence à renaître, et le gouverneur est mis en liberté. Bientôt Villatte, contre lequel le général Laveaux n'avait marqué aucun ressentiment, quitte la ville, et va s'établir, avec un grand nombre d'hommes de couleur, dans un camp retranché, et de là excite des troubles dans plusieurs quartiers.

Dix jours après, une nouvelle insurrection éclata au Cap. Ce furent cette fois les noirs qui se soulevèrent. Villatte leur avait transmis secrètement de faux avis, portant : que Laveaux avait fait venir deux navires chargés de fers pour les enchaîner et les remettre dans l'esclavage. Soudain ils courent aux armes et se portent à la maison du gouverneur. Pendant qu'une partie des séditieux veut forcer la garde rangée en bataille à la porte, les autres dirigent leurs fusils sur les fenêtres. En ce moment, Laveaux s'avance sur le balcon, découvre sa poitrine, et leur dit : « Tirez! vous tuerez un père qui a toujours défendu votre liberté. » Ces paroles les arrêtent, et Toussaint Louverture, qui paraît à la tête de quelques uns de ses soldats, parvient à apaiser la sédition, en faisant entendre aux rebelles qu'on les a trompés, et que leur liberté ne court aucun danger. Depuis cette époque, Villatte s'occupa

avec succès à recruter son parti; il s'empara de nouveaux postes, et se déclara à la fin en guerre ouverte avec Laveaux. 1796-an IV. Colon. franç.

Telle était la situation de la partie septentrionale de l'île de Saint-Domingue, lorsque les commissaires envoyés par le directoire y débarquèrent.

Nous allons dire en peu de mots ce qui s'était passé dans la partie du Sud. Cette partie, où les hommes de couleur se trouvaient en nombre plus considérable, était occupée par les mulâtres, formant une armée sous le commandement de Rigaud; ce général y tenait les ennemis en échec et s'opposait à leurs progrès. Son premier exploit, après le départ de Santhonax, fut la reprise de Léogane, qui était tombé au pouvoir des Anglais: ceux-ci, dès que le Port-au-Prince leur eut été livré, s'étaient occupés à y organiser des troupes coloniales. En conséquence, ils avaient acheté argent comptant, tous les esclaves de choix pour les enrégimenter, et ils avaient recruté plusieurs corps parmi les blancs et autres hommes libres partisans de l'ancien régime. C'est avec ces auxiliaires, joints à un petit nombre de soldats britanniques, qu'ils s'efforçaient d'étendre leurs conquêtes à Saint-Domingue, et qu'ils occupaient alors Léogane. Appelé par les hommes de couleur de cette ville, qui brûlaient de secouer le joug de l'étranger, Rigaud s'en approcha à marches forcées. Il était aux portes, lorsque du milieu d'un champ de cannes il vit sortir les principaux habitans qui l'avaient sollicité à venir. Leur complot avait été découvert, et ils avaient été contraints de prendre la fuite pour se dérober à la vengeance des Anglais: ils supplièrent Rigaud de se retirer pour épargner une défaite à sa petite armée, et de ne pas causer le massacre de tous les républicains qui étaient dans la ville, en tentant une attaque qui ne réussirait pas. Ce général, n'écoutant que sa bravoure, et sûr de celle de ses soldats, persista dans son entreprise: il attaqua Léogane

1796-an IV. Colon. franç. pendant la nuit, et emporta d'assaut la ville, dont la reddition entraîna celle du fort qui commande la mer. Il y trouva soixante bouches à feu et des munitions de toute espèce. Après avoir mis cette place en état de résister aux efforts que pourraient faire les ennemis pour la reprendre, il se mit en marche pour aller attaquer Tiburon, ville bien fortifiée, d'où les Anglais faisaient tous les jours des incursions sur les terres voisines. Rigaud s'en rendit maître, il y détruisit une corvette ennemie, et s'empara de huit cents fusils, qui lui servirent à armer de nouveaux soldats.

A quelque temps de là, ayant été instruit qu'au Port-au-Prince le parti de la république devenait de jour en jour plus nombreux, et qu'il n'attendait, pour se montrer, que la présence de son armée, Rigaud, sans perdre un instant, rassembla ses troupes pour voler au secours des républicains, et vint mettre le siége devant la ville. Il commença ses opérations par l'attaque du fort Bizoton; mais après avoir assiégé inutilement ce fort pendant quarante jours, et avoir consommé beaucoup de poudre, il se vit obligé de décamper. Sa retraite devint funeste au parti qui avait imploré son assistance; les Anglais firent fusiller soixante blancs ou hommes de couleur au Port-au-Prince, et cent sept hommes de couleur à l'Arcahaye.

La tentative infructueuse de Rigaud sur le Port-au-Prince rendit la confiance aux Anglais et les engagea à reprendre l'offensive : en conséquence, ils résolurent d'aller attaquer Léogane par terre et par mer. C'est par la conquête de cette ville qu'ils espéraient se rendre maîtres de toute la partie du sud de l'île. Pour se la faciliter, ils s'étaient ménagés des intelligences avec Dieudonné et Pompée, chefs des troupes noires occupant les différentes parties du territoire où commandait Rigaud; mais leurs intrigues furent découvertes : les noirs virent le piége qu'on leur avait tendu, et ils livrèrent eux-mêmes

Dieudonné et Pompée aux autorités constituées. Cette circonstance ne détermina cependant pas les Anglais à renoncer à leur projet; ils embarquèrent les troupes coloniales et les leurs sur des bâtimens de transport, firent escorter le convoi par trois vaisseaux de ligne et deux frégates, et mirent à la voile. Après dix-huit heures de navigation, l'expédition parut dans la rade de Léogane; les transports mouillèrent au large, et les vaisseaux et frégates vinrent s'embosser à petite portée du fort. Ils firent pendant plusieurs heures un feu terrible; mais les mulâtres qui défendaient ce fort, et les équipages de plusieurs petits bâtimens de guerre ou corsaires français, qui les avaient quittés pour se porter aux batteries, leur ripostèrent si vigoureusement, que ces formidables citadelles flottantes furent obligées de s'éloigner, en coupant leurs cables et abandonnant leurs ancres, pour se soustraire plus vite au danger d'être coulées ou incendiées par l'artillerie républicaine. Malgré ce premier revers, les ennemis persistèrent à tenter l'attaque par terre; les troupes furent débarquées, et elles vinrent prendre position autour de la ville. Les pièces de siége arrivèrent le soir même, et une batterie fut construite le plus près possible de la place. Pendant la nuit, les assiégés n'eurent garde d'inquiéter les Anglais dans la construction de cette batterie. Au point du jour, ceux-ci s'aperçurent avec douleur que des canons de la ville croisaient leur feu en arrière du terrain où elle était placée, et y faisaient pleuvoir la mitraille. De cette manière, les troupes qui la défendaient ne pouvaient ni faire leur retraite ni être secourues, sans qu'elles ou les renforts qu'on leur enverrait ne fussent écrasés par les canons de la place. Profitant de la position critique où se trouvent les ennemis, les Français font une sortie et s'élancent des deux côtés sur la batterie anglaise. Les soldats épouvantés semblent redouter moins les biscayens que les baïonnettes des mulâtres; la plu-

1796 - an IV.
Colon. franç.

1796-an IV. part prennent la fuite, et sont presque tous foudroyés par la
Colon. franç. mitraille, le reste est massacré dans la batterie même, et les canons demeurent au pouvoir des vainqueurs. Ce premier succès enflamma le courage des assiégés et frappa de terreur les Anglais. Après avoir jeté inutilement quelques bombes dans la place, ils calculèrent qu'il ne fallait que huit jours à Rigaud, qui était alors aux Cayes, pour rallier tous les noirs à son armée, et se porter au secours de Léogane; ils prirent donc le parti de se rembarquer. Cette opération se fit dans le plus grand désordre, et quelques coups de fusil tirés dans le voisinage ayant fait croire aux ennemis qu'ils étaient poursuivis, une terreur panique s'empara des soldats; ils se jetèrent à la mer, pour gagner les chaloupes déjà chargées qui s'éloignaient du rivage, et il y eu eut beaucoup de noyés.

Cet événement, aussi désastreux pour les Anglais, qu'il fut glorieux pour les défenseurs de Léogane, permit à Rigaud de reprendre l'offensive à son tour. Il fit encore plusieurs démonstrations d'attaque sur le Port-au-Prince; mais n'ayant pas les moyens nécessaires pour en tenter sérieusement le siége, il se borna à chercher de temps à autre à inquiéter cette ancienne capitale de Saint-Domingue.

Nous dirons dans la suite de cet ouvrage quels changemens apporta dans la situation de cette intéressante et malheureuse colonie, l'arrivée des nouveaux commissaires civils.

FIN DU CINQUIÈME VOLUME.

ERRATA. Deuxième volume, page lxij de la table, et 109 et 110 du texte, *au lieu de* Savary, *lisez* Tabary.

